

Université de Montréal

**Attitudes discriminatoires et comportements racistes :
préalables théoriques et épistémologiques au développement d'approches
et d'instruments d'enquêtes sociologiques**

par
Jean-Pierre Corbeil

**Département de sociologie
Faculté des arts et des sciences**

**Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Ph.D.
en sociologie**

Mars, 2006

© Jean-Pierre Corbeil, 2006



HM

15

U54

2007

v.003

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Attitudes discriminatoires et comportements racistes :
préalables théoriques et épistémologiques au développement d'approches
et d'instruments d'enquêtes sociologiques

présenté par :

Jean-Pierre Corbeil

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

.....Sirma Bilge.....
président-rapporteur

.....Christopher McAll.....
directeur de recherche

.....Rachad Antonius.....
membre du jury

.....Véronique de Rudder.....
examineur externe

.....Sirma Bilge.....
représentant du doyen de la FES

Résumé

La mesure et l'étude des attitudes discriminatoires s'inscrivent dans une tradition de recherche qui, pour l'essentiel, a été l'apanage des théoriciens et des praticiens de la psychologie sociale. Alors que le concept d'attitude a été à l'origine du développement de la sociologie américaine et que les psychologues sociaux d'alors reconnaissaient son caractère social, il a été progressivement dénué de toute référence sociale pour devenir un des concepts clés d'une psychologie sociale individualisante, tant dans ses théories que dans ses méthodes.

La présente thèse vise à jeter les bases d'une perspective sociologique qui permettrait de renouer avec la conceptualisation sociale des attitudes qui prévalait jusque dans les années 1930. À partir d'un modèle classique d'enquêtes sur les attitudes ou de sondages sur l'opinion publique, l'auteur montre comment il faut repenser le concept d'attitude. L'approche adoptée permet ainsi de l'intégrer dans une perspective sociologique qui tient compte de la relation dynamique entre les rapports sociaux d'exclusion, le façonnement des attitudes sociales, les représentations sociales de l'Autre et le développement de comportements racistes.

L'ouvrage se divise en trois parties. Dans la première partie, l'auteur retrace d'abord l'historique du concept d'attitude en sociologie et en psychologie et présente les débats et les axes de réflexion entourant l'utilisation de ce concept. À la suite de cette présentation, l'auteur introduit le concept de représentations sociales et montre comment ce dernier vise à jeter des ponts entre le social et le psychologique dans l'étude des phénomènes cognitifs et de leurs rôles dans le développement des sociétés. Puis, il propose une perspective historique sur le développement de la sociologie des rapports sociaux ethniques et examine comment le lien entre l'individu et la société a été étudié en sociologie. Pour conclure cette première partie, l'auteur aborde un certain nombre d'éléments de nature épistémologiques et

méthodologique, tels les notions de sens commun, de pratiques d'interprétation et de représentativités statistique et sociologique.

La seconde partie de la thèse traite de quatre enquêtes qui permettent d'étudier et de comprendre les attitudes et le discours racistes, et d'identifier des « producteurs » de comportements racistes à partir de différentes approches théoriques, épistémologiques et méthodologiques. Cette partie fait notamment ressortir la richesse que représente l'intégration du point de vue des minoritaires et des majoritaires dans la compréhension des rapports sociaux d'exclusion.

La troisième et dernière partie comporte deux volets. Le premier présente une perspective critique sur l'utilisation des sondages d'opinion publique et les prémisses théoriques et épistémologiques qui les sous-tendent. Le second intègre l'ensemble du matériel présenté dans la thèse et montre pourquoi et comment une perspective sociologique sur les attitudes racistes et les comportements discriminatoires est possible et nécessaire pour une meilleure compréhension des rapports sociaux ethniques d'exclusion.

Mots clés

1. Attitudes sociales
2. Discours raciste
3. Sociologie
4. Psychologie sociale
5. Représentations sociales
6. Sondages d'opinion
7. Racisme
8. Exclusion
9. Minorités ethniques

Summary

The measurement and study of discriminatory attitudes are part of a research tradition which, for the most part, has been the prerogative of theorists and practitioners in the field of social psychology. Even though, originally, the concept of attitude influenced the development of American sociology, and social psychologists recognized its social dimensions, it has progressively lost its social references and has become one of the key concepts of a social psychology which focuses on the individual, not only through its theories but also through its methods.

This thesis aims at laying the foundations for a sociological perspective that would allow for a revival of the social conceptualization of attitudes which, for the most part, prevailed until the 1930s. Starting with a standard survey model or public opinion poll, the author shows how one must rethink the concept of attitude. The approach thus taken allows for the integration of attitudes into a sociological perspective which takes into account the dynamic relationship between the social relations of exclusion, the shaping of social attitudes, the social representations of the «Other» and the development of racist behaviors.

The thesis is divided into three parts. In the first part, the author relates the history of the concept of attitude in sociology and psychology and presents the debates and main currents of thoughts surrounding its use. Following this presentation the author introduces the concept of social representations and shows how it can be used to link the 'social' and the 'psychological' in the study of cognitive phenomena and their roles in the development of societies. He then proposes an historical perspective on the development of the sociology of ethnic relations and examines how the link between individuals and society has been studied through sociology. At the end of this first section, the author touches upon a number of epistemological and methodological issues such as the notions of common sense, practices of interpretation, and statistical as well as sociological representativeness.

In the second part of the thesis the author presents four surveys which allow for the study and understanding of racist attitudes and discourses as well as the identification of «producers» of racist behaviours from different theoretical, epistemological and methodological approaches. This section highlights, among others, the richness of integrating minority as well as majority perspectives in order to understand the social relations of exclusion.

The third and last section of the thesis has two parts. The first presents a critical perspective on the use of public opinion polls and their underlying theoretical and epistemological premises. The second part integrates much of the material presented up to this point in the thesis and shows why and how a sociological perspective on racist attitudes and discriminatory behaviours is possible and necessary for a better understanding of ethnic social relations of exclusion.

Key words

1. Social attitudes
2. Racist discourse
3. Sociology
4. Social psychology
5. Social representations
6. Opinion polls
7. Racism
8. Exclusion
9. Ethnic minorities

Table des matières

	Page
Introduction.....	1
 Première partie	
Chapitre 1 : Sondage sur l'opinion publique québécoise	11
1.1 Objectifs et structure de l'enquête du MCCI de 1992	14
1.2 Résultats de l'enquête de 1992.....	15
1.3 Saisie des perceptions et des attitudes : type et structure des questions/énoncés (1992).....	22
1.4 Le lien entre les attitudes et les comportements (1992).....	25
1.5 Objectifs et structure de l'enquête du MRCI de 1996	26
1.6 Résultats de l'enquête de 1996	28
1.7 Saisie des perceptions et des attitudes: types et structure des questions/énoncés.....	31
1.8 Le lien attitude-comportement (1996)	31
1.9 Segmentation de la population et actions envisagées pour améliorer les «relations interculturelles»	33
 Chapitre 2 : Le concept d'attitude en sociologie et en psychologie.....	 36
2.1 Les origines scientifiques du concept d'attitude et la naissance de la sociologie américaine.....	36
2.2 Les dimensions sociales de la cognition, des émotions et des comportements dans la psychologie sociale américaine.....	43
2.3 Abandon de la notion par les uns, changement de sens chez les autres.....	45
2.4 Le XX ^e siècle et l'étude des attitudes	50
2.4.1 Introduction de la notion de comportement dans l'étude des attitudes	51
2.4.2 Le retour des recherches empiriques et des débats sur la relation entre attitudes et comportements : la critique des sociologues.....	55
2.4.3 Accroître la validité des modèles théoriques portant sur le lien attitudes-comportements (A-C).....	62
2.5 Vers une perspective plus sociologique du lien A-C	73
2.6 État actuel de la recherche et développements théoriques récents	77
2.7 Limites des recherches sociologiques et alternative à la tradition psychologique.....	83

Table des matières - suite

	Page
Chapitre 3 : Les représentations sociales	85
3.1 Des attitudes aux représentations sociales	86
3.2 Caractéristiques et nature des représentations sociales.....	91
3.3 Une notion aux résonances interdisciplinaires.....	93
3.4 Pratiques quotidiennes et représentations	95
3.5 Analyse critique de la théorie des représentations sociales	99
Chapitre 4 : L'incursion sociologique	102
4.1 L'École de Chicago.....	104
4.2 Le déclin de l'École de Chicago et la montée du fonctionnalisme parsonien	116
4.3 La sociologie du préjugé raciste.....	121
4.4 Les théories sociologiques de l'ethnicité	123
4.5 Les groupes ethniques chez Weber.....	129
4.6 L'ethnicité et les inégalités sociales.....	134
4.7 L'individu et la structure sociale.....	138
4.8 Le lien macro-micro.....	145
4.9 Quelques théorisations du lien individu-structure	147
Chapitre 5 : Sens commun, interprétation et représentativité.....	155
5.1 Objectivité et représentativité	159
5.2 Le rapport à l'objet.....	163
5.3 Généralisation et validité scientifique.....	166
5.4 La société comme ensemble de pratiques l'interprétation	171
5.4.1 L'interprétation comme phénomène social	174
5.4.2 L'interprétation comme critique du social	178
5.5 Statut théorique du sens commun comme connaissance.....	183
5.6 Vers une science des pratiques de l'interprétation.....	185
 Seconde partie	
Chapitre 6 : L'anatomie des attitudes «raciales»	188
6.1 Objectifs et Structure de l'enquête	189
6.2 Éléments méthodologiques (1)	192
6.3 Éléments méthodologiques (2)	195
6.4 Éléments méthodologiques (3)	201
6.5 Attitudes et comportements : la relation entre l'explication des inégalités et les moyens de les corriger	206
6.6 Cartographier les attitudes «raciales»: examen de la problématique	212

Table des matières - suite

	Page
Chapitre 7 : Cartographier le langage du racisme.....	215
7.1 Instruments et méthode de recherche	219
7.2 Un concept heuristique : les répertoires d'interprétations	223
7.3 Résultats empiriques (1) : la construction sociale d'une communauté.....	225
7.4 Résultats empiriques (2) : la pratique de la catégorisation	231
7.5 Résultats empiriques (3) : les outils d'argumentation des Pākehās relativement aux relations Pākehās-Māoris.....	239
7.6 Cartographier le langage du racisme : retour sur la problématique de l'exclusion	244
Chapitre 8 : Identifier les producteurs de comportements racistes	246
8.1 Méthodologie et instruments de recherche	248
8.2 Résultats empiriques (1) : parcours des jeunes et recherche d'emploi	249
8.3 Résultats empiriques (2) : attitudes et pratiques des employeurs.....	255
8.4 Principaux constats de la recherche.....	263
8.5 Le lien entre les attitudes et les comportements : le concept de «producteurs» de comportements racistes	265
Chapitre 9 : Vivre avec le racisme : la diaspora antillaise de Toronto	267
9.1 Éléments de méthode.....	268
9.2 Cadre théorique.....	270
9.3 Résultats empiriques 1 : L'arrivée au pays et le processus légal d'immigration	272
9.4 Résultats empiriques 2 : La discrimination sur le marché de l'emploi.....	273
9.5 Résultats empiriques 3 : les jeunes et le milieu de l'éducation ...	278
9.6 Le traitement différentiel et les problèmes de racisme systémique	280
9.7 Résultats empiriques 4 : les relations avec la police et le système judiciaire	284
9.8 Étude qualitative sur l'expérience du racisme à Toronto : retour sur la problématique.....	291

Table des matières - fin

Page

Troisième partie

Chapitre 10 : Les sondages d'opinion en question	293
10.1 L'objet réel de la recherche et le découpage de la réalité sociale	296
10.2 Les attitudes comme objet théorique de recherche.....	305
10.3 Les outils et les règles d'analyse : les postulats des sondages d'opinion.....	311
10.4 Les sondages d'opinion sur les attitudes : cul-de-sac méthodologique ?.....	317
10.4.1 Les présupposés.	318
10.4.2 Le lien entre les différents objets.....	319
10.4.3 Attitudes ou comportements? Ou les deux ?	320
10.4.4 Mesurer ou comprendre les attitudes ?	324
 Chapitre 11 : Vers une perspective sociologique sur les attitudes discriminatoires et les comportements racistes.....	326
11.1 Le «retour» du sujet connaissant	327
11.2 Quelques pistes d'alternatives méthodologiques à l'approche traditionnelle	329
11.3 Vers une perspective sociologique sur les attitudes	332
11.3.1 Le point de vue du minoritaire.....	333
11.3.2 Les minoritaires ethniques	336
11.3.3 Il n'y a pas d'individu sans structure sociale, il n'y a pas de structure sociale sans individu	339
11.3.4 L'idéologie.....	343
11.3.5 De l'idéologie aux attitudes et à la discrimination	346
11.3.6 Les attitudes comme pratiques.....	349
 Conclusion	353
 Références.....	359

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et au département de sociologie de l'Université de Montréal pour leur soutien financier lors de la réalisation de cette thèse de doctorat. Je tiens à remercier tout particulièrement mon directeur de thèse, Christopher McAll, pour le soutien moral et intellectuel qu'il a su me prodiguer de même que pour la patience et la disponibilité dont il a fait preuve à mon endroit tout au long de cette aventure intellectuelle. Un merci particulier est également exprimé à l'endroit d'un estimé collègue et ami, Léonel Bernard, pour ses encouragements répétés dans la finalisation de cette thèse. Par-dessus tout, j'aimerais remercier ma conjointe Louise pour ses encouragements incessants, sa confiance, sa compréhension et son amour tout au long de ce projet.

Introduction

La présente recherche s'intéresse aux dimensions cognitives du racisme et de l'exclusion, tant celles qu'on situe dans des modèles collectifs de pensée, de connaissance et de croyances que celles qu'on identifie à des attitudes, des perceptions et des comportements individuels. Elle vise en particulier à tenter de répondre à la question de savoir quelle place la sociologie accorde aux phénomènes et aux processus cognitifs que sont les attitudes et les représentations sociales dans ses modèles et ses théories visant la mesure et l'explication des rapports sociaux d'exclusion et d'inclusion en matière de relations ethniques.

Depuis quelques décennies déjà des enquêtes et des sondages sont effectués au Québec et au Canada afin de connaître et d'étudier les opinions et les attitudes de la population en matière d'immigration et de relations ethniques. Pour la plupart, ces enquêtes ont été réalisées par voie de questionnaires standardisés et d'échelles de mesure sur autant de thèmes que les besoins d'immigrants du Québec et du Canada, les solutions à la dénatalité, les effets positifs et négatifs de l'immigration, les niveaux d'immigration, les perceptions de racisme, de préjugés, etc.

Deux aspects de ces sondages captent particulièrement notre attention. D'une part, les résultats qu'ils révèlent donnent à penser que des tensions réelles existent entre divers groupes et catégories de la population canadienne. Ainsi, plusieurs sondages indiquent, par exemple, qu'une proportion importante des Canadiens croient que les membres des minorités visibles, en particulier les Arabes, les Noirs et les Asiatiques sont trop nombreux au pays, qu'il y a trop d'immigrants, même si la plupart sous-estiment le nombre d'immigrants réellement admis. En février 2002, par exemple, un sondage *Léger Marketing* effectué pour la Presse Canadienne révélait que plus de la moitié des Canadiens estimaient que le Canada accueille trop d'immigrants. Dix ans plus tôt, en 1993, un sondage *Decima* révélait que quatre Canadiens sur dix croyaient que la politique d'immigration du

Canada fait en sorte qu'« on accueille trop de gens de cultures et de races différentes au Canada ».

D'autre part, il y a ce paradoxe que révèlent nombre de sondages dont les résultats indiquent une montée des attitudes positives et d'ouverture à l'égard de la diversité ethnoculturelle alors même qu'une forte majorité de la population est d'avis que le racisme est un problème sérieux au Canada. Par exemple, un sondage *Environics* effectué pour le compte du ministère du Patrimoine canadien au printemps 2004 révélait qu'une proportion importante des personnes interrogées étaient d'avis que les Noirs (68 %), les Pakistanais ou les Indiens de l'Inde (73 %), les Musulmans (80 %) ou les Autochtones (75 %) étaient l'objet de discrimination au Canada. En outre, une enquête sur la diversité ethnique effectuée par Statistique Canada en 2003 révélait que près du tiers des Noirs et des Musulmans ont indiqué avoir été l'objet de discrimination durant les cinq années ayant précédé l'enquête. Dans un même temps, en 2003, un journaliste du *Journal de Montréal*, habilement maquillé par un professionnel des effets spéciaux, a, pendant une semaine, comparé les réactions et les attitudes des gens à son endroit dans plusieurs quartiers de Montréal et de la Rive-Sud dans diverses situations de la vie quotidienne. Résultat : malgré un certain nombre d'exemples de méfiance, d'intolérance, voire de racisme, la vaste majorité des Montréalais côtoyés se sont montrés très courtois, sinon fort corrects. Enfin, à Montréal, ce paradoxe se trouvait illustré en mars 1996 dans une édition du journal *La Presse* alors que, sur une même page, nous retrouvions les deux titres suivants chapeautant autant d'articles : « Forte hausse de plaintes pour discrimination raciale » et « Montréal, un "success story" » ethnique : une vaste étude conclut à la cohabitation pacifique... mais distante ».

En notant la nature fuyante, changeante, voire insaisissable du racisme au Canada, Henry et al. (1995, p. 15) affirment qu'il semble y avoir une compréhension limitée du racisme dans le discours public. En mars 2004, la Semaine d'actions contre le racisme au Québec avait pour thème « Le racisme, ça se passe entre les deux oreilles ». Cette formule est particulièrement intéressante dans la mesure où, tout en mettant l'accent sur les processus sociosymboliques et socioreprésentationnels du racisme, et sur l'idée que le racisme est un problème

attitudinal, elle peut donner à penser que puisque tout se passe dans la tête, la « matérialité » du racisme et son insertion dans des rapports sociaux, historiques et politiques sont relégués en arrière-plan. Outre les manifestations extrêmes que sont les assauts physiques, les insultes, les graffitis racistes ou le harcèlement, l'exclusion fondée sur l'appartenance à des groupes ethniques ou culturels particuliers s'insère et s'inscrit, entre autres, dans le système de valeur de la société, dans ses institutions et ses organisations.

Ce qu'on nomme, dans le sens commun, des attitudes, des préjugés ou des perceptions négatives à l'endroit des membres de certains groupes ethniques est difficile à mesurer et à étudier étant donné la nature souvent subtile et changeante des bases cognitives et affectives des mécanismes d'exclusion. Parfois, cette subtilité est telle que les personnes qui sont la cible de racisme peuvent ne pas en être conscientes. Inversement, le racisme peut n'être visible que pour ceux qui en sont victimes. Il demeure non discernable pour les autres, lesquels, par le fait même, nient son existence (Henry et al., 1995, p.16). Cette nature changeante du racisme a été beaucoup étudiée depuis quelques décennies. On a ainsi vu émerger un certain nombre de variantes de ces nouvelles formes de racisme. Le « néo-racisme » au Royaume-Uni (Gilroy, 1987 ; Billig et al. 1988), le « racisme aversif » et le « racisme symbolique » aux États-Unis (Kovel, 1970; Gaertner et Dovidio, 1986; Sears et McConahay, 1973) ou le « racisme démocratique » au Canada (Henry et Tator, 1994) sont autant de conceptualisations de ces divers mécanismes et processus d'exclusion qui démontrent la nature souvent subtile et complexe du racisme.

Contrairement à ce qu'on observe dans le champ de la psychologie sociale où l'étude des attitudes a été pendant une très grande partie du XX^e siècle la pierre angulaire de cette science, la panoplie de sondages d'opinion et d'attitudes qui ont été effectués jusqu'à aujourd'hui a généralement été de peu d'intérêt pour les sociologues étant donné l'aspect par trop conjoncturel des résultats obtenus et par les difficultés inhérentes à leur interprétation. Ainsi, en 1955 le sociologue Herbert Blumer affirmait sans ambages que les recherches sur les attitudes n'étaient parvenues à démontrer aucune relation empirique entre les attitudes et les comportements subséquents. Selon Blumer, la notion d'attitude telle qu'on la

concevait ne se qualifiait nullement comme concept scientifique. Treize ans plus tard, en 1968, dans le cadre d'un colloque de l'Association de sociologie du Pacifique ayant pour thème « Le concept d'attitude est-il obsolète pour les sociologues ? », un des panélistes, le sociologue Melvin DeFleur, affirmait que « bien que le concept d'attitude ne soit pas complètement obsolète pour les sociologues, il peut très bien devenir largement non pertinent »¹. Ralph Turner, un autre participant à ce colloque, affirmait quant à lui que « le concept d'attitude est maintenant tombé en désuétude, excepté dans un sens délimité s'appliquant à certains types de situation »².

Comment aujourd'hui concilier le fait que la notion d'attitude est à ce point présente dans le sens commun tout en étant quasi absente de la littérature sociologique ? Nous verrons dans la présente recherche qu'au début du 20^e siècle les premiers travaux sur les attitudes étaient principalement d'inspiration sociologique. Le sens donné à la notion d'attitude dans le cadre de cette psychosociologie³ n'avait alors que peu à voir avec celui qui s'est par la suite développé en psychologie sociale, ce qui n'allait pas empêcher cette dernière d'être définie comme la science des attitudes. Cette dernière aura fait des attitudes un concept aux connotations purement individualisantes, les rapports sociaux et le social dans son ensemble n'étant qu'accessoires. Ce n'est que vers les années 1980 que nous verrons vraiment émerger chez certains psychologues sociaux un désir de réintégrer le social dans l'analyse des processus cognitifs. Toutefois, ces derniers ne s'intéresseront pas vraiment aux attitudes puisqu'on les considèrerait comme des phénomènes trop statiques, peu à même de permettre une compréhension des processus à l'œuvre dans la transformation des sociétés. Les travaux sur les représentations sociales, dont Serge Moscovici⁴ est le principal instigateur, correspondaient davantage au besoin de mieux comprendre la façon par laquelle l'individu construit la réalité sociale et s'y oriente. Par ailleurs, ces travaux ont une étroite parenté avec ceux qui ont été effectués par des

1 Cité dans Hill, 1981, notre traduction.

2 Ibid, notre traduction.

3 Dans le cadre de la présente recherche nous utilisons le terme « psychosociologie » pour désigner cette branche de la sociologie qui s'intéresse aux phénomènes symboliques et psychiques et le terme « psychologie sociale » pour désigner celle que l'on retrouve dans la discipline de la psychologie.

4 Moscovici avait déjà établi en 1972 une claire distinction entre les psychologies sociales nord-américaine et européenne.

phénoménologues ou des ethnométhodologues en sociologie dont, par exemple, les travaux classiques de Berger et Luckmann, de Cicourel ou de Garfinkel. D'autres travaux plus récents ont émergé de tout un courant critique en psychologie sociale et reflètent le besoin d'examiner plus attentivement les aspects et les contextes sociaux à l'œuvre dans la compréhension du comportement humain⁵.

Une perspective sociologique sur les attitudes et les divers phénomènes sociosymboliques n'est pas facile à définir. Moscovici (1988), dans sa croisade pour faire une juste part aux explications d'ordre psychique dans la compréhension et l'explication des phénomènes sociaux s'exprime en ces termes :

« ...Les théories sociologiques décrivent et prescrivent. Mais elles n'expliquent pas. Voilà qui peut déconcerter, sans pour autant surprendre. Cependant, le fait est là : leurs explications – ce qui relie, si je puis dire, le cœur à la comète – sont soit d'ordre économique, soit d'ordre psychologique. Il n'y a pas de troisième espèce qui serait d'ordre purement sociologique⁶ ».

Décrivant le chemin que s'évertuait à prendre un Weber ou un Durkheim pour sauver la spécificité et l'autonomie de la sociologie comme science du social, Moscovici, s'inspirant abondamment des travaux de Georg Simmel (qu'il désigne comme l'un des premiers théoriciens de la psychologie sociale), nous enjoint à croire que « c'est avec, et non contre la psychologie, que doit s'établir la nouvelle science de la société (p. 294) ». La psychologie sociale se trouverait donc à être l'aboutissement de cette recherche d'une troisième voie entre l'individuel et le collectif.

À la suite de Dumont (1990) qui affirme que la sociologie continue de dépendre des autres sciences de l'homme au point où son objet paraît difficile à définir, et de Ramognino (1989) qui parle de « l'errance cognitive du sociologue » et du besoin pressant de reconnaître la spécificité du social, on serait porté à croire qu'une psychologie sociale serait toute désignée pour nous tirer de ces

⁵ Ibáñez et Iniguez, 1997.

⁶ D'une façon par trop simplifiée, bien sûr, la vision de Durkheim, par exemple, serait ainsi celle d'une intériorisation du social par l'individu et celle de Weber, d'une vision du social comme extériorisation d'une intentionnalité de chaque acteur.

tergiversations entre ce qu'il est convenu d'appeler l'objet et le sujet. Car, comme l'affirment Bourhis et al. (1994, p. 170), « la psychologie sociale [...] propose [...] un niveau d'analyse permettant l'articulation des niveaux sociaux et psychologiques de la réalité [...]. L'originalité de son apport se situe dans la possibilité qu'elle offre de faire le pont entre une analyse se situant au niveau individuel et une autre, au niveau collectif ».

Toutefois, comme le souligne Parker (1987, p.454), il y a une disparité entre la sociologie telle qu'on la comprend à l'intérieur de la discipline elle-même et l'image de la sociologie qu'on promeut en psychologie. Car il n'y a pas qu'une psychologie sociale. Il y a en fait une psychologie sociale d'allégeance psychologique et une psychologie sociale dont la perspective disciplinaire est principalement sociologique (Farr, 1978, 1987); on a souvent dénommé cette dernière par le vocable de microsociologie. Mais, comme le rappelait Rocher (1969/1992, p.12), «la microsociologie n'est pas un cadre de recherche qui se suffit à lui-même ; c'est en réalité un niveau d'observation dont l'analyse conduit nécessairement le sociologue vers les phénomènes d'ensemble, comme elle mène le psychologue à l'étude des personnalités individuelles ».

Si la sociologie a dû souvent redéfinir son objet de recherche et la façon dont elle se distingue des autres sciences, il n'en va donc pas autrement pour la psychologie sociale. Ainsi, à partir des années 1970, on a vu paraître en Europe bon nombre de travaux clés manifestant une sérieuse résistance devant les approches expérimentales et individualisantes des travaux américains qui font peu de cas de l'information que peuvent fournir les « sujets expérimentaux » sur leur propre expérience. Tant en sociologie qu'en psychologie, le discours des sujets, leurs paroles et leurs conversations, ont commencé à être l'objet de démarches épistémologiques, théoriques et méthodologiques qui mettent de plus en plus l'accent tant sur les aspects symboliques de la réalité sociale que sur le fait que ce qu'on appelle la « réalité sociale » est le résultat des pratiques humaines.

Mais devant ce flou des frontières entre la psychologie et la sociologie, devant l'existence d'une psychologie sociale qui prétend faire le lien entre l'individuel et le collectif, y a-t-il une perspective disciplinaire possible pour étudier la place des

processus symboliques et cognitifs dans les rapports sociaux d'exclusion/inclusion ? Peut-on envisager une sociologie qui tient compte de phénomènes cognitifs comme ceux des attitudes ou des représentations sociales dans ses schèmes et ses modèles d'explication de tels rapports sociaux ? Les attitudes n'appartiennent-elles qu'au champ épistémologique de la psychologie, même sociale ?

Dans un essai d'épistémologie, Testart (1991, p.104) souligne que le champ épistémologique d'une science consiste en la façon dont elle met le monde en perspective relativement à un sujet et dont elle le découpe en objet au moyen d'un système articulé de concepts qui permet de poser certaines questions. La présente recherche pose donc la question de savoir si le concept d'attitude en matière de rapports sociaux ethniques n'est la propriété que de la science psychologique ou s'il peut aussi être d'une utilité pour une approche sociologique.

Poser cette question oblige d'emblée à aborder le thème du rapport entre les sciences. L'examen attentif du rapport entre la psychologie et la sociologie n'est envisageable que si l'on fait l'effort de ne pas prendre chacune d'elle pour ce qu'elle n'est pas. Ainsi, la sociologie n'est pas que l'étude de ces « choses » qu'on appelle les faits sociaux, tout comme la psychologie n'est pas que l'étude de l'individu clos sur lui-même. Le rapport aux autres est au cœur tant de l'approche psychologique que sociologique. En reconnaissant qu'il y a de larges « zones de recouvrement » entre la psychologie et la sociologie (Testart, 1991, p. 97), la question que nous posons est la suivante : la sociologie peut-elle porter un éclairage qui lui est propre sur les attitudes tout comme la psychologie a tenté de le faire depuis un siècle ?

Structure des chapitres

Le point de départ de notre recherche repose sur la présentation d'une approche assez typique de mesure des attitudes dans le cadre de sondages d'opinion publique. S'inspirant d'une tradition classique en psychologie sociale, elle prend la forme de sondages sur l'opinion publique québécoise « à l'égard des relations raciales et interculturelles ». Deux sondages effectués en 1992 et en 1996 y sont

présentés. À notre avis, la mise en lumière de ce type de sondage est d'autant plus pertinente que ce dernier représente un outil privilégié d'information pour éclairer la gestion des rapports sociaux de type ethnique par l'État. Dans un même temps, l'utilisation répandue d'un tel outil de mesure cautionne une approche dont le cadre théorique et épistémologique est questionnable eu égard aux buts pourtant visés par ceux qui s'en inspirent. Pourtant, ce genre d'enquête est loin d'être sans valeur. La présente recherche tentera d'explorer comment la sociologie pourrait permettre d'enrichir une telle démarche qui vise à mesurer et comprendre les phénomènes de préjugés, de racisme et de discrimination.

Le second chapitre présente l'évolution de la notion d'attitude au cours du XXe siècle et de son utilisation scientifique tant en psychologie qu'en sociologie. Il cherche également à mettre en lumière les principaux débats théoriques et épistémologiques qui ont entouré l'utilisation de la notion d'attitude en psychologie sociale. Nous serons ainsi à même de montrer que cette notion n'est pas étrangère au développement de la sociologie en tant que science.

Le troisième chapitre montrera que, suite à l'impasse devant laquelle semblaient se trouver de nombreux travaux sur les attitudes, le concept de représentations sociales s'est imposé comme un outil théorique et méthodologique à même de mieux refléter les dimensions dynamiques des processus cognitifs et symboliques à l'œuvre dans la société. Cependant, bien que l'on puisse faire des représentations sociales un objet d'étude en lui-même qui permette de jeter un éclairage très utile sur les processus sociosymboliques, il faut pouvoir établir un lien entre celles-ci et les rapports sociaux d'exclusion que sont la discrimination, le racisme et les autres inégalités sociales.

Le quatrième chapitre se veut une incursion historique dans la perspective sociologique qui met l'accent sur quelques-uns des travaux majeurs ayant porté sur les relations de type ethnique et sur le racisme de même que sur ceux ayant examiné le lien entre l'individu et la société. L'idée maîtresse de ce chapitre est de faire ressortir le fait qu'on a tort de croire que la sociologie n'a pas tenté d'étudier le lien entre les phénomènes dits cognitifs ou symboliques et les structures sociales. Vouloir examiner la possibilité d'une perspective

sociologique sur les attitudes nécessite d'abord qu'on fasse ressortir ce qui distingue une telle perspective.

Puisqu'on ne peut pas sérieusement se pencher sur l'utilité de la notion d'attitude pour la sociologie sans s'intéresser aux questions d'ordre épistémologique et méthodologique, le cinquième chapitre examine ces éléments en tentant de montrer le lien étroit entre les perspectives épistémologiques et théoriques qu'on adopte et les méthodes qu'on utilise pour les étudier. À cet égard, la perspective psychologique qui a de tout temps dominé dans le champ des attitudes a généralement eu parmi ses principaux objectifs l'amélioration de la mesure mathématique, souvent au détriment d'une meilleure compréhension des phénomènes.

Les chapitres six à neuf constituent en quelque sorte le corpus empirique de la présente étude. Chacun d'entre eux est une description d'une étude spécifique sur un thème commun : l'exclusion sociale sur la base de marqueurs ethniques, phénotypiques ou culturels. Les quatre enquêtes qui constituent ce matériel empirique ont été choisies en raison de la diversité d'approches qu'elles représentent. La première est une enquête effectuée par des sociologues américains sur l'anatomie des «attitudes raciales» à San Francisco. La seconde est une analyse du discours raciste et une étude sur la légitimation de l'exploitation à l'endroit du peuple maori en Nouvelle-Zélande. Les auteurs de cette enquête sont des psychologues sociaux dont l'orientation et les visions permettent de jeter des ponts avec des préoccupations, disons, plus sociologiques. On y constate l'accent qui est mis sur les rapports sociaux et sur la construction sociale des processus d'exclusion. La troisième enquête présentée a été effectuée au Québec et porte sur les «producteurs de comportements racistes » lors de l'insertion au marché du travail des jeunes travailleurs de 15 à 29 ans d'origine haïtienne, notamment, de la région de Montréal. Encore là, il s'agit d'une approche très différente dans la mesure où l'on a recueilli les propos de ceux qui sont exclus de même que les propos de ceux dont les actions contribuent à l'exclusion des premiers. Les idées de trajectoires et de champs de forces sont mises en avant ici. Enfin, la quatrième enquête porte sur la diaspora antillaise de Toronto et la façon qu'adoptent ses membres pour composer avec le racisme au

quotidien. On a également là une étude très différente et d'inspiration plus anthropologique. La parole est donnée exclusivement aux Noirs antillais de Toronto, à ceux qui subissent l'exclusion au quotidien.

Bien que chacune de ces enquêtes n'ait pas exactement les mêmes objectifs ou ne vise pas à étudier les mêmes phénomènes que les autres, toutes portent néanmoins sur des attitudes, des représentations, des croyances et des discours qui peuvent avoir ou qui ont des conséquences sur l'exclusion de certains groupes spécifiques de la société. Chacune d'entre elles présente une approche méthodologique, voire parfois épistémologique, différente dans l'étude des rapports sociaux d'exclusion.

Ce corpus empirique servira ensuite de support à une prise de position critique dans les chapitres 10 et 11. Ces deux derniers chapitres ont donc comme objectifs non seulement de démontrer ce qui fonctionne peu ou prou dans les approches classiques visant l'étude des attitudes, mais d'examiner dans quelle mesure les phénomènes cognitifs et symboliques comme ceux des attitudes peuvent ou non être étudiés à partir d'une perspective sociologique, et comment peuvent-ils l'être. Nous tâcherons ainsi de montrer qu'on peut difficilement parvenir à comprendre le lien entre les attitudes et les comportements et difficilement aborder la question du rôle des attitudes en faisant l'économie d'un examen du lien entre l'individu et la structure sociale. Les pratiques et les attitudes d'exclusion doivent être intégrées sur le plan conceptuel à une théorisation plus large sur la place et le rôle des individus au sein de cette structure sociale.

Chapitre 1 : Sondages sur l'opinion publique québécoise

Dans son *Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* (1990), le gouvernement du Québec a mis en oeuvre une politique d'intégration lui permettant de tenir compte de la diversification notable des sources géographiques de l'immigration depuis 1980. Selon le MAIICC¹ (1993) cette politique a pour objectif, notamment, de promouvoir des attitudes favorables à la diversité ethnique, raciale et culturelle. C'est dans ce contexte que l'étude *Sondage sur l'opinion publique québécoise à l'égard des relations raciales et interculturelles* (MCCI, 1993) a été réalisée (les mêmes objectifs prévaudront également pour l'enquête de 1996). L'enquête de 1992 vise, selon le ministère (1993, p. 5), à examiner en premier lieu « l'état de santé des relations raciales et interculturelles au sein de la population québécoise afin d'alimenter, en termes de recherches, la réalisation d'un plan de sensibilisation et d'une campagne de promotion axée sur une image positive des minorités visibles dont l'objectif est de promouvoir la tolérance et de favoriser les contacts entre groupes et individus ». L'énoncé de politique du gouvernement québécois souligne notamment (1990, p.75-76) que,

- Pour s'identifier à la société québécoise, les Québécois des communautés culturelles doivent être reconnus comme des Québécois à part entière, et ce, autant dans leurs ressemblances que dans leurs différences. Il est donc essentiel que les attitudes et comportements des personnes de toutes origines [...] contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance de tous les Québécois à une même société ;

que,

- [Bien que] la population québécoise manifeste, dans l'ensemble, de la tolérance et de l'ouverture à l'égard de l'immigration et de la diversité ethnique, raciale et culturelle,[...] les différences culturelles suscitent parfois des incompréhensions, et

¹Ministère des Affaires internationales, de l'immigration et des Communautés culturelles (aujourd'hui Ministère des communautés culturelles et de l'immigration).

certaines de nos concitoyens manifestent encore des attitudes négatives à l'égard des personnes d'origines et surtout de races différentes ;

et que,

- dans un Québec davantage multiracial, la question du racisme s'impose tout particulièrement comme une problématique à laquelle il faut absolument s'attaquer.[...] C'est pourquoi il importe d'intensifier les actions visant à promouvoir une image positive des minorités visibles auprès de l'ensemble de la population, et ce, afin de lutter contre les stéréotypes toujours présents à leur égard dans notre société.

L'originalité de l'étude de 1992², comparativement à la plupart des sondages du genre sur le sujet, réside notamment dans le choix du plan d'échantillonnage. On a en effet élaboré ce dernier de façon à permettre une sur-représentation des individus dits des « minorités visibles »³ et ce, en élaborant deux échantillons distincts. L'un, constitué de 1100 répondants, couvre l'ensemble du territoire québécois, l'autre, comprenant 282 répondants, a été stratifié suivant la population de 4 quartiers ou regroupements de quartiers de la région de Montréal où la diversité ethnique est particulièrement importante (Villeray/St-Michel/Parc Extension, Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Ville St-Laurent, Brossard). L'autre dimension particulière de l'enquête réside dans l'introduction d'une méthode d'auto-identification du groupe 'culturel' des répondants à partir d'une liste de groupes proposée par l'intervieweur⁴. Le « groupe culturel autoidentifié » fut ainsi utilisé pour mesurer le « sentiment d'être à l'aise » en présence d'individus de différents « groupes culturels ». De plus, agrégé sous une des trois catégories « Blancs francophones, Autres Blancs et Minorités visibles », le « groupe culturel » a servi notamment de prédicteur pour mesurer a) le pourcentage et le risque relatif d'être témoin ou victime d'actes de discrimination ; b) les « contacts interculturels » (par le biais d'un indice de contacts avec des individus d'autres origines ethniques dans l'environnement du répondant : quartier, travail, amis et famille) et c)

² Le sondage fut réalisé par la firme de services à la recherche J.T.D.inc.

³ Selon la définition qu'on retrouve dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* (1986), c'est-à-dire une personne (non autochtone) qui n'est pas de race caucasienne ou de race blanche.

⁴ Parmi les groupes culturels auto-identifiés, nous retrouvons les suivants : Blanc d'origine française, Blanc d'origine britannique, Blanc d'une autre origine, Autochtone ou Amérindien, Latino-Américain, Noir antillais francophone, Noir antillais anglophone, Autre Noir (ex. :Africain), Arabe (Libanais, Marocain, Égyptien) ou Asiatique occidental (Turc, Iranien, Arménien), Indo-Pakistanaï (ex. :Pakistan, Sri Lanka (Tamouls), Bangladesh), Asiatique oriental (ex. : Chinois, Vietnamien,

les attitudes à l'égard de l'immigration et des communautés culturelles. En plus du sentiment d'être à l'aise et un certain nombre de questions permettant de tracer le profil sociodémographique des répondants, ces thèmes ou « variables » constituent les cinq sections du questionnaire téléphonique administré aux répondants.

La justification de deux modes d'échantillonnage distincts dans cette enquête (un où la diversité ethnique est faible et un où elle est élevée) tient, en partie, à l'intérêt de vérifier l'hypothèse du contact ou, du moins, à examiner dans quelle mesure les attitudes et les sentiments en matière de pluralisme ethnique sont influencés par la proximité géographique entre les différents groupes.

La démarche proposée dans le cadre de l'enquête de 1992 est donc la suivante : mesurer des attitudes, des opinions et des perceptions, en posant un certain nombre de questions standardisées et en proposant des choix de réponses également standardisés. Les répondants devaient ainsi réagir à une question ou une opinion déjà formulée en optant pour un des choix de réponses fournis. De pair avec ces questions sur les attitudes, l'enquête vise également à mesurer un certain nombre d'éléments qu'on associe de près ou de loin, à tort ou à raison, à des comportements d'ouverture ou de fermeture en matière de rapports ethniques. Par le biais de cette première enquête, on tente de mesurer ce que les individus croient, pensent, perçoivent, évaluent, tout en assumant que ce qu'on mesure a un lien avec une intentionnalité d'action, avec des comportements (des contacts, essentiellement).

1.1 Résultats de l'enquête de 1992

Les résultats de l'enquête de 1992 du MCCI révèlent, entre autres, que :

1. Il y a eu une augmentation importante des « contacts interculturels » au Québec depuis les cinq dernières années ;
2. la majorité des Québécois se sentent à l'aise envers la plupart des « groupes culturels » ;
3. la majorité des Québécois témoignent d'attitudes plutôt positives à l'égard des « groupes culturels ou des immigrants » ;
4. « Des attitudes plus positives sont observées d'abord chez les personnes qui sont plus en contact avec différents groupes culturels, chez les personnes plus jeunes ou plus scolarisées » (MCCI, 1993, p.14) ;
5. le fait d'avoir des personnes d'origines ethniques différentes parmi les amis ou la famille va de pair avec le fait d'avoir des attitudes plus positives à l'égard des « groupes culturels et des immigrants » (MCCI, 1993, p. 75);
6. le fait « d'habiter dans des quartiers [à haute diversité] ethniques se traduit par un effet paradoxal d'ouverture de son environnement personnel (amis et famille) aux groupes culturels et par des attitudes plus critiques face aux effets de la présence importante des groupes culturels divers » (MCCI, 1993, p. 69);
7. « Les Blancs francophones qui habitent les quartiers à forte concentration ethnique se sentent moins à l'aise envers l'ensemble des minorités visibles (3,6 sur une échelle de 5 comparativement à 3,8 pour ceux habitant ailleurs), sont moins d'accord avec les effets positifs de l'immigration et sont moins d'accord avec le fait que les immigrants s'intègrent au français » (MCCI, 1993, p.68);
8. « Les personnes qui ne sont pas en contact avec des groupes culturels différents du leur ont tendance à se déclarer généralement plus à l'aise en présence de représentants des minorités visibles. Par contre, ces personnes présentent des attitudes moins positives à l'égard des communautés culturelles ou des immigrants

et ont des attentes plus élevées face à l'intégration des immigrants » (MCCI, 1993, p.10).

Cependant, entre 40 % et 50 % des répondants affirment avoir été témoins d'actes de discrimination fondée sur l'origine ethnique (dans les contextes de l'emploi, du logement, de l'éducation, des services de santé et des services sociaux, des transports en commun, le contexte judiciaire et dans les relations avec les services policiers) dans les quartiers à haute diversité ethnique, comparativement à 34 % pour l'ensemble de Montréal. De même, ces quartiers présentent des taux de prévalence d'actes de discrimination de près de 20 % (20 % des répondants ayant été victimes de tels actes), alors que ce taux est de 7 % pour l'ensemble de Montréal. De plus, les auteurs du rapport soulignent que seulement le tiers des Québécois étaient d'accord avec le fait que les immigrants s'intègrent à la société francophone.

1.2 Saisie des perceptions et des attitudes : type et structure des questions/énoncés (1992)

Dans le cadre de l'enquête de 1992, la mesure des attitudes a été effectuée à partir de 42 énoncés sur lesquels on demande aux répondants d'exprimer leur degré d'accord ou de désaccord sur une échelle de 1 à 5, où « 1 » signifie « entièrement en désaccord » et « 5 » signifie « entièrement en accord ». Puisque ces énoncés couvrent un large éventail de thèmes et de réalités, les auteurs du rapport ont tenu à les regrouper pour en faciliter l'analyse statistique. Ils ont ainsi procédé à une analyse factorielle leur permettant d'élaborer une certaine structure des attitudes. Cette analyse a permis l'élaboration de sept facteurs principaux. Les deux pages qui suivent présentent l'ensemble des questions qui constituent ces facteurs.

Facteur 1 : Rôle économique et social des immigrants

- Le gouvernement devrait donner l'exemple et embaucher plus de gens provenant des communautés culturelles.
- Les employeurs devraient réserver un certain nombre d'emplois pour des gens qualifiés provenant de minorités visibles.
- Les communautés culturelles favorisent le développement économique du Québec.
- Le gouvernement devrait investir dans une campagne de sensibilisation pour favoriser le rapprochement interculturel et des relations raciales harmonieuses.
- Le gouvernement devrait mettre en place des mesures favorisant l'établissement des nouveaux immigrants dans les régions du Québec.
- La présence des immigrants contribue au développement des valeurs de la société québécoise.
- Il devrait y avoir davantage de comédiens et d'animateurs provenant des minorités visibles à la télévision et à la radio québécoise.
- Les communautés culturelles de diverses races favorisent l'enrichissement culturel du Québec.
- Les immigrants et les communautés culturelles respectent les valeurs démocratiques du Québec (Ex. : égalité des femmes, droits des enfants.)
- Les minorités visibles sont disposées à travailler plus fort pour s'intégrer à la société québécoise
- Les immigrants font des efforts pour s'intégrer à la société québécoise.

Note : Selon les auteurs du rapport, « les personnes qui ont un score plus élevé sur ce facteur (un score qui se rapproche de 5) sont des personnes qui affichent une plus grande reconnaissance de la contribution des communautés culturelles et qui favorisent un rôle plus actif des communautés culturelles dans l'économie du Québec ».

Facteur 2 : Proximité/distance sociale

- Je suis réticent à être soigné par un personnel provenant des minorités visibles dans les services de santé.
- Ça me fâche de voir des membres des minorités visibles dans la police.
- Ça me fâche de voir des Québécoises de race blanche en compagnie de conjoints provenant de minorités visibles.
- Il y a trop de minorités visibles dans mon quartier.
- Les immigrants nuisent à l'usage du français dans les écoles.
- On devrait assurer l'accès égalitaire aux emplois sans tenir compte de l'origine ou de la race.
- Les immigrants contribuent à l'accroissement de la population du Québec.
- C'est une bonne chose que les enfants de races différentes puissent fréquenter les mêmes classes.
- J'accepte (ou j'accepterais) que mes enfants invitent des amis d'autres origines ethniques à venir à la maison.

Note : Selon les auteurs, « à la suite d'une inversion des questions négatives, un score plus élevé sur ce facteur indique que les répondants sont plus d'accord envers un rapprochement entre les membres des diverses communautés et sont plus à l'aise avec le développement d'une société pluraliste ».

Facteur 3 : Effets positifs de l'immigration et de la diversité culturelle

- Les communautés culturelles coûtent trop cher à la société d'accueil en soins de santé et de bien-être social.
- Les immigrants ont tendance à former des ghettos.
- Les minorités visibles font augmenter le taux de criminalité au Québec.
- Au cours des dernières années, le Québec a reçu trop d'immigrants.
- Les communautés culturelles s'accaparent des nouveaux emplois disponibles.
- Les immigrants contribuent à la détérioration de l'économie québécoise.

Facteur 4 : Attentes de la société d'accueil

- Les immigrants doivent apprendre et utiliser le français comme langue de communication.
- Les communautés culturelles ont beaucoup à gagner en entretenant des relations amicales avec les Québécois.
- La société d'accueil s'attend à ce que les immigrants développent un sentiment d'appartenance au Québec.
- Avec le temps, les communautés culturelles doivent adopter le français dans leur vie privée.

Facteur 5 : Manifestations religieuses

- La construction de synagogues, de mosquées et de temples bouddhistes ne devrait pas être tolérée.
- Les manifestations religieuses dans le domaine public ne devraient pas être tolérées.
- Le port du voile ou du turban lié à la croyance religieuse me rend mal à l'aise.
- Tout le monde devrait avoir le droit de manifester librement sa croyance religieuse.

Facteur 6 : Intégration au français

- Les nouveaux immigrants apprennent davantage le français.
- Les nouveaux immigrants se rapprochent davantage de la société québécoise francophone.
- Les immigrants ont toujours tendance à favoriser l'anglais.

Facteur 7 : Présence de la discrimination

- Les corps policiers font souvent preuve de discrimination à l'égard des minorités visibles.
- Lorsqu'elles ont à traiter avec les communautés culturelles, les cours de justice doivent tenir compte des coutumes et des valeurs différentes.
- Les médias ont des préjugés défavorables envers les minorités visibles quand ils font leurs reportages.
- Il y a discrimination raciale envers certains groupes culturels au Québec dans les soins de santé.

Devant une telle panoplie d'énoncés, et au-delà des facteurs qui émergent du processus de réduction des données, examinons plus en profondeur non pas tant le sens qu'on peut donner aux choix de réponse des individus, mais plutôt celui qui semble s'inscrire dans la structure même des énoncés, et la définition du social qui s'en dégage.

Un examen de la formulation des énoncés soumis aux répondants donne à entrevoir l'existence d'un cadre conceptuel axé sur les différences culturelles entre les individus. On s'intéresse ainsi aux *relations interculturelles* et la société québécoise apparaît comme étant constituée de *communautés culturelles* et de *racés* distinctes⁵. On demande aux répondants d'identifier le *groupe culturel* auquel ils appartiennent et d'indiquer dans quelle mesure ils se sentent à l'aise avec des individus de différents groupes culturels. L'enquête de 1992 demande aux répondants s'ils croient que « le gouvernement devrait investir dans une campagne de sensibilisation pour favoriser le *rapprochement interculturel* et des *relations raciales harmonieuses* ». On leur demande également s'ils sont d'accord avec le fait que « les *communautés culturelles de diverses races* favorisent l'*enrichissement culturel* du Québec ».

Les vocables utilisés dans la formulation de ces énoncés mettent au jour un certain nombre de catégorisations dont le sens peut être équivoque. Nous pourrions alors émettre l'hypothèse suivant laquelle l'absence d'unité conceptuelle dans ces énoncés peut laisser place à une pluralité d'interprétations. On peut en effet s'interroger sur le sens qu'ont pu avoir les concepts suivants auprès des répondants : minorités visibles, races, communautés culturelles ou immigrants. L'entrée en matière lors de la lecture de ces énoncés par les intervieweurs est particulièrement équivoque alors que ces derniers devaient lire aux répondants : « Je vais vous lire une série d'énoncés décrivant différents points de vue *sur les relations raciales*... (Les italiques sont de nous) » et que

⁵ Gagné (1992, p.548) note que parmi les expressions fréquemment utilisées pour identifier ou caractériser, en tout ou en partie, les communautés culturelles on retrouve les suivantes: minorités culturelles et ethniques; immigrants de sources traditionnelles et de source non-traditionnelles; communautés ethnoculturelles; membres issus des groupes ethnoculturels autres que uniquement français, britanniques et autochtones; Québécois de souche plus récente et de souche plus ancienne; communautés issues de l'immigration; Québécois d'origines diverses; minorités ethniques et minorités raciales; membres des minorités visibles; différentes collectivités ethnoculturelles.

le premier de ces énoncés qui fut lu aux répondants se lit comme suit : « *Les immigrants* font des efforts pour s'intégrer à la société québécoise ».

Dans cette enquête, on peut constater que sous le premier facteur : « Rôle économique et social des immigrants » nous retrouvons 11 énoncés où les termes semblent souvent interchangeables. On traite ainsi tour à tour de communautés culturelles, de communautés culturelles de diverses races, de minorités visibles, de relations interculturelles et de relations raciales, d'immigrants ou de nouveaux immigrants. Quant au deuxième facteur : « Proximité/distance sociale avec les minorités visibles », il est question de minorités visibles, de la distinction entre « Québécoises de race blanche en compagnie de conjoints provenant de minorités visibles », d'immigrants, d'enfants de races différentes et d'enfants d'autres origines ethniques.

Ces quelques exemples donnent un aperçu du caractère sibyllin, voire du potentiel de confusion entourant ces termes⁶. Or, on peut présumer qu'on ne connaît pas le sens que donnent les répondants à de tels vocables, pourtant fortement chargés de sens. Une lecture attentive de ces énoncés donne en effet à penser qu'une définition spécifique des rapports ethniques au Québec les sous-tend. Il y a, par exemple, l'association entre le fait d'appartenir à l'une de ces « catégories » et le fait de n'être pas Québécois, comme en fait foi l'énoncé suivant :

— « *Les communautés culturelles* ont beaucoup à gagner en entretenant des relations amicales avec les *Québécois* » (les italiques sont de nous)⁷.

⁶Vincent (1994, p. 110) souligne que le commentateur Henri L. Comte parle d'une « crise identitaire profonde » dans un billet publié dans le journal *Le Devoir* (10 mars 1993). « Commentateurs et politiciens ne savent plus comment appeler les immigrants, ne savent plus ce qu'est un Québécois, écrit-il. Une recension des articles permettra d'identifier les expressions suivantes pour désigner les citoyens québécois d'origine étrangère : "Ceux qui ne sont pas de souche" (Bernard Landry); "Francophones de fraîche date" (Marcel Adam); "Québécois de nouvelle souche", "Les communautés linguistiques", "Minorités non francophones" (Lysiane Gagnon); "Néo-immigrant" (Abdelhamid Gmati); "Québécois issus des communautés culturelles" (Fatima Houda-Pépin); "Ces gens-là" (Jacques Parizeau)...

⁷L'extrait suivant tiré du journal *La Presse* (4 mars 1996, p. A3) illustre également une telle tendance : « L'homme [dont le cadavre a été découvert] n'était pas un autochtone et, *d'après son teint, aurait été un étranger* » (les italiques sont de nous) ».

On peut supposer que nous assistons, via le questionnaire, à l'imposition d'une conception des rapports ethniques qui n'est pas nécessairement en accord avec celles que pourraient avoir les répondants interrogés dans le cadre de cette enquête. Il semble que nous nous retrouvions devant une vision quelque peu statique, limitée de la « réalité » étudiée. L'« opinion publique » que nous tentons de cerner n'est peut-être alors que construite et induite par la forme et le contenu du questionnaire⁸.

Situer ces « objets de réflexion » au regard de « dimensions de jugement »⁹ (lire sur une échelle allant de « tout à fait en désaccord » à « entièrement d'accord »), présuppose que l'ensemble des répondants a une vision relativement claire des critères objectifs permettant de statuer sur l'appartenance à ces différentes catégories. En ce sens, il s'ensuit qu'il y aurait une seule et même définition objective pour chacune des catégories « races », « minorités visibles », « communautés culturelles », « immigrants ». Or, il est permis de se demander si, dans le cas qui nous occupe, la formulation de ces énoncés et la terminologie utilisée n'impliquent justement pas une multitude d'interprétations et de sens possibles. Ce qui nous amène alors au problème soulevé par Potter et Wetherell (1987) concernant la constitution de cet « objet de réflexion » soumis pour évaluation. D'une part, il y a cet objet dont la définition, le sens est présumé univoque, d'autre part nous avons des répondants à qui l'on demande de situer, sur une échelle évaluative, leur position à l'égard d'un objet qui existerait en dehors d'eux telle une composante de l'environnement. Mais on peut présumer que le sens donné au terme « immigrant » ne réside pas uniquement dans la définition qu'en donnent les démographes (un individu dont le lieu de naissance est autre que son pays de résidence). Que signifie au juste être un membre d'une communauté culturelle ? Les Québécois d'origine française ne forment-ils pas une communauté culturelle ? Que

⁸Devant une telle charge, certains répondront que c'est en intégrant ou en proposant tous ces termes dans un questionnaire qu'on peut parvenir à cerner une problématique dans sa totalité. C'est cependant oublier par là qu'on ne remet pas en cause l'existence de certains termes, pourtant déjà fortement inspirés d'une sémantique d'exclusion.

⁹ Rappelons ici la définition opératoire d'une attitude qu'a proposé McGuire (1985, p. 239), définition qui fait selon lui consensus parmi les chercheurs. Ainsi, lorsque des individus expriment des attitudes, ils produisent des réponses, ils manifestent des réactions qui situent des objets de réflexion («objects

signifie être membre d'une minorité visible ? Y a-t-il dans le sens commun des critères permettant de distinguer un individu membre d'une minorité visible d'un autre qui n'en serait pas ?

Outre les conceptualisations possiblement multiples de ces vocables, il y a également multiplicité dans le sens que donnent les répondants aux différents énoncés. Par exemple, il est fort possible que nombre de répondants n'aient pas interprété de la même façon chacun des énoncés suivants :

- Les communautés culturelles favorisent le développement économique du Québec ;
- La présence des immigrants contribue au développement des valeurs de la société québécoise ;
- Les communautés culturelles de diverses races favorisent l'enrichissement culturel du Québec (à noter ici le lien entre race et enrichissement culturel) ;
- Les minorités visibles sont *disposées à travailler plus fort* pour s'intégrer à la société québécoise (les italiques sont de nous) ;
- Les immigrants nuisent à l'usage du français dans les écoles ;
- Les immigrants contribuent à la détérioration de l'économie québécoise.

Or il semble qu'il y a un risque manifeste de mal interpréter la catégorie de réponse privilégiée par le répondant en termes d'ouverture ou de fermeture à l'égard du pluralisme ethnique au Québec. Il en serait ainsi non seulement en raison de la multiplicité de sens que recèlent ces choix de réponse, mais également en raison du lien entre les choix de réponse et l'aspect de désirabilité sociale associée à la réponse qu'il conviendrait de donner. En prenant pour hypothèse qu'un répondant soit plutôt d'accord avec l'énoncé « Les immigrants nuisent à l'usage du français dans les écoles », ou qu'il soit plutôt en désaccord avec les deux énoncés « Le gouvernement devrait mettre en place des mesures favorisant l'établissement des nouveaux immigrants dans les régions du Québec » et « Les immigrants contribuent à l'accroissement de la population du Québec », on peut en effet se demander s'il est approprié ou légitime de présumer qu'on assiste là à la manifestation d'une attitude négative à l'égard des « communautés culturelles ».

1.3 Le lien entre les attitudes et les comportements (1992)

Quel est l'intérêt pour l'État de mesurer des attitudes, de connaître l'opinion des individus sur ces problématiques que sont les rapports sociaux ethniques ? Quel en est l'intérêt sinon dans un but de gestion (au sens large) de ces rapports sociaux ? Ne présuppose-t-on pas ici un lien entre ces mêmes attitudes et les comportements des individus en société ? Nous avons souligné la volonté politique de l'État de promouvoir des attitudes favorables à la diversité ethnique par le biais notamment d'une sensibilisation à l'importance des contacts entre les différents groupes ethniques. La logique qui semble sous-tendre les décisions politiques de réaliser ces sondages d'opinion résiderait ainsi dans le fait qu'on suppose un lien relativement clair entre les attitudes positives et l'absence de discrimination dans la société. Si les attitudes sont défavorables, elles risquent d'entraîner (ou sont un symptôme) des tensions sociales. Ce serait donc en « travaillant » sur les attitudes qu'on améliorerait les rapports sociaux ou, inversement, en encourageant les contacts qu'on favoriserait des attitudes positives et la diminution des préjugés.

À l'examen de ces enquêtes, cependant, on peut s'interroger sur le lien qu'on semble établir entre des comportements positifs ou d'ouverture et des comportements qui seraient, disons, problématiques. Avoir des contacts serait ainsi un signe d'ouverture, alors que le fait de ne pas en avoir serait interprété comme un signe de fermeture, donc à corriger. C'est à partir d'un tel raisonnement qu'on explique le lien entre un niveau de scolarité supérieur, une incidence élevée de contacts interethniques et des attitudes positives. Puisqu'il a toujours été difficile d'étudier empiriquement le lien entre les préjugés et les comportements discriminatoires, les résultats tirés de ces enquêtes devraient donc être utilisés avec prudence, en tenant compte des objectifs et du contexte qui leurs sont propres.

L'enquête de 1992 a le mérite d'avoir introduit une certaine mesure des contacts entre individus de différents groupes ethniques. Toutefois, autant cet élément semble de

prime abord intéressant, autant son opérationnalisation est difficile et ne touche que d'une façon superficielle le lien qui peut exister entre la présence ou non de contacts et les attitudes d'inclusion ou d'exclusion.

Outre la mesure d'attitudes, cette enquête vise également à identifier certaines situations de contact et à permettre aux répondants d'indiquer leur niveau de « confort » ou d'inconfort en présence des membres d'autres groupes ethniques constituant le tissu démographique québécois. C'est ainsi qu'on a d'abord posé aux répondants les questions suivantes :

- Parmi les gens de votre voisinage, combien d'origines ethniques différentes de la vôtre y a-t-il ? (aucune, une seule, quelques-unes (2 à 5), plusieurs (plus de 5), ne sait pas,...)
- Parmi les gens avec qui vous travaillez...
- Parmi vos amis...
- Parmi les membres de votre famille...

Les limites d'une telle approche résident, entre autres, dans la présence d'une mesure quantitative des contacts au détriment d'une mesure qui tiendrait davantage compte des aspects plus qualitatifs de ces mêmes contacts. La structuration de ces questions vise à mesurer différents degrés d'intensité des contacts en tendant vers une diminution graduelle de la distance de ces « contacts » avec des individus d'autres groupes ethniques. L'échelle de contacts qui en résulte (échelle de distance sociale de Bogardus) permet, il est vrai, une certaine qualification des contacts et des rapports entre les individus (par exemple, les contacts au sein du quartier devraient normalement être plus anonymes, donc plus impersonnels que ceux ayant lieu avec les amis ou au sein de la famille). Toutefois, le manque d'information plus précise entourant la nature de ces contacts rend difficile l'utilisation de ces résultats et leur valeur demeure approximative.

À la suite de ces questions, on a demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils se sentent à l'aise en présence d'individus de chacun des groupes culturels suivants sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « pas à l'aise du tout » et 5 signifie

« très à l'aise ». Un « 3 » indique que le sentiment d'être à l'aise du répondant est neutre:

- Les Latinos-Américains
- Les Noirs antillais francophones
- Les « Blancs » d'origine britannique
- Les Arabes et les Asiatiques occidentaux (ex. : Turcs, Iraniens et Arméniens)
- Les Noirs antillais anglophones
- Les « Blancs » d'une autre origine européenne
- Les Indo-pakistanaï (ex.: Inde, Pakistan, Sri Lanka (Tamil), Bangladesh)
- Les « Blancs » d'origine française
- Les autres Noirs (ex.: Africains)
- Les Asiatiques orientaux (Chinois, Vietnamiens, Coréens, Cambodgiens)

La difficulté concernant cette variable réside notamment dans le sens qu'on doit lui donner. Comment peut-on définir une telle mesure quantitative du sentiment d'être à l'aise ? Que nous apprend-elle ? S'agit-il là d'un indicateur d'une attitude ou d'une méconnaissance résultant d'une absence de contact ? À cet égard, il est particulièrement difficile de tirer de solides conclusions dans la mesure où les réponses aux questions sur « le nombre d'origines ethniques différentes de la vôtre » reposent sur une évaluation subjective de la situation démographique comportant une marge d'erreur non négligeable. Autre question : d'où proviendrait cette évaluation différentielle du sentiment d'être à l'aise en présence des différents groupes ? Les résultats de l'enquête de 1992 à cet égard donnent à penser qu'il faut regarder ailleurs que du côté des échelles de contacts puisque les corrélations statistiques entre ces mesures de contacts et le sentiment d'être à l'aise sont faibles.

Que dire du lien que les auteurs du rapport établissent entre les mesures de contacts et celles des attitudes ? La difficulté dans cette enquête tient au fait que même si l'on parvient à démontrer statistiquement le lien entre une plus grande fréquence de contacts interethniques et des réponses exprimant des sentiments d'ouverture et d'accord avec le pluralisme culturel et ethnique, les fondations à partir desquelles on tire ces conclusions sont fragiles. Les données de cette enquête ne permettent pas, par exemple, de bien comprendre la dynamique qui s'établit entre ces contacts et le fait d'être en accord avec tel ou tel énoncé. Voyons maintenant ce que l'enquête de

1996 révèle au regard des différentes préoccupations et dimensions soulevées relativement à l'enquête de 1992.

1.4 Objectifs et structure de l'enquête du MRCI de 1996

D'entrée de jeu, deux éléments importants attirent notre attention : le titre de l'enquête et le nom du ministère qui a commandé et publié l'étude. En effet, comparativement à 1992 où le titre de l'enquête était : « Sondage sur l'opinion publique québécoise à l'égard des relations raciales et interculturelles », celle de 1996 prenait le titre « Sondage d'opinion publique québécoise sur l'immigration et les relations interculturelles ». Alors que la première avait été publiée lorsque le ministère portait le nom de *ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration*, celle de 1996 a été commandée par le même ministère, mais sous une nouvelle bannière : le *ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration*¹⁰.

Bien que notre intention ne soit pas d'exposer ici les motifs qui ont poussé le gouvernement québécois à modifier la précédente bannière, force est de reconnaître que, dorénavant, l'accent mis sur le concept de citoyenneté plutôt que sur celui de communautés culturelles donne à penser que l'orientation d'intégration se veut plus inclusive. La société québécoise serait, du moins officiellement, constituée de citoyens ayant les mêmes droits plutôt que divisée entre des Québécois et des membres de communautés culturelles tentant sans succès d'être pleinement reconnus comme Québécois. L'élimination du vocable « relations raciales » du titre de l'enquête de 1996 au profit du thème de l'immigration est également digne de mention. Elle donne à croire que cette notion de « relations raciales » a fait l'objet d'une certaine réflexion critique qui en aurait fait ressortir le caractère négatif.

¹⁰ Avec l'arrivée des Libéraux au pouvoir en 2003 ce ministère a cependant repris son ancienne bannière, soit le « Ministère des communautés culturelles et de l'immigration ».

L'enquête de 1996 du MRCI vise, pour l'essentiel, la même approche méthodologique et les mêmes objectifs que ceux de l'enquête effectuée quatre ans auparavant. Dans leur introduction au rapport, les auteurs soulignent que

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) a recours à un sondage d'opinion publique afin de vérifier les connaissances de la population québécoise sur les niveaux d'immigration et d'évaluer les attitudes de la population vis-à-vis les orientations de la politique d'immigration. Il a aussi pour but d'examiner les relations interculturelles et de mieux cibler les interventions de sensibilisation auprès de la population québécoise.

Outre le volet « relations interculturelles » que l'on retrouve déjà dans l'enquête de 1992 et qui vise « l'étude de la structure des attitudes à l'égard des immigrants, de l'influence des contacts interculturels sur les attitudes et de la perception qu'ont les immigrants de la société québécoise » (MRCI, p.7), celle de 1996 comporte en plus un volet sur les niveaux d'immigration et un volet « sensibilisation ». Le volet sur les niveaux d'immigration vise à « évaluer le niveau de connaissances de la population québécoise à l'égard de l'immigration et de ses attitudes envers les niveaux actuels d'immigration » (ibid., p.7), alors que le volet « sensibilisation » porte sur « les opinions qu'ont les Québécois à l'égard de différentes interventions gouvernementales ». Enfin, l'un des objectifs de ce dernier sondage est aussi, selon les auteurs du rapport, « d'explorer la possibilité de segmenter la population en fonction des résultats des différentes sections du questionnaire, de façon à regrouper les personnes qui partagent certaines attitudes ou perceptions à l'égard de l'immigration ».

L'enquête de 1996 comporte un échantillon de 2200 répondants dont 1000 pour l'ensemble du Québec (450 répondants de la région de Montréal et 550 répondants à l'extérieur de cette région), et 1200 autres sélectionnés dans quatre quartiers de Montréal comportant une forte diversité ethnique¹¹.

¹¹ Lors de l'enquête de 1992, un peu moins de 300 répondants de l'échantillon résident dans les quatre quartiers à forte diversité ethnique.

1.5 Résultats de l'enquête de 1996

Parmi les thèmes qui nous occupent en particulier, les résultats suivants tirés du rapport d'enquête sont dignes de mention :

1. Il y a eu une nette augmentation, de 1992 à 1996, du pourcentage de personnes qui ont des contacts interculturels dans leur voisinage (+11 points de %), au travail (+14 points de %), parmi leurs amis (+11 points de %) et parmi leur famille (+7 points de %) ;
2. 64 % des Québécois ont maintenant des contacts interculturels avec des personnes d'autres origines ethniques parmi leurs amis ou leur famille ;
3. les « Blancs d'origine ethnique francophone », les personnes plus âgées et les personnes moins scolarisées ou à plus faibles revenus sont les personnes qui ont le moins de contacts interculturels ;
4. la très grande majorité des personnes (plus de 90 %) qui ont des contacts interculturels dans leur voisinage ou au travail affirment bien s'entendre avec les personnes d'autres origines ethniques ;
5. près des deux tiers des Québécois ne pensent pas qu'il y a trop d'immigrants ;
6. environ quatre Québécois sur dix pensent qu'il faut diminuer le nombre de nouveaux immigrants qui viennent au Québec à titre de réfugiés ou pour travailler ;
7. la majorité des Québécois accordent de l'importance à l'intégration des nouveaux immigrants ;
8. la majorité des Québécois surestiment les pourcentages d'immigrants qui habitent le Québec ou la région de Montréal, et sous-estiment le pourcentage des nouveaux immigrants qui connaissent le français ;
9. un peu plus de personnes se disent moins à l'aise qu'en 1992 en présence d'individus de plusieurs groupes culturels étant des « minorités visibles » ;
10. les personnes qui ont les attitudes les moins positives et qui ont le plus de préjugés sont les personnes plus âgées, les personnes moins scolarisées, les « Blancs d'origine francophone », les personnes qui n'ont aucun contact interculturel et les personnes qui demeurent à l'extérieur de la région de Montréal.

Au chapitre des attitudes à l'égard des relations interculturelles, mentionnons les résultats suivants :

1. 36 % des répondants ont indiqué être en désaccord avec l'énoncé suivant lequel « les immigrants font beaucoup d'efforts pour s'intégrer à la société québécoise » ;
2. 48 % des répondants sont d'accord avec l'idée que « l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte » ;
3. 30 % des répondants sont en désaccord avec l'énoncé « les immigrants respectent les valeurs du Québec » ;
4. 53 % des répondants affirment être en désaccord avec l'énoncé selon lequel « le sentiment d'appartenance des immigrants est très fort » ;
5. 82 % des répondants sont en accord avec l'énoncé suivant lequel « les membres des communautés culturelles sont des citoyens à part entière » ;

6. 56 % des répondants sont en accord avec l'idée qu'« un Québécois c'est quelqu'un qui possède des traits culturels bien spécifiques » ;
7. 22 % des répondants sont en désaccord avec l'énoncé selon lequel « les membres des communautés culturelles devraient occuper des postes d'autorité et de décision », 70 % sont en accord ;
8. 22 % des répondants ont affirmé être d'accord avec l'idée que cela les dérangerait « de voir un membre de leur famille avec un conjoint issu d'une minorité visible » ;
9. 45 % des répondants sont en accord avec l'énoncé selon lequel « la société québécoise accepte mal les immigrants » ;
10. 55 % des répondants sont d'accord avec l'énoncé suivant lequel les « Québécois d'origine font de la discrimination raciale » ;
11. 57 % des répondants sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les immigrants font de la discrimination raciale.

1.6 Saisie des perceptions et des attitudes : types et structure des questions/énoncés

Une lecture des énoncés présentés dans les pages suivantes permet de constater que le nombre de vocables a diminué de façon marquée dans cette seconde enquête du MRCI. Le titre de cette enquête montre qu'elle porte sur « l'immigration et les communautés culturelles » et qu'on ne parle plus de relations raciales. Ainsi, alors qu'en 1992 on affirme aux répondants qu'on va leur lire une série d'énoncés décrivant différents points de vue sur les *relations raciales*, en 1996 on parle de différents points de vue sur les *relations interculturelles*. Alors qu'en 1992 on demande aux répondants s'ils sont d'accord avec le fait que « les *communautés culturelles de diverses races* favorisent *l'enrichissement culturel* du Québec », en 1996 on leur demande plutôt s'ils sont d'accord avec le fait que « l'immigration représente une richesse culturelle pour le Québec ».

Cependant, en dépit de ce changement majeur, un constat demeure : on semble persister à distinguer les Québécois francophones, dits de souche, des autres individus. À titre d'exemple, notons les formulations suivantes en 1996 :

- Les Québécois d'origine sont ouverts à la diversité culturelle ;
- les immigrants respectent les valeurs du Québec (on pourrait se poser la question suivante : *Qu'est-ce qu'un immigrant, et à partir de quand devient-il Québécois ?*) ;

- les immigrants respectent « le mode de vie des Québécois » (on pourrait se demander ici : *comment définit-on ce mode de vie?*);
- les membres des communautés culturelles sont citoyens à part entière (*comment interpréter le sens de cette question ?*) ;
- les enfants d'immigrants qui sont nés ici sont des Québécois comme les autres (on peut se demander : *et ceux qui ne sont pas nés ici ?*)

À partir d'un ensemble de 35 énoncés, les auteurs du rapport de 1996 ont produit les huit facteurs suivants :

Facteur 1 : Intégration des immigrants

- Les écoles doivent tenir compte des coutumes des immigrants.
- Les immigrants font beaucoup d'efforts pour s'intégrer à la société québécoise.
- L'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte.
- Les immigrants respectent les valeurs du Québec.

Facteur 2 : Appartenance à la société québécoise

- Les nouveaux immigrants se rapprochent davantage de la société québécoise francophone.
- L'attachement au Québec des immigrants est plus grand lorsqu'ils ont des enfants ici.
- Les nouveaux immigrants apprennent davantage le français.
- Avec les années, les immigrants adoptent le mode de vie des Québécois.
- Le sentiment d'appartenance des immigrants est très fort.

Facteur 3 : Équité et rapprochement

- Les membres des communautés culturelles sont des citoyens à part entière.
- Les enfants d'immigrants nés ici sont des Québécois comme les autres.
- C'est une bonne chose que nos enfants soient à l'école dans une même classe que des enfants de minorités visibles.
- Un Québécois c'est quelqu'un qui possède des traits culturels bien spécifiques.
- L'immigration représente une richesse culturelle.
- Les membres des communautés culturelles devraient occuper des postes d'autorité et de décision.

Facteur 4 : Préjugés et stéréotypes

- Il est désagréable d'avoir comme voisins des membres des minorités visibles.
- Ça vous dérangerait de voir un membre de votre famille avec un conjoint issu d'une minorité visible.
- Si vous étiez un employeur, vous n'engageriez pas une personne noire ou de couleur.

Facteur 5 : Contribution de la société d'accueil

- La société québécoise accepte mal les immigrants.
- Les Québécois d'origine font de la discrimination raciale.
- Les Québécois font peu d'efforts pour aider les immigrants à s'adapter à la société québécoise.

Facteur 6 : Valeurs fondamentales

- Les immigrants reconnaissent les droits des enfants.
- La société québécoise reconnaît les droits des enfants.
- La société québécoise favorise l'égalité des hommes et des femmes.
- Les immigrants favorisent l'égalité des hommes et des femmes.

Facteur 7 : Tolérance et respect

- Les immigrants respectent le mode de vie des Québécois.
- Les immigrants sont en général tolérants.
- Les Québécois d'origine respectent le mode de vie des immigrants.
- Les Québécois d'origine sont en général tolérants.

Facteur 8 : Ouverture et langue commune

- Le Québec est un milieu propice pour développer vos atouts et réussir vos projets.
- Les immigrants doivent apprendre à parler le français.
- Au Québec, on est tous égaux devant la loi, quelle que soit notre origine ethnique.
- Les Québécois sont ouverts à la diversité culturelle.

Deux questions non retenues dans les facteurs

- Les immigrants font de la discrimination raciale.
- Un Québécois c'est quelqu'un qui habite sur le territoire du Québec.

La formulation des questions semble donc suggérer à nouveau cette tendance à cartographier le social selon un mode de catégorisation des individus et à partir d'une structuration du social centrés sur l'existence d'entités culturelles distinctes et

évoluant en parallèle. Cela dit, dès lors qu'on suppose que le questionnaire puisse servir de véhicule à l'imposition d'une vision officielle de la définition des rapports ethniques de la société, que la formulation des questions semble s'inscrire dans un processus de marquage et de catégorisation des individus, l'interrogation qui en découle concerne l'interprétation des choix de réponse des individus, de même que la transposition de ces réponses en des indices ou des facteurs dont l'énumération suffirait à elle seule à décrire une « structure des attitudes ».

Le sens donné aux choix de réponse des personnes interviewées est étroitement lié au mode de saisie de la « parole » du répondant, à la méthode utilisée pour cerner les perceptions et les attitudes. Or la question demeure toujours de savoir si ce que l'on obtient des répondants peut être interprété comme l'expression d'une attitude. C'est parce qu'en général on s'entend sur ce que valent les réponses des individus aux énoncés proposés qu'on peut identifier les facteurs pouvant expliquer ces réponses ; c'est parce qu'on présume que la relation entre les opinions des individus et leurs réponses est la même pour tous que l'analyse des réponses (ici par le biais de l'analyse factorielle) est possible. On doit ainsi nécessairement prendre pour acquis que la valeur « 4 » sur une échelle de 1 à 5 a le même sens pour tous les répondants.

1.7 Le lien attitude-comportement (1996)

C'est également en raison de ces présupposés qu'en 1996, tout comme en 1992, les auteurs de l'enquête peuvent établir un lien entre le fait d'avoir des contacts (dans le quartier, au travail, parmi les amis et la famille) avec des personnes d'autres origines ethniques que la sienne, et le fait de « démontrer » davantage d'ouverture à l'égard de la diversité ethnique et culturelle. Cependant, par l'intermédiaire d'une telle approche on doit reconnaître qu'il est difficile de cerner en profondeur le sens donné aux énoncés par les répondants et le lien qui pourrait exister entre la nature et le degré des contacts d'une part et l'expression de préjugés ou de sentiments favorables

à la diversité ethnique et culturelle, d'autre part. Le volet consacré aux contacts se limite en effet, tout comme pour l'enquête de 1992, à une comptabilisation des contacts sans qu'il soit possible d'entrevoir les éléments et le dynamisme contribuant à leur formation et à leur dissolution.

1.8 Segmentation de la population et actions envisagées pour améliorer les « relations interculturelles »

Nous l'avons souligné, l'enquête de 1996 se distingue de celle de 1992 notamment par l'élaboration d'une segmentation psychographique de la population québécoise, de façon à regrouper les personnes qui partagent certaines attitudes ou perceptions à l'égard de l'immigration. Un tel exercice théorique effectué par le biais d'une analyse factorielle propose que la population québécoise est constituée de cinq segments psychographiques suivant deux axes ou deux dimensions : d'une part, l'attitude générale vis-à-vis des niveaux d'immigration et cinq des huit facteurs composant les attitudes à l'égard des relations interculturelles et, d'autre part, le sentiment d'être à l'aise en présence des « minorités visibles » et des « Blancs », le facteur « préjugés et stéréotypes », le score des connaissances et l'importance accordée à l'intégration des immigrants. On y retrouve ainsi les Négatifs-ambivalents (13 %), les Positifs-dynamiques (63 %), les Négatifs-réfractaires (6 %), les Positifs-passifs (9 %) et les Indécis (9 %)¹².

Cinq ans plus tôt, en 1991, *Multiculturalisme et Citoyenneté Canada* (MCC) finançait une étude nationale¹³ dans laquelle une approche similaire était utilisée. Dans le rapport d'enquête présenté à MCC par le Groupe Angus Reid, on peut lire que,

bien qu'un examen des différences régionales et démographiques dans l'opinion publique canadienne sur le multiculturalisme soit très intéressant, cela ne permet pas d'identifier les différents groupes psychologiques qui composent la population

¹² Voir le rapport de 1996 (pp. 89-95).

¹³ Les Canadiens et le multiculturalisme: Étude nationale sur les attitudes des Canadiens - 1991, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada (Groupe Angus Reid Inc.)

canadienne. Essentiellement, la segmentation psychographique permet au chercheur d'identifier les groupes de répondants qui ont le même profil, partagent le même point de vue sur différents aspects d'une même question. La segmentation psychographique détermine la taille et la composition démographique des groupes tels que définis par leurs attitudes et leurs perceptions. Dans ce type d'analyse, les attitudes ainsi cernées à travers le questionnaire sont évaluées et un certain nombre de profils sont établis. Ces profils sont alors retenus et utilisés en tant que variable explicative supplémentaire dans l'analyse subséquente des résultats du sondage (1991, p.55).

Ainsi, on retrouve six segments psychographiques dans la population canadienne selon les attitudes face au multiculturalisme : les enthousiastes (24 %), les individualistes (24 %), les compréhensifs (15 %), les assimilationnistes (17 %), les isolationnistes (14 %) et les antagonistes (9 %)¹⁴.

Devant un tel constat, nous nous permettons de proposer l'hypothèse selon laquelle l'importance accordée à l'élaboration d'une segmentation psychographique de la population tend à confirmer l'ancrage psychologique de ces enquêtes et l'idée qu'a proposée Allport en 1924 suivant laquelle « il n'y a pas de psychologie des groupes qui ne soit, essentiellement et totalement, une psychologie des individus (p.4) ».

Autre élément clé de l'enquête de 1996 : l'introduction d'un certain nombre de questions touchant les mesures de sensibilisation que pourrait mettre de l'avant le gouvernement afin d'améliorer les rapports ethniques au Québec. Alors qu'en 1992 l'enquête ne présente qu'un énoncé sur ce sujet,

« Le gouvernement devrait investir dans une campagne de sensibilisation pour favoriser le rapprochement interculturel et des relations raciales harmonieuses »,

en 1996, ce sont quatre énoncés qui sont présentés aux répondants. Ainsi, on leur demande s'ils sont en accord ou en désaccord avec le fait que le gouvernement a) consacre des ressources financières dans une campagne de publicité pour favoriser le rapprochement interculturel (près de 70 % sont tout à fait d'accord ou d'accord) ; b) fasse des interventions de sensibilisation dans les milieux scolaires (plus de 85 % étant

tout à fait d'accord ou d'accord) ; c) fasse des interventions de sensibilisation dans les milieux de travail (plus de 80 % étant tout à fait d'accord ou d'accord) et d) collabore à une émission télévisée de type mini-série pour sensibiliser au rapprochement interculturel (plus de 77 % étant tout à fait d'accord ou d'accord).

1.9 Les sondages d'opinions et d'attitudes : miroir d'une vision des rapports sociaux

Par l'entremise de cette présentation des sondages de 1992 et 1996 sur l'opinion publique québécoise nous avons voulu mettre la table pour une remise en question de cette démarche de recherche assez typique qui, selon nous, semble traduire souvent non pas simplement une interprétation de la réalité sociale, mais un processus de construction politique et/ou scientifique de cette réalité. Cette démarche masque le plus souvent un certain déterminisme positiviste qui laisse croire que les attitudes existent comme en-soi dans la société et que les réponses aux questionnaires standardisés permettent de les mettre au jour.

Bien que le déterminisme positiviste qui sous-tend la réalisation d'enquêtes comme celles que nous venons de présenter donne à penser qu'il n'y a là que la simple mise au jour d'une structure existante des attitudes, il s'y opère pourtant une création, une fabrication de ces attitudes et de l'opinion publique en générale. Nous ferons l'hypothèse que l'analyse typique des réponses à de telles enquêtes est constitutive d'un processus de mise en science, d'un processus de légitimation scientifique qui concourt lui-même à une mise en forme, à une construction scientifique de la réalité même de cet objet qui constituait le point de départ de la démarche.

L'examen des sondages d'opinion publique de 1992 et de 1996 permet de constater à quel point les questions posées sont susceptibles de fabriquer cette opinion publique, de structurer cette vision du social. Les enquêtes ou sondages d'opinion publique

¹⁴ Voir le rapport de 1991 (pp. 57-59) pour une description complète de ces segments.

commandés par l'État représentent un cas particulièrement intéressant dans la mesure où leur analyse permet de mettre en lumière l'existence d'un double phénomène. D'une part, il y a utilisation et validation du paradigme dominant qui consiste à mettre l'accent sur le fait que les rapports ethniques et les attitudes qui en émergent peuvent être compris en privilégiant une perspective ancrée dans la psychologie multiculturelle ou dans la psychologie ethnique. D'autre part, nous assistons par le fait même, et ces enquêtes ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres, à une utilisation de la science par l'État à des fins de gestion du « vivre ensemble », à une gestion d'une certaine cohésion sociale.

Nonobstant les limites et les difficultés méthodologiques propres à ce type d'enquête, on est en droit de se demander ce que sous-entend, scientifiquement parlant et comme discours social, l'utilisation étendue des concepts d'attitudes et d'opinions, et ce qu'ils nous permettent de comprendre et d'expliquer, sociologiquement parlant, en matière de rapports sociaux ethniques.

Le chapitre qui suit vise à présenter les différentes positions théoriques sur les attitudes. Son but est de mettre en lumière l'état des débats, des clivages théoriques et des axes de réflexion entourant ce concept. En adoptant une perspective historique, nous présenterons les écrits les plus significatifs sur les attitudes et montrerons l'orientation que semble prendre cette problématique aujourd'hui à la lumière des travaux les plus récents.

Chapitre 2 : Le concept d'attitude en sociologie et en psychologie

Ce chapitre se veut une incursion historique dans les débats et les axes de réflexion entourant le concept d'attitude. Nous tenterons de mettre en lumière l'importance et la pertinence scientifique qu'on a accordées et qu'on accorde encore aujourd'hui à ce concept. Pour ce faire, il importe d'identifier le champ théorique dans lequel il a pris naissance et les objectifs principaux mis de l'avant par les chercheurs qui en font un objet d'étude. Enfin, un examen du concept d'attitude ne peut faire l'économie d'une présentation du débat historique entourant la relation entre les attitudes et les comportements. Cette relation a été souvent remise en question et on a souvent conclu que la quête d'un lien significatif entre les deux ne pouvait faire autrement que de se solder par un échec. Nous présenterons les positions des différents chercheurs à ce propos et les moyens qu'ils ont proposés pour contourner cette impasse.

2.1 Les origines scientifiques du concept d'attitude et la naissance de la sociologie américaine

Le concept d'« attitude » possède une longue histoire qu'on peut retracer tant dans les écrits de la psychologie que de la sociologie. Toutefois, c'est surtout dans la littérature de la psychologie sociale qu'on en trouve les travaux les plus abondants.

Dans son acception normative, avoir une attitude signifie prendre position pour ou contre un fait social donné, avoir une prédisposition à l'égard de quelqu'un ou de quelque chose. G. Allport (1935), un des chercheurs les plus cités dans les travaux scientifiques des sociopsychologues, affirmait que le concept d'attitude était le plus distinctif et le plus indispensable de tous les concepts de la psychologie sociale

américaine contemporaine¹. La plupart des chercheurs s'entendent pour affirmer que le concept d'attitude se présente d'abord et avant tout sous l'angle d'une évaluation affective (Manis, 1985). Pour les psychologues Ajzen et Fishbein (1978), une attitude est un jugement évaluatif bipolaire qui réfère à des jugements subjectifs d'un ensemble d'objets (par ex., accord/désaccord). En dépit de la panoplie de définitions et de perspectives différentes à l'égard de ce concept, McGuire (1985, p. 239) propose une définition opératoire qui peut selon lui faire consensus parmi les chercheurs : lorsque des individus expriment des attitudes, ils produisent des réponses, ils manifestent des réactions qui situent des objets de réflexion (« objects of thought ») au regard de dimensions de jugement. Cette capacité de situer un objet donné dans une dimension évaluative hiérarchique sous-entend, selon de nombreux travaux, une prédisposition stable chez un individu, un quelconque état psychologique à l'égard de cet objet. Cette prédisposition est bien entendu acquise, mais là se limite son aspect social puisqu'on entend généralement par là qu'elle est la résultante de l'expérience passée d'un individu.

Cette conceptualisation intrapersonnelle et psychologique a dominé et domine encore aujourd'hui la très grande majorité des travaux sur les attitudes. Pourtant, la notion d'attitude n'a pas toujours été considérée comme *une disposition interne* psychologique orientant les prises de position des sujets, le contexte social ayant en fait déjà eu une importance prédominante dans sa définition.

Considérée par certains² comme une œuvre maîtresse à l'origine du développement de la sociologie américaine, les travaux de Thomas et Znaniecki (1918 -20) sur « Le paysan polonais en Europe et en Amérique » et la position centrale qu'y occupait l'articulation des concepts d'« attitude » et de « valeur » sont uniques à cet égard. L'étude de Thomas et Znaniecki, réparties sur 5 volumes et regroupant quelque 2 240

¹McGuire (1986) souligne que des chercheurs d'horizons aussi différents que les sociologues Thomas et Znaniecki (1918) et le behavioriste Watson (1925) considèrent le concept à ce point central qu'ils définissent la psychologie sociale comme l'étude des attitudes. De même, Goldstein (1934/1939) associe même le fait d'être humain à la capacité de former et de faire usage d'attitudes.

²Notamment Collins et Makowsky (1972) et Wiley (1986).

pages, représente un monument dans les annales de la sociologie dans la mesure où elle représente la première tentative américaine d'étudier une question théorique de façon empirique (Collins et Makowsky, 1972, p.158). Thomas entreprend dès 1908 d'étudier les immigrants polonais à Chicago. Les Polonais y forment à l'époque la communauté immigrante la plus nombreuse. Son intérêt pour cette communauté, bien qu'il a au départ l'intention d'étendre son étude à d'autres groupes ethniques, est alimenté notamment par le fait que les journaux de l'époque véhiculent un discours alarmiste concernant le « crime polonais » et la montée imprévisible de violence chez des hommes habituellement réputés pour leur flegme et leur respect de l'autorité. Bien au fait des théories en vogue, Thomas est déjà un pourfendeur des théories évolutionnistes et racistes du comportement, qu'il juge trop simplistes. Il veut montrer par sa recherche que le sort de ces immigrants ne serait pas un échec prédéterminé par l'hérédité et que ces immigrants ne seraient pas non plus sujets à une modernisation automatique³.

L'analyse historique de Wiley (1986) montre avec clarté comment le schéma attitude-valeur, bien qu'aujourd'hui considéré comme incomplet, voire défaillant, avait une telle signification épistémologique qu'il permettait de construire l'espace sociologique dans la science sociale américaine. Toutefois, bien que la notion d'attitude ait été un « élément fondateur » de la discipline sociologique aux États-Unis, elle s'est vue pratiquement évacuée du champ d'études sociologiques pour être par la suite récupérée par une psychologie sociale centrée sur l'individu et sur ses processus cognitifs⁴.

Selon Wiley (1986, p.21), les efforts pour la fondation de la sociologie nord-américaine, tout comme la légitimation de la notion de science sociale, étaient confrontés au statut de la biologie et se trouvaient freinés par l'hégémonie de cette

³ C'est lors d'un voyage en Pologne que Thomas fait la connaissance de Znaniecki, jeune philosophe polonais avec qui il discute de ses travaux. Suite à l'invasion de la Pologne par les Allemands, Znaniecki s'enfuit aux États-Unis et se réfugie chez Thomas à Chicago qui l'invite par la suite à collaborer à sa recherche.

⁴ Selon Greenwood (2004), plusieurs des premiers sociologues américains (par ex. les Bogardus, Bernard, Ellwood, Faris, Thomas et Young) avaient la même conception des formes sociales de cognition, d'émotion et de comportement que des psychologues comme Dunlap, Kanto, Katz, McDougall, Schanck et Wallis.

discipline. Alors qu'en Europe, Comte avait déjà effectué cette séparation et que Durkheim devait plutôt légitimer et différencier la sociologie d'un ensemble déjà établi de sciences sociales (la psychologie et l'économie, pour l'essentiel), aux États-Unis les théories d'ordre biologique étaient omniprésentes et apportaient leurs propres explications tant pour ce qui était des groupes, des institutions que de la culture. Contrairement à ce qui se passait en Europe, donc, les sociologues avaient pour tâche de démontrer que le symbolique, l'interaction et la culture étaient des phénomènes et des processus non biologiques, explicables seulement dans leurs propres termes et à l'intérieur d'un nouvel espace disciplinaire et théorique distinct.

Wiley souligne également que les Américains devaient confronter trois arguments biologiques, plus ou moins imbriqués les uns aux autres : l'évolution et la sélection naturelle en générale, les théories de l'hérédité génétique des traits sociaux, et enfin les théories de l'instinct humain. Bien que le premier d'entre eux fut facile à combattre faute d'appui et de popularité dans la société de l'époque, le darwinisme social et les théories de l'instinct humain avaient acquis une importance indéniable. En 1890, James a en effet introduit la notion d'instinct humain en psychologie, et jusqu'au début des années 1920 cette science s'est démarquée par les longues listes d'instincts dont elle faisait usage. C'est probablement McDougall (1908, 1921) qui formule les éléments idéologiques les plus marquants de cette théorie des instincts. Il soutient que les divers groupes ethniques américains sont chacun dotés de différents ensembles d'instincts, et que les groupes dont le statut est le plus faible ont les pires. Ils sont ainsi biologiquement prédéterminés à être pauvres, de peu d'envergure et sujets au dénigrement⁵.

Alors que la réfutation graduelle de la théorie des instincts se fait en psychologie par Watson et la montée du behaviorisme, en sociologie c'est plutôt l'importance grandissante de l'interactionnisme et l'utilisation du concept « d'attitude » dans l'étude de Thomas et Znaniecki sur *Le paysan polonais* qui permet de s'en distancier. Selon Wiley, l'utilisation de ce concept permet l'élaboration d'une

⁵ Krantz et Allen, cités dans Wiley, 1986, p.22

théorie qui sera, et de loin, la plus avancée et la plus sophistiquée pour remplacer le système élaboré des instincts en psychologie. L'importance du behaviorisme aux États-Unis était telle qu'il permettait non seulement de nettement distinguer la psychologie de la biologie, tout en créant un espace disciplinaire qui lui soit propre et des outils conceptuels spécifiques et de nature non biologique, mais il semblait même vouloir avaler l'espace disciplinaire de la sociologie, clamant que la vie sociale n'est nullement *sui generis*, mais plutôt l'agrégat de forces explicatives de nature psychologique (F. Allport, 1924).

Au moment de la publication du *paysan polonais*, Durkheim, de l'autre côté de l'Atlantique, avait déjà effectué la tâche de séparer la sociologie de la psychologie et de l'économie à l'intérieur de la sphère des sciences sociales. Familiers avec l'œuvre de ce dernier, Thomas et Znaniecki (1918-20, p. 24) contrastent de façon explicite leur propre approche théorique. En fait, contrairement à Durkheim, non seulement veulent-ils inclure l'individu en tant que « sujet » dans la théorie sociale, ils ont également à libérer ce sujet de l'emprise de la biologie qui le maintenait captif aux États-Unis (Wiley, 1986, p.23). *Le paysan polonais*, par l'entremise du concept d'attitude, se révèle être la coupure la plus efficace et la plus décisive avec la biologie, de même que l'énonciation d'un point de vue disciplinaire distinct. Thomas et Znaniecki ont ainsi travaillé à la création d'une dimension *sui generis* semblable à celle de Durkheim, mais qui est plus large et plus inclusive. Cette dimension est celle du symbolique, du sens ou du signifiant en général⁶. La vie sociale doit, selon Thomas, être vue « de l'intérieur », telle que les gens la vivent et l'interprètent eux-mêmes. Thomas et Znaniecki (1918-1920, p.21-24) sont explicitement en désaccord avec Durkheim puisqu'ils placent ces deux niveaux, l'individuel et le social, en constante interaction et en relation causale mutuelle. Selon Wiley (1986, p.26) leur notion de « valeur », quoiqu'exprimée selon un mode plus cognitif, est l'équivalent, pour l'essentiel, des « représentations collectives » ou de la « conscience collective » de Durkheim. De même, leur notion d'« attitude » est l'équivalent de ses « représentations individuelles ». Contrairement aux premiers

⁶ Thomas et Znaniecki, 1918-20, vol.1.

écrits de Durkheim, dans lesquels il établit un schisme logique et causal entre les deux niveaux, Thomas et Znaniecki initient au contraire une relation interactive clairement non *sui generis* entre les deux.

Dans leur célèbre « Note méthodologique » présentée comme introduction de l'oeuvre, Thomas et Znaniecki définissent une attitude comme étant un « processus de conscience individuelle qui détermine une activité réelle ou possible de l'individu dans la société » (1918 -20, p.21-22). Les attitudes sont culturellement conditionnées et peuvent être comprises uniquement en référence à la culture au sein de laquelle l'individu participe (Jaspars et Fraser, 1984). Par le concept de « valeur », ils entendent « tout élément ayant un contenu empirique accessible aux membres de groupes sociaux et un sens en regard duquel, il est ou puisse être l'objet d'une activité ». À titre d'exemple, pour Thomas et Znaniecki les sentiments et les idées du poète tels qu'exprimés dans un poème correspondent à des *attitudes* alors que la poésie en elle-même correspond plutôt à une *valeur* sociale.

Comme le soulignent Jaspars et Fraser (1984, p.114), la distinction que font Thomas et Znaniecki entre les attitudes et les états psychologiques des individus est cruciale pour comprendre ce qui distingue leur vision de celle véhiculée par F. Allport et bon nombre de psychologues sociaux contemporains. Un processus psychologique, affirment Thomas et Znaniecki (1918-1920, p. 23), « est une attitude considérée en elle-même comme objet [...]. Une attitude [par contre] est un processus psychologique considéré comme se manifestant d'abord par sa référence au monde social et par-dessus tout, en lien avec des valeurs sociales ». Ainsi, contrairement aux nombreux psychologues sociaux pour qui une attitude est un état psychologique plus ou moins permanent d'un individu, Thomas et Znaniecki la définissent comme le reflet du milieu social dans l'individu. Une attitude est dès lors considérée comme phénomène social dans la mesure où elle est partagée par les membres d'un groupe donné occupant un espace social, historique et géographique spécifique. En comparaison du concept de « valeur » toutefois, les attitudes sont davantage le pendant individuel puisqu'elles sont justement véhiculées par des acteurs individuels. Mais là s'arrête son caractère individuel.

L'attitude, comme phénomène social, est par le fait même non seulement représentation cognitive d'une situation par des individus, mais devient également représentation sociale⁷.

Des difficultés évidentes apparaissent dans l'articulation des deux concepts d'attitude et de valeur et ce dernier tend à disparaître des débats sociologiques durant les années 1920, pour être réintroduit plus tard par Parsons, mais avec une nouvelle signification. Il importe pour notre propos de mentionner ici que le lien qui unit ces deux concepts passe par un troisième : celui de « sens » ou de signification (Wiley, 1986). Ainsi, les attitudes sont des significations intrasubjectives alors que les valeurs sont plutôt des significations inter et extrasubjectives.

La notion de « sens » n'est pas définie dans son acception classique d'intériorisation ou de reflet de la réalité extérieure, mais plutôt en termes d'action. Le sens détermine ainsi l'activité réelle ou possible. Selon Wiley (1986, p.30-31), la préoccupation première de Thomas et Znaniecki est de montrer comment la définition de l'action crée la possibilité de l'action et, par conséquent, fait du monde ce qu'il est. Thomas, en particulier, voit dans une attitude un processus par lequel un individu juge ou évalue une situation suivant un mode cognitif et décide par la suite de la façon d'y réagir. Cette idée d'évaluation cognitive, de capacité d'interprétation symbolique, ouvrira ainsi la porte à l'idée de construction de la réalité. Bien plus, donc, que de simplement juger une réalité déjà existante, les attitudes sont entendues comme construisant cette réalité. L'aspect cognitif des attitudes, plutôt que l'acception « émotionnelle » ou behavioriste qui prévaut à ce moment, les fait graduellement passer, selon Thomas, « d'instruments collecteurs d'information » à des « instruments de production d'information ». Bien que le désormais célèbre théorème de Thomas : « Si des individus définissent des situations comme étant réelles, elles le seront dans leurs conséquences » n'est publié qu'en 1928 (Thomas et Thomas, 1928, p. 572),

⁷Un parallèle peut ici être établi avec les concepts de « mémoire individuelle » et « mémoire collective » chez Halbwachs. Comme l'indique Sabourin (1993), Halbwachs voulait montrer que la mémoire individuelle est sociale, qu'elle est, à l'échelle individuelle, le résultat du social.

Francis (1983) souligne qu'il constitue la thèse sous-jacente de l'œuvre du *Paysan Polonais*.

Malgré les lacunes et les critiques faites à l'endroit de l'œuvre de Thomas et Znaniecki et en dépit de l'ambiguïté de certains énoncés qui y sont formulés, elle représente un pas important dans la voie de l'intégration du cognitif et du social. Nous verrons plus loin qu'elle trouvera une résonance durant les années 1960 dans les travaux de Moscovici sur les représentations sociales, travaux qui auront une influence incontestable auprès d'un nombre croissant de psychologues sociaux préoccupés par l'impasse de la plupart des recherches sur l'importance du contexte social.

2.2 Les dimensions sociales de la cognition, des émotions et des comportements dans la psychologie sociale américaine⁸

La reconnaissance de la dimension sociale des attitudes par Thomas et Znaniecki n'était pas unique parmi les psychologues sociaux américains du début du 20^e siècle. Nombreux sont en effet les pionniers américains de la psychologie sociale — parmi lesquels plusieurs pratiquent alors au sein de départements de sociologie plutôt que dans des départements de psychologie⁹ — qui reconnaissent que les états psychologiques et les comportements sont ancrés dans l'appartenance à des groupes sociaux, des « collectivités » ou des « communautés sociales » (Greenwood, 2004, p. 2).

Ross (1908) mentionne que l'objet d'étude de la psychologie sociale touche les dimensions et les courants d'ordre psychique qui prennent naissance parmi les hommes en raison de leur association. De même, McDougall (1920) affirme que la psychologie sociale — ou psychologie de groupe — présente les principes généraux de la vie mentale collective, laquelle ne peut être déduite des lois de la vie mentale des individus pris isolément.

⁸ L'information présentée dans cette section est tirée, pour l'essentiel de la revue historique que fait Greenwood (2004) de l'abandon historique de la conception du «social» dans la psychologie sociale américaine.

⁹ Parmi eux, notons, entre autres, les Luther Bernard, Emory Bogardus, Charles Ellwood, Franklin Giddings, Robert Park, Edward Ross, W. I. Thomas et Kimball Young.

Selon Greenwood (2004, p.5), les premières études américaines sur les attitudes et les croyances sociales effectuées par des psychologues sociaux postulaient que ces croyances sont sociales en vertu de leur orientation vers les croyances et les attitudes des membres de groupes sociaux telles qu'on se les représente, sans égard aux types d'objets vers lesquels elles sont dirigées. En comparaison, dans la psychologie sociale contemporaine, la cognition et les autres éléments de nature psychique sont considérés comme étant sociaux simplement en vertu des objets vers lesquels ils sont dirigés, à savoir les autres personnes ou les groupes sociaux. Ainsi, l'épithète « social » est utilisée pour qualifier seulement les objets de la cognition, non la cognition elle-même.

Les premiers psychologues sociaux américains soutiennent que les croyances et les attitudes d'un individu sont sociales — et non seulement « communes » — du fait qu'elles sont maintenues ou exprimées conditionnellement à la représentation qu'il se fait des croyances et des attitudes des autres membres d'un groupe social donné. En ce sens, l'accent est mis sur la réciprocité, l'« interstimulation » et le conditionnement mutuel des croyances et des attitudes sociales (Greenwood, 2004, p. 24). Elles sont donc sociales — Bogardus (1924) utilise explicitement le terme « attitudes socialisées » — en vertu de leur orientation vers les croyances et les attitudes « représentées » des membres de groupes sociaux spécifiques. Horowitz (1936/1947) exprime bien cette vision lorsqu'il écrit que « it seems that attitudes toward Negroes are now chiefly determined not by contact with negroes, but by contact with the prevalent attitudes toward negroes ».

Bien qu'à partir des années 1930, l'étude des dimensions sociales des attitudes, des croyances et des comportements en psychologie sociale ait progressivement diminué, notamment en raison de l'influence du psychologue Floyd H. Allport et de son frère Gordon Allport, elle n'a pas été complètement abandonnée. On connaît en effet plusieurs exceptions de travaux effectués durant les années 1940 et en particulier, durant les années 1950.

Les descriptions théoriques les mieux articulées des dimensions sociales de la cognition, des émotions et des comportements semblent avoir été proposées par Asch (1952). Selon Greenwood (2004, p.194), sa perspective théorique sur la relation entre les groupes sociaux et les formes sociales de cognition, d'émotion et de comportement est probablement la plus sophistiquée dans la littérature de la psychologie sociale. Asch utilise la notion d'« attitudes intrinsèquement sociales » pour référer à ces attitudes qui sont orientées vers les groupes sociaux — ces derniers jouant le rôle de groupes de référence primaire pour les individus et fournissant la base de leur identité individuelle. Il traite les personnes individuelles, selon le mode relationnel de la psychologie gestaltiste, comme des individus sociaux intrinsèquement liés aux autres individus sociaux au sein de groupes sociaux représentés (Greenwood, 2004, p. 202 ; Asch, 1952, p. 257).

Asch (1952) conçoit les « attitudes intrinsèquement sociales » « [as] sentiments that many or all group members share. They are cognitively and emotionally crucial for its members and at the same time they control social action directly » (p. 575). Ainsi, les attitudes sociales sont « sociales » en vertu du fait qu'elles sont maintenues ou exprimées parce que — et à condition que — les autres membres d'un groupe social sont représentés comme les maintenant ou les exprimant. Selon Asch,

Attitudes are the most concentrated expression of this relation of mutual dependence. They are social not merely because their objects are social or because others have similar attitudes. They are social principally in that they arise in view of and in response to perceived conditions of mutual dependence. (...) The investigation of attitudes brings us to the center of the person's social relations and to the heart of the dynamics of group processes (p. 576-577).

Selon Greenwood (2004, p. 193), à la suite de Durkheim et de Weber, Asch rejette le fait que les attitudes sociales puissent simplement être réduites à des attitudes « communes » dirigées à l'endroit d'objets sociaux, c.-à-d. des personnes ou des groupes.

2.3 Abandon de la notion d'attitude par les uns, changement de sens chez les autres

On assiste donc, entre les années 1930 et 1960, à l'abandon progressif de la conception originale des attitudes sociales, c'est-à-dire des attitudes « socialement engagées », des attitudes orientées vers les « attitudes représentées » des membres d'un groupe social (Faris, 1925; Schanck, 1932 ; Thomas et Znaniecki, 1918), en faveur de la conception actuelle des attitudes « communes » (G.W. Allport, 1935) dirigées à l'endroit d'objets sociaux, à savoir d'autres personnes (F.H. Allport, 1924). Ainsi, à partir des années 1930, l'étude des dimensions sociales diminue progressivement en raison, notamment, de l'influence de F. H. Allport, lequel rejette toute forme sociale de cognition, d'émotion et de comportement. Les attitudes sociales ne sont dès lors perçues que comme la simple sommation d'attitudes individuelles. Avec le raffinement des méthodes d'enquêtes quantitatives, les premières études sur les attitudes sociales sont remplacées par des études d'« opinion publique » et d'attitudes publiquement exprimées à l'endroit d'objets sociaux.

Greenwood (2004) mentionne un certain nombre de raisons qui auraient favorisé l'abandon de la conception originale des formes sociales de cognition, d'émotion et de comportement en psychologie sociale. Parmi celles-ci, il y a notamment le développement de la notion « d'esprit social » ou esprit « supra-individuel » tel qu'on la retrouve chez LeBon dans sa théorie des foules. Selon ce dernier, les individus pensent, ressentent et agissent différemment en présence physique d'autres individus qu'ils le feraient s'ils étaient isolés les uns des autres. En comparaison, les premiers psychologues sociaux affirment plutôt que ces éléments cognitifs, émotifs et comportementaux sont sociaux, indépendamment de la présence ou de l'absence d'autres membres d'un groupe social, et qu'ils sont orientés vers les états psychologiques et sociaux représentés des membres de groupes sociaux. On voit donc s'opposer une vision de l'influence sociale à une autre de l'influence interpersonnelle (Greenwood, 2005, p. 115).

F. H. Allport a été l'un de ceux qui ont le plus vigoureusement critiqué cette notion d'« esprit social » ou « esprit de groupe » et, par le fait même, toute forme de psychologie sociale distincte d'une psychologie individuelle. À ses yeux, comme le rappelle Greenwood (2004, p. 124), la conscience sociale et le comportement social sont des formes « interpersonnelles » de conscience et de comportement dirigées vers d'autres personnes, sans qu'il y ait représentation ou référence à la conscience et au comportement des membres de groupes sociaux. À l'instar de son frère, G. Allport (1935) a lui aussi effectué une re-conceptualisation similaire dans ses travaux et une redéfinition des états et des comportements sociopsychologiques de même qu'une redéfinition des visées disciplinaires de la psychologie sociale. Selon lui, les attitudes sociales ne sont que des attitudes communes à plusieurs individus et les théories d'un soi-disant esprit social ne sont rien de plus qu'une réification illégitime d'attitudes communes ou semblables¹⁰.

Un autre élément qui aurait favorisé l'abandon de la conception originale du social en psychologie sociale est l'engagement des frères Allport envers les idéaux d'autonomie et de responsabilité morale individuelle. Selon Asch (1952), la négligence historique du social dans la psychologie sociale américaine du 20^e siècle prend sa source dans la vision qui s'est développée et qui s'est installée peu à peu concernant « l'individu ». Ainsi, l'individu en vient à être perçu comme étant indépendant de la communauté sociale, voire comme lui étant opposé. Le social n'est alors perçu que comme un « être » abstrait ou « supra-individuel » auquel les personnes individuelles sont reliées de façon « externe » ou extrinsèque (Williams, 1961).

Le concept d'attitude de même que les travaux sur le sujet ont donc pris une orientation très différente de celles qui prévalaient chez Thomas et Znaniecki et dans les travaux des pionniers de la psychologie sociale américaine du 20^e siècle. Durant les années 1920, Thurstone — l'un des protagonistes de cette nouvelle orientation —

¹⁰ Greenwood (2004, p.115) affirme que les premiers psychologues sociaux du début du XX^e siècle n'accordaient pas de crédibilité à un tel « esprit social » qui existerait indépendamment des membres d'un groupe social donné.

débute ses travaux comme critique du behaviorisme et fait publier son livre sur la théorie de l'intelligence (Thurstone, 1924), lequel vise à introduire une version de la pensée de Mead dans le courant dominant de la psychologie. Son livre n'est pas bien reçu et il choisit dès lors d'abandonner cette avenue de recherche (Thurstone, 1952). Selon Wiley (1986, p. 32), ses recherches subséquentes sur la méthodologie et la quantification des attitudes à la fin des années 1920 se trouvent, paradoxalement, à favoriser la popularité du behaviorisme. L'utilisation qu'il fait des travaux de psychophysique sur les seuils minimaux de perception, en les appliquant à l'idée de « préférences sociales » à l'égard de sujets comme l'immigration ou la religion, a pour conséquence de dénuder le concept d'attitude de sa dimension cognitive, incluant son pouvoir de construction sociale de la réalité. L'attitude en vient à être réduite à un état affectif pour ou contre un objet psychologique donné - une vision qui s'apparente à son acception biologique telle qu'utilisée au 19^e siècle. De surcroît, Wiley (1986, p. 32) soutient que pour Thomas et Znaniecki les attitudes peuvent être « mesurées » uniquement en interprétant leurs expressions telles qu'elles apparaissent, par exemple, dans les documents intimes et les lettres personnelles des immigrants polonais. Selon lui, « la méthode était exigeante, mais elle faisait en sorte que l'on pouvait cerner les processus symboliques complexes, et aucun raccourci ne permettait d'accomplir cette tâche (p.32) »¹¹. Thurstone, quant à lui, inventa précisément une façon de prendre ce raccourci. Il était peu coûteux, facile d'exécution et troquait « l'intentionnalité qualitative pour une mesurabilité quantitative ».

Depuis la théorie élaborée par Thomas et Znaniecki et, plus tard, celle qu'a élaborée Asch dans ses travaux, la conceptualisation des attitudes comme étant socialement partagées et comme ayant pour fonction la définition des groupes et la construction des rapports intergroupes a progressivement disparu de la recherche en psychologie sociale. La plupart des conceptualisations des attitudes sont demeurées à l'intérieur des frontières d'une psychologie sociale individualiste ou individualisante. Doise (1989, p.222) indique que depuis les années 1930 la conception générale de

¹¹ Note traduction.

l'attitude, comme d'ailleurs sa méthode de saisie, n'a guère évolué. On peut faire le même constat sur le plan des travaux empiriques, puisque les études portant sur les relations entre les attitudes et les comportements visent essentiellement à prédire les différences entre les individus. Les variations dans les attitudes et les autres mesures utilisées dans les modèles ont pour but de prédire les différences de comportement entre les individus (Gaskell et Fraser, 1990).

En réaction à la psychologie behavioriste de type stimulus-réponse, la psychologie sociale américaine a introduit la notion de représentation cognitive dans le but d'expliquer comment les différences de réponse entre individus peuvent surgir lorsque, objectivement ou physiquement, le même stimulus est présent (Jaspars et Fraser, p.105, 1984). C'est sous l'influence de l'étude classique de G. Allport sur le concept d'attitude dans la 1^{re} édition du livre de Murchison (1935) *Handbook of Social Psychology* que les notions de « représentations cognitives » et de « dispositions de réponse individuelle » ont été amalgamées. Cette orientation a eu pour conséquence la perte de vue de la double nature (individuelle et sociale) des attitudes et des concepts connexes en psychologie sociale. Plus important peut-être, fut le fait que la nature collective des attitudes allait dorénavant être complètement négligée par les chercheurs (Jaspars et Fraser, 1984). La position théorique qu'avait adoptée G. Allport se trouvait à individualiser le concept d'attitude et en faisait une disposition globale de type stimulus-réponse dans le but d'expliquer les différences de comportement face à des situations objectives similaires.

Au début du 20^e siècle, l'utilisation du modèle behavioriste ou « comportementaliste » S-R (stimulus-réponse) reflétait une volonté de « fonder une authentique science positive, objective, du comportement » sans qu'on accorde d'importance aux domaines des « mentalités et du psychisme », domaines qualifiés de « dimensions inconnaissables », (Seca, 2001, p.27). Ce schéma évoluera graduellement chez les behavioristes vers un modèle S-O-R (stimulus-organisme-réponse), dans lequel l'homme est placé au même niveau que l'animal, et ensuite vers celui du modèle S-O/A-R (stimulus-organisme ou attitude-réponse) qui

annonçait un progrès vers une prise en compte de l'intériorité psychologique des individus. Comme le mentionne Seca (2001, p.28), cette nouvelle dimension dans les modèles des behavioristes renverra à « une dimension plus interne aux individus définie comme une prédisposition à agir ». Une telle réorientation sera dénommée « néo-behavioriste » et permettra de mener des enquêtes portant sur les évaluations des individus à propos d'objets tant psychologiques, sociaux que matériels de leur environnement. Enfin, cette disposition sera conçue comme étant interne, latente et durable.

2.4 Le XX^e siècle et l'étude des attitudes

Dans sa revue historique portant sur l'importance des attitudes et des autres notions connexes de la psychologie du 20^e siècle¹², McGuire (1986) a montré que les attitudes ont été le concept central de la psychologie sociale durant trois périodes différentes. Durant les années 1920 et les années 1930, la préoccupation principale concernait les sujets plutôt « statiques » de la mesure et des échelles d'attitudes ainsi que la relation entre les attitudes et les comportements. Vint ensuite l'intermède 1935-1955 durant lequel le sujet des attitudes en psychologie sociale perdit de son attrait comme préoccupation centrale, pour être remplacé par l'étude des processus de groupe. Les années 1950 et 1960 ont vu les attitudes revenir au premier plan des travaux. Durant cette deuxième période, elles sont redevenues un sujet dominant, mais cette fois sous l'angle d'un thème plus dynamique : celui du changement d'attitude. McGuire a montré que, par la suite, dès le milieu des années 1960, et durant les deux décennies suivantes, l'intérêt est passé des attitudes à la cognition sociale. Durant ce second intermède, les travaux ont ainsi surtout porté sur les différents mécanismes d'encodage et de décodage d'information ou sur l'attribution des significations. Enfin, les travaux sur les attitudes ont repris le devant de la scène durant les années 1980 et 1990 avec des thèmes structurels plus complexes tels la structure des attitudes individuelles et la relation entre la structure des systèmes d'attitudes au sein des individus avec celle d'autres systèmes intra-individuels.

¹² On parle ici uniquement de la branche de la psychologie sociale en psychologie.

La première période, celle de la mesure des attitudes par le biais d'échelles, sera dominée par des théoriciens de l'élaboration d'échelles tels Bogardus (1925), Thurstone et Chave (1929) et Likert (1932). Selon McGuire (1986, p.94), des facteurs externes ont donné naissance aux États-Unis à l'enthousiasme des années 1920 et 1930 pour la mesure des attitudes. Au sortir de la guerre de 1914-1918, les Américains faisaient face à de nouveaux problèmes dans la mesure où la guerre avait augmenté les contacts et avait favorisé les rapprochements entre divers groupes régionaux et ethniques ainsi qu'entre des gens de diverses classes sociales. Ces contacts avaient ainsi rendu plus visible la diversité existante aux États-Unis et la nécessité d'arriver à un consensus au sein de l'opinion publique sur la façon d'orienter la société d'après-guerre. Les psychologues sociaux américains ont alors répondu énergiquement à cet appel en travaillant sur la mesure des attitudes et sur la nature des déterminants de l'opinion publique. La croyance répandue était qu'en identifiant correctement les différentes attitudes en présence, il serait possible de résoudre les désaccords dans l'opinion publique en corrigeant les attitudes erronées.

Durant cette période, on a élaboré un certain nombre de modèles portant, par exemple, sur la propension sociale à la religiosité, sur les préjugés ethniques et le conservatisme politique. À ce propos, McGuire (1986) affirme que les travaux de construction d'échelles durant les années 1920 représentent la « quantification » la plus élégante en psychologie depuis les tentatives de Fechner de mesurer la sensation et celles de Spearman pour mesurer l'intelligence. En dépit de l'importance des travaux sur l'élaboration d'échelles d'attitudes durant cette période, des lacunes importantes existaient néanmoins, puisqu'on y mesurait des variables individuelles de façon isolée sans faire intervenir simultanément des échelles portant sur d'autres variables et sans examiner les relations existant entre elles.

2.4.1 Introduction de la notion de comportement dans l'étude des attitudes

Des travaux portant sur la construction d'échelles a émergé un intérêt particulier pour la relation entre les attitudes et les comportements. Cet intérêt découle tout

naturellement de l'utilisation de divers critères pour valider les échelles de mesure utilisées. Plusieurs approches de construction d'échelles utilisaient en effet des critères internes pour les valider. On fait appel, par exemple, au critère d'homogénéité des évaluations faites par des « juges » pour situer des items sur une échelle. On examine également la corrélation entre chacun des items et la totalité des items. D'autres entreprises de validation utilisent plutôt des critères externes tel celui d'examiner dans quelle mesure les différences individuelles dans les attitudes sont corrélées à la variation des actions et des comportements à l'égard des « objets » de réflexion en cause.

L'étude empirique la plus célèbre fut sans conteste celle menée par LaPiere au début des années 1930, une époque où, selon les études de « distance sociale », prévalait un sentiment antichinois aux États-Unis. Sociologue de formation et pionnier de l'interactionnisme symbolique, LaPiere effectua plusieurs voyages à travers les États-Unis en compagnie d'un couple d'amis chinois. Il désirait alors examiner dans quelle mesure les attitudes de propriétaires d'hôtels et de restaurants aux États-Unis à l'égard de l'ensemble des Américains d'origine chinoise étaient corrélées aux comportements de ces propriétaires envers un couple de Chinois fréquentant leur établissement. À l'insu de ses amis, LaPiere prit note de la façon dont ils étaient traités et garda un registre des hôtels et restaurants fréquentés. On leur refusa le service dans un seul établissement et LaPiere jugea même que le service était supérieur à la moyenne dans 40 % des restaurants visités. Six mois plus tard, LaPiere fit parvenir un questionnaire aux 250 hôtels et restaurants figurant sur sa liste afin de savoir si chacun de ces propriétaires accepterait de servir un membre d'origine chinoise dans son établissement. Les résultats de 128 questionnaires furent colligés et 90 % des répondants indiquèrent qu'ils ne serviraient pas de Chinois. LaPiere mit ainsi au jour l'absence très nette de consistence entre les attitudes (dans ce cas davantage des intentions de comportement) plutôt négatives manifestées à l'égard des personnes d'origine chinoise et le traitement généralement positif reçu par le couple Chinois.

L'étude de LaPiere (1934) allait devenir, pendant plusieurs décennies, l'ombre au tableau d'un grand nombre de tentatives visant l'obtention d'une corrélation significative entre attitudes et comportements. Plusieurs hypothèses ont été émises relativement à l'absence de consistance entre les deux. Cependant, aux dires de McGuire (1986, p.93), la corrélation très faible et peu encourageante obtenue par LaPiere pourrait avoir accéléré le déclin de la première période d'effervescence de l'étude des attitudes puisqu'elle se trouvait à remettre en question la pertinence «de mesurer si bien ce qui ne valait peut-être pas la peine d'être mesuré du tout ».

Mais l'étude empirique de LaPiere, problématique à plus d'un égard — comme l'ont fait remarquer plus tard certains travaux critiques — n'est pas réellement le point principal de son essai de 1934. Selon Schuman (1995, p. 72), l'élément le plus important est son argument théorique selon lequel la réponse à un symbole — c'est-à-dire un terme décrivant un objet social donné — ne permet habituellement pas des inférences valides concernant les réponses à un objet concret. Il est utile de citer cette situation imaginaire décrite par LaPiere pour démontrer sa position :

Thus from a hundred or a thousand responses to the question 'Would you get up to give an Armenian woman your seat in a street car ?' the investigator derives the 'attitude' of non-Armenian males toward Armenian females... yet all that is obtained is a symbolic response to a symbolic situation. The words 'Armenian woman' do not constitute an Armenian women of flesh and blood, who might be tall or squat, fat or thin, old or young, well or poorly dressed... And the questionnaire response... is but a verbal reaction and this does not involve rising from the seat or stolidly avoiding the hurt eyes of the hypothetical woman and the derogatory stares of other street-car occupants (LaPiere, 1934, p.230).

Schuman (1995) mentionne donc que la thèse de LaPiere n'est pas que les réponses verbales ne prédisent jamais des actions ultérieures, mais plutôt que dans la vie de tous les jours un symbole verbal est trop souvent abstrait et décontextualisé pour nous permettre de savoir, à partir des réponses à ce symbole, comment une personne agira lorsqu'elle sera confrontée à des exemples réels et concrets de la catégorie qu'est censé représenter le symbole.

Mais la plupart des chercheurs qui ont effectué des travaux sur le changement des attitudes ont ignoré le problème embarrassant de l'absence de relation solide entre les attitudes et les comportements. On prend en effet pour acquise l'existence d'une corrélation forte entre les deux et l'interrogation vise davantage à connaître la direction de la causalité entre attitude et comportement : la source de la forte corrélation entre les deux réside-t-elle dans le fait que les attitudes affectent ou influencent les comportements, ou est-ce plutôt les comportements qui affectent les attitudes (McGuire, 1986, p. 118)?

Selon Jaspars et Fraser (1984, p. 105), le problème « embarrassant » de l'absence de relation solide entre attitude et comportement découlait, pour l'essentiel, du développement « pervers » qu'a connu le concept d'attitude depuis Thomas et Znaniecki. Un tel développement n'a cependant pas eu lieu sans opposition. À l'époque, la position théorique qu'ont adoptée les frères Allport sur les attitudes ne faisait pas l'unanimité dans la communauté des chercheurs. Une des premières critiques, celle de McDougall (1933), met l'accent sur le fait que la conception adoptée par G. Allport sur les attitudes en fait un terme beaucoup trop vague et général, utilisé pour couvrir presque toutes les variétés d'opinions, de croyances, ainsi que diverses caractéristiques abstraites de la personnalité, sans compter des éléments d'ordre affectif.

Contrairement aux diverses critiques qui s'échelonneront durant les quelque quarante années subséquentes, G. Allport croit plutôt que le concept d'attitude tient sa popularité du fait qu'il se trouve à calmer les tensions qui existent entre diverses écoles de pensée en psychologie, et qu'il semble être le point culminant des tendances convergentes en psychologie et en sociologie durant les années 1920. Jaspars et Fraser (1984, p. 106) posent la question de savoir si l'introduction du concept d'attitude a alors résolu quelque problème que ce soit ou s'il n'a pas plutôt seulement obscurci les distinctions déjà existantes du fait de sa nature par trop « élastique ».

Pourtant, dès le début de ses travaux, G. Allport a questionné la pertinence d'asseoir la psychologie sociale sur une fondation aussi fragile et confuse, et il a souligné l'urgence de clarifier ce concept. Bien que la définition qu'il en avait – « une disposition ou une inclination à réagir ou à répondre » – semble constituer le fil conducteur entre les diverses conceptions qui prévalent dans la communauté des chercheurs, il semble pourtant que ce fil conducteur est surestimé. Selon Jaspars et Fraser (1984, p.106), plusieurs des définitions auxquelles se réfère G. Allport peuvent être regroupées sous deux distinctions conceptuelles indépendantes : 1) une disposition mentale d'un individu à agir en faveur ou contre un objet défini (Droba, 1933), et 2) une caractéristique « perceptuelle » du système nerveux central (Warren, 1922). Cette distinction s'apparente sensiblement à la distinction qui existe en philosophie entre le concept (la représentation mentale générale et abstraite d'un objet) et le percept (objet de la perception, sans référence à une chose en soi).

On fait donc face à différentes définitions des attitudes et différentes théories de nature perceptuelle et cognitive. La confusion entourant les diverses conceptions des attitudes semble résider dans le fait qu'on confond les éléments de nature cognitives et affective, qu'on les conçoit comme possiblement reliées, plutôt que de les considérer comme des entités séparées. En d'autres mots, le fait de confondre les croyances, par exemple, et les évaluations à l'égard d'attributs donnés, rend presque impossible une conception commune des attitudes.

2.4.2 Le retour des recherches empiriques et des débats sur la relation entre attitudes et comportements : la critique des sociologues

Avec les années 1960 et 1970, on assiste à un regain d'intérêt pour la recherche sur les attitudes et la relation entre attitudes et comportements. Ce renouveau d'intérêt débute, pour l'essentiel, avec l'essai des sociologues DeFleur et Westie (1963) sur la nature des attitudes. Ce retour de la recherche sur les attitudes devient inévitable étant donné l'usage sans cesse croissant que font les sociologues des mesures d'attitudes. Or la présupposition qui sous-tend ces recherches, à savoir que les attitudes causent, reflètent ou, du moins, sont corrélées de façon importante avec les

comportements non induits par les procédures formelles de mesure, cette présupposition, donc, semble fausse (Schuman et Johnson, 1976). Le texte de DeFleur et Westie vise à fournir un portrait de l'ampleur des désaccords passés et présents, des débats et des controverses entourant la définition, la mesure et l'utilité théorique du concept d'attitude, de même que de ses implications pour la mesure des comportements.

Le développement du behaviorisme, de pair avec ce que DeFleur et Westie nomment l'« opérationnisme »¹³, a entraîné des pressions croissantes sur le développement de techniques et de méthodes quantitatives afin de permettre l'observation objective des comportements. DeFleur et Westie (1963, p.19) soulignent qu'avec l'acceptation grandissante de cet « opérationnisme », presque tous les chercheurs en viennent à croire qu'il n'est plus nécessaire, voire qu'il est futile, de perdre son temps à définir le concept d'attitude. Certains en viennent même à affirmer que les attitudes sont ce que mesurent les échelles d'attitude.

Étant donné le nombre grandissant de chercheurs qui effectuent des travaux sur les attitudes à partir d'une tout aussi grande variété de perspectives, une certaine confusion s'installe. Par le fait même, il devient de plus en plus difficile de discuter des résultats de ces études puisqu'on n'y étudie pas nécessairement la même chose.

De ce « chaos » caractérisant les définitions du concept d'attitude durant les années 1930, DeFleur et Westie identifient au moins deux types principaux de conceptions des attitudes qui émergent de la littérature : des conceptions probabilistes et des conceptions d'un processus latent.

Les définitions probabilistes, également appelées « conceptions de consistance behaviorale » sont relativement simples et commodes, et partent du principe suivant lequel les manifestations d'attitudes sont plus ou moins consistantes. En d'autres

¹³ Par opérationnisme, on entendait surtout un accent mis sur la mesure mathématique des phénomènes.

mots, une série de réponses à l'égard d'un « stimulus d'attitude » donné montrera fort probablement un certain degré d'organisation, de structure ou de prévisibilité. Ainsi définie, l'attitude devient une propriété déduite ou inférée des réponses. Pour le dire à la manière de DeFleur et Westie, une attitude équivaut à la probabilité de récurrence de formes de comportements d'un type ou d'une orientation donnée.

À titre d'exemple, un individu qualifié comme ayant une attitude négative à l'égard des membres d'un groupe ethnique donné pourrait démontrer une forte probabilité à a) utiliser des épithètes négatives ou à tenir des propos désobligeants à l'égard de ce groupe et/ou b) se comporter de telle sorte qu'on puisse ouvertement déceler un rejet de ces personnes et/ou c) se sentir mal à l'aise en présence de telles personnes. L'expression d'une consistance de réponses à l'égard de ce « stimulus d'attitude » serait donc un critère adéquat pour qualifier cet individu comme faisant montre d'une attitude négative à l'égard des membres de ce groupe.

DeFleur et Westie soulignent que cette conception probabiliste de l'attitude fait de la mesure une tâche plutôt directe, en particulier lorsque l'ensemble défini des comportements en est un de comportements verbaux. Le problème, évidemment, est que l'inférence d'une consistance de réponses dans des comportements verbaux à d'autres types de comportements est problématique. Nous touchons là au problème classique, dont nous avons déjà amorcé la discussion, du lien entre ce qu'on a appelé traditionnellement les attitudes et les comportements.

Le deuxième type de conception, la vision d'un processus latent, est initié par le fait d'une consistance des réponses, mais va plus loin en postulant l'opération ou la mise en œuvre d'une variable hypothétique ou cachée. Cette dernière opérerait au sein même de l'individu agissant, et façonnerait ou modulerait son comportement observable. En d'autres termes, l'organisation ou la structure observable du comportement est identifiée comme étant causée, ou pouvant être expliquée, par l'action d'une variable médiatrice latente (DeFleur et Westie, 1963, p. 21). L'attitude, ainsi définie, ne correspond pas aux réponses manifestes proprement

dites, ou à leur probabilité d'émergence, mais à une variable intermédiaire opérant entre le stimulus et la réponse, et inférée à partir d'un comportement manifeste.

Comme l'avait définie G. Allport, l'attitude est ainsi perçue comme un état mental et neural prédisposant une personne à agir. Cet état (de réaction) exercerait une influence directe sur la réponse de cette personne à l'égard de tout objet et situation. Pour de nombreux chercheurs des sciences sociales, on parlera d'une distinction nette entre l'attitude « réelle ou vraie » et le comportement duquel une telle attitude est déduite. Lindesmith et Strauss (1956, p. 494) écrivent que dans la communauté des chercheurs, on accepte généralement l'idée selon laquelle les attitudes sont séparées du comportement et qu'elles sont plus « générales » que leurs expressions spécifiques déclarées. Ainsi, on vient à établir une distinction entre les attitudes et les opinions, ces dernières étant considérées comme des expressions verbales desquelles on peut inférer les attitudes.

DeFleur et Westie (1963, p.24) soulignent également que, définie de la sorte, c'est-à-dire comme mécanisme caché (latent), l'attitude est un processus qui opère « à l'intérieur » de l'individu et qui détermine plus ou moins immédiatement et directement la façon dont il répondra à un « stimulus attitudinal ». Mesurer une attitude impliquera, à partir d'une telle conception, de classer une personne sur un continuum quantitatif hypothétique, c'est-à-dire une variable latente.

Cette conception de l'attitude comme processus latent est, et de loin, la plus populaire des deux conceptions au moment où DeFleur et Westie publient leur recherche. En dépit de cette popularité, il subsiste toujours un problème de fond lié à cette conception : le degré selon lequel les gens se comportent en accord avec leurs attitudes *verbales* dans la vraie vie, tel que mesuré par les échelles d'attitudes. Rappelons que les présuppositions de la conception de l'attitude comme processus latent sont que les comportements observables d'une personne seraient des « manifestations » de ce processus intérieur et latent .

L'un des éléments importants de l'argumentation de DeFleur et Westie est qu'il existe plusieurs dimensions du comportement en regard duquel une attitude peut être inférée. Les réponses à des stimuli peuvent être classifiées en trois dimensions principales : a) un comportement verbal b) d'autres formes non verbales d'action ou de comportement, et c) des processus affectifs complexes ou des réactions émotionnelles. De plus, il devrait, selon la logique de cette conception dominante, y avoir covariation, au sein d'une même dimension, mais également entre les dimensions, puisqu'elles sont supposément modulées par la même attitude générale latente ou « attitude vraie ».

C'est cette attente d'une correspondance entre divers univers ou catégories de réponses à l'égard d'un stimulus que DeFleur et Westie appellent « l'illusion de la correspondance attendue ». Mais même ceux qui souscrivent à cette conception doivent reconnaître ce problème de correspondance. Force est en effet de convenir qu'il existe des facteurs situationnels tels les normes de groupes, les rôles, les définitions de la situation et autres contraintes sociales qui modulent, et ce de façon concrète, les réponses dans des situations impliquant soit des comportements verbaux ou des comportements manifestes d'action (DeFleur et Westie, 1963, p.26). Les recherches empiriques donnent à penser que l'idée d'un « quelque chose » de latent qui s'interposerait entre les patterns de comportements et les variables sociales qui les modulent est tout simplement inutile.

Ainsi, l'élément central de la thèse de DeFleur et Westie est qu'une conception réaliste des attitudes doit plutôt tenir compte d'une « attente d'inconsistance » telle que donnent à penser la grande majorité des résultats de recherche. Elle doit reconnaître et permettre des inconsistances entre, d'une part, le comportement d'un individu au sein d'un ensemble de normes ou d'autres contraintes sociales et, d'autre part, celui au sein d'un autre ensemble de normes. Par le fait même, un tel constat n'exclut nullement qu'un autre type de correspondance soit attendu : celui entre les exigences normatives d'une situation et le type de comportement qu'une personne

donnée exhibera dans cette même situation, peu importe le comportement passé ou la disposition à agir de cette personne.

Au moins deux étapes importantes leur semblent nécessaires afin de raffiner le concept d'attitude et d'accroître sa compréhension. La première est qu'il faut abandonner ce concept bizarre et bancal d'une variable latente ou médiatrice, tout comme on a d'ailleurs abandonné, sans perte sérieuse, d'autres outils conceptuels tel celui des instincts en psychologie. La seconde est qu'il faut lier plus fermement les définitions des attitudes aux méthodes utilisées pour la mesure du phénomène.

Au terme de leur analyse, DeFleur et Westie écrivent qu'ils ne partagent pas la vision de certains selon laquelle, étant donné son imprécision « chronique », le concept d'attitude doit être abandonné. Tout au plus, disent-ils, ce concept est encore :

in a surprisingly crude state of formulation considering its widespread use. At best it barely qualifies as a scientific concept.

Dans un recueil de textes intitulé *Psychologie sociale : Perspectives sociologiques*, Hill (1981) présente une revue de la littérature sur la problématique de la relation attitudes-comportements. Celui-ci écrit que depuis cette analyse de DeFleur et Westie en 1963, peu de progrès a été fait pour clarifier cette « confusion conceptuelle » et atteindre un consensus méthodologique sur la question, confusion qui explique en grande partie la pléthore de résultats inconsistants. Selon lui, la plupart des travaux récents ont ignoré la question de la définition, l'hypothèse étant soit qu'on s'entende sur le sujet soit que, d'une manière ou d'une autre, l'absence de consensus conceptuel n'est pas un problème important.

Les travaux de DeFleur et Westie (1963) ont été suivis par un certain nombre d'ouvrages-clés qui ont mis en lumière et ont examiné les problèmes liés à la recherche d'une relation consistante entre les attitudes et les comportements. Mentionnons tout d'abord les travaux de Deutscher (1966 et 1969). En 1969, Deutscher commet un papier très polémique dans lequel il critique la tendance qui

prévaut dans les travaux des sociologues ou, à tout le moins, dans un type généralisé de travaux, sur le lien entre attitudes et comportements. Cette « sortie » provoque un nombre important de réactions et de réponses, tant positives que négatives, dans la revue *The American Sociologist*. Deutscher lançait l'idée suivant laquelle les travaux effectués depuis l'étude de LaPiere semblent montrer un recul plutôt qu'une progression dans la compréhension de la relation attitudes-comportements, un recul qui, selon lui, s'explique en grande partie par le manque d'intérêt pour la question de la validité de ce qu'on mesure comparativement à celui pour la question de la fiabilité des instruments utilisés.

En 1969, Wicker publie également une étude dans laquelle il examine quelque 31 recherches différentes portant sur le lien attitude-comportement. L'analyse théorique de Wicker porte sur les différents facteurs qui peuvent réduire les corrélations entre ces deux éléments. Au terme de son analyse, il en vient à conclure que sa revue des travaux sur le sujet ne permet pas de confirmer l'existence d'attitudes stables et profondes chez un individu, lesquelles influenceraient à la fois ses expressions verbales et ses actions. De plus, la présupposition selon laquelle les sentiments d'une personne à l'égard d'une question socialement importante se traduiraient directement par des actions manifestes n'avait encore jamais été démontrée.

Parmi les implications de ses constats pour les sciences sociales, Wicker (1969) mentionne qu'il importe dès lors de faire des recherches sur les diverses sources présumées d'influence sur le comportement manifeste. Une fois ces sources identifiées et les variables « opérationnalisées », il serait ainsi possible de déterminer leur contribution, de même que celle des attitudes, à la variance des comportements manifestes. Une telle démarche permettrait d'identifier les facteurs ou les types de facteurs qui sont, de façon consistante, de meilleurs prédicteurs de comportements manifestes que les attitudes. Enfin, il est essentiel selon lui que les chercheurs spécifient leurs conceptions des attitudes. Il se peut fort bien, par exemple, que certains soient seulement intéressés par des réponses verbales à des échelles d'attitudes, auquel cas la question du lien attitude – comportement n'est pas

particulièrement pertinente ou importante. Autrement, poursuit-il, ceux qui croient que le fait d'évaluer des attitudes soit une façon simple d'étudier les comportements manifestes, devraient démontrer que leurs mesures verbales correspondent aux comportements pertinents. Il conclut en affirmant que dans la mesure où les recherches ne permettent pas de démontrer la consistance entre attitudes et comportements manifestes, les seules alternatives semblent être qu'il faille soit reconnaître que sa propre recherche ne traite que des comportements verbaux, soit abandonner le concept d'attitude en faveur d'une étude directe du comportement manifeste.

Comme suite à de tels constats, il semble, au début des années 1970, que de nombreux chercheurs se lassaient de ne pouvoir généraliser les recherches sur les attitudes au travers de diverses situations et divers contextes et l'on était embarrassé par la faible corrélation entre les attitudes et les comportements (McGuire, 1986). On en vint également à se demander si le concept d'attitude est réellement nécessaire (par ex., Abelson, 1972).

2.4.3 Accroître la validité des modèles théoriques portant sur le lien attitudes-comportements (A-C)

Les années 1970 voient toutefois naître, chez les psychologues, la montée d'un plus grand raffinement théorique concernant la problématique A-C. Dans la revue qu'il présente des travaux sur la relation A-C, Hill (1981) adopte l'hypothèse des optimistes sur le sujet. Ainsi, en dépit des confusions et des contradictions entourant les résultats de ces travaux, il souligne que beaucoup de progrès a été réalisé, notamment en ce qui a trait à l'importance d'une plus grande précision dans la définition des concepts d'attitude et de comportement.

Tout comme l'avait fait Wicker (1969), Hill (1981) met l'accent sur l'existence de deux conceptualisations majeures de la notion d'attitude : une conceptualisation en tant que disposition à se comporter ou à agir de certaines façons à l'égard d'objets

spécifiques et une conceptualisation en tant qu'évaluation bipolaire d'objets sociaux, en tant qu'orientation affective ou évaluative. La première conception sous-entend une absence de distinction entre les attitudes, les croyances et les intentions de comportement. La plupart des études souffrent, selon lui, d'un problème de définition, et c'est précisément cette lacune qui a entraîné une difficulté à pouvoir comparer les résultats entre eux. Ainsi, il y aurait un problème de définition à la fois en ce qui a trait au référent (c.-à-d. à quoi réfère la notion d'attitude) et en ce qui concerne son étendue (c.-à-d. à savoir si ce concept est très inclusif ou s'il est plutôt restrictif).

Outre ce problème ou désaccord conceptuel, Hill parle également d'un désaccord méthodologique important, celui entourant la fiabilité de la mesure. La faible fiabilité de la mesure des attitudes serait en grande partie attribuable au fait de l'instabilité temporelle des attitudes. Cette faible fiabilité touche également la mesure des comportements. Les critères utilisés pour définir les comportements sont également sujets à l'erreur. En 1979, Crane et al. mettent l'accent sur le fait que la capacité modeste de prédire un comportement à partir de variables d'attitudes est largement attribuable à l'instabilité temporelle, à la non-fiabilité du critère de comportement. Par exemple, de nombreux chercheurs n'ont utilisé qu'un item unique de comportement, ce qui augmente les risques d'une faible relation avec l'attitude mesurée. Ainsi, les degrés de corrélation observés sont en grande partie fonction des stratégies de mesure utilisées de même que de l'absence d'analyse préalable entourant les concepts fondamentaux impliqués.

Le modèle de Fishbein et Ajzen (1973, 1975, 1978) qui émerge durant les années 70 et qui reçoit beaucoup d'attention de la part des chercheurs, relie les croyances, les attitudes, les intentions et les comportements à l'égard d'un objet donné. Ce modèle met de l'avant l'idée suivant laquelle l'attitude générale ne peut plus être considérée comme la variable permettant de prédire les comportements. Il vise donc un raffinement à la fois en termes de croyances, d'intentions et de comportements.

L'hypothèse mise de l'avant est que les normes subjectives d'un individu, c.-à-d. les attentes spécifiques à l'égard d'un comportement donné qu'il attribue à ses pairs ou à d'autres agents sociaux, et sa propre attitude à l'égard du comportement sont prédictrices d'intentions comportementales.

De leur côté, Kreitler et Kreitler (1976) proposent un modèle d'orientation cognitive du comportement, modèle qui, selon eux, permet un meilleur arrimage des attitudes aux comportements. Kreitler et Kreitler postulent que la recherche incessante de sens par les individus les amène à orienter leurs comportements en fonction de leurs croyances. Les croyances ne sont pas des prédispositions à l'action ; elles n'ont pas d'influence directe sur les comportements, et pourtant elles les orientent. Ce serait l'amalgame des croyances et les interactions entre elles qui mèneraient à l'intention comportementale. Kreitler et Kreitler classent ces croyances selon quatre types : les croyances générales, les croyances égocentriques (c.-à-d. à l'égard de soi), les croyances normatives (c.-à-d. à l'égard des normes et des règles), et enfin les croyances à l'égard des buts et des aspirations à se comporter à l'avenir. Selon eux, la probabilité de démontrer une relation positive entre l'attitude et le comportement augmenterait avec le nombre de types de croyances présents dans une échelle d'attitude donnée, et serait fonction du degré d'homogénéité ou de cohésion entre les quatre types de croyances présents dans une telle échelle. Pour intéressante qu'elle soit, une telle approche donne toutefois à penser que croyances et attitudes ne sont qu'une seule et même chose.

La nécessité de mieux clarifier les notions d'attitude, d'opinions, de croyances et de comportement est un élément central de l'importante revue des travaux portant sur le lien entre attitude et comportement proposée par Schuman et Johnson (1976). Ces sociologues y soulignent qu'il y a trois façons de spécifier ou de distinguer le terme d'attitude. D'abord, affirment-ils, il faut faire la distinction entre «les attitudes verbales induites ou provoquées» (Green, 1954), lesquelles sont des réponses à des questionnaires, des grilles d'interviews, ou d'autres procédures de mesure directe, et « les attitudes verbales spontanées », lesquelles sont plutôt des opinions exprimées à

des amis ou à différents interlocuteurs dans le cadre des activités quotidiennes. Pratiquement toutes les recherches sur le sujet concernent la première signification. La notion d'attitude est ainsi plutôt restreinte à la forme provoquée ou induite, et on la nommera « l'attitude mesurée » (Schuman et Johnson, 1976, p. 163). Deuxièmement, il faut distinguer ces attitudes « mesurées ou provoquées » (au sens psychométrique) et les attitudes « profondes et latentes », aussi parfois appelées les « attitudes vraies ». Troisièmement, probablement celle qui est la plus difficile à établir, il importe de faire la distinction entre l'attitude comme rubrique couvrant pratiquement toutes les réponses non factuelles à des questionnaires, incluant les croyances et les intentions de comportement, et l'attitude dans son acception plus restreinte de « réponse de type affective ou évaluative en faveur ou contre des objets sociaux donnés » (Thurstone, 1931). Il devient évident ici que certains comportements sont difficiles à distinguer des attitudes dans leur acception la plus large.

Schuman et Johnson se sont surtout penchés sur les travaux ayant une grande importance théorique, méthodologique -ou interdisciplinaire relativement au problème A-C. Ils mettaient ainsi l'accent sur les attitudes durables et socialement importantes, plutôt que sur celles créées simplement pour le bénéfice d'expériences à court terme. Ce choix en est un qui reflète, dans une certaine mesure, les intérêts différents des sociologues et des psychologues au regard de la problématique A-C, ces derniers effectuant généralement des expériences en laboratoire dans un environnement et des situations très contrôlés.

Schuman et Johnson soulignent qu'en dépit du fait que quatre des premières études les plus importantes qui ont tenté d'investiguer la relation A-C n'aient montré aucune corrélation significative, il n'est cependant pas exact de dire, à la lumière des résultats de recherche alors disponibles en 1975, qu'il n'y a aucune relation entre les deux. En fait, leur revue des études effectuées sur le sujet montre que dans la plupart des cas répertoriés, les attitudes et les comportements sont liés, en termes de degré, selon une ampleur allant de faible à modérée. Suite à ce constat, ces auteurs

proposent et examinent quatre approches ou pistes de réflexion permettant d'apporter des améliorations aux tentatives d'expliquer la relation A-C : 1) les faibles corrélations entre attitudes et comportements découleraient possiblement des défauts ou des lacunes possibles dans les types de *mesure d'attitude* fréquemment utilisés, lesquels, s'ils étaient corrigés, pourraient améliorer cette corrélation ; 2) le problème A-C pourrait être redéfini, en mettant l'accent sur l'amélioration de la *mesure du comportement* ou sur une conceptualisation différente de la façon dont les comportements devraient être liés aux attitudes ; 3) des mesures « non attitudinales » (par ex. des perceptions de pression de la part des pairs) pourraient être ajoutées comme prédicteurs de comportements tout en continuant de maintenir une approche par questionnaire ; 4) enfin, on pourrait investiguer directement les forces situationnelles immédiates qui sont présumées empêcher ou nuire aux relations A-C. Dans les pages qui suivent, nous examinerons tout à tour chacune de ces propositions.

1. L'amélioration des mesures d'attitudes

Durant les années 1970, l'hypothèse la plus généralement acceptée pour l'amélioration de la consistance A-C, est que les attitudes et les comportements doivent être mesurés au même niveau de spécificité (Dollard, 1949, DeFleur et Westie (1963) et Ajzen et Fishbein (1975)). Par exemple, si l'on est intéressé à prédire si des propriétaires feront de la discrimination à l'égard d'un groupe ethnique donné dans la location d'un logement, les questions d'attitude devraient être élaborées sur ce sujet spécifique, plutôt que de simplement investiguer les sentiments généraux à l'égard du groupe ethnique, voire même à l'égard de la discrimination. Bien entendu, il y a là, comme le soulignent Schuman et Johnson (1976), un danger d'être à ce point spécifique qu'il devient impossible de généraliser quoi que ce soit. La question est donc de tenter de savoir s'il existe un juste milieu entre des mesures trop larges pour être pertinentes aux comportements, et des mesures trop spécifiques pour être utiles à d'autres fins. Plusieurs études ont ainsi varié le niveau de généralité de façon systématique et ont révélé que les corrélations A-C augmentaient au fur et à mesure qu'augmentait la congruence. Elles ont alors montré que les

mesures d'attitude seront de meilleurs prédicteurs de comportements spécifiques si on les maintient à proximité, thématiquement parlant, de ce à quoi se réfère le comportement.

Fishbein et Ajzen (1972, 1975) et Ajzen et Fishbein (1973) ont certainement été ceux dont le modèle théorique a eu une très grande influence sur la recherche dans le domaine des attitudes. Ce modèle vise en grande partie à résoudre le problème de la difficile concordance entre l'orientation des attitudes et des comportements. Le point central de leur argument est que pour parvenir à prédire un comportement spécifique, on devrait également mesurer une « intention de comportement ». Selon leur modèle, l'intention d'agir d'une façon donnée est en elle-même entièrement déterminée par la combinaison de deux facteurs psychologiques : l'attitude à l'égard du comportement en question et les croyances à propos des attentes normatives des proches. L'attitude à l'égard d'un objet social donné — la mesure traditionnelle d'une attitude — n'aurait pas de lien direct et inévitable avec un comportement spécifique dans la mesure où les implications de cette attitude avec le comportement en question ne sont pas claires. En d'autres mots, le fait de mesurer des attitudes à l'égard des comportements plutôt que des attitudes à l'égard des objets d'attitude devrait accroître la correspondance A-C de même qu'augmenter les corrélations des résultats de mesure. De plus, pour Fishbein et Ajzen, si on désire maximiser la corrélation A-C, il faut plutôt utiliser l'intention comportementale comme variable puisque celle-ci reflète l'attitude à l'égard du comportement en plus de toute attente normative perçue pouvant affecter cette intention, et donc façonner le comportement. Des expériences en laboratoire ont permis de confirmer cette hypothèse, les corrélations obtenues étant d'environ 0,8 (Fishbein et Ajzen, 1975). Cependant, aux dires de Schuman et Johnson, beaucoup de sociologues n'ont pas trouvé très convaincants ces résultats, dans la mesure où ce genre d'expériences fait fi d'un grand nombre de paramètres qui constituent pourtant la réalité sociale. L'expérience en laboratoire est en effet bien souvent très contrôlée, « idéale » et artificielle.

Le modèle de Fishbein et Ajzen est appelé *théorie de l'action raisonnée* parce que les croyances ou les « raisons » sont vues comme déterminant ou influençant les attitudes, et les attitudes, de concert avec les normes, comme déterminant les comportements via les intentions. Selon Ajzen (1988), cela signifie que les individus se comportent généralement de façon sensée, qu'ils prennent en considération l'information disponible et considèrent, implicitement ou explicitement, l'implication de leurs actions.

Comme le souligne Schuman (1995), le problème avec cette théorie est qu'elle présume que les intentions et les comportements sont sous le contrôle de l'individu. En 1985, Ajzen ajoute la variable de « contrôle comportemental perçu » à sa théorie pour tenir compte de cette limite, théorie qui porte maintenant le nom de *théorie du comportement planifié*. Même avec l'ajout de cet élément, le point central de la théorie de Ajzen et Fishbein est que les individus sont des acteurs rationnels qui développent d'abord des croyances à l'endroit d'un objet donné et les attitudes manifestées découlent de ces croyances.

Dans le modèle de Fishbein et Ajzen, on assiste à une transposition du problème sociopsychologique original de la détermination de la mesure selon laquelle les attitudes sont les déterminants causaux des comportements. Le problème est maintenant d'expliquer le lien entre l'intention d'agir et l'acte lui-même. La capacité des attitudes de prédire le comportement serait plutôt dépendante de la force de la relation entre les intentions d'agir et l'action elle-même (Hill, 1981).

En dépit de cette transposition, la question fondamentale du lien entre les attitudes et les comportements n'aura cependant pas été résolue. De plus, on doit se poser la question de l'applicabilité de ce modèle dans la mesure où, contrairement aux expériences effectuées en laboratoire, la vie en société implique des contraintes de type volontariste. En d'autres mots, il faut se poser la question de l'utilité générale d'un modèle dont l'un des postulats est que le comportement d'un individu doit être sous son contrôle. Tout comme le soulignent avant lui Schuman et Johnson (1976),

Hill (1981) réaffirme que peu de sociologues accepteraient sans nuance ce postulat d'un monde volontariste.

Avec cette transposition du problème initial, et devant ce qui semble une stratégie raisonnable et efficace, une question demeure tout de même en suspens : si l'attitude *à l'égard de l'action* envers un objet social donné est la stratégie privilégiée quand on essaie de prédire le comportement, qu'en est-il des mesures traditionnelles d'attitudes *à l'égard d'un objet social donné* (par exemple, les Noirs, les immigrants, une autre nation, etc.) (Schuman et Johnson, 1976, p. 174)? Le modèle de Fishbein et Ajzen (1975) apporte peu de réponses à ce propos.

Contrairement à la logique du modèle de Fishbein et Ajzen, Fazio (1986, 1990) propose une approche qui prend les attitudes comme point de départ non seulement dans leur lien avec les comportements, mais également en relation avec les croyances. Dans ce modèle, les attitudes peuvent influencer notre perception initiale d'un objet, façonnant ainsi notre interprétation de sa nature. Le modèle de Fazio est un complément à celui de Fishbein et Ajzen dans la mesure où il se réfère principalement à des situations au cours desquelles les individus ne répondent pas de façon calculée, mais procèdent plutôt de façon spontanée, permettant ainsi à leurs attitudes déjà formées d'influencer leurs perceptions de l'environnement et donc, possiblement, leur comportement. La principale différence entre les deux modèles est donc dans la direction de la causalité entre les attitudes et les croyances (Schuman, 1995).

L'amélioration des mesures d'attitudes passe également par une analyse de leur cohérence. Peterson et Dutton (1975) soulignent en effet que peu d'études portant sur la relation A-C ont examiné le lien entre, d'une part, la force et la clarté des attitudes mesurées et, d'autre part, la probabilité de voir apparaître le comportement y correspondant. Ainsi, alors que la force des attitudes, tout comme leur orientation, peut être mesurée suivant une ou plusieurs dimensions, une autre approche consiste à évaluer la clarté ou la cohérence interne d'une attitude donnée. Rosenberg (1960),

par exemple, a émis l'hypothèse selon laquelle une attitude claire existe, ou du moins a été mesurée, seulement lorsque les composantes affectives et cognitives sont en accord les unes avec les autres. L'importance d'examiner la cohérence interne des attitudes prend tout son sens lorsqu'on sait que de nombreux chercheurs mesurent ce qui, en fait, n'est pas une attitude (Norman, 1975; Rosenberg, 1968; Converse, 1970).

Schuman et Johnson (1976, p.176) soulignent qu'une inconsistance au niveau intra-individuel peut être le signe d'un solide « conflit interne » de même que d'une absence d'attitude précise, au sens d'une réponse « bâclée » ou irréfléchie. Saenger et Gilbert (1950) fournissent des exemples très intéressants à cet égard et suggèrent qu'une telle ambivalence chez un individu peut expliquer une certaine instabilité dans son comportement. L'utilisation de mesures dichotomiques simples d'intention de comportement comme celle de LaPiere (1934), par exemple, présume à tort, soutiennent Schuman et Johnson, que presque toutes les personnes adoptent une position « pour » ou « contre » un phénomène ou un objet social donné. D'une façon ou d'une autre, que l'inconsistance soit le fait d'un conflit interne ou de l'absence d'une attitude précise, elle peut bien favoriser une disposition ou une sensibilité accrue aux influences externes, lesquelles peuvent orienter le comportement dans une direction ou dans une autre.

Enfin, toute attente visant à relier deux mesures différentes, en l'occurrence les attitudes et les comportements, devrait reconnaître que leur intercorrélation est limitée par le degré de fiabilité de chacune. Dans leur revue de 15 études portant sur la relation A-C, Tittle et Hill (1967) montrent en effet que les faibles corrélations sont en grande partie causées par l'utilisation de mesures fondées sur un seul item, souvent peu fiable.

2. L'amélioration des mesures de comportement

L'amélioration de certaines mesures d'attitudes aura donc permis d'accroître significativement la corrélation entre attitudes et comportements. Qu'en est-il

maintenant de la mesure des comportements ? Schuman et Johnson (1976) indiquent que, de plus en plus, les méthodologues des questions d'attitudes ont mis l'accent sur l'importance de construire des échelles de comportements multi-item (par ex. Green, 1954; Campbell, 1963). Pour l'essentiel, la mesure fondée sur un ensemble de comportements reliés entre eux et intercorrélés devrait être plus fiable qu'un seul comportement et, en retour, devrait augmenter la corrélation A-C. L'approche théorique de Fishbein (1973) soutient également ce point. En s'inspirant de Thurstone (1931) et de Doob (1947), Fishbein soutient qu'une attitude à l'égard d'un objet donné n'est pas liée à un acte ou à un comportement particulier, mais qu'elle peut plutôt se manifester par le biais d'un ensemble de comportements différents représentant le même niveau d'accord ou de désaccord à l'égard de l'objet en question. En d'autres mots, c'est l'orientation (favorable ou non) d'un ensemble de comportements d'une personne à l'égard d'un objet ou d'une classe d'objets sociaux qui doit être corrélée avec son attitude générale à l'égard de cet objet (Fishbein et Ajzen, 1974).

En 1978, Ajzen et Fishbein proposent une analyse conceptuelle qui pousse encore plus loin le raffinement de la mesure des attitudes et des comportements. Ils introduisent dans leur modèle des notions d'entités attitudinales et comportementales. Chaque entité consiste en quatre éléments distincts : l'action, la cible visée par le comportement ou l'action, le contexte dans lequel l'action a lieu, et le moment ou le temps pendant lequel l'action est effectuée. Ainsi, si une attitude à l'égard d'un objet social ou d'une « cible » est utilisée comme prédicteur, alors l'indice comportemental devrait être fondé sur des observations d'un ensemble d'actions. Si une seule action doit être prédite, alors les entités attitudinales qui spécifient l'action, de même que la cible, le contexte et le temps devraient être pris en compte si l'on veut que la relation A-C soit examinée adéquatement.

Le modèle d'Ajzen et Fishbein stipule que les attitudes à l'égard de cibles prédiront des critères d'actions multiples, pourvu que les entités attitudinales et comportementales impliquent des éléments identiques de l'objet. Également, on

s'attend à ce que des attitudes à l'égard d'actions prédisent un critère unique d'action si les éléments de la cible et de l'action de l'entité attitudinale sont identiques à ceux de l'entité comportementale. Ces chercheurs proposent le principe de correspondance, à savoir que si l'entité attitudinale et l'entité comportementale correspondent en matière de cible, d'action, de contexte et de temporalité, alors la mesure d'attitude et les critères comportementaux seront au même niveau précis de spécificité.

3. et 4. Forces situationnelles immédiates et pressions des pairs

En 1934, LaPiere donne l'exemple d'un homme d'origine non arménienne qui manifestait une réticence verbale à céder son siège à une femme d'origine arménienne. Selon LaPiere, les regards désapprobateurs des autres passagers de l'autobus auraient été un facteur limitant la conversion de ses intentions en actions. De nombreuses évidences existent concernant les conséquences directes des pressions sociales sur les comportements (par ex. Saenger et Gilbert, 1950; Kutner et al., 1952; DeFleur et Westie, 1958). Ce n'est cependant que vers la fin des années 1960 que l'introduction systématique de telles variables a lieu dans les travaux portant sur le lien A-C. Deux chemins sont alors empruntés : a) certains reconnaissent et acceptent le besoin d'examiner d'autres déterminants des comportements, outre les attitudes, mais rejettent la suggestion déjà faite par LaPiere de concentrer dorénavant les efforts entièrement sur l'observation directe des comportements. En lieu et place, ils choisissent plutôt d'ajouter à leur questionnaire de nouvelles mesures de pressions perçues provenant des pairs ; b) d'autres choisissent de mettre l'accent sur les forces situationnelles immédiates affectant les comportements, forces qui déterminent ou nuisent à la conversion des attitudes en actions. Les deux approches sont très semblables sur le plan conceptuel, mais assez différentes sur le plan méthodologique, et leurs implications pour la recherche sociale sont radicalement différentes (Schuman et Johnson, 1976, p. 186).

2.5 Vers une perspective plus sociologique du lien A-C

Liska (1984) présente un examen critique de la structure causale du modèle A-C de Fishbein et Ajzen. À partir d'une perspective sociologique, Liska y indique d'abord que depuis les critiques du début des années 1960 concernant la relation entre attitudes et comportements, une pléthore d'études multivariées a vu le jour afin d'identifier *les autres variables* modulant la relation entre attitudes et comportements. La croissance du nombre de travaux aura été exponentielle et, selon lui, quelque peu chaotique (Liska, 1984, p. 71). Le modèle de Fishbein et Ajzen (1975) / Ajzen et Fishbein (1980) aura été, et de loin, celui qui s'est imposé et qui aura permis de mettre de l'ordre dans ce champ de recherche en proposant une définition conceptuelle des attitudes et en spécifiant une structure composée de trois catégories causales. Toutefois, ce modèle s'est limité aux comportements simples qui sont sous le contrôle des individus et qui sont observés dans des situations artificielles de laboratoire. De plus, la structure causale présumée entre les variables est une structure simple qui garde sous silence la complexité des rapports sociaux dynamiques dans différentes situations et dans des environnements variés.

L'examen critique des études et de la littérature sur le sujet amène Liska (1984) à proposer un certain nombre de modifications au modèle de Fishbein-Ajzen qui, rappelons-le, spécifie que le comportement est généralement influencé par l'intention comportementale, laquelle est influencée par les attitudes et les normes sociales générales perçues par l'individu (les normes subjectives). Les attitudes seraient, quant à elles, le reflet des croyances concernant les conséquences du comportement, et seraient modulées par l'évaluation subjective de ces conséquences. Enfin, le modèle Fishbein-Ajzen spécifie également que les normes subjectives refléteraient quant à elles les croyances concernant les attentes comportementales des pairs, modulées par la motivation à se conformer à ces attentes.

Concernant la structure sous-jacente de la relation entre, d'une part, les trois composantes du concept traditionnel d'attitude (évaluation affective, cognition

(croyances) et conation (intention comportementale)) et, d'autre part, le comportement lui-même, Liska (1984) soutient d'abord que les études donnent à penser que l'intention comportementale n'est pas une cause nécessaire et suffisante du comportement puisque les gens ne font pas nécessairement ce qu'ils auraient l'intention de faire, faute de ressources et d'opportunités. Deuxièmement, en dépit des distinctions conceptuelles nécessaires et utiles entre les intentions, les cognitions et les affects (attitudes), le modèle en question propose une relation causale erronée et incomplète entre ces composantes. En effet, contrairement au modèle, des recherches ont montré que les intentions comportementales ne modulent pas complètement l'effet des attitudes sur le comportement (Liska, 1984, p.72). Certaines études ont également montré que les attitudes ne modulent pas complètement l'effet des processus cognitifs sur les intentions. Liska indique que cela est possiblement explicable par le fait que les capacités de traitement de l'information par l'individu de même que les processus cognitifs sont souvent trop complexes pour être complètement convertis sous forme d'attitudes. Enfin, et contrairement à la direction causale unidirectionnelle présumée dans le modèle Fishbein-Ajzen, diverses traditions théoriques et plusieurs recherches ont montré que le comportement affecte à la fois les intentions comportementales et les attitudes. Liska met donc en garde les chercheurs contre les biais d'estimation de l'effet des attitudes et des intentions sur le comportement, biais pouvant découler du fait d'ignorer ces derniers éléments.

Liska discute également de la structure sous-jacente de la relation entre l'attitude, le comportement et les autres variables. Dans le modèle de Fishbein-Ajzen, ces « autres variables » sont classées comme étant soit indépendantes, soit contingentes, soit variables d'arrière-plan. À cet égard, un examen des résultats de divers travaux amène Liska à proposer un nouveau modèle révisé de la relation entre ces variables. Contrairement à ce que propose le modèle Fishbein-Ajzen, les attitudes et les normes subjectives ne sont pas indépendantes les unes par rapport aux autres puisqu'elles reflètent toutes deux des croyances similaires et qu'elles s'influencent l'une l'autre. De plus, l'effet combiné des attitudes et des normes subjectives sur les intentions

comportementales et le comportement n'a pas nécessairement un caractère additif. En second lieu, il soutient que dans le modèle Fishbein-Ajzen, la relation entre les normes subjectives, les attitudes, les intentions et les comportements dépend d'un ensemble d'autres variables contingentes, c'est-à-dire, propres à des contextes et des situations variés. Le fait de ne pas les inclure dans un modèle théorique et de ne pas tenter de systématiser ces différentes variables limite considérablement l'utilité et la portée de ce modèle.

Parce qu'une grande partie des expériences sur le sujet furent effectuées dans un laboratoire, le modèle Ajzen-Fishbein néglige le rôle prépondérant et direct de la structure sociale sur le comportement. La plupart de ces études ont présumé à tort que les effets de la structure sociale sur le comportement sont d'abord modulés par les attitudes, les normes subjectives et les intentions comportementales. En ce sens, les opportunités et les ressources associées à la position dans la structure sociale semblent non pertinentes dans l'élaboration des cadres de recherche. Pourtant, la plupart des recherches sur le terrain montrent que la structure sociale influe directement sur l'allocation des ressources et des opportunités. Ces dernières influencent directement le comportement de même qu'elles fournissent le médium par lequel les attitudes, les normes subjectives et les intentions sont traduites en comportements. La position des individus dans la structure sociale (par ex. leur classe sociale, leur groupe ethnique) influence bien sûr leurs attitudes, les normes subjectives et les intentions comportementales, mais elle affecte également les ressources et les opportunités pour exprimer leurs attitudes sous forme de comportements et se conformer aux attentes perçues des pairs (Liska, 1984, p.70).

Alors que des sociologues comme Liska incorporent certains éléments de la structure sociale pour expliquer par quel moyen et de quelle façon cette dernière peut influencer sur la formation et le changement des attitudes et des comportements, d'autres, comme Kiecolt (1988), étudient comment la structure sociale peut influencer les attitudes. Ainsi, outre le problème du lien entre attitudes et comportements, plusieurs sociologues ont étudié le lien entre les attitudes et les structures sociales.

Kiecolt (1988, p. 383) souligne que les théories sociologiques portant sur les attitudes suivent deux courants principaux : l'un structurel et l'autre culturel. Les théories structurelles présument que les similarités d'attitude au sein de groupes émanent des situations communes de vie auxquelles les membres sont exposés de par leurs liens avec la structure sociale et les institutions. Par exemple, plusieurs de ces théories établissent un lien entre le « positionnement socio-économique » des individus dans la société, leurs intérêts divergents et, par le fait même, leurs attitudes. Les théories des normes culturelles expliquent plutôt les attitudes comme étant inhérentes aux valeurs des groupes et transmises durant la socialisation.

En général, l'accent n'est pas mis sur l'influence et le rôle des attitudes sur la structure sociale, mais plutôt sur la relation inverse, à savoir comment les effets de la structure sociale se répercutent sur les attitudes des individus par le biais de l'interaction sociale et des microstructures (par ex. les réseaux sociaux) dans leur environnement social immédiat. Kiecolt (1988) passe ainsi en revue un certain nombre d'études sociologiques qui examinent le rôle joué par les différents aspects du contexte social dans la formation des attitudes. Toutefois, rajoute-t-elle, les effets contextuels du milieu social (par ex. la taille d'une communauté, la concentration résidentielle, la période historique, le lieu de résidence, etc.) sur les attitudes ont été peu étudiés étant donné le nombre restreint de variables disponibles sur le sujet dans les grandes enquêtes nationales. Pour Erbring et Young (1979) l'interaction sociale, le type de relations sociales qui déterminent cette interaction de même que les contenus des « transactions » entre les individus qui interagissent sont autant d'éléments du contexte social qui influent sur la formation et le changement des attitudes. En ce sens, l'accent mis sur les interactions sociales oriente l'attention vers les mécanismes et les processus psychosociologiques par lesquels opère le contexte social.

Parce que les caractéristiques démographiques et socio-économiques des individus donnent une indication de leur positionnement dans la structure sociale, un certain nombre de travaux ont tenté d'examiner la relation entre ces caractéristiques et les

attitudes. Dans cette perspective, ces caractéristiques, traitées la plupart du temps comme variables intermédiaires, présentent un intérêt dans la mesure où elles orientent les motivations et l'intérêt économique des individus. Toutefois, House (1981) souligne que la faiblesse de telles recherches tient au fait qu'elles sont souvent incapables d'identifier et de mesurer correctement les processus par lesquels le positionnement dans la structure sociale affecte les attitudes.

Nous venons de souligner que la structure sociale influe sur les attitudes des individus, notamment par le biais des interactions dans leur environnement social immédiat. Les attitudes prendraient donc forme dans l'interaction. Kiecolt (1988, p. 389) indique que les théories sur les mécanismes sociologiques par lesquels l'environnement social immédiat, les réseaux et les rôles sociaux influencent les attitudes sont incomplètes à moins qu'elles ne spécifient les processus psychologiques par lesquels les personnes attribuent un sens à une situation (voir notamment Turner, 1978 et House, 1981).

2.6 État actuel de la recherche et développements théoriques récents

Un examen des écrits récents dans le champ de la psychologie sociale et celui des attitudes en particulier donne à penser qu'en dépit des changements de préoccupations ou de « modes » relativement à des théories ou des sujets de recherche particuliers — notamment ceux de la facilitation sociale, les dynamiques des groupes, la conformité, la dissonance cognitive, l'attribution ou la cognition sociale — « le paradigme asocial » (Greenwood, 2004) continue de dominer. En vertu de ce paradigme, la psychologie sociale demeure essentiellement préoccupée par les états psychologiques et les comportements des individus ayant lieu dans des contextes de dynamiques interpersonnelles. En général, les expériences effectuées dans l'environnement contrôlé du laboratoire font fi des processus sociaux et du contenu social des attitudes.

Il y a 25 ans, Singer (1980, p. 160) mentionnait que la façon dont un groupe façonne les opinions et les attitudes individuelles avait graduellement cessé d'être un sujet important de recherche en psychologie sociale. Alors que l'édition de 1968 du *Handbook of Social Psychology* présente quelques discussions sur les groupes de référence, ce sujet est absent des éditions de 1985 et de 1998. L'appartenance à un groupe social donné et la représentation de cette appartenance chez les individus demeurent marginales dans la recherche sur les attitudes sociales.

L'accent mis sur les processus mentaux individuels et le peu d'intérêt porté au « contenu social » des attitudes par les psychologues sociaux transparaît clairement dans les écrits récents (Haddock et Maio (2004), Albarracin et al. (2005) et Conner (2005). En 2000, plus de deux douzaines de psychologues sociaux de renommée internationale se sont réunis au pays de Galles pour une rencontre sur la psychologie des attitudes. Le livre de Haddock et Maio (2004) vise à intégrer la grande diversité des approches en émergence et réunit les contributions scientifiques de ces chercheurs qui abordent et passent en revue les développements récents dans la recherche et la théorie sur les attitudes. Selon Haddock et Maio, le concept d'attitude vit actuellement une métamorphose. Alors que la plupart des recherches antérieures reflètent la notion traditionnelle selon laquelle les attitudes sont de simples tendances à aimer ou à ne pas aimer un objet d'attitude donné, la recherche contemporaine a commencé à adopter une perspective plus complexe.

Par exemple, les travaux récents sur la structure des attitudes suggèrent que les attitudes et leurs composantes peuvent ne pas toujours être simplement positives ou négatives, mais peuvent comprendre à la fois des éléments positifs et négatifs. L'idée d'une ambivalence à l'endroit des objets d'attitudes s'inscrit également dans cette foulée. Bon nombre d'études s'intéressent donc aux propriétés structurelles et comportementales des attitudes, incluant la structure affective-cognitive de ces attitudes, la nature des attitudes ambivalentes de même que les relations entre les intentions et les comportements. La recherche contemporaine a grandement développé les modèles classiques portant sur les besoins psychologiques que servent

les attitudes, permettant de mieux comprendre les raisons pour lesquelles nous maintenons des attitudes (Maio et Alson, 2000).

Deuxièmement, plusieurs travaux récents portent sur la notion d'« intensité » ou de « force » de l'attitude ; les attitudes de faible intensité sont ainsi associées à des résultats très différents relativement aux attitudes de forte intensité (Petty et Krosnick, 1995). Notons également que les progrès méthodologiques permettent aujourd'hui aux chercheurs d'étudier et de mieux comprendre l'existence, le fonctionnement et les implications des attitudes dites implicites ou non conscientes et leur lien avec les attitudes conscientes ou explicites (Vargas, 2004; Fazio et al., 1995, Greenwald et al., 1998). Les travaux sur la mesure des attitudes implicites — dont l'historique remonte au moins aussi loin que les premiers travaux de Thurstone sur les attitudes explicites — avaient presque complètement disparu durant les années 1970 et 1980. Durant la dernière décennie, les travaux sur le sujet ont fait un retour remarquable en psychologie sociale. Ce nouvel engouement tient notamment au fait que devant des thèmes ou des questions délicates les répondants ne sont souvent pas enclins ou sont incapables d'exprimer leurs « vraies » attitudes. L'élément de désirabilité sociale limitant l'efficacité des mesures d'attitudes explicites, les chercheurs se sont tournés vers des mesures plus indirectes dites mesures d'attitudes implicites. Greenwald et Banaji (1995) définissent ces attitudes implicites comme étant des traces d'expériences passées qui ne sont pas identifiées de façon introspective ou qui sont mal identifiées par le répondant et qui modulent néanmoins des sentiments, des pensées ou des actions favorables ou non favorables à l'endroit d'objets sociaux. L'utilisation de mesures d'attitudes implicites s'inscrit dans la foulée des recherches contemporaines en psychologie sociale qui prône l'utilisation de différents types de mesures et d'indicateurs afin de cerner les différents aspects des attitudes.

Les recherches contemporaines sur les attitudes couvrent trois aspects principaux : le contenu, la structure et la fonction des attitudes. Les préoccupations des psychologues entourant le concept d'attitude n'ont que peu à voir avec celles qui

pourraient inspirer une démarche sociologique. Ainsi, l'intérêt touche principalement la compréhension des modes d'existence et de fonctionnement des attitudes dans l'esprit humain.

Les travaux sur le contenu des attitudes ne traitent pas du contenu social des attitudes, mais plutôt de construits psychologiques comme les croyances à propos d'objets d'attitude — celles-ci étant perçues comme n'ayant pas une origine sociale. Certains modèles mettent l'accent sur le fait que les croyances sont les seuls antécédents des attitudes alors que d'autres, tel le modèle des trois composantes, soutiennent que les attitudes peuvent également exprimer des sentiments et des comportements passés à l'endroit de ces «objets». On s'intéresse alors à la distinction des croyances, des sentiments et des comportements, mais également à leur corrélation. Ce sont alors les questions de regroupement et de compartimentation dans la mémoire individuelle — notamment, la séparation des éléments cognitifs des éléments affectifs — qui intéressent nombre de chercheurs. L'idée maîtresse est de montrer que les attitudes sont plus fiables et plus fortes lorsqu'elles sont consistantes avec leurs composantes, c'est-à-dire avec les croyances, les sentiments et les comportements.

Les travaux sur la structure des attitudes mettent en évidence l'importance de faire une distinction plus explicite entre le contenu et la structure des attitudes. On parle alors de perspectives sur la manière dont les attitudes des individus présentent une sorte de synthèse des aspects positifs et négatifs sous-jacents aux croyances, aux sentiments et aux comportements. Devant l'existence du modèle unidimensionnel qui présente les individus comme ayant soit des attitudes positives soit des attitudes négatives à l'endroit d'objets d'attitude donnés, on semble faire davantage place à l'existence d'un modèle bidimensionnel qui révèle l'existence d'aspects négatifs et positifs à l'endroit d'un même objet, voire de l'existence d'attitudes ambivalentes. Les recherches montrent par ailleurs que ces dernières sont beaucoup plus faciles à changer. Les théories sur les attitudes étant inextricablement liées aux méthodes

permettant d'évaluer et de mesurer ces attitudes, il est clair que chacun des modèles mentionnés ici propose différentes approches pour la mesure des attitudes.

Toute une série de travaux se penchent également sur le thème des fonctions que remplissent les attitudes. Quelles sont, par exemple, les motivations psychologiques que nourrissent les attitudes ? Quels sont les motifs et les besoins qui influencent l'orientation et la structure des attitudes ? Pourquoi les gens forment-ils des attitudes ? Il est alors question de fonctions dites de mise en valeur, d'ajustement social, d'extériorisation, de fonctions dites utilitaires, d'expression personnelle et de maintien de l'estime de soi. Les recherches plus récentes distinguent les fonctions évaluatives des fonctions expressives.

Parmi les défis auxquels sont confrontés les chercheurs, Maio et Haddock (2004) mentionnent l'importance d'intégrer les théories sur le contenu, la structure et la fonction des attitudes étant donné leur forte compatibilité. De même, l'intégration des connaissances sur les mécanismes d'acquisition des attitudes avec les conceptualisations sur le contenu, la structure et la fonction des attitudes représente un autre défi important.

Quoi qu'il en soit, la majorité de ces travaux traitent essentiellement de la nature, du contenu et des fonctions psychologiques des attitudes. Les travaux de nature sociologique sont marginaux et, dans la mesure où ils portent davantage sur le contenu social des attitudes, ils n'utilisent souvent pas le concept d'attitude comme principal objet d'étude. Les sociologues sont le plus souvent davantage intéressés par des construits théoriques comme les idéologies ou les valeurs et la façon dont ils modulent les rapports sociaux. Lorsqu'il est question d'attitudes, c'est surtout le lien entre les attitudes sociales, les objets sociaux et les sources sociales de la formation et du changement d'attitude qui se trouve au cœur de leurs travaux ou de leurs approches. Souvent, on met l'accent sur le statut au sein de la structure sociale (par exemple, en termes de sexe, de niveau de scolarité ou de groupe d'âge) des

personnes qui affichent des attitudes favorables ou défavorables à l'endroit de tel ou tel objet social.

Selon Schuman (1995, p. 79), les intérêts divergents des psychologues et des sociologues émergent avec une clarté particulière quand vient le temps de considérer les changements d'attitudes. Ainsi, chez les psychologues c'est l'étude des effets de différentes formes de persuasion dans le développement de nouvelles attitudes et dans la modification d'attitudes existantes au sein d'un environnement contrôlé en laboratoire qui prédomine. On s'intéresse aux succès ou aux échecs de différentes manipulations visant à influencer la source, le contenu ou l'environnement de même que sur les processus par l'entremise desquels les sujets acceptent, modifient ou résistent à de telles tentatives de changement. Pour des fins expérimentales, un type d'objet d'attitude semble en valoir un autre (Schuman, 1995, p. 69). Du côté des sociologues, l'intérêt porte généralement sur une attitude jugée socialement importante et qui s'est transformée — ou ne s'est pas transformée — durant une certaine période de temps. On tente alors d'expliquer ces changements en examinant certaines sous-populations ou cohortes particulières en fonction d'un certain nombre de variables portant, notamment, sur les antécédents sociaux.

Nous avons montré que le développement d'intérêts divergents des sociologues et des psychologues relativement au concept d'attitude remonte aux premières décennies du 20^e siècle. Pourtant, comme le souligne Greenwood (2004, p. 187), plusieurs conférences interdisciplinaires — dont plusieurs étaient financées par des agences gouvernementales — étaient monnaie courante durant les années 1950, période pendant laquelle on observe le début d'une division historique entre la psychologie sociale psychologique et la branche sociologique de la psychologie sociale. Mais l'enthousiasme pour l'interdisciplinarité a été de courte durée puisque la recherche de fonds par les psychologues et les sociologues encourageait autant la compétition que la coopération et que, en pratique, un groupe professionnel ou l'autre — habituellement les psychologues — avait tendance à dominer au sein de chaque champ disciplinaire et à fixer l'agenda de recherche (Greenwood, 2004,

p.196). Les psychologues ont ainsi continué à dominer le champ de la psychologie sociale au sein des institutions universitaires, de même que dans les revues académiques et les manuels de psychologie sociale tout comme ils l'avaient fait avant la Deuxième Guerre mondiale.

2.7 Limites des recherches sociologiques et alternatives à la tradition psychologique

Au terme de ce survol historique, tant théorique qu'empirique, de certains travaux clés portant sur les attitudes et les comportements, force nous est de reconnaître que le lien entre les attitudes et les rapports sociaux d'exclusion a été peu étudié. En dépit de l'intérêt des travaux montrant comment la structure sociale peut influencer les attitudes, il nous manque encore un cadre théorique qui permettrait de situer la formation et le rôle de ces attitudes dans une structure de rapports sociaux dynamiques.

Certains travaux se sont cependant nettement démarqués des autres quant aux possibilités d'étudier le lien entre les attitudes et les comportements dans une perspective dynamique. Ceux de Kelman (1978), par exemple, proposent des avenues qui doivent être prises en compte par les théoriciens et les chercheurs. Aux dires de Hill (1981), ce qui distingue les travaux de Kelman de ceux de nombreux autres chercheurs, est qu'il met l'accent sur l'interrelation dynamique et étroite entre les attitudes et les actions. Les attitudes seraient, selon lui, constamment en formation ; elles se développent et changent au fur et à mesure que l'action évolue. Selon Kelman,

Attitudes are constantly shifting and changing as people interact with the attitude object and with their social environment. [...] Attitudes flow from social interaction and evolve in the course of it. In turn, attitudes feed into social interaction and help to guide the interaction process. [...] Attitudes [are] links between individuals and the various collectivities to which they belong. The formation, expression, and functioning of attitudes simultaneously represent both individual and collective processes (p.2).

De plus, Kelman soutient qu'on a attribué aux attitudes un trop grand potentiel explicatif et que l'idée selon laquelle les attitudes sont les déclencheurs mentaux de

l'action ne reconnaît pas le fait que les attitudes et les actions sont liées dans un processus réciproque continu (Gaskell et Fraser, 1990). Les actions peuvent être le résultat des attitudes, mais, en même temps, une action peut également être le fondement à partir duquel les attitudes se développent et sont modifiées.

Gaskell et Fraser (1990) soutiennent qu'une bonne partie des développements les plus récents dans le champ des attitudes porte sur le regain d'intérêt entourant les relations entre les attitudes et les actions ou les comportements. Toutefois, ils affirment que la plupart des nouvelles conceptualisations sur les attitudes sont demeurées à l'intérieur des frontières d'une psychologie sociale individualiste ou individualisante. Cela est également vrai sur le plan empirique puisque, selon eux, les études sur les relations entre les attitudes et les comportements visent à prédire les différences interindividuelles ; les variations dans les attitudes et les autres mesures sont utilisées pour prédire les différences entre individus dans les comportements. On met ainsi toujours l'accent sur l'acteur individuel et sur la question de savoir dans quelle mesure davantage de théorisation ou d'opérationnalisation des états cognitifs permettrait de contribuer à la compréhension des actions individuelles.

Ce constat général de même que l'information présentée jusqu'à maintenant quant aux travaux des psychologues sociaux portant sur les attitudes et sur le lien attitude-comportement obligent à reconnaître le peu d'espace théorique accordé à une perspective plus sociologique. Comme nous l'avons déjà souligné, depuis l'étude classique de Thomas et Znaniecki, de même que les travaux réalisés par un certain nombre de psychologues sociaux durant la période 1920-1960, cette perspective a été progressivement abandonnée.

Chapitre 3 : Les représentations sociales

L'étude des représentations sociales nous amène à situer les attitudes dans une perspective plus large que celle à laquelle nous ont habitués bon nombre de travaux sur la mesure des attitudes. La perspective que rend possible le champ d'études des représentations sociales est de concevoir les attitudes en tant que composantes des représentations sociales, une vision qui présente plusieurs similitudes avec celle que proposaient Thomas et Znaniecki au début du siècle dernier dans *Le Paysan Polonais*.

Bien que des alternatives importantes aient été proposées par la psychologie sociale, européenne pour l'essentiel, afin de contrer les modèles théoriques trop « individualisant » portant sur les attitudes et les comportements, ce sont surtout les travaux précurseurs de Moscovici sur les représentations sociales qui auront permis d'intégrer la formation et le changement des attitudes au sein de rapports sociaux dynamiques.

Durant la période des travaux sur les changements d'attitude, et pendant qu'on assiste aux mises en garde et aux examens critiques d'un certain nombre de sociologues à l'égard des recherches sur les attitudes, Moscovici (1961) renoue avec une tradition sociologique, celle de Durkheim et des représentations collectives. Toutefois, sa démarche et l'importance qu'il accorde au « nouveau » concept des représentations sociales passent quelque peu inaperçues et on assiste à une période de latence avant l'éclosion, vingt ans plus tard, de tout un courant de recherches sur les représentations sociales. Les travaux de Moscovici ont insufflé un vent nouveau en psychologie sociale dans la mesure où celui-ci proposait finalement un lien entre l'individuel et le social, lien qui avait été évacué par la plupart des psychologues sociaux dans les travaux portant sur les attitudes et les comportements. Moscovici

désirait forger une perspective qui puisse permettre de dépasser les construits théoriques tels ceux des attitudes et des opinions, et qui s'éloignerait du réductionnisme individuel répandu ailleurs en psychologie sociale.

3.1 Des attitudes aux représentations sociales

En 1963, dans l'importante revue de littérature qu'il fait des travaux portant sur les attitudes et les opinions, Moscovici fait remarquer que les représentations sociales pourraient remplacer les concepts d'opinions ou d'image puisque ceux-ci sont relativement statiques et descriptifs. Afin, disait-il, de « rendre à la psychologie sociale sa véritable mission parmi les sciences sociales, on ne pouvait plus simplement inventorier les opinions et les attitudes », il fallait maintenant étudier les représentations (Moscovici, 1989, p.80).

Le cul-de-sac théorique et méthodologique qui minait la portée scientifique des travaux sur les attitudes ne pouvait être évité que dans la mesure où une véritable passerelle était jetée entre le psychologique et le sociologique. On allait alors pouvoir « libérer les recherches sur les attitudes de leur centration trop exclusive sur l'organisation psychologique individuelle (Doise, 1989, p.224)».

En 1961, Moscovici publie son étude sur les représentations sociales de la psychanalyse. Sa démarche l'amène à montrer ce que devient le savoir scientifique qui caractérise la psychanalyse lorsque ce savoir devient sens commun dans la société. Moscovici propose que cette transformation du savoir scientifique en savoir de sens commun s'effectue par le biais de deux processus principaux : l'objectivation et l'ancrage. Par le premier processus, il entend ce qui permet de rendre concret ce qui est abstrait, de « changer le relationnel du savoir scientifique en des *images* d'une chose » (Doise, 1989). Par le second, il désigne le processus par lequel on « incorpore l'étrange dans un réseau de catégories plus familières ». Les modalités de cet ancrage varieraient selon les catégories sociales considérées. De là l'intérêt

d'étudier « l'ancrage des attitudes dans les rapports sociaux qui les génèrent, ce qui revient à les étudier comme des représentations sociales » (Doise, 1989).

Contrairement aux présuppositions qui avaient cours dans les travaux sur les attitudes et les opinions, le champ d'études des représentations sociales trouve sa raison d'être dans la nécessité qui s'impose désormais de changer de paradigme afin de déplacer l'accent d'un cadre théorique dont les principaux éléments sont abordés de façon plutôt statique vers un cadre théorique qui rend possible l'étude de processus relationnels dynamiques. À cet égard, Moscovici affirme, par exemple, que ce ne sont pas les substrats, mais bien les interactions entre individus qui comptent (Moscovici, 1989, p.82) . Le cadre théorique des représentations sociales qu'il propose permet « d'étudier la diffusion des savoirs, le rapport entre la pensée [les croyances, par exemple] et la communication, et la genèse du sens commun (Moscovici, 1989, p.63)».

Dans la seconde partie de son livre, Moscovici étudie l'insertion des représentations de la psychanalyse dans l'organisation des rapports symboliques entre acteurs sociaux. Ainsi, il analyse la manière dont différents organes de presse français traitaient de la psychanalyse : la presse militante proche du Parti communiste, la presse émanant de l'Église catholique et les journaux à grande diffusion. Il montre que chacun de ces secteurs de la presse est caractérisé par un rapport de communication avec ses lecteurs et avec son environnement social et culturel qui lui est propre. C'est par le biais de cette analyse qu'il distingue trois modalités de communication qui sont elles-mêmes associées à autant de processus cognitifs : la diffusion, la propagation et la propagande.

Moscovici fait une distinction entre les opinions, les attitudes et les stéréotypes, trois dimensions des représentations sociales qui, selon lui, sont liées à des conditions sociales de production différentes. La *diffusion*, qui est caractérisée par une indifférenciation entre la source et les receveurs de la communication, crée les opinions. Elle crée un savoir commun et consensuel. La *propagation* est un rapport

établi par les membres d'un groupe qui produit une vision du monde bien organisée, qui propage une croyance, mais qui s'efforce d'accommoder d'autres savoirs. Elle est une forme de communication qui peut soit découler de l'existence de certaines attitudes soit participer à la production d'attitudes. Enfin, la *propagande* s'alimente à des stéréotypes et les véhicule. Elle présente un refus de toute conception rivale.

Selon Doise (1989, p. 226), l'étude de Moscovici est une anticipation de l'approche structurale et systémique des attitudes qui verra le jour 25 ans plus tard. Cette approche « nécessitait une mise en rapport de systèmes complexes chez les individus avec des systèmes de rapports symboliques entre acteurs sociaux ». Toutefois, la distinction établie par Moscovici entre les opinions, les attitudes et les stéréotypes, et les conditions sociales de production différentes qui leur sont propres, ne sera pas reprise dans le champ d'études sur les attitudes. De même, le champ d'études des représentations sociales n'intéressera qu'un nombre restreint de chercheurs et connaîtra une période de latence de près de vingt ans. Selon Moscovici (1989), l'héritage sociologique et durkheimien des représentations est un élément qui aurait contribué à entretenir une certaine tiédeur chez les sociopsychologues face à ce champ d'études. De plus, le fait que les efforts déployés pour comprendre les représentations se soient limités aux sociétés dites primitives, expliquerait, en partie, pourquoi la notion est restée si longtemps à l'abandon après avoir été un phénomène marquant de la science sociale française au début du siècle dernier.

Mais comme le souligne Jodelet (1984, 1985, 1989), après le nouveau souffle que lui a insufflé Moscovici, la notion de représentation sociale voit sa popularité minée sur deux fronts. D'abord, le modèle behavioriste qui domine en psychologie évacue toute prise en compte des phénomènes mentaux et de leur spécificité. Ensuite, le modèle marxiste qui domine en sciences sociales, de par sa « conception mécaniste des rapports entre infra et superstructure », rend illégitime un domaine d'étude qu'il conçoit comme étant par trop « idéaliste ».

Moscovici retrace l'origine des représentations sociales en puisant à même les travaux des sociologues qui lui ont donné naissance dans le cadre d'une théorisation de la société. Georg Simmel a utilisé la notion de représentation pour expliquer la cohésion sociale des groupes. Pour lui, la façon dont on se représente les autres façonne l'action réciproque et les cercles sociaux qu'ils forment ensemble. Dans les mots de Moscovici (1989, p.64), les représentations sont alors « l'opérateur entre les niveaux moléculaires et molaires ».

Weber a également accordé une place centrale à la notion de représentation dans la mesure où, selon Moscovici (1989), elle est à la fois « un cadre de référence et un vecteur de l'action des individus ». Pour Weber, les caractères essentiels d'une action proprement sociale se situent dans les sujets, dans leur perception et leur compréhension de la conduite des autres. L'individu doit attacher une signification à sa conduite et à la conduite des autres, leur attribuer un sens symbolique transmissible et compris grâce à un code d'indices ou de signes (Rocher, 1969/1992, p. 23-24).

Mais c'est Durkheim qui aura été le véritable inventeur du concept. C'est lui qui, au travers des représentations, révèle l'élément symbolique de la vie sociale. Durkheim distingue les représentations collectives des représentations individuelles. Pour lui, les dernières sont propres à chaque individu et ont pour substrat la conscience de chacun, alors que les premières, plus stables que leur pendant individuel, touchent la société dans sa totalité et préservent le lien entre les individus par le biais d'une contrainte sociale. Cette contrainte est partagée et reproduite de manière collective et s'exprime de l'intérieur plutôt que de l'extérieur (Moscovici, 1989, p. 65). La conscience collective qui lui est associée est constituée par l'ensemble des manières d'agir, de penser et de sentir qui composent l'héritage commun de la société. Comme l'écrit Rocher (1969/1992, p.25), « elles sont extérieures aux personnes en ce qu'elles les ont précédées, qu'elles les transcendent et qu'elles leur survivent ».

Moscovici s'inspire des travaux de Lévy-Bruhl (1951), lequel a prôné l'abandon de l'opposition durkheimienne entre l'individuel et le collectif. Durkheim avait en effet affirmé qu'on ne pouvait expliquer des faits sociaux en partant de la psychologie des individus ; on ne pouvait pas expliquer ces ensembles de croyances et d'idées à partir de la pensée individuelle. Pour Moscovici (1989, p.70), Lévy-Bruhl a montré que « la dynamique de la représentation compte davantage que son caractère collectif ».

Moscovici fait également appel aux travaux de Piaget, lequel cherchait à trianguler les représentations du monde chez l'enfant. Pour Piaget la contrainte si centrale à la thèse durkheimienne s'avère moins importante que la coopération. C'est plutôt la nature des interactions qui apparaît comme facteur déterminant des modèles de pensée et de perception.

Outre les travaux de Piaget, certains éléments clés de la psychanalyse freudienne stimulent la pensée de Moscovici. En réunissant les suggestions de cette psychologie clinique et celles de la psychologie de l'enfant chez Piaget, il lui est possible « d'ébaucher les contours d'une psychologie sociale des représentations » (Moscovici, 1989, p.82). Par le fait même, la création de ce carrefour conceptuel fait passer les représentations sociales au-devant des représentations collectives. Les représentations sont désormais qualifiées de « sociales » plutôt que de « collectives » dans la mesure où, dit-il,

il [est] nécessaire de déplacer l'accent sur la communication qui permet aux sentiments et aux individus de converger, de sorte que quelque chose d'individuel peut devenir social, ou *vice versa* (ibid.).

Contrairement à la vision classique de Durkheim, où les représentations ont un caractère préétabli et statique, les représentations sociales chez Moscovici sont générées et acquises.

Citant Codol (1982, p.2), il met en lumière le fait que ce ne sont pas leurs supports individuels ou groupaux qui font que les représentations sont sociales, mais surtout qu'elles sont « élaborées au cours de processus d'échanges et d'interaction ». Ainsi, la notion de représentation sociale se révèle non seulement une passerelle entre les

mondes individuel et collectif, mais elle sous-entend une vision dynamique de la société. Le phénomène, selon Moscovici, peut être dénommé *représentation sociale* puisque,

en se représentant une chose ou une notion, on ne se fait pas uniquement ses propres idées, on génère et on transmet un produit progressivement élaboré dans d'innombrables lieux selon des règles variées (1989, p.83).

3.2 Caractéristiques et nature des représentations sociales

En 1973, Moscovici définit ainsi les représentations sociales : elles ne sont pas seulement des « opinions », des « images » ou des « attitudes » à propos ou à l'égard du monde social. Elles sont d'abord et avant tout des « théories » et des « branches de savoir » en elles-mêmes qui sont utilisées pour la découverte et l'organisation de la réalité. De plus, alors que les opinions et les attitudes sont exprimées à propos d'objets externes et sont présumées être élaborées sur la base d'informations préexistantes et largement factuelles, les représentations sociales déterminent à la fois l'objet et les jugements qui leur sont rattachés (Moscovici, 1973, 1983). Il affirme également (1976, p.48) que les représentations sociales sont une forme de connaissance dont il nous faut comprendre la nature et le fonctionnement, elles sont « des théories, des sciences collectives *sui generis* destinées à l'interprétation et au façonnement du réel ».

Les représentations sociales sont également des systèmes de valeurs, d'idées et de pratiques qui ont une double fonction (Farr, 1978) :

- établir un ordre permettant aux individus de s'orienter dans leur monde matériel et social, et de le maîtriser ;
- permettre l'établissement de la communication entre les membres d'une communauté en leur fournissant des codes pour nommer et classer sans ambiguïté les divers aspects de leur monde de même que leur histoire individuelle et celle du groupe.

Pour Jaspars et Fraser (1984, p.104), ce qui est social à propos des représentations n'est pas, d'entrée de jeu, qu'elles sont des représentations de la réalité sociale, ni qu'elles sont, à l'origine, sociale, mais bien qu'elles sont partagées par plusieurs individus et que, en tant que telles, elles constituent une réalité sociale qui peut influencer le comportement individuel. Une des caractéristiques principales de la représentation sociale, comme l'écrit Jodelet (1989, p.36), est que c'est une *forme de connaissance*, un savoir de *sens commun*, « socialement élaboré et partagé, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». Selon Grize et al. (1987, p. 21), les représentations sociales sont des formes de connaissance et, à ce titre, elles ont un caractère collectif. Mais elles sont également des organisations cognitives individuelles, elles-mêmes modelées par les mentalités collectives et les modalités de la pensée non formelle, aussi appelées «sens commun».

Jaspars et Fraser (1984, p. 105) soutiennent qu'il existe une distinction importante entre les travaux sur les représentations sociales et ceux s'inscrivant dans la tradition cognitive de la psychologie américaine. Dans les deux cas, il y a partage de notions communes entre les individus, mais dans la tradition cognitive on assiste à une évacuation de leur contenu et de leur origine sociale. La nature sociale des représentations sociales dans la tradition de l'École française de psychologie sociale diffère de plusieurs façons fondamentales de la nature « sociale » des attitudes telle qu'étudiées traditionnellement par la psychologie sociale américaine. Ainsi, les représentations sociales sont sociales selon au moins trois modes :

1. Elles traitent de la réalité sociale principalement au sens sociostructurel et culturel du terme ;
2. elles ont une origine sociale ;
3. elles sont largement partagées et, par conséquent, elles viennent à faire partie de la réalité sociale.

De l'autre côté, les attitudes, en tant que « composantes évaluatives des représentations cognitives individuelles » sont sociales au premier sens du terme. Cependant, précisent Jaspars et Fraser, les recherches sur les attitudes ont mis l'accent davantage sur les aspects interpersonnels plutôt que sur les aspects structurels et culturels de la réalité sociale. Concernant leur origine sociale, les attitudes sont conçues comme ayant une origine sociale essentiellement parce qu'elles sont définies comme prédispositions apprises. Plus important encore, les attitudes sont généralement vues comme des dispositions individuelles. Le fait que ces dispositions puissent être partagées par des individus appartenant aux mêmes groupes sociaux a été très peu considéré depuis les années 1950.

3.3 Une notion aux résonances interdisciplinaires

Avec la forte éclosion des recherches sur les représentations sociales dans les années 1980, Jodelet (1984) parle d'une « convergence remarquable entre les diverses sciences psychologiques et sociales ». Comme elle le fait d'ailleurs remarquer (1989, p.40), les travaux précurseurs de Moscovici convergent avec ceux de la sociologie de la connaissance réalisés dans le cadre de l'interactionnisme symbolique (Berger et Luckman, 1966), l'ethnométhodologie (Cicourel, 1973) et la phénoménologie (Schutz, 1962). Gardons à l'esprit, cependant, que parmi la panoplie de travaux effectués sur les représentations sociales durant les 25 dernières années, on retrouve différentes acceptions de cette notion. Chez les psychologues, les sociologues ou les anthropologues qui en ont fait usage, son sens a pu se modifier plus ou moins profondément selon qu'il s'inscrit dans une démarche disciplinaire plutôt qu'une autre (Grize et al, 1987).

Un des exemples de cette convergence dont parle Jodelet est l'appel que fera Doise (1989) aux travaux d'un sociologue, Pierre Bourdieu, pour esquisser une définition des représentations sociales, un concept qui semble permettre, selon lui, « d'articuler

les fonctionnements cognitifs individuels avec les dynamiques sociales plus vastes auxquelles participent les individus (p.228)».

Bourdieu (1977) propose la conception suivante lorsqu'il écrit, à propos de la presse :

On n'achète pas un journal, mais un principe générateur de prises de position défini par une certaine « position » distinctive dans un champ de principes générateurs institutionnalisés de prises de position ; et l'on peut poser qu'un lecteur se sentira d'autant plus complètement et adéquatement exprimé que l'homologie sera plus parfaite entre la position de son journal dans le champ des organes de presse et la position qu'il occupe lui-même dans le champ des classes (ou des fractions de classes), fondement du principe générateur de ses opinions.

Ainsi donc, poursuit Doise (1989), les représentations sociales sont toujours

des prises de position symboliques organisées de manières différentes, par exemple, comme des opinions, des attitudes ou des stéréotypes, selon leur imbrication dans des rapports sociaux différents. D'une manière générale, on peut dire que dans chaque ensemble de rapports sociaux, des principes ou schèmes organisent les prises de position symboliques qui sont liées à des *insertions spécifiques dans ces rapports*. Et les représentations sociales sont les *principes organisateurs* de ces rapports symboliques entre acteurs sociaux. Il s'agit donc de principes relationnels qui structurent les rapports symboliques entre individus ou groupes, constituant en même temps un champ d'échange symbolique et une représentation de ce champ (p.228, les italiques sont de nous).

Une telle perspective donne donc à concevoir les attitudes comme l'expression de systèmes de rapports sociaux (Doise, 1989 ; Moscovici et Mugny, 1987; Deconchy, 1984). L'étude exhaustive de ces attitudes aboutit alors à l'étude de leurs processus *d'ancrage* dans un ensemble de rapports sociaux symboliques, ce qui permet de mettre au jour des dynamiques de représentations sociales. Les représentations sociales, nous rappelle Jodelet (1984, p.17) constituent un « ensemble complexe et ordonné comprenant des éléments informatifs, cognitifs, idéologiques, normatifs, des croyances, des valeurs, des opinions, des images, des attitudes, etc. ».

Cette dernière parle d'une interrelation, d'une correspondance, entre les formes d'organisation et de communication sociales et les modalités de la pensée sociale,

envisagée sous l'angle de ses catégories, de ses opérations, et de sa logique (Jodelet, 1989, p.46). Tout comme l'envisageait Bourdieu, Jodelet souligne qu'en tant que savoir partagé, les représentations sociales impliquent nécessairement des dynamiques sociales qui rendent compte de leur spécificité. Ainsi, la position sociale qu'occupent les individus (Kiecolt, 1988), ou les fonctions qu'ils remplissent, déterminent les contenus des représentations sociales et leur organisation. Cette détermination s'effectue par le biais du rapport idéologique que les individus entretiennent avec le monde social, les normes institutionnelles et les modèles idéologiques auxquels ils obéissent (Jodelet, 1989, p. 36).

3.4 Pratiques quotidiennes et représentations

L'étude des mécanismes d'ancrage des représentations dans les rapports sociaux qui leur donnent naissance, qui les affectent et auxquels elles participent, permet de mieux comprendre le lien entre les pratiques et le procès de représentation. En tant que formes de connaissance, de systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, les représentations sociales orientent et organisent à la fois les conduites et les communications en société, elles affectent tant la réalité matérielle, sociale et idéale sur laquelle elles interviennent (Jodelet, 1989, p. 36-41). Selon Jodelet, cette relation entre les mondes matériel et idéal tient au fait que la représentation sociale est un mode de connaissance *pratique*, une connaissance tirée d'une expérience dans des cadres sociaux et des conditions spécifiques. On peut ainsi qualifier ce savoir de pratique parce qu'il module l'action des individus sur le monde et sur autrui.

Ces représentations sont construites dans le cadre de pratiques quotidiennes et elles sont partagées par l'ensemble des membres d'un groupe social. Elles rendent compte, nous dit Vergès (1989b), de l'expérience pratique des acteurs sociaux, et sont donc dépendantes de la place qu'occupent ces derniers dans la structure sociale

de même que de leur rapport au réel. Selon lui, elles sont d'abord « une production idéologique » qui est étroitement liée à la pratique sociale.

Le phénomène des représentations sociales est dynamique. Au quotidien, la société effectue un certain « travail » sur les significations, travail qui se concrétise tant dans les divers débats idéologiques portant sur les conflits et les problèmes sociaux de l'heure que dans la culture et la mémoire collective propres à chaque groupe, ce que Vergès nomme les « matrices culturelles d'interprétation » (Grize et al., 1987, Vergès, 1989b, Vergès et al. 1985).

Il y aurait, selon Vergès (1989b), production sociale et mise en oeuvre des représentations dans quatre lieux relativement autonomes :

1. la place socioéconomique des acteurs ;
2. leurs pratiques (qui ne réfère pas seulement à leur vécu);
3. l'instance idéologique comme organisation des significations par les rapports sociaux, et
4. la mémoire collective propre à chaque groupe ou classe sociale.

L'élément de la pratique est central pour notre propos dans la mesure où les représentations des divers thèmes sociaux sont articulées différemment selon le groupe social étant donné leur insertion dans des pratiques sociales différentes (Vergès, 1989b, p. 400). Ainsi, bien que l'on ait déjà mentionné que les représentations sociales sont les principes organisateurs des rapports symboliques entre acteurs sociaux, il nous faut poursuivre encore plus loin cette logique en y intégrant les éléments de pratiques. La théorie des représentations sociales élaborée par Moscovici veut en effet que les pratiques, les actions et les comportements d'un acteur social soient une conséquence de ses représentations sociales (Farr, 1987, p.348).

Dans l'approche «socio-logique» des représentations sociales qu'ils proposent, Grize et al. (1987) soulignent notamment leur double ancrage cognitif et pratique. Ce

double ancrage tient au fait qu'on peut concevoir les représentations comme une instance intermédiaire entre, d'une part, un « métasystème cognitif et normatif » et, d'autre part, les pratiques qui ancreraient la réalité empirique (Schiele, 1984, p.63). Grize et al. proposent ainsi d'aborder les représentations en fonction de deux univers théoriques distincts : celui du rapport aux déterminations sociales (notamment celles de nature socio-économique) et celui du rapport à la conceptualisation (celle de la logique naturelle ou de sens commun). Pour ce faire, deux perspectives y sont examinées, une perspective des sciences sociales et une perspective cognitive. La première met l'accent sur les cadres sociaux dans lesquels sont inscrites les représentations comme formes de connaissance, sur les déterminations socio-économiques et idéologiques qui les commandent, et sur le fait que les représentations s'alimentent aux rapports que les sujets entretiennent avec leurs pratiques. La seconde perspective met en lumière le fait que les représentations se manifestent à travers des discours et que, par le fait même, elles résultent d'activités logico-discursives, qu'elles opèrent sur des objets de pensée et qu'elles se constituent en des organisations provisoirement équilibrées qu'ils nomment « schématisations ».

Un des objectifs clés visés par Grize et al. est de repérer les déterminations du *contenu* des représentations sociales de salariés français face aux nouvelles technologies, et de dégager les modalités propres de fonctionnement de ces représentations sociales. Dans un ordre plus général, une des questions importantes consiste à se demander dans quelle mesure les représentations tiennent a) à la position socio-économique des acteurs-sujets, b) au fonctionnement de l'instance idéologique de la société, c) aux bases culturelles et d) aux situations de communication.

Les représentations sociales, et donc leur contenu, sont produites par un ensemble de processus sociaux. Chacun de ces processus exprime un lieu différent de détermination sociale. Grize et al. (1987) en identifient trois : les pratiques quotidiennes du sujet, l'inscription de la représentation dans son rapport aux discours circulant dans la société et son inscription historique. Le premier d'entre eux, les

pratiques du sujet, réfère pour beaucoup à des comportements et à des réactions aux situations matérielles dans lesquelles se trouve impliqué le sujet. Via des récits de pratiques, par exemple, les individus relatent les pratiques qui peuvent intervenir dans la formation de leurs représentations. Une modification de ces pratiques peut alors entraîner une transformation importante du système de représentation du sujet.

Une distinction importante doit être faite entre les processus d'interaction et ceux de nature structurelle dans l'élaboration des représentations. Formulé autrement, il importe de distinguer les lieux de détermination liés aux pratiques et ceux associés aux conditions et au statut socio-économiques du sujet dans la structure sociale. Dans le premier cas, il est question d'interaction psychosociologique entre représentations et pratiques, dans le second, il s'agit plutôt de la structure sociale et des conditions de production qui donnent sens et pouvoir à la place socio-économique occupée par le sujet (Grize et al., 1987, p.30-31).

Le second lieu de détermination, l'insertion dans les discours circulant dans la société ou, autrement dit, l'idéologie dominante, réfère à deux processus différents : ceux qui opèrent à l'échelle de la société et ceux qui opèrent à l'échelle du sujet. Par le premier processus, Grize et al. désignent «un fonctionnement, une instance qui s'exprime à travers l'ensemble des discours circulants et qui a une certaine autonomie de production, créant, remodelant, composant les idées, les évidences, les normes (1987, p. 28)». Pour le second, il s'agit d'une modalité du rapport à la société. L'idéologie y est pratique. Elle peut, à chaque instant, être à l'œuvre pour donner sens aux pratiques du sujet. Fait important à souligner, si le sujet est producteur de son discours, il est bien producteur social ; c'est-à-dire qu'il inscrit sa pratique en rapport au discours de la société.

Enfin, le troisième lieu de détermination constitue ce que Grize et al. nomment les « matrices culturelles d'interprétation » (1987, p.29). Ces matrices mettent en œuvre un cadre culturel de connaissances et de comportements qui constitue un mode d'interprétation des pratiques du sujet. Ces matrices sont ancrées dans une mémoire

collective transmise par tout un ensemble d'appareils (école, famille, église, mouvement associatif, etc.) visant la recomposition sociale (Vergès, 1980, 1983).

3.5 Analyse critique de la théorie des représentations sociales

La théorie des représentations sociales de Moscovici vise notamment à sortir de l'impasse l'explication du lien entre le psychologique et le sociologique qu'avaient engendré les travaux portant sur les attitudes. Bien qu'elle soit à l'origine d'un courant de recherche dynamique en Europe et, dans une moindre mesure, en Amérique, elle a cependant entraîné un certain nombre d'analyses critiques à l'égard de son opérationnalisation dans les études empiriques de même qu'à l'égard de sa cohérence conceptuelle. McKinley et Potter (1987), par exemple, font part de leurs préoccupations concernant le fait que la notion de *consensus* au sein des groupes semble trop vague et qu'elle est souvent considérée comme un en-soi dans les travaux empiriques. De plus, la théorie des représentations leur semble incapable de conceptualiser de façon satisfaisante le rôle du discours dans les pratiques quotidiennes.

Les réserves de McKinlay et Potter touchent notamment la thèse historique des représentations sociales, thèse selon laquelle les représentations du passé déterminent fortement les représentations sociales du présent. En ce sens, cela donnerait à penser que cette théorie ne laisse pas d'espace pour un changement du contenu des représentations sociales, comme si les individus étaient perçus comme victimes ou prisonniers de leurs représentations. Cette interprétation sera toutefois réfutée par Moscovici lui-même.

Comme alternative, McKinlay et Potter proposent une perspective qui incorpore un nombre important d'éléments de la théorie des représentations sociales, mais qui utilise davantage les possibilités analytiques de l'analyse du discours. Le concept de « répertoires interprétatifs » est alors proposé en lieu et place de celui des

représentations sociales, concept qui tiendrait davantage compte du fait que les individus sont des agents actifs qui puisent à même un répertoire linguistique d'interprétations dans le but de faire valoir différents points de vue selon le contexte d'énonciation du moment.

Potter et Litton (1985) soulignent que la théorie des représentations sociales ne porte pas suffisamment d'attention à la relation entre les représentations sociales et les contextes spécifiques de leur utilisation de même qu'à la constitution des représentations dans et par le langage. Devant la promesse de la théorie des représentations de Moscovici, promesse qu'ils décrivent comme «une tentative d'élucider les processus sociaux impliqués dans la construction quotidienne et active du monde par les individus, et de montrer comment les attitudes, les croyances et les attributions sont formées relativement à ces processus sociaux (1985, p.81) », devant cette promesse donc, Potter et Litton proposent de mettre un accent particulier sur la relation détaillée entre le contexte, le langage et la fonction du langage dans la représentation.

La notion de *répertoires linguistiques d'interprétation* qu'ils proposent permet selon eux de focaliser l'attention directement sur le langage et sur les détails de son utilisation et de son organisation. Elle faciliterait également la relation entre les répertoires particuliers et les contextes d'utilisation en plus d'éviter toute présupposition d'identité entre les répertoires linguistiques et les catégories sociales comme semble le laisser entendre la théorie des représentations sociales.

Face à de telles critiques, Moscovici précise un certain nombre de points. D'abord, le but d'étudier les représentations sociales est, selon lui, de parvenir à comprendre pourquoi et comment elles sont produites par les gens, et comment elles interviennent dans la vie sociale. Moscovici clame qu'un des problèmes de la psychologie sociale a souvent été de produire des théories prédictives concernant un mécanisme isolé. Une telle tendance a contribué à créer une vision de l'homme qu'il qualifie « d'épidermique ». Contrairement à la plupart des travaux effectués sur les

attitudes, il prône plutôt l'abandon de l'obsession à l'égard des théories prédictives et un changement de cap qui permettrait de construire des théories descriptives et explicatives qui ont une portée plus grande et une compréhension plus profonde des phénomènes. La théorie des représentations sociales rend possible, selon lui, une telle démarche.

Il précise qu'un discours n'est pas une représentation, même si chaque représentation est traduite sous forme de discours (Moscovici, 1985, p. 92). La notion de répertoire linguistique proposée par Potter et Litton a, selon lui, des implications intéressantes pour l'étude des représentations sociales. Toutefois, les répertoires linguistiques ne correspondent pas exactement au phénomène des représentations sociales. Par exemple, nous pourrions dire que la façon dont les gens se représentent un phénomène ou une problématique sociale conditionne les répertoires linguistiques qu'ils utilisent.

De même, Grize et al. (1987, p.35) soulignent que les représentations sociales constituent des systèmes « qui portent en eux les germes d'actions et de discours possibles ». Puisque chaque fois qu'un individu se prononce sur un phénomène ou qu'il a à défendre une opinion, il le fait en fonction de certaines représentations dont l'existence précède le comportement verbal, il importe de mettre en évidence l'émergence, dans une situation donnée, des représentations à travers l'étude de l'organisation argumentative et sémantique des discours.

Chapitre 4 : L'incursion sociologique

Nous avons suggéré dans le second chapitre que la psychologie sociale issue du champ de la psychologie a largement négligé le rôle des structures et des rapports sociaux dans l'explication de phénomènes tels que les préjugés et la discrimination. Le troisième chapitre a montré, notamment, qu'étudier l'ancrage des attitudes dans les rapports sociaux qui les génèrent, nécessite qu'on considère ces attitudes comme dépendantes des représentations sociales qui, elles, sont à leur tour, constitutives des rapports entre différents acteurs et groupes sociaux.

Se poser la question de la possibilité d'une perspective sociologique sur les attitudes d'exclusion dans les rapports sociaux ethniques nous oblige, pour y répondre, à recentrer la problématique des attitudes et des comportements dans une perspective plus large, plus sociologique. Elle requiert qu'on inscrive les attitudes dans un cadre de réflexion qui explore le lien entre l'individuel et le collectif. Poser la question de la possibilité d'une telle perspective à l'endroit des attitudes et des processus cognitifs connexes exige qu'on dresse d'abord un tableau, un état des lieux de ce qui distingue la perspective sociologique. Nous devons montrer comment la sociologie est parvenue à établir des ponts théoriques entre l'individu et la collectivité. Il nous faut présenter les théories sociologiques qui permettent de faire le lien entre, par exemple, une notion en apparence aussi individuelle que celle des attitudes et une autre, en apparence aussi collective et sociale que celles des pratiques discriminatoires institutionnalisées. Le présent chapitre se propose donc de montrer comment le lien entre ces deux niveaux — l'individuel et le collectif — a été conceptualisé dans le cadre des principaux courants qui ont jalonné la discipline sociologique.

Dans le présent chapitre, nous n'allons pas examiner, comme nous l'avons fait à propos de la psychologie, les travaux des sociologues sur le thème des attitudes. Bien que ces derniers se soient intéressés aux attitudes, en particulier au lien entre les attitudes et les comportements, il semble que leurs approches ne se soient point véritablement démarquées de celles des psychologues sociaux dans la tradition psychologique. Notre objectif est plutôt de tracer une évolution de la sociologie et de son objet de recherche tout en mettant en lumière la façon dont les notions d'ethnicité, de racisme, de préjugés et de discrimination raciale ont été abordées au fil des courants de la sociologie théorique. La démarche empruntée ici est historique. Nous tenterons en effet de présenter, de façon synthétique, l'évolution des conceptualisations de l'ethnicité et des autres notions connexes dans le champ de la sociologie depuis un siècle. Cette présentation vise à montrer comment ces différentes approches théoriques s'inscrivent dans une vision assez nette de la relation entre l'individu et la structure sociale. Dans un premier temps, nous traiterons de la naissance et du développement de la discipline sociologique aux États-Unis et, par le fait même, de la place centrale accordée aux « relations de race » à l'École de Chicago. Suivra le déclin de l'École de Chicago comme haut lieu de la sociologie aux États-Unis et, dans un même temps, la montée du fonctionnalisme de Talcott Parsons. Dans un troisième temps, nous traiterons de la sociologie du préjugé raciste, alors que les théories sociologiques de l'ethnicité, l'approche wébérienne face à la notion d'ethnicité et, enfin, l'ethnicité et les inégalités sociales seront les thèmes des quatrième, cinquième et sixième parties de ce chapitre.

Les psychologues sociaux Bourhis, Gagnon et Moïse (1994, p. 170) affirment que contrairement à la sociologie, la psychologie sociale « propose un niveau d'analyse permettant l'articulation des niveaux sociaux et psychologiques de la réalité intergroupe [et que] l'originalité de son apport se situe dans la possibilité qu'elle offre de faire le pont entre une analyse se situant au niveau individuel et une autre, au niveau collectif ». Le lien entre l'individu et la société, entre l'individu et la structure sociale, a pourtant été au cœur même des différents courants théoriques ayant jalonné l'évolution de la sociologie. Traiter de la sociologie de l'ethnicité, du

racisme et de la discrimination implique que nous ayons à nous pencher sur la relation entre l'individu et la structure sociale. Nous tenterons donc de présenter, de façon succincte, en fin de chapitre, les principaux jalons ayant mené aux propositions théoriques d'un lien entre les perspectives micro et macro en sociologie.

Mentionnons que notre approche reconnaît la pertinence de la perspective critique de Greenwood (2004) selon qui le fait de croire que le problème central de la psychologie sociale ou de la sociologie est celui du lien entre les individus et les groupes sociaux repose sur une vision erronée de la nature du social et du psychologique. Selon lui, une telle perception découle du fait qu'on aborde trop souvent la relation entre le social et le psychologique comme une relation externe ou extrinsèque plutôt que comme une relation intrinsèque (ou interne) de constitution mutuelle, comme si le social et le psychologique était littéralement des « variables » indépendantes.

4.1 L'École de Chicago

Le premier département de sociologie au monde fut fondé dans l'enceinte de la toute naissante Université de Chicago en 1892. Tout comme les autres sciences sociales, la sociologie parvint à trouver place dans les universités américaines parce que ses positions pratiques et idéologiques s'inscrivaient en droite ligne avec l'atmosphère politique de libéralisme qui prévalait à l'époque ainsi qu'avec l'accent grandissant mis sur l'éducation supérieure aux États-Unis (Collins et Makowsky, 1972, p. 221). Par conséquent, la préoccupation première de la sociologie américaine fut d'abord celle des problèmes sociaux tels qu'ils étaient perçus par les réformateurs libéraux, problèmes qui étaient directement liés à la forte croissance de l'industrialisation et de l'urbanisation. Contrairement à ce qui prévalait en Europe, les sciences sociales américaines faisaient peu de cas de l'élaboration et de l'évaluation empirique des théories explicatives générales.

Cependant, dans la mesure où l'on avait besoin d'une théorie pouvant fournir une justification intellectuelle au champ de la sociologie, les premiers sociologues américains la puisèrent dans les doctrines évolutionnistes populaires de l'époque, de même que dans la psychologie sociale qui nichait alors dans les départements de philosophie. Dans ce dernier cas, la philosophie idéaliste allemande — Kant, Hegel, Dilthey, Wundt — récemment importée dans la mouvance de la révolution universitaire, fut amalgamée à la philosophie politique anglo-saxonne plus ancienne — le libéralisme de Mills et la pensée des moralistes écossais — et à la psychologie expérimentale des nouveaux psychologues, lesquels n'avaient pas encore acquis de départements indépendants pour leur spécialisation (Collins et Makowsky, 1972).

C'est ainsi que de la lutte entre les spéculations des philosophes de la vieille École et les positions des nouveaux psychologues expérimentaux, émergèrent deux développements importants : l'un d'eux — l'idéologie des nouveaux psychologues, lesquels demandaient un département universitaire séparé — fut le béhaviorisme. Ce courant niait l'importance voire même la réalité du concept traditionnel de l'esprit tel que l'entrevoient les philosophes. L'autre, la réaction de défense des philosophes contre le béhaviorisme, fut la psychologie sociale formulée par des hommes tels que James, Mead, Dewey, et Cooley, lesquels mettaient l'accent sur la nature sociale et symbolique de la pensée et du comportement humains. Cette perspective, qui prendra plus tard le nom d'« interactionnisme symbolique », deviendra l'une, sinon *la* principale contribution américaine à la théorie sociologique.

Le pragmatisme américain incarné par les perspectives de James, Mead, Dewey et Cooley se développa notamment en opposition à l'idéalisme transcendantal à la fois dans sa version Kantienne et Hégélienne. Ainsi, c'est l'expérience individuelle qui est la source des idées, et le sens émerge de l'interaction entre les individus plutôt que l'inverse. Selon Alexander et Giesen (1987), l'œuvre de Mead représente la traduction la plus significative de la philosophie pragmatique dans la théorie sociologique.

Une facette importante de la théorie de Mead ([1934], 1964), laquelle sera fortement inspirée par l'idéologie américaine de l'époque qui insistait sur le caractère fluide et malléable de sa société démocratique, mène en fait à une microsociologie dénuée de référence à toute réalité d'ordre macrosociologique. L'interactionnisme au cœur de son système stipule que toute action d'un individu est posée en réaction à celle d'un autre individu ; on ne peut l'entrevoir comme le produit d'une force collective *a priori*. De plus, la réaction d'une autre personne définit de façon significative le sens même de l'action à laquelle réagit cette même personne. De la sorte, les actions et les réponses deviennent la source fondamentale qui modèle l'ordre social (Alexander et Giesen, 1987, p. 9). C'est cet aspect de la théorie de Mead qui fut adopté et privilégié par ses successeurs dans la tradition interactionniste. C'est ainsi que l'accent mis sur les interactions sociales en tant que processus dynamique sera le trait principal de la sociologie de l'École de Chicago. On ne dira que peu de choses à propos des institutions ou des structures sociales.

Un des premiers étudiants gradués, et figure de proue du nouveau département de sociologie de l'École de Chicago, W. I. Thomas, s'inspire des derniers développements en psychologie sociale, en particulier la perspective dynamique de James et de Mead. Pour Thomas, comprendre la vie sociale signifie la voir de l'intérieur, tel que la vivent les individus. Les structures sociales influent sur les individus seulement dans la mesure où ces derniers interprètent et ressentent cette influence sur leurs attitudes et leurs motivations.

Hormis les travaux de Du Bois à Philadelphie à la fin du 19^e siècle, les recherches effectuées à l'École de Chicago durant les années 1920 et 1930 figurent comme la première vague de recherches véritablement sociologiques sur ce qu'on appelait les « relations de races ». Alors qu'au début du siècle les sciences sociales américaines étaient encore dominées par des concepts biologiques et les idées racistes européennes, on assiste progressivement durant les vingt premières années du XX^e siècle, avec l'École de Chicago, au développement et au rayonnement d'une position sociologique sur le racisme. Ainsi, on s'interroge sur le racisme et on s'éloigne de

plus en plus de l'explication du social et de l'évolution historique par la race (Wieviorka, 1991, p. 38). Deux grandes orientations commencent alors à prendre forme : d'un côté le thème des castes¹ et des préjugés raciaux, de l'autre, celui des relations concrètes entre races. Cette position sociologique sur le racisme n'élimine pas pour autant la notion de race. On assiste ainsi à un déplacement de la notion de race vers celle de la culture, même si l'étude des « race relations » continue à utiliser constamment cette notion.

Le passage aux *relations de race* devient à cette époque le point de départ d'une science qui, dans un processus historique allant d'une société esclavagiste vers une société démocratique et libérale, se devait d'étudier concrètement les relations sociales et culturelles entre les Noirs et les Blancs. Park propose une analyse évolutionniste globale des relations de race aux États-Unis. Il explique d'abord qu'au départ il n'y a pas de problème de races aux États-Unis puisque les Noirs y sont des esclaves et qu'ils sont exclus du champ de la compétition sociale (Viewiorka, 1991, p. 41). Ainsi, il n'y a donc pas de relations sociales entre Blancs et Noirs. Un système de castes succède alors à l'esclavage, système où les rapports entre Blancs et Noirs sont régis et structurés par ce que Doyle nomme une « étiquette ». L'existence même d'une telle étiquette fait en sorte qu'il n'existe pas de concurrence entre les groupes de race ou de couleur puisque chacun fait ce qui est attendu de lui, chacun occupe l'espace social qui lui est réservé et imposé. Un tel système de castes se déstructure peu à peu dans la mesure où on assistera à une migration des Noirs du sud rural vers le nord industriel et urbain. Une intelligentsia et une classe moyenne noire se constituent et le niveau d'éducation augmente.

Selon Ballis Lal (1986, p. 280), les intellectuels américains de l'époque sont grandement préoccupés par un certain nombre d'évidences de « désordre » urbain, de même que par le maintien d'un ordre et d'une cohésion dans la société urbaine, société qu'on considère capable de se réformer elle-même par le biais de la

¹ La notion de caste est introduite par, notamment, Cooley, et nombre d'auteurs américains s'en serviront dans leur analyse de la structure raciale américaine.

participation démocratique de ses citoyens. Les grandes villes sont alors d'un intérêt particulier pour ce qui est des « race relations » étant donné qu'elles sont le théâtre d'où émerge ce qu'on a appelé les « problèmes de races ». C'est en effet dans les grandes agglomérations urbaines que les « groupes raciaux », auparavant isolés, ou qui occupaient une place déterminée dans le mode existant d'accommodement social, se font face et s'affrontent en tant que compétiteurs pour des emplois et des logements, et deviennent antagonistes dans un processus de conflit social dont l'objectif souhaité est le maintien ou le changement du statut des groupes en présence.

Ces préoccupations se traduisent par la mise sur pied d'un programme d'investigation sociale à Chicago et l'utilisation de l'ethnographie urbaine comme principale stratégie de recherche sociologique. On met ainsi l'accent sur la compréhension des aspects subjectifs de l'activité de groupe par opposition à simplement exposer à grands traits ce qu'on peut appeler des « structures » objectives.

À Chicago, tout comme dans d'autres grandes villes américaines, l'on constatait une absence de réelle communication entre groupes « hétérogènes », absence qui, croit-on, nuisait à la capacité des groupes de mener une action collective. Cette absence de communication coïncide notamment avec une forte compétition entre les Noirs venus du sud en quête d'une vie meilleure et de meilleures opportunités d'emploi. Ballis Lal (1986, p. 281) souligne que pour R. E. Park (1916, 1922 et 1926), le « problème sociologique » numéro un est d'examiner et de résoudre le paradoxe de la proximité physique et de l'isolation sociale que présente la ville en tant que « modèle social » et « ordre moral ». Park et Burgess (1921), dans un ouvrage qui allait devenir *le* manuel de référence en sociologie pour plus d'une génération d'étudiants de Chicago, parlent d'examiner les processus d'interaction sociale entre groupes différents, notamment par le biais d'un outil conceptuel nommé « cycles de relations raciales », incarnés par le conflit, l'accommodation et l'assimilation. Tous les groupes, soutient Park, luttent pour la domination des ressources disponibles,

qu'elles soient économiques ou territoriales. Comme suite aux premiers contacts entre les groupes, on observe le conflit. Ce premier stade cède peu à peu la place à l'accommodation, une situation dans laquelle les frontières entre les groupes sont clairement délimitées et respectées de part et d'autre. Enfin, on assiste à l'assimilation, stade dans lequel le groupe ayant le statut « inférieur » adopte les façons de faire du groupe dominant et, éventuellement, s'y fond et disparaît comme groupe distinct. Une telle vision fait cependant le silence sur l'importance des distinctions de couleur et de traits phénotypiques entre les groupes.

Comme le souligne Lal (1986), de nombreux auteurs (Myrdal, 1944; Cox, 1948; ou Lyman, 1972, par exemple) ont donné à croire que le « cycle de relations raciales » était la contribution majeure de Park à une sociologie de la « race » et de l'ethnicité. Pourtant, soutient-elle, ces cycles sont d'une importance mineure comparativement aux idées de Park sur les dimensions psychosociologiques des « relations de race », la race comme aspect de la stratification sociale et la dimension écologique des relations intergroupes. Ainsi, l'une des contributions importantes de Park concerne le lien entre les préjugés, la perception de la position de son propre groupe dans la structure sociale et le processus de définition de la réalité par la collectivité. Pour Park, le phénomène du préjugé racial n'est pas un attribut des individus, mais une propriété des relations changeantes entre groupes raciaux. Les conflits et les préjugés entre les groupes surviendraient lorsqu'il y a une menace réelle ou imaginaire au modèle existant d'accommodement sociale (Ballis Lal, 1986, p. 285). Le concept d'accommodation sociale réfère à l'existence d'une sorte de « consensus » concernant les obligations, les responsabilités et les attitudes de déférence appropriées attendues, de même que la reconnaissance des sphères respectives d'action pour chacun des groupes. Le maintien des distances sociales intergroupes s'effectue par le biais de la monopolisation de types particuliers d'expérience et la restriction de l'accès aux styles de vie dont jouit le groupe dominant. De plus, ces mêmes distances sociales sont renforcées par un certain nombre de conventions et d'étiquettes intériorisées par les membres de chaque groupe. Dans leur vision idéaliste des choses, Park et les membres de l'École de Chicago voient l'avènement

de l'assimilation sociale comme la transition d'une réalité caractérisée par les distances sociales vers une de solidarité sociale fondée sur une vie culturelle commune.

Selon Persons (1987), ce n'est pas Park mais bien Thomas qui fut la figure de proue des études ethniques à Chicago. C'est lui qui établit le cadre de référence et la vision du groupe en matière de recherche. En 1908, Thomas avait obtenu une somme de 50 000 \$ d'une riche héritière de Chicago pour entreprendre l'étude des « race relations ». En 1918, « Le Paysan Polonais » avait été mené à terme, mais au même moment, au début de cette année, Thomas fut arrêté par le F.B.I. pour une affaire de mœurs avec la femme d'un officier de l'armée américaine en service en France. Cette affaire fit scandale et, compte tenu des pressions provenant de milieux influents, l'université n'eut d'autre choix que de le congédier. Ce sera alors Park, un protégé de Thomas, qui prend la tête et le leadership intellectuel de l'École de Chicago. Bon nombre de publications qui auraient autrement porté la signature de Thomas sont modifiées et se voient assigner une autre paternité afin d'éviter leur discrédit.

Dans le cadre de ses recherches à Chicago, Thomas croit que les préjugés, même s'ils ne disparaissent pas complètement, s'amenuiseraient considérablement grâce au fait que l'augmentation de la communication entre les groupes de même que la hausse de la scolarisation entraîneraient une réduction des barrières entre les groupes – une vision optimiste caractéristique de la sociologie de l'époque à Chicago.

Le cadre général de la plupart des études ethniques à Chicago met l'accent sur le démantèlement du groupe familial dans le pays d'origine, les divisions et les conflits intergénérationnels au sein de la famille, l'individualisation progressive des membres des groupes d'immigrants, les conséquences des conditions urbaines et industrielles sur les institutions primaires comme la famille et les modifications de comportement des individus qui en découlent.

Les concepts d'organisation sociale, de désorganisation et de réorganisation, et leur application à l'expérience immigrante en Amérique sont centraux dans l'étude du *Paysan Polonais*. Bien qu'ils fussent d'abord amenés par Cooley dans son livre *Social Organization* en 1909, ils avaient pour Thomas un sens différent. Ce dernier a en effet restreint le sens de ces termes aux phénomènes institutionnels plutôt que de les faire reposer sur le dos des individus comme l'avait fait Cooley. Les immigrants et les minorités ethniques devenant facilement des boucs émissaires, c'était surtout sur eux que l'on fait porter ce fardeau.

C'est dans un mouvement de lutte contre la désorganisation que les groupes d'immigrants furent éventuellement contraints de réorganiser leurs attitudes, et c'est comme suite à un tel processus qu'émergea une nouvelle communauté américano-polonaise. Il importe de noter ici que la réorganisation de la communauté immigrante n'était pas nécessairement la même chose que son assimilation à la société américaine.

Le Paysan Polonais ne traite pas, à proprement parler, d'assimilation. Il faut toutefois savoir qu'à l'époque, plusieurs Américains perçoivent les immigrants en termes de leur assimilation ou de leur américanisation. On s'attend ainsi à ce que les immigrants substituent aux valeurs culturelles et aux attitudes de leur pays d'origine celles de la société américaine. Thomas et Znaniecki croient plutôt que peu d'immigrants polonais aient été assimilés à la société américaine et qu'en ce sens, l'américanisation ne signifie pas pour autant l'assimilation. En fait, ils observent plutôt l'émergence d'un nouveau groupe ethnique avec des caractéristiques culturelles distinctes (Persons, 1987, p.52).

Devant les pressions incessantes, parfois obsessives, en faveur de l'américanisation des immigrants qui suivirent la première Guerre mondiale — pressions perçues par Thomas comme une forme primitive de contrôle social —, la corporation Carnegie commanda une série d'études sur les méthodes d'américanisation. Ces études abordent les problèmes liés à l'assimilation d'une façon responsable et scientifique.

Toutefois, la principale critique de l'École de Chicago à l'égard de l'américanisation forcée était qu'il ne fallait pas imposer aux immigrants de coupure prématurée des liens avec leur passé. Dans la mesure où le lien avec les racines est maintenu, l'assimilation survient inévitablement, spontanément et graduellement.

Cette préoccupation pour l'assimilation des immigrants à la société américaine, s'inscrit dans une vision de la société en termes fonctionnels puisqu'on aspire à la participation de tous à la vie commune de la collectivité. Mais cette pleine participation n'est possible et réalisable que par le biais d'une série de stades, d'un cycle d'interactions entre les immigrants et les membres natifs de la société américaine. Cette notion de cycle devient l'un des éléments en vogue de l'École de Chicago en matière d'études ethniques. La société américaine est perçue, du moins en termes analytiques, comme passant au travers d'un certain nombre de stades dont la transition de l'un à l'autre est mue par l'avènement d'un état de déséquilibre, lequel entraîne éventuellement un nouvel équilibre, et ainsi de suite. On conçoit ainsi une séquence de stades allant des contacts sociaux initiaux, à un état de compétition puis de conflits, d'accommodement et enfin d'assimilation. Le cœur du livre de Park et Burgess aborde et décrit chacun des stades du cycle d'interactions.

La théorie de l'accommodement, que Park et Burgess ont tirée de la psychologie sociale de Baldwin, réfère aux ajustements dans les relations sociales qui visent à prévenir ou à réduire le conflit et à contrôler la compétition (Persons, 1987, p.61). Toutefois, cet accommodement est généralement temporaire et toujours sujet à des forces qui menacent l'état d'équilibre dans les rapports entre les groupes.

Persons note cependant que les membres de la communauté noire de l'École de Chicago (les Frazier, Johnson, Brown, Doyle, etc.) trouvent de plus en plus difficile d'adhérer aux « dictats » du cycle d'interactions. Seul le stade final du cycle est reconnu pour être généralement associé à l'immigration, étant synonyme, dans ce contexte, d'américanisation. C'est ainsi que le cycle complet d'interactions, en tant que processus universel, pouvait désormais être raffiné comme étant un cycle

ethnique et appliqué aux relations ethniques et de « race » aux États-Unis. La vision de Park et de Burgess sur l'assimilation est assez éloignée de celle du pluralisme culturel qui allait gagner en popularité durant les années 1920.

L'idéologie démocratique aux États-Unis favorise clairement l'assimilation afin, espère-t-on, d'éviter que des structures de castes et de classes soient la seule alternative possible. Dans leur ouvrage de 1921, Park et Burgess définissent l'assimilation comme « un processus d'interpénétration et de fusion dans lequel les personnes et les groupes acquièrent les souvenirs, les opinions et les attitudes d'autres personnes ou groupes et, en partageant leur expérience et leur histoire, sont incorporés avec eux dans une vie culturelle commune ». Cette définition met l'accent sur la fusion ou l'échange mutuel de traits culturels, laquelle allait résulter, vraisemblablement, en une nouvelle culture ou, du moins, en une culture homogène.

L'idée est que la rapidité et l'aboutissement de l'assimilation dépendent de l'existence de contacts sociaux intimes. Or, à l'exception des mariages exogames, seul l'esclavage domestique semblait, aux yeux de Park, favoriser l'assimilation. S'il est vrai que les Noirs ayant vécu l'esclavage étaient assimilés, l'on ne parlait certainement pas de fusion ou d'interpénétration des cultures mais bien plutôt de l'absorption par le groupe « subordonné » de la culture du groupe dominant et ce, dans le cadre de rapports teintés de discrimination ouverte ou voilée. Ce rapport de supériorité-subordination ne sera pas poursuivi par Park et Burgess mais bien plutôt par Franklin Frazier.

En juillet 1919, pendant que Park et Burgess préparent leur ouvrage à paraître deux ans plus tard, Chicago est dévastée par l'une des plus destructrices émeutes à caractère racial de l'histoire des États-Unis. Cette émeute dure plus d'une semaine et fait 38 morts, plusieurs centaines de blessés et environ un millier de sans-abri. L'ordre est alors rétabli par les forces armées et le gouverneur de l'état Frank Lowden nomme une commission d'investigation « biraciale » composée d'éminents citoyens pour étudier les causes et faire des recommandations afin d'éviter d'autres

tragédies semblables dans le futur. C. S. Johnson, un étudiant noir gradué du département de sociologie dirigea cette investigation et fut le principal auteur du rapport intitulé « The Negro in Chicago » remis en 1922.

Cette commission structura son analyse de la situation « raciale » à Chicago dans les termes mêmes des principes fondamentaux de l'approche théorique de l'École de Chicago. Les « relations de race » sont situées, d'un point de vue conceptuel, dans un cycle de migration-contacts-compétition-conflits-accommodement pour éventuellement culminer en une assimilation. Au terme de l'investigation, le principal constat fut l'accent important qu'il fallait mettre sur le rôle central de l'opinion publique comme facteur décisif dans la détermination du caractère des « race relations ». Les préjugés, l'incompréhension et le ressentiment avaient contribué à l'escalade des tensions raciales au point où une simple étincelle pouvait très bien provoquer une explosion.

Un ensemble de mesures tangibles furent recommandées. La commission laisse croire que dans la mesure où ses recommandations seraient mises en application et les biais de la presse éliminés, la compréhension mutuelle et la sympathie inaugurerait une nouvelle ère d'harmonie et de coopération. En bref, l'état de l'opinion publique d'alors en matière d'« affaires raciales » apparaît comme la barrière principale à l'accordement racial qui devait caractériser le stade ultérieur du « cycle ethnique ».

Persons (1987, p. 69) note que le fait de concevoir les « race relations » en termes de cycle minimise le conflit en le confinant en une simple phase transitoire du cycle. Plus tard, un ancien étudiant gradué de Chicago, Bogardus, allait élaborer un moyen de mesurer la progression au sein du cycle ethnique en utilisant le concept de « distance sociale » dérivé de la théorie de l'étranger de Simmel. En l'appliquant aux relations sociales, ce concept allait permettre de mesurer l'équilibre délicat entre l'individualisme et la solidarité sociale. S'inspirant des techniques élaborées par Thurstone pour la mesure des attitudes, Bogardus développe une échelle numérique

qui permet de mesurer la distance sociale telle qu'elle se trouve exprimée dans les attitudes à l'égard des groupes ethniques et raciaux. Cette échelle de mesure assigne des valeurs numériques décroissantes à des types d'association allant des plus intimes (le choix d'un conjoint, par exemple) aux plus éloignées (le voisinage, par exemple). On demande ainsi aux répondants de nommer le type d'association le plus intime qu'ils jugent souhaitable pour un groupe ethnique ou « racial » donné.

Les recherches de Bogardus le mènent à élaborer sa propre version du cycle interactif. Plutôt que les cinq phases du cycle de Park, Bogardus aboutit à un cycle en sept phases qui ne culmine pas par l'assimilation. C'est plutôt vers des problèmes de la deuxième génération d'immigrants qu'aboutit son modèle. Aucune indication ne permet alors de savoir si le groupe vivra l'assimilation complète ou retiendra plutôt son identité ethnique indéfiniment.

Mais ce genre de modèle ne tient toujours pas compte du point de vue des groupes minoritaires, celui des Noirs en particulier, à telle enseigne que le message de l'École de Chicago concernant les « race relations » était qu'il fallait laisser la nature suivre son cours dans l'espoir qu'on assisterait à la réalisation du cycle à la satisfaction générale. En 1937 toutefois, Park a tellement modifié sa théorie du cycle ethnique que plus d'une issue pouvaient se réaliser au terme des différentes phases d'interactions. Durant les années 1930, un certain nombre d'ouvrages sont produits par des étudiants noirs de l'École de Chicago. En 1930, Brown dépose sa thèse de doctorat sur les préjugés raciaux. De même en 1931, Frazier, décrit comme l'un des meilleurs étudiants de Park, produit sa propre version du cycle d'interaction entre les groupes. Sa version du cycle prend un cadre logique plutôt que chronologique de sorte que la phase finale de son système est caractérisée par un système biracial d'organisation sociale. Chaque « race » allait avoir son propre ensemble d'institutions sociales, permettant aux « races » de vivre très près l'une de l'autre, mais en ayant des « vies sociales » séparées. Pour Frazier, les Noirs américains côtoyaient quotidiennement les Blancs, ils étaient acculturés en regard de la culture européenne, mais n'étaient nullement assimilés à la société américaine. Tout comme

Brown, et contrairement à Park, Frazier constate que le conflit était omniprésent sous toutes ses formes à chaque phase du cycle. Son modèle lui permet également de concevoir la notion d'accommodement de façon suffisamment large pour permettre de considérer l'existence de diverses formes de coercition.

À toutes fins utiles, les « races relations » de l'École de Chicago auront été loin de pouvoir constater l'assimilation complète que prédisait leur modèle théorique (Persons, 1987, p. 75). De plus, Frazier rejette le regroupement de tous les phénomènes ethniques au sein d'un ensemble de catégories analytiques communes. Park doit se rendre à l'évidence, sans pour autant admettre que ce constat mine sa théorie, que les Américains ont été capables d'assimiler tous les groupes ethniques à l'exception de ceux de couleur. C'est en considérant cette exception que Frazier va ainsi rétablir la distinction entre les relations ethniques et les relations de races.

4.2 Le déclin de l'École de Chicago et la montée du fonctionnalisme parsonien

La perspective inaugurée par Thomas, Park et l'École de Chicago a permis de développer un immense champ de recherches qui valorisait les connaissances empiriques et l'observation sur le terrain. Encore aujourd'hui, cette tradition de recherche inspire nombre d'études empiriques des phénomènes de ségrégation raciale, sociale et spatiale. Sa force réside dans son orientation empirique et l'étude des contacts intergroupes et des conflits réels qui les accompagnent.

Certains ont affirmé que la principale faiblesse de l'École de Chicago s'est avérée être le peu d'envergure de sa théorisation, voire l'absence d'une réelle théorie explicative, tant en termes de substance qu'en termes de pouvoir de prédiction. Ainsi, selon Collins et Makowsky (1972, p. 162), ce serait précisément la faiblesse de son approche théorique qui aurait entraîné son déclin comme haut lieu de la sociologie américaine. De plus, l'absence de notions claires de stratification, de

pouvoir ou de politique, tant chez Thomas que chez Park, représente une limite évidente de cette théorisation.

Pour d'autres, comme Wieviorka (1991, p. 146) c'est le fait de n'avoir nullement remis en cause la notion de race, de « fonder une sociologie sur une catégorie en sous-estimant le fait qu'elle est très largement un construit social et historique » qui constitue l'une de ses faiblesses importantes. On y sous-estimait également le fait que le racisme repose sur des représentations et un imaginaire qui n'ont pas nécessairement à voir avec les caractéristiques objectives de ceux qu'il vise.

La domination de l'École de Chicago commence à s'effriter. Elle prend fin au moment où Parsons s'installe à Harvard. Étudiant de l'anthropologue Malinowski à la London School of Economics, Parsons a également maîtrisé les théories fonctionnalistes de Durkheim avant qu'elles soient traduites en anglais. Il fait par la suite ses études doctorales à Heidelberg sur l'histoire économique de Weber avant de rejoindre le département de sociologie nouvellement fondé en 1930. Quelques années après son arrivée, Parsons remplace Sorokin comme *le* sociologue dominant de Harvard. Par le biais d'une alliance avec des anthropologues fonctionnalistes et des psychologues cliniciens, Parsons fait remplacer le département de sociologie par un nouveau département interdisciplinaire de Relations Sociales et en est le premier directeur. Parsons se trouve à importer aux États-Unis la nouvelle théorie sociologique européenne à l'intérieur des murs d'une célèbre université où plusieurs des théoriciens majeurs des décennies à venir allaient recevoir leur formation (Collins et Makowsky, 1972, p. 173).

Le déclin de la domination de Chicago comme haut lieu de la sociologie américaine se trouve symboliquement confirmé par le déplacement de *L'American Journal of Sociology*, alors basé à Chicago et principale revue de l'American Sociological Society, par la nouvelle *Sociological Review*, une revue d'orientation beaucoup plus théorique. Il sembla donc que le temps était venu pour un changement important dans l'orientation de la sociologie américaine. Les vieilles théories évolutionnistes et

celles de la désorganisation sociale semblent mécontenter un nombre grandissant de personnes. Le système théorique fonctionnaliste de Parsons allait désormais s'imposer comme une solide alternative à la faiblesse théorique de l'École de Chicago et l'accent qu'elle mettait sur l'analyse des différents problèmes sociaux.

Avant de publier en 1951 ce qui allait devenir son œuvre la plus importante, *The Social System*, Parsons produit d'abord en 1937 *The Structure of Social Action*, un ouvrage qui aborde de front le lien entre l'individu et la structure sociale. Il y fait la promotion d'une théorie volontariste de l'action, un volontarisme qu'il définit conditionnellement et selon un mode individualiste. D'une part, il insiste sur l'aspect central de l'action individuelle dans un sens libéral et utilitaire, un aspect de son analyse qu'on peut qualifier de « microsociologique ». D'autre part, Parsons insiste pour qu'on fasse la distinction entre ce qu'il appelle l'individu « analytique » et l'individu « concret ». On a, d'une part, un individu défini par l'aspect fortuit ou aléatoire de ses actions, par l'effort volontaire et individuel qui le démarque des autres et, d'autre part, un individu défini par toutes les formes de contraintes sociales. Parsons est convaincu que l'individu concret doit devenir une partie significative de la théorie sociale si on la veut volontariste. Il est nécessaire d'intégrer et de combiner l'élément aléatoire et fortuit de l'action sociale et le contrôle social. Il y a donc là matière à la création d'un lien entre le microsociologique et le macrosociologique.

Dans ses premiers travaux, Parsons met surtout l'accent sur la frontière entre l'action et l'ordre social. Il n'aborde pas encore l'analyse des systèmes collectifs comme tels. Il désire surtout identifier et connaître le mécanisme qui lie l'action individuelle au contexte collectif. Il trouve ce mécanisme dans le phénomène de l'« intériorisation », un processus qui, selon lui, se trouve au cœur de la pensée de Durkheim et de Weber. Ainsi, reconnaître l'importance de l'intériorisation des « valeurs » permet de concevoir une théorie volontariste de l'action collective. Toutefois, dans son ouvrage de 1937, Parsons ne discute pas des mécanismes par lesquels se réalise un tel processus d'intériorisation. Et c'est précisément l'objection

qu'il manifeste à l'égard des travaux de Durkheim, c.-à-d. que ce dernier ne met pas de l'avant une théorie psychosociologique, une microthéorie subjectiviste de l'ordre social qui puisse être de type volontariste. C'est donc à l'élaboration d'un tel mécanisme que se consacre Parsons durant la décennie qui suit le milieu des années 1940. Selon Alexander et Giesen (1987), Parsons développe la formulation la plus importante du lien micro-macro depuis Weber en combinant les idées de Freud et celles de Durkheim.

En 1951, Parsons publie son œuvre la plus importante, la plus complexe aussi. Il s'applique surtout à faire une description de la société plutôt qu'à élaborer une théorisation explicative et il élabore, pour ce faire, un ensemble de catégorisations très abstraites. Pour lui, l'entité clé est le système social dans sa totalité ; la société est un système de parties interreliées et il faut montrer comment les divers secteurs et sous-secteurs de ce système fonctionnel sont intégrés les uns aux autres. Tout comme Durkheim, il croit que les causes des structures sociales résident dans leurs relations avec d'autres structures et non dans des unités plus petites comme les individus. Les diverses parties ou secteurs de la société — les systèmes politiques, l'économie, l'éducation ou la religion — remplissent toutes des fonctions pour les autres institutions et échangent en retour ces contributions contre un « support mutuel ». D'où la notion de fonctionnalisme (Collins et Makowsky, 1972, p. 175). Une telle vision présente une analogie organique ou biologique qui sous-entend un système en équilibre. La question qui émerge est inévitable et concerne directement ce que Parsons nomme le problème Hobbesien de l'ordre, en d'autres mots, ce qui maintient la cohésion sociale, ce qui contribue au maintien de l'ordre social. Il croit que la société ne peut être maintenue en un tout de façon rationnelle. Il y a un ensemble de valeurs qui sont inculquées aux individus par le biais de diverses structures (la famille, l'Église, l'éducation) dont la fonction est précisément de mettre en œuvre cette socialisation.

Cette approche fonctionnaliste se distingue par une nette tendance à négliger le conflit et la domination dans la société. Selon Collins (1985, p. 140), la vision du

monde ainsi adoptée donne à penser que le conflit est secondaire et que la coercition doit être interprétée comme soit servant le bien de la société dans son ensemble ou comme une condition temporaire ou pathologique. En d'autres mots, peu importe ce qui survient, c'est toujours pour le mieux, ou cela peut également être une étape temporaire dans un processus d'amélioration à long terme.

Cette vision parsonnienne du monde, comme celle des autres fonctionnalistes de l'époque, présente une sorte d'idéologie conservatrice. Elle s'arrime donc à l'atmosphère conservatrice qui règne aux États-Unis au début des années 50, en particulier en pleine période de maccarthysme. Les théories fonctionnalistes dominantes inspirent également les perspectives à l'égard de l'immigration et du pluralisme ethnique. De fait, la question principale concerne l'intégration de ces immigrants, et il fallait étudier les facteurs qui garantissaient la cohésion de la société globale.

Alors que, chez Park et Burgess, l'assimilation est le point culminant du rapport entre l'immigrant et la société d'accueil, elle n'implique nullement, comme nous l'avons vu, la destruction de sa culture d'origine et des valeurs traditionnelles. À Chicago, comme le soulignent Poutignat et Streiff-Fenart (1995), on ne voit donc pas l'existence des enclaves ethniques comme un phénomène négatif, mais plutôt comme une phase transitoire et nécessaire dans leur intégration à la société américaine.

À l'opposé, les théories assimilationnistes des années 1950 s'arriment au courant fonctionnaliste et voient dans la destruction des cultures minoritaires une condition *sine qua non* d'une assimilation réussie. On est donc loin de la vision optimiste de l'École de Chicago qui perçoit le métissage comme un enrichissement mutuel des groupes en contact (Coulon, 1990). Plutôt, l'uniformisation culturelle, la dissolution des groupes ethniques et le relâchement des liens ethniques comme condition nécessaire de l'intégration dans la société globale sont des thèmes clés de cette approche fonctionnaliste. Comme l'écrivent Poutignat et Streiff-Fenart, «la dynamique des relations interethniques se voit réduite à un hypothétique face à face

entre deux partenaires abstraits : les immigrants (les « candidats à l'assimilation ») et la « société d'accueil », conçue comme une totalité intégrée (1995, p.72) ». D'une part, et suivant la logique théorique fonctionnaliste, on s'attend à ce que les immigrants *intériorisent* de nouvelles valeurs et attitudes de la société d'accueil ; de l'autre, on s'attend à ce que ladite société d'accueil ouvre progressivement l'accès aux différents *secteurs* de l'activité sociale. La mobilité sociale des immigrants se trouve ainsi directement liée au degré d'acculturation auquel ils parviennent (Poutignat et Streiff-Fenart, *ibid*).

C'est là que transparaît l'évacuation du conflit et de la domination propre à l'approche héritée de Parsons. Alors que chez les chercheurs de l'École de Chicago le conflit est une étape intermédiaire entre l'adaptation et l'assimilation, et qu'il permet de renforcer la solidarité entre les membres d'un groupe ethnique, les théories assimilationnistes des années 1950 font le silence sur l'existence de tels conflits.

La période conservatrice d'après-guerre aux États-Unis fera peu à peu place à une philosophie plus libérale et progressiste. La sociologie américaine n'y échappe pas et voit dans l'assimilation, un phénomène à la fois inévitable et souhaitable devant la marche vers le progrès d'une société de plus en plus axée sur l'individualisme et les possibilités de réussite sociale centrées sur le progrès individuel (*achievement*) au détriment des contraintes qu'imposent les groupes d'appartenance et les statuts hérités (*ascription*) (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995, p.74).

4.3 La sociologie du préjugé raciste

Vers la fin des années 30, au moment où Parsons entrait à Harvard, on assistait aux États-Unis à une transition entre la sociologie des « relations de races » et la sociologie du préjugé raciste. La vision du racisme, comme situation de domination d'un groupe sur l'autre, qui prévalait dans la foulée des études du groupe de Chicago cédait peu à peu la place à celle du racisme comme ensemble de préjugés et

d'attitudes. L'enquête majeure de Dollard en 1937 sur une ville du «sud profond» des États-Unis rendra très explicite cette transition. Dollard voit dans le préjugé « une attitude défensive destinée à préserver les prérogatives des Blancs dans la situation de castes et à résister agressivement à toute pression des Noirs pour modifier leur situation d'infériorité » (cité par Wieviorka, 1991, p. 50). Ce préjugé ne s'explique pas par le vécu de cette situation, non plus que par la relation concrète entre les Blancs et les Noirs.

Le phénomène se trouve ainsi réduit à un niveau purement psychique. Influencée par les débats de l'époque sur la relation entre culture et personnalité de même que par les travaux de Freud, cette vision utilisera plusieurs éléments des théories psychosociales de l'agression et de la frustration. Ainsi, les restrictions et les critiques vécues dans l'enfance entraînent des frustrations et des hostilités qui, à l'âge adulte ne peuvent s'exprimer au sein de l'endogroupe. Elles peuvent toutefois l'être à l'égard des groupes qui servent déjà de boucs émissaires, notamment les immigrants et les Noirs (Wieviorka, 1991, p. 50-51). D'un point de vue théorique, on assiste à un déplacement important vers les porteurs du préjugé racial ; on s'intéresse dorénavant à la formation de leur personnalité et davantage à l'acteur raciste en lui-même qu'à la relation entre les « groupes raciaux ».

En 1944, Myrdal publie son œuvre majeure *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*. Cet ouvrage s'inscrit dans cette nouvelle voie qui met l'accent sur l'acteur lui-même. Le dilemme auquel réfère Myrdal est celui d'un conflit interne qui touche surtout les Blancs. Conflit entre, d'une part, le credo américain qui prône les plus hautes valeurs de la nation et de la démocratie américaine et, d'autre part, la valorisation des intérêts individuels ou spécifiques, économiques et sociaux qui, plus souvent qu'autrement se traduisent par l'exclusion et l'oppression des Noirs (Wieviorka, *ibid.*).

Le racisme est désormais examiné par le biais de ses fondements psychosociaux, il est vu comme l'expression d'un type de personnalité. Au début des années 1950,

Adorno publie « *La personnalité autoritaire* ». Cet ouvrage, dont la portée sera considérable, s'appuie sur l'idée que la structure des convictions d'un individu est l'expression des tendances profondes de sa personnalité. L'une des motivations qui guident Adorno et ses collègues est le souhait que la tragédie qu'ont connue les Juifs durant la guerre ne se reproduise jamais. Pour ce faire, il fallait attaquer le racisme à sa base, au moment où se forme la personnalité. En situant des individus sur des échelles d'opinions ou d'attitudes, Adorno et al. arrivent à la conclusion qu'on trouve aux États-Unis des personnes nettement autoritaires, et antisémites en particulier. Ainsi, les approches méthodologique et théorique adoptées pour ce programme de recherche sont aux antipodes de celles utilisées par les membres de l'École de Chicago.

On étudie maintenant un phénomène que l'on a identifié comme étant extérieur aux rapports sociaux concrets dans lesquels se manifeste le racisme. On emprunte une perspective sur le racisme qui tend à le désocialiser. Comme le souligne Wieviorka, en se centrant sur l'acteur raciste, ses préjugés, sa personnalité,

les sciences sociales reconnaissent une dimension essentielle du phénomène raciste, qui ne se comprend pas sans référence à la conscience ou à la subjectivité de l'acteur ; mais elles courent le risque de décontextualiser cette conscience ou cette subjectivité, d'extraire le racisme des relations où il surgit ou se développe. [...] [L]es théories du préjugé et de la personnalité nous invitent à étudier l'acteur ; celles des relations de races nous rappellent, même si elles en proposent une définition non satisfaisante, qu'il n'y a pas d'acteur sans système d'action, sans rapports sociaux ou intersociétaux (1991, p. 62).

4.4 Les théories sociologiques de l'ethnicité

Alors que les théories de la modernisation voient dans l'assimilation un phénomène inéluctable des sociétés modernes, certains chercheurs commencent, dès les années 1960 à mettre en doute une telle compréhension du phénomène. Dans leur ouvrage intitulé *Beyond the melting pot*, Glazer et Moynihan (1963) constatent que les cinq principaux groupes ethniques de New-York (les Noirs, les Porto-Ricains, les Juifs, les Italiens et les Irlandais) font preuve d'une grande vitalité. Une « nouvelle

ethnicité », une nouvelle identité ethnique est en émergence qui est fondée non pas sur le maintien des vieilles cultures ethniques, mais plutôt sur l'expérience de la vie aux États-Unis (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995, p. 75). De même, Gordon, en 1964, reprend cette idée en distinguant les pluralismes culturel et structurel. Celui-ci fait le constat de sous-sociétés structurellement séparées sur la base de l'identité ethnique plutôt que sur des différences culturelles souvent disparues.

Durant les années 1970, les recherches empiriques montrent régulièrement que le phénomène de l'assimilation, que ce soit dans sa variante de l'anglo-conformité ou du *melting pot*, ne se réalise pas chez de nombreux groupes anciennement installés (par ex. les Italiens ou les Irlandais). Poutignat et Streiff-Fenart (1995, p.76) soulignent qu'« après avoir fortement contribué à imposer l'idée que la société moderne émancipait les individus des solidarités particularistes », Parsons (1975) est contraint de reconnaître quelques années plus tard que l'absorption des identifications ethniques dans une catégorie unique d'« Américains » ne s'est pas produite. Bien qu'on constate une uniformisation culturelle chez tous les Américains, et le partage des aspirations et des valeurs de *l'American way of life*, on observe, dans un même temps, des phénomènes de mobilisation collective ancrée dans les anciennes distinctions ethniques. Schneider (cité dans Parsons, 1975) parle d'une situation de « dé-socialisation » des groupes ethniques, un processus par lequel ces derniers se sont transformés en « groupes culturels symboliques fonctionnant à partir de marques d'identité vidées de toutes distinctions sociales élaborées ».

Horowitz (1989) met en lumière le « paradoxe de l'ethnicité » aux États-Unis, paradoxe qui tient au fait qu'en même temps qu'on accorde moins d'importance et moins de signification aux différences culturelles, l'existence des groupes ethniques est néanmoins généralement reconnue.

Contrairement aux théories assimilationnistes, c'est, selon Poutignat et Streiff-Fenart (1995, p.76), « l'implication dans les activités et les rôles de la société globale, plutôt que le repliement sur soi et l'isolement, qui font émerger la conscience ethnique ».

Ce que Gans (1979) a appelé « l'ethnicité symbolique » se développe ainsi dans les contacts avec les autres groupes, dans la mesure où leurs spécificités culturelles deviennent des sources de mobilisation collective. Contrairement à ce que clamaient les théories fonctionnalistes, la revitalisation des liens ethniques est devenue largement un fait acquis de la vie sociale américaine.

C'est Hirschman (1983) qui dira que la question est maintenant de savoir, non plus si l'ethnicité a une importance, mais bien comment et pourquoi elle en a une. Sur le plan idéologique, ce n'est plus le modèle assimilationniste qui prévaut, mais plutôt celui du pluralisme culturel. Ce dernier valorise une image de la société américaine composée de groupes préservant leur propre identité culturelle. On voit ainsi poindre un changement terminologique relativement aux groupes minoritaires en ce qu'ils ne sont plus vus comme des immigrants, mais plutôt comme des groupes ethniques qui, de fait, apparaissent désormais comme une composante parmi d'autres de la population américaine (Horowitz, 1989). Durant les années 70, nombre de chercheurs mettent l'accent sur l'importance des groupes ethniques dans la définition des identités sociales et sur la valeur que représente, pour les individus, l'appartenance ethnique. Cette appartenance leur permet, en tant que membres d'un «*hyphenated-group*», une base pour participer à la vie politique et sociale (les Italo-américains ou les Afro-américains, par exemple).

On assiste également, en 1972, à l'instauration, par le gouvernement fédéral américain, d'un programme d'études sur l'héritage ethnique, programme dont l'objectif est d'établir la contribution des héritages culturels des différents groupes ethniques à la nation. De même, en 1980, des chercheurs de l'université Harvard publient *l'Encyclopédie des groupes ethniques américains*². Désormais, il y a émergence d'une perspective de « nouveau pluralisme » qui fait en sorte que l'essence même de l'américanité réside dans l'appartenance à un «*hyphenated-group*». Selon Poutignat et Streiff-Fenart (1995, p. 80), le «*we are all ethnic* » résume une situation où l'ethnicité s'applique à tous les groupes qui composent

² Sous la direction de Thernstrom, Orlor et Handlin.

« paritairement » la société américaine, si tant est qu'ils soient de « race » blanche. En 1974, Greeley note en effet que la théorie du pluralisme culturel pose problème lorsqu'il s'agit des non-Blancs. Il souligne ainsi l'existence d'une contradiction fondamentale puisque cette théorie repose sur le « caractère optionnel de l'affiliation ethnique » alors que, en pratique, les non-Blancs (par exemple, les Noirs, les Chinois, les Japonais, les Indiens, etc.) peuvent difficilement convaincre les autres membres des groupes ethniques auxquels ils sont assignés qu'ils n'en font pas partie.

Plusieurs auteurs perçoivent également que les Blancs ont été amenés à renoncer à leur statut privilégié de « non ethniques » à partir du moment où les Noirs ont exercé des pressions pour être « reclassifiés » en termes ethniques et non plus raciaux, comme Afro-Américains, et non plus comme « Nègres », par exemple. Le vocable d'« ethnique » en vient à être de plus en plus revendiqué par les non-Blancs et les non-Wasp, et l'ethnicité devient désormais une identité positivement valorisée dans la société américaine. D'un point de vue théorique, on voit donc naître durant la décennie 1970 un nouveau pluralisme et un fort mouvement idéologique qui font de l'ethnicité « une dimension essentielle et universelle de l'identité humaine » (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995, p. 81).

On remet en cause les approches culturalistes dans les travaux théoriques, approches selon lesquelles les groupes ethniques sont des entités objectivement définissables par leurs caractéristiques culturelles. Un nombre croissant de chercheurs analysent désormais l'ethnicité comme un *comportement* stratégique d'acteurs rationnels, un comportement qui, croit-on, s'inscrit dans les conditions de compétitions propres aux sociétés modernes. En outre, plutôt que d'étudier les processus d'intégration des immigrants, ce sont maintenant les facteurs pouvant expliquer la permanence ou la revitalisation des liens ethniques qui revêtent un intérêt particulier. Par le fait même, on ne s'intéresse pas tant aux particularités culturelles des immigrants, mais on oriente désormais les recherches vers la société américaine en général³.

³ Poutignat et Streiff-Fenart soulignent (p.84) que quelques auteurs récusent tout de même la thèse de l'*ethnic revival* et maintiennent la thèse de l'assimilation à long terme. D'autres, sans la nier, refuse de voir l'importance nouvelle de l'ethnicité comme étant une «résurgence ethnique».

Les théoriciens d'allégeance fonctionnaliste voient dans cette résurgence ethnique une réponse aux dysfonctions des sociétés modernes (Parsons, 1975; Bell, 1975; Cohen, 1974). Parsons (1975), par exemple, parle d'une réaction à la désorganisation sociale qui remplit une fonction positive de réintégration des individus dans des unités sociales moins anomiques et aliénantes que la société globale.

D'emblée, un élément dominant se distingue : il faut expliquer non pas le maintien des liens ethniques, mais le processus d'ethnisation des immigrants, c'est-à-dire le passage des immigrants aux groupes ethniques. Sarna (1978)⁴ parle de l'action mutuelle de deux facteurs : a) l'uniformisation de groupes qui s'identifiaient jusque-là sur des bases locales ou villageoises en collectivités définies par l'appartenance nationale, sous l'effet de l'attribution par les natifs d'une « identité globalisante », et b) l'effet de l'hostilité et des préjugés qui pousse les immigrants à accepter cette attribution et à se reconnaître comme membres du groupe plus large ainsi défini, pour se défendre collectivement contre l'adversité. Pour Yancey et al (1976), Eriksen (1991), Nelli (1970) et Sarna (1978), les facteurs d'ethnisation des personnes immigrantes doivent être cherchés dans les conditions structurelles dans lesquelles les groupes se trouvent placés. Ainsi, lorsque ces personnes font face à des contraintes dans l'emploi, la recherche d'un logement ou d'un lieu de résidence, de même que lorsqu'elles se voient imposer des contraintes d'affiliation institutionnelle en raison d'un héritage culturel commun, c'est à ce moment qu'on voit se développer des sous-cultures ethniques.

Comme suite à des révisions en profondeur des concepts clés de leur discipline respective, tant chez les sociologues qui analysent la société américaine que chez les anthropologues de terrain, on constate donc durant les années 1970 un tournant radical dans la conceptualisation du groupe ethnique. Alors que ce dernier était traditionnellement utilisé dans la sociologie américaine en référence aux groupes

⁴ Cité dans Poutignat et Streiff-Fenart, 1995, p. 86.

nationaux minoritaires d'origine étrangère, alors qu'il était défini par l'homogénéité nationale, raciale ou culturelle de ces groupes, voilà que l'ethnicité se réfère maintenant à une catégorie générale de la vie sociale. Poutignat et Streiff-Fenart (1995, p.90) soulignent le fait que le groupe ethnique n'est alors plus défini comme un en-soi, mais comme entité qui émerge de la différenciation traditionnelle culturelle entre des groupes qui interagissent dans des contextes donnés de relations ethniques. Ce sont donc les phénomènes d'émergence et de maintien des catégories ethniques construites dans ces relations intergroupes, et non l'analyse du contenu culturel du groupe ethnique, qui intéressent de plus en plus sociologues et anthropologues.

Tout comme la pensée ou le paradigme évolutionniste fut remplacé par celui du structuro-fonctionnalisme en sciences sociales durant les années 1950 et 1960, les années 1970 sont caractérisées par le développement des positions constructivistes. Comme nous venons de le souligner, les groupes ethniques n'existent pas en tant que collectivités en soi, mais leur existence dépend de leurs rapports oppositionnels à d'autres collectivités. Contrairement à une pensée répandue selon laquelle on attribue une identité aux populations immigrées qui est fondée sur leur nature ou leur culture, l'identité ethnique conçue suivant une perspective constructiviste se réfère à une construction dynamique dans des contextes de rapports sociaux d'inclusion et d'exclusion (McAll et al., 1992). On reconnaît désormais dans la communauté des chercheurs le caractère relationnel plutôt qu'essentiel des identités ethniques. Ainsi, Murphy (1964) affirme que l'appartenance à un groupe implique l'existence d'une catégorie d'exclus. Le *Nous* se construit donc par opposition au *Eux*. Schildkrout (1974)⁵ souligne que l'ethnicité n'émerge pas d'une différence culturelle. Plutôt c'est la communication culturelle qui permet de tracer des frontières entre les groupes à travers des symboles compréhensibles à la fois par les membres de l'endogroupe et ceux de l'exogroupe.

⁵ Cité dans Poutignat et Streiff-Fenart, p.135.

En 1969, dans l'introduction d'un ouvrage collectif qu'il dirigea : « *Ethnic groups and boundaries. The Social Organization of culture difference* », l'anthropologue Fredrik Barth allait jeter les bases d'une approche considérée comme nouvelle en sciences sociales. Dans la tradition sociologique, Weber, au début du XX^e siècle, avait pourtant déjà abordé la construction d'identités ethniques et nationales dans le contexte de rapports oppositionnels entre collectivités. Vu son importance, il importe d'en présenter ici les principaux éléments.

4.5 Les groupes ethniques chez Weber

La conceptualisation qu'élabore Weber sur le sujet des relations ethniques se fonde sur des concepts qu'il désigne comme fondamentaux en sociologie et sur une définition de l'action sociale qui trace la voie de toute sa méthode d'investigation du social.

Pour Weber, « l'action (humaine) est sociale dans la mesure où, du fait de la signification subjective que l'individu ou les individus qui agissent y attachent, elle tient compte du comportement des autres et en est affectée dans son cours » (Weber, 1947/1964, p. 88). Une telle activité sociale peut donc s'orienter « d'après le comportement passé, présent ou attendu éventuellement d'autrui », nous dit Weber (1922/1971, p. 19). À partir de ce concept, nous touchons par le fait même à son corollaire, celui de *relations sociales*, à savoir « le comportement de plusieurs individus en tant que, par son contenu significatif, celui des uns se règle sur celui des autres, et s'oriente en conséquence » (Weber, 1922/1971, p. 24). Cette orientation mutuelle des comportements n'implique pas nécessairement l'existence d'une solidarité, précise-t-il, mais avant tout celle d'un minimum de relation « dans l'action réciproque des uns sur les autres ».

Selon son raisonnement il s'ensuit que toute relation sociale est de *communalisation* ou de *sociation*. De communalisation lorsqu'elle « se fonde (...) sur le sentiment subjectif (traditionnel, [émotionnel], ou affectif) des participants d'appartenir à une même

communauté », de sociation lorsque l'activité sociale « se fonde sur un compromis d'intérêts motivé rationnellement (en valeur ou en finalité) » (Weber, 1922/1971, p. 41). Il mentionne cependant que la plupart des relations sociales sont en partie de sociation, en partie de communalisation. L'importance du *sentiment subjectif* dans la conceptualisation weberienne est telle que « le fait d'avoir en commun certaines qualités, [de parler une même langue], [d'avoir] une même situation ou un même comportement ne constitue pas nécessairement une communalisation ». Il doit donc y avoir non seulement orientation mutuelle des comportements, mais sentiment d'une appartenance commune.

La vision de Weber fournit ainsi des éléments importants pour comprendre le mode de génération des communautés (et des associations en général) et, par le fait même, l'articulation des mécanismes de consolidation des solidarités qui entraînent l'exclusion de ceux en regard de qui le sentiment de former une communauté prend sa signification.

Rappelons tout d'abord que pour Weber les groupes ethniques sont des groupes humains qui,

[lorsqu'ils] ne représentent pas des groupes de « parentage », (...) nourrissent une croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur des similitudes de l'*habitus* extérieur ou des moeurs, ou des deux, ou sur des souvenirs de la colonisation ou de la migration, de sorte que cette croyance devient importante pour la propagation de la communalisation — *peu importe qu'une communauté de sang existe ou non objectivement*⁶.

C'est ce qui lui fait dire que le sentiment d'appartenance commune — fondée sur l'opposition d'apparences physiques (*habitus extérieur*) et des habitudes pratiques vis-à-vis de tiers —, bien qu'il puisse donner à penser qu'il existe une parenté commune à son origine, ne se fonde pas en réalité sur une telle identité des moeurs et de l'*habitus*. La vie en commun ethnique, nous dit Weber (1922/1971, p.416), « n'est même pas une communauté, mais seulement un élément qui facilite la formation de la communalisation ». Ainsi en va-t-il de la communauté dite linguistique : bien qu'elle

6 Weber, 1922/1971, p. 416. C'est moi qui souligne ici.

permette et facilite une compréhension réciproque chez ceux qui parlent une même langue et de là, l'établissement de relations sociales, elle n'est pas en elle-même une communalisation, mais plutôt un catalyseur qui en facilite l'éclosion⁷.

Si ce sentiment d'appartenance commune ne tire pas son origine des différences réelles apparentes qui tiennent lieu de dénominateur, d'où provient-il alors ? Selon Weber, c'est la communauté politique et la conduite économique qui éveillent cette croyance à la vie commune ethnique. Comme il le soutient, « le processus historique tout entier montre avec quelle extraordinaire facilité c'est surtout l'activité communautaire politique qui produit l'idée de la "communauté de sang" » (1922/1971, p. 421). La raison première de l'association se trouve donc ailleurs que dans une origine commune, qu'elle soit religieuse, linguistique ou génétique⁸. C'est plutôt le motif de l'association qui constitue la donnée élémentaire, alors que l'ethnicité, en tant que processus de démarcation et d'opposition à des tiers, en découle⁹.

L'on ne doit certes pas minimiser l'importance de ces facteurs de démarcation dans le maintien d'une communalisation. Car, comme l'indique Weber, ces sentiments communs d'appartenance persistent même après la dissolution de la communauté politique qui leur a donné naissance et sont alors sentis comme « ethniques ». C'est par le processus « d'oppositions conscientes à des tiers » que des signes distinctifs — peu importe lesquels, pourvu qu'ils soient apparents — sont « exploités » ou mis en valeur comme symboles de distinction (de marques ethniques), voire d'inclusion pour ceux qui les possèdent et d'exclusion pour ceux qui en sont dépourvus. Le sentiment de communauté, de solidarité réciproque, trouve alors son « fondement conscient d'existences » dans ces caractéristiques qui, comme dans le cas d'une communauté de

7 Weber rajoute (1922/1971, p.418) qu'«il est clair que la communauté linguistique et, à côté d'elle, la similitude de la réglementation rituelle de la vie conditionnée par des représentations religieuses semblables, sont partout des facteurs extraordinairement actifs du sentiment de parenté «ethnique»; et ceci spécialement parce que «l'intelligibilité» significative de la manière d'agir d'autrui est l'hypothèse la plus élémentaire de la communalisation».

8 Bien que la religion, lorsqu'il n'y a point eu de démarcation d'avec le politique, puisse, en certains pays, être à l'origine d'une communalisation.

9 McAll, 1990/1992, p. 57.

langue, voilent ou relèguent dans l'ombre le ou les éléments à l'origine de la communalisation¹⁰.

En d'autres termes, l'ethnicité comme processus de démarcation en vient à acquérir une réelle autonomie au regard des éléments qui en constituaient l'origine. En effet, lorsque Weber indique que le sentiment d'appartenance commune peut émerger des sources les plus diverses, non seulement mentionne-t-il (1971, p.426) « les différences des articulations économiques et sociales et celles de la structure interne du pouvoir avec leurs influences sur les "mœurs" », mais la confession religieuse, la communauté linguistique et l'habitus extérieur peuvent également agir en tant que sources. Ainsi, les différences marquantes dans les coutumes (cheveux, barbe, habillement, etc.) peuvent, selon Weber, avoir une fonction très positive dans la mesure où

« elles [donnent] à des individus [...] la conscience d'une vie en commun qui peut facilement devenir ensuite l'agent d'une communalisation, de la même façon que le fait d'ordinaire toute espèce de communauté — depuis le groupe domestique ou de voisinage jusqu'à la communauté politique et religieuse, porteuse de la coutume commune (1971, p. 414)».

La communalisation, telle que la conçoit Weber, ne se réfère pas à des collectivités dont l'existence serait, pour ainsi dire, un en-soi. Il y a donc toujours un rapport oppositionnel à d'autres groupes. Il en va nécessairement de même pour l'ethnicité qui se manifeste et prend son sens dans ces contacts où l'exclusion des autres groupes en fait sa raison d'être. La « construction » de l'ethnicité, et donc d'un système identitaire différent, s'articule ainsi au travers d'un « rapport dynamique de différenciation » (McAll, 1991, p. 7).

Répulsion, fermeture, exclusion sont autant de termes qui désignent cette discrimination d'un groupe envers un autre et qui peut émerger de ce processus de différenciation. Les bases d'une telle exclusion seraient à la fois idéelles et matérielles. Dans sa dimension idéelle, la croyance à la « parenté ethnique » est associée à un « honneur ethnique » auquel ne participent pas les étrangers (1971, p. 417-418). Cet honneur « ethnique »

¹⁰ Comme le soutient Weber (1922/1971, p. 414), « on oublie les motifs originels qui ont donné naissance aux diverses habitudes de vie et les contrastes se perpétuent en tant que "conventions" ».

aurait comme fondement, chez ceux qui le partagent, la conviction d'une supériorité de ses propres coutumes en regard des coutumes étrangères, et se réaliserait par le « déclasserment » de ces dernières. Selon Weber (1971, p. 414), les situations d'exclusion perdurent notamment parce que des individus « ne possèdent pas la clé qui leur permettrait de pénétrer le sens subjectif de la [ou des] “coutume” [s] divergente [s] ». Nous disons « notamment », parce que l'absence d'une « communauté de compréhension » n'explique pas la raison d'être de toutes les pratiques d'exclusion.

C'est dans sa dimension matérielle que se présente l'autre facette de la différenciation sociale et de l'exclusion qui en découle. Par l'analogie qu'il établit entre l'honneur « ethnique » et celui du « rang social », Weber met en lumière le rapport de pouvoirs qui se caractérise par un « isolement monopoliste » d'une communauté par rapport à ce qui lui est étranger. Comme le souligne McAll (1991, p. 44), la raison d'une telle fermeture dans les relations sociales réside dans le fait qu'elle peut « offrir à ses membres des chances de satisfaire leurs propres intérêts ». Par la monopolisation des ressources, des privilèges et l'appropriation des chances (et donc des droits) qui la sous-tend, s'érigent ainsi des frontières dont l'origine et la raison d'être en viennent à être dissimulées via un processus subtil de réification, dont le caractère normatif de l'altérité, la diversité des cultures (multiculturalisme), la disparité des identités et l'égalité des chances pour tous sont les vecteurs privilégiés.

Élément important à considérer, cette construction de frontières, cette différenciation des identités est un processus dynamique et non statique. Au vu d'une telle conceptualisation, ces frontières perdent donc leur prétendue immuabilité, leur caractère apparemment naturel (lire biologique) ou universel. Reste donc la nécessité d'examiner et d'identifier par quelles pratiques ces mécanismes d'inclusion et d'exclusion se maintiennent et, partant, d'opérer une déconstruction de l'image qu'elles projettent dans le sens commun.

4.6 L'ethnicité et les inégalités sociales

Alors que le paradigme structuro-fonctionnaliste tend à évacuer toute conception des inégalités sociales comme résultant de pratiques d'inclusion et d'exclusion exercées par un groupe dominant ou majoritaire, les années 1970 et 1980 voient apparaître des positions constructivistes qui considèrent que toutes les inégalités sociales sont en grande partie le résultat de ces pratiques d'exclusion exercées à l'égard des groupes minoritaires¹¹. La conceptualisation dialectique de l'ethnicité, c.-à-d. celle qui met de l'avant l'idée de « rapports oppositionnels » à d'autres collectivités, se traduira notamment par la reconnaissance de l'existence de rapports sociaux inégalitaires entre collectivités, inégalités résultant généralement d'une discrimination systémique à l'égard des groupes minoritaires.

Devant l'importance de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les phénomènes d'inclusion et d'exclusion découlant de rapports inégalitaires entre collectivités, il fallait repenser les notions qui prédominaient en sciences sociales durant la période d'après-guerre. Suite aux événements de la deuxième Grande Guerre dont furent victimes les Juifs d'Europe, il apparaît désormais de plus en plus difficile de ne se limiter qu'à des explications centrées sur l'individu. Comprendre et expliquer les préjugés individuels, par exemple, ou la perspective d'Adorno et al. sur la personnalité autoritaire, nécessitent un cadre d'analyse beaucoup plus large.

On parle dès lors de l'existence d'idéologies racistes (par exemple, Guillaumin, 1972), de forces politiques et d'un racisme plus ou moins institutionnalisé. Toutefois, l'idéologie raciste dont parle Guillaumin ne renvoie pas seulement à des structures politiques, mais plutôt à un « principe généralisé de perception imaginaire de la différence », omniprésent non seulement dans le fonctionnement des structures politiques ou étatiques, mais qui imprègnent également l'ensemble des rapports sociaux, les institutions, la vie quotidienne, le langage, etc. Guillaumin décrit le

¹¹ Selon une idée maîtresse du paradigme structuro-fonctionnaliste, les inégalités « ne sont que le reflet des compétences diversifiées des acteurs récompensées de manière inégale d'après les besoins fonctionnels de la société en tant que système » (McAll et al., 1992, p. 6).

racisme, notamment, comme « l'état cristallisé d'un imaginaire », d'une « organisation idéologique latente ». Le racisme comme construction imaginaire qui permet ou qui légitime une catégorisation biologique du groupe racisé et, par le fait même, son essentialisation, extirpe ainsi son existence de tout rapport social. L'examen des expressions concrètes ou des manifestations empiriques du racisme révèle pourtant qu'il ne peut y avoir de racisme sans rapport social inégalitaire. De même, on ne peut comprendre ce racisme sans procéder à une certaine déconstruction analytique qui nous amènerait à distinguer et à clarifier les différentes dimensions du phénomène.

Dans la littérature spécialisée, le racisme comporte au moins trois dimensions ou sous-ensembles : a) les préjugés, les opinions et les attitudes, b) les conduites ou les pratiques de discrimination, de ségrégation et de violence, et c) la mise en science et l'idéologie raciste. Dans le cas qui nous occupe, celui de la première dimension, il importe d'opposer une alternative à deux traditions analytiques des préjugés. La tradition rationaliste, comme nous l'avons souligné plus tôt, insiste sur la personnalité du porteur de préjugés, une approche qui tend à décontextualiser le racisme des conditions sociales dans lesquelles il s'exprime (Wieviorka, 1991, p. 71). La seconde tradition met plutôt l'accent sur les déterminants sociaux et culturels des préjugés. Une telle approche fait en sorte, par exemple, qu'on aboutira à une sorte d'inventaire, à un quelconque ensemble plus ou moins hétérogène de facteurs sociaux, culturels ou psychologiques qui créent le préjugé sans qu'on puisse pour autant le situer dans des rapports sociaux d'inégalité, et lui reconnaître une dimension tant subjective que sociale de l'action.

Le lien entre préjugé et discrimination, nous l'avons vu au chapitre deux, est loin d'être direct. D'un point de vue sociologique, il importe de considérer l'existence d'une discrimination raciale institutionnelle qui, souvent, entraîne une situation dans laquelle elle n'apparaît pas nécessairement à la conscience de ceux qui lui permettent d'exister et de se reproduire. On peut alors parler d'agents de la discrimination plutôt que d'acteurs. Nous faisons ainsi face à un phénomène où la discrimination et

les pratiques d'exclusion n'ont pas besoin d'être intentionnelles pour avoir les conséquences qu'on leur connaît (Essed, 1991). Le racisme institutionnel prend forme et se perpétue dans les pratiques routinières qui permettent le fonctionnement des organisations.

L'approche structuraliste, telle que mise de l'avant par Friedman (1975), préconise qu'on ne doit pas examiner les individus et leurs pratiques, mais plutôt les forces qui coordonnent et dirigent leurs activités. La vision de Friedman est que le racisme américain opère à quatre niveaux : structurel, procédural, systémique et idéologique. Sont exclus de ces quatre niveaux tout acteur social et ses pratiques. En un sens, on se retrouve face à une discrimination « érigée en système ou en structure déconnectée du préjugé » (Wieviorka, 1991, p. 122 ; Essed, 1991). Les pratiques d'exclusion sont ainsi dépourvues de toute conscience, de toute volonté.

Sans nier son caractère institutionnel, on en vient donc à s'interroger sur les limites et l'inadéquation au réel des analyses qui dissocient ainsi ce qu'on peut appeler le « système » et l'« acteur ». Cette dissociation se retrouve également dans le décalage qui existe entre idées et pratiques ou entre préjugés et conduite de discrimination. Elle peut également exister en raison d'une remise en cause de la notion de préjugé. Wellman (1977), parmi d'autres, avait bien fait remarquer dans ses entretiens avec des « Blancs » racistes que plusieurs d'entre eux, sans pourtant exprimer le moindre préjugé anti-Noirs, souhaitaient simplement maintenir le statu quo qui les avantage et refusaient ainsi les demandes de changement institutionnel formulées par les Noirs. En raison de leur caractère socialement inacceptable, les manifestations de racisme et de discrimination ont pris des visages autres. On assiste ainsi, de plus en plus, à une dissociation entre attitudes et pratiques discriminatoires et d'exclusion.

En considérant l'idée d'un racisme institutionnel, nous faisons face à un difficile paradoxe, dans la mesure où, comme le souligne Wieviorka (1991, p. 124), les membres d'un groupe qui occupe une position privilégiée et dominante dans la société sont à la fois innocents et coupables. Personne n'est en fait responsable, c'est

le système qui l'est. Mais puisque chacun en tire partie et en participe, tous sont responsables. Le lien théorique et empirique entre l'acteur et le système, entre l'individu et la structure reste donc totalement à construire. La discrimination, soutient encore Wieviorka,

« précisément parce qu'elle est dans une large mesure une forme d'institutionnalisation du racisme, fonctionne à un niveau qui n'est pas celui de la production du phénomène. Elle n'est pas la transcription directe, immédiate de représentations, de perceptions de l'Autre, de préjugés, mais bien davantage une expression qui s'en est plus ou moins distanciée, un ensemble de pratiques qui ont acquis une certaine autonomie, une dynamique, propre, mais modulée par des affects et des intérêts contradictoires, nés de l'histoire et du travail de la société sur elle-même » (1991, p. 124).

Ces considérations donnent à penser que l'analyse sociologique du racisme nécessite qu'on s'attarde à la fois à la subjectivité de l'acteur et aux rapports sociaux qui lui servent de contexte ou de cadre d'action. En considérant le racisme comme une action, comme un ensemble de pratiques, et en examinant les conditions qui en rendent possible l'émergence, l'extension ou l'évolution, on en vient à mieux préciser les contours d'une perspective sociologique qui intègre tant les éléments d'ordre comportemental, cognitifs que structurels des rapports sociaux d'exclusion.

Un tel constat nous amène, dans la suite de ce chapitre, à tenter de montrer de quelle façon la sociologie s'est attardée à formuler le lien entre l'action individuelle et la structure sociale. Nous ne prétendons pas, loin de là, faire une recension des théories sociologiques du dernier siècle qui ont tenté une telle synthèse, mais nous proposons néanmoins de présenter sommairement l'apport de quelques-uns des courants et des penseurs marquants à cet égard.

4.7 L'individu et la structure sociale

Nous avons déjà vu, au chapitre précédent, l'importance de Durkheim aux yeux des psychologues sociaux dans la définition des représentations sociales. Pourtant, ce pilier de la sociologie, tout comme la plupart des sociologues classiques (Comte, Marx et Engels, Toennies, Pareto, Spencer, etc.), n'en évacuait pas moins l'acteur individuel dans sa conception de l'action sociale en mettant de l'avant une sociologie qui démontrait l'autonomie et la priorité des structures sociales. C'est plutôt Weber qui sera le premier sociologue à proposer une formulation théorique qui permet la synthèse de l'individuel et du collectif. En dépit de ses limites et malgré l'absence d'unanimité concernant la nature de sa contribution au renforcement du lien entre les perspectives microsociologiques et macrosociologiques, la pensée de Weber est donc centrale à cet égard. Plusieurs considèrent en effet qu'il est le premier à avoir proposé une approche ou une formulation qui tienne compte à la fois des individus et des structures sociales.

Fortement influencé par les traditions des lumières et des traditions libérales, Weber s'objectait fortement à toute formulation organiciste à la Durkheim. Selon Alexander et Giesen, 1987, p. 15), l'œuvre de Weber est également anti-individualiste dans la mesure où la cohésion et l'ordre social étaient le point de départ de toutes ses positions théoriques. Toutefois, cette conception de la cohésion sociale devait éviter de laisser croire à l'insignifiance des acteurs individuels.

Tout au long de son œuvre, Weber n'a cessé d'insister sur une certitude fondamentale : le caractère social de toute action. Contrairement à Durkheim, qui définit l'action sociale à partir de contraintes qui s'exercent de « l'extérieur » sur l'action des sujets, Weber la définit plutôt selon des critères « intérieurs » aux sujets actifs (Rocher, 1969/1992, p.21). Nous avons déjà présenté la définition que donnait Weber de l'action sociale. À la suite de Rocher, nous soulignons que la conduite des personnes engagées dans une action sociale est influencée par la perception qu'elles ont de la signification de l'action des autres et de leur propre action. Chez Weber,

les caractères essentiels d'une action proprement sociale sont donc situés dans les sujets eux-mêmes, dans leur perception et leur compréhension de la conduite des autres.

Dans son œuvre maîtresse, *Économie et Société*, Weber souligne qu'il y a deux façons importantes de comprendre et d'expliquer l'action sociale : soit en tant que cas concret, où au moins deux individus agissent l'un envers l'autre sur la base d'intentions spécifiques, soit en tant que modes d'action typiques. À ses yeux, l'objet de la sociologie concerne ces modes d'action typiques et non les actions individuelles comme telles. Alexander et Giesen (1987, p.16) soulignent que la théorisation de Weber fait l'aller-retour, de façon naturelle et fluide, entre, d'une part, une macroanalyse de complexes idéationnels et de systèmes institutionnels (systèmes religieux, institutions légales, cadres politiques, etc.) et, d'autre part, une microanalyse de la façon dont les individus, dans de tels contextes, font des interprétations et agissent à des fins précises. Toutefois, le fait de reconnaître l'importance du rôle des individus dans la société n'est pas suffisant en soi pour définir une position sociologique qui permette de résoudre le problème du lien micro-macro. Un niveau microsociologique ne pourrait être intégré à une théorisation du collectif ou du structurel que si l'interprétation subjective par les individus est considérée une caractéristique majeure de l'action (Alexander et Giesen, *ibid.*)

Ainsi, dans la majeure partie de son œuvre, Weber a fait de l'interprétation un élément central de sa compréhension de l'action. Dans son essai intitulé *Roscher and Knies*, il insiste sur le fait que pour comprendre une action on doit « identifier une motivation concrète ou une structure de motivations qui soit reproductible dans l'expérience intérieure », une motivation à laquelle on peut attribuer la conduite en question avec un certain degré de précision (Weber [1903-1906] 1975, p.25). L'on assiste donc ici à la juxtaposition de deux énoncés : a) la motivation subjective est un élément central à la conduite et b) à cause de cette centralité, la sociologie doit se pencher sur une microanalyse de l'évolution ou du développement des interactions

concrètes entre individus. Une telle microanalyse peut ainsi mettre en lumière la façon dont l'action individuelle devient un élément fondamental de la reproduction des structures idéationnelles.

Plutôt que de prendre l'individu comme un en-soi, Weber fait une analyse historique et comparative des conditions sociales qui auront permis l'individualité. Il consacre son œuvre à démontrer, notamment, que la reproduction sociale en est venue, de plus en plus, à mettre l'accent sur l'individu autonome. Il démontre comment les structures collectives que sont la religion, la loi ou la société ont affecté et affectent «les capacités de l'acteur individuel pour l'individualité». Selon Alexander et Giesen (1987), Weber s'est ainsi attardé à montrer que l'autonomie individuelle n'est pas une donnée ontologique pas plus que le résultat de sanctions ou de récompenses matérielles ; elle dépend plutôt de perceptions de soi socialement acquises par les individus de même que de motivations socialement structurées. La notion d'«individu» est donc le fruit d'une longue construction sociale et l'environnement social n'existe que parce qu'il y a reproduction sociale par le biais de l'action individuelle socialisée.

En dépit de cette forte insistance sur la centralité de l'action sociale, et sur le fait que chaque structure collective est dépendante de décisions individuelles spécifiques et ouvertes, Weber a peu fait d'analyse microsociologique qui mette en lumière ces éléments centraux, la raison étant qu'il a lui-même jeté les bases de sa théorie de l'action sociale uniquement dans ses écrits méthodologiques. De ce fait, il a peu dit, par exemple, des processus de socialisation de l'individu ou des dynamiques propres à l'interaction familiale. Sa sociologie systématique dépeint davantage une « cage de fer » structurelle qui produit une acceptation sans égard aux intentions ou aux motivations individuelles.

C'est un élève du philosophe allemand Edmund Husserl, l'autrichien Alfred Schütz (1932/1967) qui poussera plus loin la théorie weberienne de l'action. Schütz se percevait comme celui qui apportait les éléments détaillés qu'aurait dû utiliser Weber

s'il avait appliqué sa méthode de *verstehen* de façon systématique dans ses écrits. Schütz fait ainsi le lien entre les types idéaux de Weber et la philosophie phénoménologique de Husserl. Il tente de montrer comment le monde social, dans sa totalité, est construit subjectivement. L'influence des travaux de Schütz ne se fait pas sentir tout de suite. À cette époque, ce n'est vraiment qu'aux États-Unis que les perspectives macrosociologiques se trouvent remises en question, notamment par les philosophes Cooley, Mead et leurs disciples. Il faut ainsi attendre quelques décennies, après qu'il ait immigré aux États-Unis, pour que les idées de Schütz trouvent des échos dans les écrits de ses étudiants Peter Berger et Harold Garfinkel.

Pendant ce temps, comme nous l'avons vu plus tôt, c'est Parsons qui est le prochain sociologue à tenter d'établir un lien entre le niveau macro des structures à grande échelle et le niveau micro de l'action individuelle. Bien qu'il ait intégré les catégories de la théorie de l'action de Weber à son grand modèle théorique, et qu'il ait tenu compte de l'individu par le biais de la théorie freudienne de la personnalité et des mécanismes de la socialisation, Parsons se retrouve pourtant à englober ces éléments dans le courant macro dominant dans lequel toute la structure sociale et le système culturel sont conçus comme déterminant les normes, les rôles sociaux et les valeurs.

Au même moment, dans les années 1950, un mouvement de résistance de plus en plus fort s'organise contre les perspectives de la macrosociologie, principalement le fonctionnalisme, aux États-Unis. George Homans, un des plus jeunes collègues de Parsons au département de « Social Relations » de Harvard, rejette catégoriquement le modèle parsonien de même que la validité de son approche macrosociologique. Dans son livre sur les formes élémentaires du comportement social (1961/1974), Homans déclare que les lois de la psychologie behavioriste sont les principes généraux de toutes les sciences sociales et que les lois des petits groupes sont les principes fondamentaux de la sociologie. Fortement inspiré par la psychologie behavioriste de Skinner, Homans teste principalement ses théories en laboratoire avec des petits groupes. En 1964, dans son discours inaugural à titre de président de

l'*American Sociological Association* intitulé 'Bringing men back in', Homans critique les positions théoriques sociologiques en vogue parce qu'elles ont évacué l'élément humain au profit d'abstractions complexes et spéculatives. Le fonctionnalisme parsonnien, paradigme dominant de la macrosociologie, était à ses yeux miné à sa base, dans la mesure où il ignorait totalement les processus ayant une influence ou façonnant le comportement réel des gens. Homans ne nie pas les grands schèmes ou les modèles sociaux, mais les lois qui les expliquent réfèrent – selon lui – à un niveau ou à une échelle différente.

Dans le contexte d'une forte opposition au paradigme fonctionnaliste, les prises de position d'Homans donnent naissance à un important débat en sociologie. Mais la charge la plus importante envers la macrosociologie ne vient pas d'une perspective psychologique déterministe. S'inspirant des écrits de Mead de même que de plusieurs éléments de Thomas et Znaniecki ainsi que d'autres membres de l'ancienne génération de l'École de Chicago, Herbert Blumer propose, dès le début des années 1950, une théorie de l'interactionnisme symbolique. Cette position théorique part du principe suivant lequel l'interprétation et la communication se font par le biais de symboles qui sont eux-mêmes des produits de l'interaction. Contrairement à Homans, il lance son attaque au niveau du social et non à un niveau psychologique. Selon lui, c'est la microsociologie, et non la psychologie, qui doit remplacer « les abstractions irréalistes » de la macrosociologie.

Blumer plaide en faveur d'un plus grand réalisme empirique en sociologie, réalisme qui mettrait en lumière les vrais éléments que cachent les concepts abstraits de valeurs, de structures ou de normes. L'action ou le comportement social, soutient-il, se négocie situation par situation et n'est pas imposée par une quelconque macrostructure cachée. Ainsi, c'est le comportement « interprétatif » des personnes dans des situations réelles qui doit être la base empirique d'une vraie théorie sociologique. Collins (1988, p.381) affirme que Blumer adoptait un réductionnisme situationnel, par opposition au réductionnisme individuel ou psychologique qui caractérisait la perspective de Homans. Contrairement à la position de ce dernier, ce

n'est pas l'individu, mais la situation qui détermine tout, cette dernière étant elle-même produite par l'interaction entre les individus. L'individu n'est pas le point d'origine puisqu'il est lui-même constitué par l'interaction.

Durant les années 1960 et 1970, la sociologie voit apparaître un nombre grandissant de positions microsociologiques qui remettent en cause non seulement les fondements de la macrosociologie fonctionnaliste, mais également les perspectives positivistes qui prennent pour acquis ou conçoivent comme en-soi ce que nous connaissons du monde social. De même, dans divers milieux, on assiste à une forte dénonciation du fonctionnalisme et, plus généralement, du positivisme en tant que perspectives légitimant le statu quo à l'égard des différents problèmes sociaux. Parallèlement, un certain nombre de macrosociologies plus, disons, de gauche voient le jour¹². Sans qu'elles bénéficient directement à la microsociologie, elles n'en remettent pas moins en cause l'ordre établi et l'interprétation dominante des problèmes sociaux.

Après Blumer, c'est Goffman qui, dès la fin des années 1950 (1959, 1961 et 1967), apporte un vent d'émancipation en microsociologie. Il n'effectue pas ses travaux selon une approche critique des perspectives macrosociologiques, mais ses recherches qualitatives sur le terrain mettent au jour un grand éventail de situations de la vie quotidienne encore considérée comme hors du champ scientifique ou sans intérêt. S'inspirant du modèle durkheimien des rituels, Goffman déplace la cible de la théorie durkheimienne du niveau macro vers le niveau micro¹³. Il montre que le modèle de Durkheim peut être appliqué à des petits groupes, et il raffine les détails théoriques des processus par lesquels les rituels opèrent. L'interaction quotidienne est désormais présentée comme un rituel.

¹² Notamment les théories marxistes de l'État, la théorie du système-monde, le marxisme structuraliste, les théories conflictualistes dont celles sur la stratification sociale et la théorie de la mobilisation des ressources.

¹³ Goffman référerait aux écrits de Radcliffe-Brown, leader de l'école britannique d'anthropologie sociale.

Le leadership théorique en microsociologie est par la suite accaparé par une position beaucoup plus radicale que celle de Goffman, pour qui, après tout, non seulement le monde physique existe et possède une réalité primaire, mais la société est externe et précède l'individu. Cette position est amenée en 1967 par Berger et Luckmann dans leur manifeste du constructivisme social « *The Social Construction of Reality* ». S'inspirant de la phénoménologie sociale de Schütz (1932/1967), ces auteurs font leur plaidoyer contre la position positiviste selon laquelle la réalité est là, telle qu'elle, pour les chercheurs et n'a qu'à être étudiée. Au contraire de cette position, Berger et Luckmann partent du principe suivant lequel la réalité est quelque chose qui se produit par les gens eux-mêmes dans la vie de tous les jours. Puisque ce sont les humains qui construisent la réalité, ce ne sont donc pas les macrostructures que les sociologues doivent étudier étant donné que celles-ci n'existent pas sans les dynamiques humaines qui leur donnent vie et les maintiennent. Ce sont plutôt les structures de l'expérience sociale elle-même qui importent et qui doivent être le principal sujet d'investigation.

Tout comme Berger et Luckmann, Garfinkel a étudié auprès de Schutz à la New School for Social Research de New-York durant les années 1950. C'est lui qui fera l'examen le plus approfondi des principes de la phénoménologie sociale en fondant le mouvement des ethnométhodologues. Selon Collins (1988, p. 383), ce mouvement radicalement situationnel entraîne dans son sillage un grand nombre de chercheurs qui se penchent sur les « méthodes » utilisées par les gens dans leur raisonnement quotidien. Un des postulats de cette nouvelle approche de recherche stipule que les gens prennent pour acquis l'ensemble de la société non pas parce qu'elle a une existence concrète, mais plutôt parce que leur quotidien serait autrement trop complexe à gérer. Pour les ethnométhodologues, les organisations, les institutions, les groupes ou les normes sont autant de notions artificielles qui cachent une réalité créée au quotidien par les individus. Un des éléments très importants sur lesquels ont insisté les ethnométhodologues est que la réalité « micro » est la seule vraie réalité empirique, puisqu'elle est produite « localement ».

Dans l'ensemble, ces revendications des ethnométhodologues, tout comme celles des autres ténors de la tradition microsociologique, n'ont pas empêché les sociologues de la tradition macrosociologique ainsi que les chercheurs utilisant les méthodes quantitatives de poursuivre leurs travaux. Certains chercheurs, Coser (1975) par exemple, contre-attaquent en affirmant que l'ethnométhodologie et les formes populaires de la recherche quantitative par enquête sont deux exemples d'une même illusion : elles sont toutes deux des méthodes de recherches spécialisées, mais elles ne possèdent pas de théorie substantive qui puisse expliquer les événements sociaux importants. Collins (1988) souligne cependant qu'en dépit des critiques formulées par des tenants importants de la perspective macro, presque tous les efforts récents visant à formuler une théorie sociologique générale ont essayé d'incorporer les éléments importants des nouvelles positions microsociologiques. Toutefois, si le débat sur le réductionnisme a cessé dans sa forme extrême, la problématique demeure encore complète quant à savoir comment coordonner l'analyse microsociologique et l'analyse macrosociologique.

4.8 Le lien macro-micro

Afin de répondre à ce questionnement, Collins (1988) soutient qu'il faut mettre en lumière un certain nombre de questions fondamentales qui ont été mêlées les unes aux autres tout au long de ces débats. Par exemple, que comprennent les phénomènes qu'on décrit comme macro, et comment se différencient-ils de ceux qu'on décrit comme micro ? De quelle nature est le lien qui relie ces deux types de phénomènes ? La plupart des théoriciens importants ont défini très différemment les niveaux macro et micro. Mais, en bout de ligne, il semble que la théorie sociologique générale détermine leur définition. Collins propose une solution générale à ce problème en énonçant que ce qui est macro ou micro ne devrait pas être entendu comme des catégories absolues, mais plutôt comme des pôles d'un continuum. Ainsi, divers niveaux d'analyse peuvent être plus macro ou micro dépendant du regard porté et de son orientation. En poussant plus loin son

raisonnement, Collins soutient que les deux dimensions fondamentales de l'analyse sociologique qui forment ce continuum sont le temps et l'espace.

Ultimement, dans cette discussion sur l'avantage des perspectives micro ou macro, l'important n'est pas de savoir si ce qui est plus « micro » est plus fondamental. Plutôt, la décision concerne le niveau d'espace et de temps susceptible d'offrir la théorie la plus complète et la plus déterminante dans ses conséquences sur les autres niveaux d'espace et de temps.

La réhabilitation de l'agent humain, de l'acteur en fait, aura été le point fort de l'avancée de la microsociologie. Et dans la mesure où l'on considère les « structures » du niveau macro comme étant abstraites en comparaison des réalités empiriques vécues par les individus au travers de diverses situations quotidiennes, il importe que l'analyse porte sur les actions de ces individus au sein de relations structurelles. Toute théorie, soutient Collins, qu'elle soit du pouvoir ou du changement social, et peu importe le niveau d'analyse, devrait inclure ou impliquer une composante fondamentale : les forces motivationnelles des personnes individuelles. En outre, il importe de garder à l'esprit que si les « structures » ne changent pas, cela n'implique pas que les gens qui les créent ou les maintiennent ne font rien. Plutôt, ces individus répètent des comportements et génèrent ainsi les « patterns » ou les modèles qu'on appelle « structures ».

On doit donc disposer d'une explication sociologique du pourquoi et des conditions qui font en sorte que des individus maintiennent ces « patterns » de comportement. Le plaidoyer de Collins (1988) est donc que toute théorie macrosociologique complète devrait inclure une microsociologie des motivations individuelles, tant pour mettre en lumière les forces ou les éléments porteurs de changement que les éléments qui cimentent la vie en société lorsque les structures ne changent pas.

Contrairement à ce que soutenaient Homans ou Blumer, selon qui les principes ou les généralisations théoriques de la sociologie ne se révèlent être rien de plus que des

principes d'une théorisation micro, Collins (1981) soutient qu'un réductionnisme microsociologique complet est impossible. Ses recherches visant à réduire des théories macrosociologiques en des processus micro ont mis au jour trois facteurs macro irréductibles : 1) la quantité d'« espace » impliqué dans un processus, 2) la somme de « temps » que prend un processus et 3) le nombre de personnes ou de situations impliquées¹⁴.

Collins (1988) souligne que si nous voulons mettre le dynamisme de l'action humaine au cœur de nos théories sociologiques, nous devons localiser ou trouver « l'endroit » approprié sur le continuum micro-macro pour formuler ce dynamisme. En vertu de l'existence des trois variables macro irréductibles, chaque situation micro s'insère ou est partie prenante d'un contexte plus large. Mais l'orientation microsociologique de Collins l'amène à préciser cette dernière assertion : les situations micro sont analytiquement centrales, mais les contenus actuels de n'importe quelle situation micro sont dépendants de leur localisation macro, c'est-à-dire parmi un ensemble d'autres situations micro. Ultimement, il ressort de cette analyse que le lien macro-micro est vraiment un lien micro-micro. En d'autres mots, la macrosociologie devrait être le médium par lequel les situations micro sont liées les unes aux autres.

4.9 Quelques théorisations du lien individu-structure

Plusieurs auteurs ont déjà formulé leur propre théorie du lien macro-micro. Mentionnons, entre autres, Giddens (1976, 1981, 1984), Habermas (1981/1984), Blalock et Wilken (1979), Hechter (1983), Collins (1975, 1981, 1988) et, dans la sociologie française, l'œuvre de Bourdieu. Nous présenterons, bien que de façon succincte, trois de ces théories. Celle de Giddens et de Collins, pour leur perspective

¹⁴ Rappelons que les attaques de Homans et de Blumer étaient dirigées à l'endroit de la théorie fonctionnaliste, une théorie plutôt faible de par l'inexistence presque complète de principe de causalité entre les structures.

générale, et celle de Bourdieu pour l'importance de sa perspective théorique dans son application à l'objet central de la présente recherche.

Giddens a proposé une théorie de la structuration. Le modèle théorique ainsi élaboré est multidimensionnel et dynamique. Le point de vue général de Giddens sur la relation individu-structure sociale est le suivant. D'un côté, la macrosociologie ou, si l'on veut, la sociologie du niveau institutionnel, présente d'importantes faiblesses dans la mesure où elle présume souvent que les agents humains peuvent être ignorés dans toute formulation théorique sur la société. Les individus sont perçus comme étant programmés pour suivre les routines que leur imposent les structures. De l'autre côté, la microsociologie ou, dit autrement, la sociologie du niveau des acteurs individuels, possède également des faiblesses puisque, souvent, elle ne peut rendre compte du fait que l'action sociale structurée est relativement stable et trouve un prolongement dans le temps et l'espace.

La théorie de la structuration de Giddens vise précisément à combler le fossé laissé par cette confrontation des perspectives et à répondre à la question suivante : « de quelle façon la conduite des acteurs individuels reproduit les propriétés structurelles des grandes collectivités ? » (1984, p. 24). Pour ce faire, Giddens propose une « double herméneutique », une « dualité des structures ». Selon la théorie de la structuration, ce n'est pas seulement l'expérience de l'acteur individuel qui importe pour le sociologue, voire pour les sciences sociales, ni l'existence de quelque forme que ce soit de totalité sociétale, mais plutôt les pratiques sociales « ordonnées » à travers le temps et l'espace. En d'autres termes, les niveaux macro et micro, les notions d'agents et de structures, se constituent mutuellement l'un l'autre selon un mode temporel continu.

Pour Giddens (1981), il existe deux dimensions macro, les structures et les systèmes. Les « structures » sont les règles et les ressources qui sont organisées, de façon récursive, comme des propriétés des systèmes sociaux et qui ont une existence virtuelle en dehors du temps et de l'espace. Dans une société donnée, les règles et

les ressources sont partagées par les acteurs. Les premières sont des conventions sociales sur la façon de se comporter ; les secondes sont des capacités de faire en sorte que les choses se produisent, incluant les différents aspects du pouvoir. Les « systèmes » sont les relations, situées dans l'espace-temps, qui se reproduisent entre les acteurs ou les collectivités et qui sont organisées sous la forme de pratiques sociales régulières. Tout système est un exemple concret de ces règles et de ces ressources, tel que mis en pratique par un groupe donné de personnes en un temps «t». Enfin, la « structuration » désigne les conditions gouvernant la continuité ou la « transmutation » des structures et, par le fait même, la reproduction des systèmes sociaux. Les acteurs peuvent changer ces aspects d'un des aspects de la structure sociale, mais seulement dans les limites que posent les règles et les ressources.

Analyser la structuration des systèmes sociaux signifie qu'on « étudie les modes selon lesquels ces systèmes sont produits et reproduits dans l'interaction entre individus » (Giddens, 1984, p. 25). Ces systèmes sont «ancrés dans les activités d'acteurs "connaissants" situés dans le temps et l'espace qui font appel à des règles et à des ressources dans la diversité des contextes d'action » (Giddens, *ibid.*). Le théorème de la dualité de structure est au cœur de l'idée de structuration. En effet, la constitution des agents et des structures, précise Giddens, ne se réfère pas à deux ensembles indépendants de phénomènes, c'est-à-dire un dualisme, mais représente plutôt une dualité. Ainsi, les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois médium et résultat des pratiques qu'ils organisent de façon récursive. De plus, Giddens indique que la structure n'est pas « externe » aux individus : elle est intériorisée comme autant de traces de mémoire et elle prend forme et sens dans les pratiques sociales. La structure n'est pas que contrainte, mais est toujours à la fois contraignante et « facilitante ».

Collins (1981), entre autres, critique le modèle de Giddens parce qu'il met les règles culturelles et les ressources dans une sphère existante autonome. En d'autres mots, Collins soutient que ces règles et ces traditions culturelles peuvent être traduites en des processus microsociologiques plus fondamentaux. C'est le cas, notamment, des

ressources telles le pouvoir, la propriété, la position organisationnelle ou le statut social. Collins propose plutôt sa théorie des chaînes de rituels d'interaction, une terminologie qu'il tire de Goffman (1967). La position de Collins concernant le lien macro-micro est une microsociologie plutôt radicale, à la fois phénoménologique et goffmanienne. Collins (1988, p.402) indique que son modèle diffère des autres modèles cognitifs parce qu'il ne sous-entend pas que la structure sociale est un ensemble de règles ou d'objets mentaux que les acteurs transportent avec eux dans leur tête. Les éléments cognitifs sont expliqués comme émergeant ou résultant des processus situationnels d'interaction eux-mêmes et sont modulés par des éléments d'ordre émotif. Chaque rencontre « sociale » est un rituel naturel à intensité variable. Un tel rituel crée ou recrée une réalité partagée temporairement, et les idées qui y sont échangées agissent comme symboles de l'appartenance à un groupe. Les individus évoluent dans leur quotidien au travers d'une chaîne de rituels d'interaction, sortant de leurs dernières rencontres avec leur mélange particulier de capital culturel et d'énergies émotives. Ces dernières deviennent à leur tour des ressources que chaque personne utilise pour négocier ses rituels d'interaction suivants. Les rituels d'interaction constituent l'expérience micro à partir de laquelle est formée la structure sociale macro.

Il importe de préciser que les interactions ainsi décrites ne sont pas qu'instrumentales, mais sont des procédures qui génèrent et consomment des symboles représentant l'appartenance à un groupe. Chaque conversation est une négociation où opère un processus d'inclusion ou d'exclusion des individus à un groupe local donné. Ces conversations ajoutent une certaine plus-value au capital culturel des individus qui y participent, capital culturel qui peut, par la suite, être investi dans d'autres conversations. Bien sûr, toutes les conversations ne sont pas du même ordre. Certaines, par exemple, activent l'appartenance à un réseau de pouvoir ou créent des liens dans des cercles sociaux relativement exclusifs.

Collins utilise le principe de densité sociale, s'inspirant ainsi des discussions de Durkheim sur le sujet. La dynamique de ce principe réside dans la nature rituelle de

l'interaction comme microprocessus. En réalité, cependant, ces rituels ne sont pas que micro dans la mesure où ils impliquent un certain nombre de rencontres de divers types qu'ont les individus durant une période de temps donnée. Collins appelle « mésostructure » la sphère ou le réseau des rencontres répétées autour d'un individu. C'est ainsi qu'on passe du niveau micro au niveau méso suivant un continuum. Si les événements micros sont situationnels, ils peuvent cependant être prolongés, répétés ou agrégés dans le temps, et le nombre de rencontres peut s'étendre dans l'espace. Il y a donc un élément de la macrostructure dans pratiquement tout microprocessus. Collins présente ainsi un continuum où figurent, d'un côté, des éléments très « localisés » et « situationnels » de la macrostructure et, à l'autre extrémité, un monde à « grande échelle » des États, un regard ciblé traversant le temps historique et l'espace géographique.

Ces rituels d'interaction sont également un processus clé qui module le niveau de stratification qu'on peut observer dans une société donnée. Collins souligne (1988, p. 203), par exemple, que la notion de « propriété » est habituellement ce qui fait que les micro-situations sont relativement plus formelles ou structurées. Ainsi, la propriété prend la forme d'un pouvoir, non comme une métaphore à un niveau macro, mais comme processus empirique micro par lequel certaines personnes ont un accès différentiel supérieur à des « alliés mobilisateurs » et, par là, à l'élaboration d'une menace coercitive. D'autres, en revanche, sont isolées et ainsi moins capables de mobiliser le pouvoir et d'acquérir ou de s'approprier d'autres propriétés dans le cadre des chaînes d'interaction subséquentes. Dans les micro-réalités du quotidien, le pouvoir tend ainsi à s'incarner, d'abord et avant tout, sous la forme de la propriété.

Loin d'être un simple instrument analytique pour les sociologues, le continuum micro-macro devient ainsi partie du système de stratification, dans la mesure où l'accès à la macrostructure est lui-même stratifié et se révèle être la dimension fondamentale de la classe sociale.

Cette idée de stratification sociale nous amène à parler de l'œuvre et des concepts clés de Bourdieu (de façon trop brève, il est vrai), dans la mesure où ses analyses mettent en lumière la division sociale sous la forme de classes. Les travaux de Bourdieu ont fait apparaître une répartition de pratiques fortement différenciées selon l'origine et l'appartenance de classe. Pour lui, l'espace social est constitué d'agents sociaux qui occupent des places hiérarchisées et qui tentent d'acquérir différents biens rares, que ce soit des capitaux ou une légitimation. Par le fait même, et comme le souligne Ansart (1990, p. 102), les conflits sont inhérents aux différents champs d'activité. Les rapports sociaux sont ainsi d'abord et avant tout des rapports marqués par les inégalités dans la détention tant d'un capital économique, social que culturel.

Loin de s'en tenir à une analyse marxiste des classes sociales, limitée à des relations de type économique, Bourdieu accorde une place prépondérante aux rapports de sens, aux biens symboliques et à la domination symbolique dans les rapports de classes. Les rapports de classes sont donc pour lui à la fois de force et de sens. Entre les structures sociales et les structures symboliques, il existe des relations cachées et complexes que l'analyse sociologique doit mettre au jour.

Selon Ansart (1990, p. 35), la réponse de Bourdieu à la question de l'objet de la recherche sociologique peut être organisée autour de trois concepts : système de positions, habitus et reproduction sociale. Dans la problématique qui nous occupe ici, à savoir le lien entre l'individu et la structure sociale, l'œuvre de Bourdieu propose une réponse à la question du « comment se renouvellent et se reproduisent les structures ». Ce lien individu-structure se fait, chez Bourdieu, quelque part entre deux positions extrêmes, à savoir, d'une part, une phénoménologie qui explore les intentionnalités individuelles sans ancrage social et, d'autre part, un structuralisme d'où le sujet est plus ou moins absent. Refusant de considérer les « agents » comme le simple reflet de structures objectives, Bourdieu ne suppose pas moins que leurs attitudes, leurs jugements et leurs motivations soient largement déterminés par la structure et, en particulier, par la place occupée par ces agents dans le système des positions sociales (Ansart, 1990, p. 37). Bourdieu s'est démarqué de l'orientation

mécaniste du structuralisme en se penchant sur le rôle joué par les agents. En introduisant la notion d'« habitus », il s'est trouvé à reformuler le problème de la reproduction et du renouvellement des structures en termes de genèse, d'où l'appellation qu'il donnait à son approche : le structuralisme génétique (Bourdieu, 1987, p. 24).

L'habitus est l'ensemble des dispositions acquises d'un individu, des schèmes de perception, d'appréciation et d'action, inculqués par le contexte social en un moment et une place particulière (Bourdieu, 1980, p. 88-89). Ces dispositions acquises sont, en bonne partie, le fait de la famille, des systèmes éducatifs et de l'expérience sociale actuelle des agents. Pour le dire à la manière d'Ansart (1990, p. 41), ce qu'on appelle la « socialisation » est, en quelque sorte, un processus d'« intériorisation de l'extériorité ». De la notion d'habitus découle ainsi celle « d'habitus de classe » puisque le « positionnement » des agents dans des conditions sociales différentes fait en sorte qu'ils acquièrent des dispositions différentes, à un moment historique donné et selon leur place dans un système social donné. En plus d'être un système de dispositions acquises, l'habitus est également, et simultanément, producteur de pratiques, « matrice de perceptions, d'appréciation et d'actions »... « grammaire génératrice de pratiques ». Il est l'élément de médiation entre les relations objectives et les comportements individuels (Bourdieu, 1972, p. 178).

Les comportements et les attitudes sont le produit de cet habitus et sont conformes aux inculcations. L'habitus de classe désigne l'extériorisation de ces schèmes inconscients de pensée, de perception et d'action qui engendrent les pensées, les perceptions et les actions conformes aux rapports de classes. Ainsi, les agents se comportent de sorte que se perpétuent les relations objectives entre les classes.

En ce qui a trait au concept de la reproduction sociale, on constate une certaine évolution du rôle des individus entre l'ouvrage de Bourdieu et Passeron « *La Reproduction* » publié en 1970 et celui de 1979 intitulé « *La Distinction* ». Les agents y sont désormais perçus comme étant plus actifs et ne sont pas que de simples

« reproducteurs » du système des relations de classes, en tant que reproducteur social de positions. Ainsi, Bourdieu y met en lumière les stratégies utilisées par les individus pour « assurer les distinctions sociales ». Dans cette évolution du rôle des agents, le point d'intérêt se trouve maintenant déplacé de la reproduction des processus objectifs vers les pratiques et les stratégies visant la reproduction du système des relations de classes, en particulier dans le domaine du symbolique et des liens culturels.

Chez Bourdieu, l'étude du lien entre individu et structure consiste, par exemple, à analyser les rapports entre les représentations subjectives des agents et leurs rapports objectifs. Dans *Le métier de sociologue*, il prône une démarche qui permet de découvrir les régulations qui apparaissent dans les comportements des agents et qui révèlent les déterminismes cachés qui régissent le fonctionnement de la société.

Chapitre 5 : Sens commun, interprétation et représentativité

Le chapitre précédent a permis de constater que la sociologie peut offrir un point de vue spécifique sur les rapports intergroupes de même que sur le lien entre l'acteur et la structure sociale. Toutefois, il ne nous a pas encore été possible jusqu'à maintenant de répondre directement à la question principale qui nous occupe dans la présente thèse, à savoir s'il est possible de concevoir ou d'envisager une sociologie des attitudes et du discours discriminatoire.

Qu'il s'agisse d'attitudes à l'égard du pluralisme et de la diversité ethnique dans nos sociétés, tout comme celles à l'égard de l'immigration en général ou, plus globalement, vis-à-vis d'une intégration sociale réussie des nouveaux arrivants, la question demeure donc de savoir s'il est possible de considérer des phénomènes comme ceux des attitudes dans une optique qui ne soit pas psychologique, mais plutôt sociologique. Nous entendons par là qu'il s'agit d'examiner comment une compréhension sociologique des attitudes, des croyances et des représentations sociales peut nous amener à mieux comprendre les processus d'exclusion qui s'inscrivent dans des rapports sociaux inégalitaires. Ou, si l'on veut, d'établir le rôle sociologique que peuvent jouer les attitudes dans la compréhension des pratiques sociales d'exclusion intergroupe. Il ne s'agit pas ici d'étudier la structure ou l'organisation cognitive des représentations sociales, ce qui serait une entreprise d'une trop grande complexité pour les fins qui nous intéressent, mais de voir comment s'élabore ou se construit le lien entre représentations et comportements, de même que « l'appréciation positive ou négative de la représentation : c'est-à-dire l'attitude » (Vergès, 1984, p. 375).

Ayant à l'esprit ces objectifs, encore faut-il s'interroger sur la façon de répondre à la question fondamentale qui nous intéresse. Les questions de méthode sont un passage

obligé pour nous amener à réfléchir sur la façon d'arriver à montrer comment s'insèrent les attitudes dans les dynamiques sociales d'inclusion/exclusion. Or, la voie pour y parvenir est loin d'être dégagée, elle est plutôt parsemée d'embûches. Doit-on mesurer des attitudes, doit-on répertorier des opinions? Ne doit-on pas d'abord tenter de comprendre la source et les processus de construction de ces phénomènes qu'on nomme peut-être maladroitement des attitudes?

Alors que nous avons vu jusqu'à maintenant que l'on ne peut faire l'économie d'un questionnement sur les enjeux d'ordre épistémologique, le présent chapitre tentera de démontrer qu'on ne peut non plus faire fi des questions de méthode. Il nous semble clair en effet que la façon d'amorcer un début de réponse à la question principale de la présente thèse requiert de prendre position au regard d'un certain nombre d'éléments tant d'ordre épistémologique que méthodologique. Le but de ce chapitre n'est pas de présenter une liste de techniques d'analyse s'inscrivant tantôt dans une démarche dite qualitative, tantôt dans une démarche dite quantitative. L'on pourra arguer que les thèmes qui des attitudes, qui des représentations, qui des pratiques d'exclusion sont mieux cernés en utilisant une approche plutôt qu'une autre. De tels arguments se défendent et nous aurons l'occasion de le faire plus loin. Nous aimerions plutôt présenter ici un certain nombre d'éléments qui ouvriront la porte à ces considérations.

L'approche méthodologique classique en ce qui concerne l'étude des attitudes a presque toujours eu pour fondement épistémologique une perspective résolument positiviste, souvent par l'entreprise d'une approche dite quantitative. En revanche, celle qui vise l'étude des représentations sociales est résolument plus constructiviste, souvent par le biais d'une approche dite qualitative. Nous avons vu au début du premier chapitre qu'à son origine le concept d'attitude, dans les travaux de Thomas et Znaniecki, avait une connotation, une signification beaucoup plus constructiviste puisqu'on pouvait l'associer à un processus de construction sociale de la réalité. Cette perspective a été évacuée et les visées de mesure de même que les approches visant la prédiction des attitudes et des comportements ont été privilégiées. Or ces

dernières approches ont acquis une crédibilité scientifique du fait qu'elles s'appuient sur des critères de représentativité statistique issus de la loi mathématique des grands nombres et sur des critères d'objectivité scientifique découlant de l'adoption d'une perspective positiviste empruntée aux sciences physiques et naturelles. Elles se sont également érigées en établissant une rupture radicale avec ce qu'on a nommé le savoir de sens commun, c'est-à-dire, dans les mots de Giddens, les croyances à partir desquelles s'articule la conduite des activités quotidiennes.

Dans le présent chapitre, nous voulons aussi mettre en lumière les éléments d'ordre épistémologique et méthodologique qui sous-tendent ces différents points de vue. Nous désirons démontrer que pour pouvoir statuer sur les possibilités d'une perspective sociologique au regard du phénomène des attitudes, il nous faut discuter des façons par lesquelles nous pouvons comprendre et expliquer le lien entre les processus sociocognitifs et la structure sociale. Pour ce faire, il nous faut discuter de la valeur scientifique du savoir de sens commun et du rapport entre le chercheur et son objet incarné par un sujet. Les attitudes sont un phénomène social, et ce qui nous intéresse c'est de statuer sur la nature de ce phénomène, lequel n'existe que parce que des acteurs sociaux leur donnent naissance et les reproduisent au quotidien.

Quatre thèmes centraux seront donc abordés dans le cadre de ce chapitre : représentativité, objectivité, sens commun et rupture épistémologique. Les critères de représentativité et d'objectivité en sociologie sont souvent attribués, à tort, à la mesure statistique et à la démarche quantitative. Quant à la démarche dite qualitative, elle pose les questions du statut du sens commun en relation avec l'explication sociologique et celle de la rupture épistémologique, qu'on dit requise dans toute démarche scientifique.

Les divers courants qui ont traversé la sociologie du XXe siècle ont donc mis en confrontation deux types polarisés de recherche empirique. Devant les recherches plus traditionnelles sur les macrostructures faites à partir de sondages ou d'enquêtes

statistiques se dressent les analyses empiriques des interactions verbales et non verbales qui ont lieu quotidiennement entre les individus. Durant les années 1960 et 1970, ce dernier type de recherche a connu un essor sans précédent. Le développement d'une multitude de techniques de recherche dites qualitatives s'inscrivait en grande partie contre l'empirisme supposé de ce qu'il était convenu d'appeler « les données dures » des enquêtes statistiques.

Traditionnellement, les recherches portant sur les attitudes ou encore, ce qui, dans le sens commun, a pris le vocable de sondages d'opinion, ont habituellement fait usage des méthodes quantitatives classiques. Celles sur les représentations sociales avaient, quant à elles, davantage tendance à faire usage de techniques dites plus qualitatives, comme les interviews semi-dirigées. Ces deux types polarisés de travaux empiriques dits parfois macro- et microsociologique ont donné, et donnent encore aujourd'hui, lieu à des prises de positions institutionnelles diamétralement opposées, voire très fermées, sur la valeur respective de ces courants méthodologiques de recherche.

L'idée qui guide le présent chapitre, tout comme ceux qui suivront, est que, comme l'écrivait jadis Auguste Comte, on ne peut étudier les questions de méthode séparément des recherches où elle est employée. La rigueur méthodologique qui s'impose à chaque chercheur s'incarne souvent, selon l'expression de Bourdieu et al. (1968/1983, p.23), dans un certain « ritualisme des procédures » qui cache un manque de vigilance épistémologique. Une telle charge a souvent été portée à l'endroit des utilisateurs des méthodes statistiques, lesquelles sont pourtant généralement perçues comme plus près des critères de validité scientifique. Pourtant, qu'il s'agisse des méthodes quantitatives ou des méthodes qualitatives, ce ritualisme des procédures s'alimente à une « illusion positiviste » selon laquelle les techniques utilisées sont neutres tant méthodologiquement qu'épistémologiquement. En fait, chaque traitement des faits sociaux engage des choix épistémologiques et même une théorie de l'objet.

Se poser des questions d'ordre méthodologique et épistémologique équivaut, notamment, à examiner comment, dans leur mise en œuvre, les méthodes et les théories qui leur sont sous-jacentes manipulent et construisent des objets qui sont de l'ordre du vécu et des rapports sociaux. Bourdieu et al. soulignent la nécessité d'une vigilance épistémologique à l'égard des données utilisées dans le cadre de la recherche. Cette vigilance s'impose dans la mesure où toute recherche porte sur des faits construits et non pas sur des données comme « en soi ». Il y a donc toujours nécessité d'un travail de retraduction par lequel les problématiques et les principes de construction de l'objet sont explicités, à défaut de quoi le chercheur court le risque de se soumettre « bêtement » aux faits (Bourdieu et al., 1968/1983, p. 56).

L'utilisation de la mesure et des instruments de la statistique (élaboration de questionnaire, codage, analyse statistique, etc.), par exemple, représente, selon Bourdieu et al., « autant de théories en acte, au titre de procédures de construction, conscientes ou inconscientes, des faits et des relations entre les faits » (ibid, p. 59). En ce sens, la méthodologie et les questions de méthode ne sont pas que « préceptes technologiques ». Plutôt, elles traitent du choix qui est fait entre les techniques utilisées (qu'elles soient métriques ou non) relativement à deux éléments fondamentaux. Chaque technique utilisée devrait en effet découler d'une interrogation sur « les significations épistémologiques du traitement que les techniques choisies font subir à l'objet et sur la signification théorique des questions que l'on entend poser à l'objet auquel on les applique » (Bourdieu et al., ibid).

5.1 Objectivité et représentativité

La généralisation est l'un des objectifs principaux de l'activité scientifique. Mieux connaître le monde social en général à partir d'études de situations et d'événements particuliers, là réside en effet la raison d'être des travaux que mènent nombre de chercheur(e)s et de spécialistes en sciences sociales.

Cette fonction de généralisation devrait reposer sur une définition claire de ce qui caractérise la démarche scientifique. Or, une telle situation n'est pas acquise. La connaissance, bien sûr, nous situe dans notre rapport au monde. Elle sous-entend une conscience, une compréhension, une familiarisation avec des faits, des informations. La connaissance sous-entend également une action, un apprentissage. La science, quant à elle, n'est le plus souvent associée qu'à l'étude des molécules, de la fission nucléaire, des trous noirs ou autres phénomènes considérés comme étant «d'intérêt scientifique». Pourtant, la science moderne ne se caractérise pas par ce qu'elle étudie mais plutôt par la façon dont elle l'étudie. En ce sens, la science est une méthode. Elle doit donc nous permettre d'étudier autant la structure des molécules que celle des sociétés.

Les concepts de subjectivité et d'objectivité ont souvent été au coeur même des débats entourant le statut scientifique d'une discipline donnée. De par la nature de son objet d'étude, la sociologie, à l'instar des autres sciences sociales, a eu peine à s'affirmer comme discipline scientifique parce que le concept d'objectivité, considéré comme étant au fondement de la rigueur scientifique et impliquant une neutralité et un détachement à l'égard de tout point de vue particulier, collait difficilement à des réalités et des points de vue aussi multiples que ceux engendrés par la structure même des relations sociales.

Le positivisme, suivant lequel la « méthode scientifique » serait l'unique voie vers la vérité scientifique, est à l'origine même de la naissance de la sociologie comme discipline, du moins en Europe. La quête d'une objectivité scientifique participant d'une vision de la société comme objet unifié et statique investi de régularités structurelles était en effet l'axe épistémologique dominant autour duquel ont gravité les travaux des Saint-Simon, Comte, Durkheim et autres. Durant de nombreuses années, et encore aujourd'hui dans une large mesure, la méthode quantitative a été associée à un tel courant de pensée¹.

¹ Pires (1982, p.18) souligne à juste titre que: «le terme 'positiviste' désigne ici moins ceux qui adoptent (parfois) une approche mathématique sophistiquée en sociologie que ceux qui préconisent

À l'opposé, nous avons vu qu'aux États-Unis l'École de Chicago a été, au tournant de ce siècle, le bastion de l'approche qualitative dont l'héritage puisait aux sources mêmes de la tradition de l'idéalisme allemand. Par cette approche, on rejetait non seulement la raideur de la perspective positiviste, mais, comme l'indique Soulet, l'accent était mis sur « tout ce que ne [permet] pas d'analyser une telle conception des sciences sociales : tout le social proche, c'est-à-dire tous les lieux et les moments où le rapport social prend forme dans sa concrétude et non plus ce que l'on pourrait appeler le social construit (1987, p.14) ». Le début du siècle voit donc s'installer une polarisation croissante entre les tenants de ces deux approches, polarisation qui semble encore perdurer aujourd'hui (Pires, 1982). Certains sociologues vont en effet soutenir que la sociologie ne devient scientifique que lorsque les techniques statistiques sont utilisées, alors que d'autres vont répliquer que ces techniques ne peuvent s'appliquer qu'à des objets de recherche particuliers et que la plupart des questions sociologiques ne se prêtent pas à ce genre de traitement.

L'approche qualitative perdra progressivement son hégémonie au profit d'un opérationnalisme où n'est scientifique que celui ou celle qui mesure. Définition, mesure et précision sont, au travers du formalisme mathématique, une seule et même chose et deviennent ainsi le seul critère d'objectivité (Pires, 1982, p. 15). On considère dès lors les données qualitatives comme n'ayant aucun caractère scientifique sans traitement statistique, leur degré de raffinement et d'objectivité étant vu comme plutôt faible. L'« engouement quantophrénique »² va donc dénigrer, voire miner toute démarche visant une généralisation scientifique à partir de données qualitatives; une telle généralisation ne pouvant de toute façon qu'être empreinte de biais et de prénotions. La question de la généralisation des résultats d'une recherche et celle de la représentativité d'un échantillon, ne demeureront pensables qu'au travers d'un prisme statistique, alors qu'une démarche faisant usage de matériaux

l'usage exclusif de certains modèles tirés des sciences naturelles.»

²Nous empruntons cette expression à Soulet (1987, p. 9).

qualitatifs verra dans ces questions sa principale faiblesse et le spectre de l'invalidité scientifique.

Les années 1970 et 1980, en particulier, voient un retour en force des approches qualitatives telle l'étude de cas, une revalorisation des théories substantives de la réalité sociale et, par le fait même, une discussion plus sérieuse des questions de généralisation, d'échantillonnage, etc. Le principe de saturation chez Glaser et Strauss (1967), les notions de représentativité théorique, analytique ou sociologique représentent désormais, aux yeux des tenants du qualitatif, des remparts contre les accusations d'invalidité scientifique du camp positiviste.

La question de la représentativité dans la recherche sociologique touche donc inmanquablement celle de la distinction entre approches qualitative et quantitative. Bien qu'une telle distinction soit de plus en plus perçue aujourd'hui comme antinomie inutile, comme « fausse opposition » (Houle, 1982, p. 4), la mise en valeur d'une représentativité autre que statistique tarde encore à détenir ses lettres de noblesse, vu la multiplicité des approches et l'absence d'unité des diverses méthodes de collecte et d'analyse des données de l'approche qualitative.

Si, comme le soutiennent un nombre croissant de sociologues, les représentativités statistique, théorique ou analytique sont des concepts applicables en fonction du type et de l'objectif des recherches effectuées et, partant, sont aussi valables scientifiquement l'une que l'autre, l'atténuation du schisme entre les approches quantitative et qualitative implique donc une remise en question non seulement de l'idéologie scientiste véhiculée par la première, mais surtout un examen sérieux de ce qui constitue une démarche scientifique en sociologie. Avant même d'aller plus loin, cependant, il importe de dresser les balises conceptuelles qui devraient sous-tendre le rapport à l'objet dans toute démarche de recherche en sociologie, comme dans les autres sciences sociales du reste.

5.2 Le rapport à l'objet

Dans le cas qui nous occupe, il est utile de prendre comme point de départ l'interrogation que formule Houle (1982, p.4) à propos des différenciations entre qualitatif et quantitatif – différenciations « des matériaux d'analyse, des outils d'analyse ou des théories qui légitiment ces approches » — à savoir si celles-ci « renvoient à un objet particulier de recherche ou à la mesure privilégiée suivant qu'elle est mathématique ou non ». Car c'est bien du rôle et des conditions de la mesure qu'il faut traiter ici. Une mesure, non pas limitée à son acception traditionnelle, c'est-à-dire « mathématisable », mais plutôt au sens où elle constitue un processus vers *l'explication*, forme ultime de la connaissance scientifique. Processus de médiation ou phase intermédiaire entre, d'une part, une procédure de description et de définition des qualités de l'objet sociologique³ et, d'autre part, l'explicitation de la structure même de cet objet, la mesure n'est possible que parce qu'on aura au préalable opéré une reconstruction de la réalité immédiate — sorte « d'adéquation au réel » (Testart, 1991, p. 112) —, que parce qu'il y aura eu mise en forme d'un contenu.

Ce rôle central de la mesure dans l'élaboration d'une structure de l'objet de recherche ne vaut donc pas davantage pour une approche (quantitative) que pour une autre (qualitative). En ce sens, c'est le matériau (type de données) qui diffère et non la démarche scientifique qui sous-tend les deux types de recherche⁴.

C'est donc dire que l'intérêt qui guide ces deux types de recherche n'est souvent pas le même. Les observations chiffrées par exemple, bien qu'elles puissent être utiles pour l'étude de cas, ne concernent que des aspects particuliers de l'objet de recherche.

³ Car, comme le dit Granger (1982, p.8), «...les événements nous étant d'abord immédiatement donnés comme qualité...».

⁴ Il est utile de rapporter ici ce qu'écrivait Granger (1982, p.12) concernant ce qui distingue et ce qui ne distingue pas un modèle qualitatif d'un modèle quantitatif : «Un modèle n'est pas qualitatif parce qu'il serait étranger à toute considération de grandeurs, mais parce qu'il prend celles-ci comme moyen et subordonne la détermination des quantités à la détermination des formes».

Les formes sociales qui ne se déploient pas dans un « espace mathématisable » n'offrent que peu de prise à la personne qui privilégie l'enquête statistique comme stratégie de recherche⁵.

Déjà en 1928, Cooley, bien qu'il ait été à cette époque un des rares à l'affirmer de la sorte, mettait en garde contre ceux qui confondaient *précision* et *mesure* (dans son sens mathématique).⁶ Selon lui, il ne faut pas supposer que la mesure est toujours le meilleur type de précision. Il affirme plutôt « qu'il faut choisir une forme de précision qui s'accorde bien avec ce que l'on veut observer : certains types d'observation seront alors quantitatifs (pour être précis) et d'autres seront qualitatifs (également pour être précis) ». Il met donc en garde contre une « survalorisation théorique » de la mesure quantitative, d'une vision qui, sous prétexte d'une soi-disant plus grande rigueur scientifique, réduirait la précision sociologique à la précision mathématique.

Ce qui est fondamental pour bien comprendre le sens généralement donné aux notions de généralisation et de représentativité statistiques, est qu'en partant du principe selon lequel le but ultime de la théorie scientifique en sciences sociales est d'en arriver à rendre explicites les « patterns logiques et persistants de régularité de la vie sociale »⁷, on en vient à reconnaître que ces mêmes patterns de régularité doivent refléter *l'action collective* et les situations de plusieurs individus, non celles des individus pris isolément. Ainsi, selon Babbie (1986, p.20), on ne crée pas de théories sur les individus, mais seulement sur la nature de la vie en commun. Les comportements individuels n'ont donc que peu d'intérêt par rapport aux comportements collectifs. En utilisant l'exemple de la fécondité, Babbie montre que

⁵ Il faut préciser ici que la vision de Testart au regard des méthodes quantitatives contraste, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la perspective de ceux qui voient dans cette méthode LA stratégie de recherche par excellence pour investiguer le social. Ainsi, pour Testart, «les méthodes quantitatives ont depuis longtemps prouvé leur utilité dans les sciences sociales, mais tout au plus ne s'agit-il que d'aides à la réflexion, de méthodes annexes».

⁶ Voir Pires, 1982, p.19.

⁷ Nous empruntons ici l'expression à Babbie (1986, p.17).

bien qu'il existe de nombreuses « raisons individuelles » pour avoir des enfants, le taux de fécondité demeure relativement stable d'une année à l'autre et change habituellement sur une très longue période. Là réside, selon Babbie, l'intérêt de la science.

Le problème avec une telle vision des sciences sociales et de la sociologie en particulier – vision fort différente de celle véhiculée par l'approche qualitative – est l'évacuation du sujet individuel comme point focal d'intérêt scientifique. Un tel point de vue semble prendre pour acquis que la population d'une ville (prise globalement), par exemple, se comporte *socialement* alors qu'un individu ne serait pas et n'agirait pas en fonction du *social*. Il y a donc là une négation du fait que l'individu est une entité sociale au même titre qu'une population. Selon Babbie,

The purpose of social scientific theories is to explain why aggregated patterns of behavior are so regular even when the individuals participating in them may change over time. In another important sense, social science doesn't even seek to explain *people*. Our aim is to understand the *systems* within which people operate, the systems that explain why people do what they do. The elements in such a system are not people but *variables* (1986, p. 20).

On comprend dès lors, avec une telle vision des objectifs de la démarche scientifique, l'importance de la taille des échantillons pour permettre la généralisation des résultats. Les particularités et les exceptions n'ont que peu d'intérêt, seuls comptent les modèles de régularité sociale.

Les limites de l'approche quantitative, ainsi que les nuances que l'on se doit d'apporter au concept de représentativité statistique, ne se réduisent pas à l'objection que nous venons de soulever. Ce qu'il importe également de mentionner est que si la représentativité statistique constitue une des forces notables de la démarche quantitative, l'aspect de l'analyse *sociologique* proprement dite souffre souvent, en revanche, de lacunes qu'on aurait tort de ne pas souligner. Car, dans les mots de Vergès (1989a, p.116), « le sociologue ne doit pas calculer idiot »! Et c'est bien dans le processus de traduction des données sociologiques en données statistiques que se joue, pour l'approche quantitative, la validité de sa démarche. Cette traduction

suppose en effet une réflexion sur la nature des données (Vergès, 1989a, p.122). Puisque dans cette approche chaque forme de données sociologiques correspond à un espace mathématique, il faut donc s'assurer qu'il y a compatibilité entre les hypothèses sociologiques de notre modèle et les postulats probabilistes utilisés en statistique; s'assurer enfin qu'il y a correspondance entre les propriétés mathématiques du modèle et la forme des données. Ainsi, le problème n'est pas tant la présence du formalisme mathématique dans l'analyse sociologique, que la non-congruence des problématiques qui intéressent le chercheur et les méthodes qu'il privilégie pour les comprendre et les analyser (Dubet, 1986, p.286).

5.3 Généralisation et validité scientifique

Dans son livre d'introduction à la recherche sociologique, Babbie (1986) affirme que la généralisation constitue un problème pour l'étude de terrain (field research) parce que :

- a) la nature personnelle des observations et des mesures effectuées par le chercheur peut produire des résultats qui ne pourraient pas nécessairement être obtenus par un autre chercheur indépendant;
- b) même si la démarche qualitative permet au chercheur d'obtenir une compréhension en profondeur de son sujet de recherche, cette compréhension est moins généralisable que des résultats basés sur un échantillonnage rigoureux et des mesures standardisées. En d'autres mots, la première démarche est davantage valide⁸ mais moins fiable que la seconde;
- c) finalement, il y a souvent un problème de généralisation dans les limites mêmes de « l'univers » de recherche choisi puisque le chercheur ne sait pas dans quelle mesure les individus étudiés sont typiques des autres individus appartenant au même « univers ». Le danger de biais encouru dans la sélection des cas y est beaucoup trop élevé pour permettre une telle généralisation.

⁸Au sens de validité interne.

Voilà pour le point de vue associant démarche scientifique et méthode quantitative. Mais pourquoi donc, la question se pose, devrait-on se limiter à une telle correspondance? Pourquoi la représentativité ou la généralisation d'un résultat de recherche serait-elle valide uniquement dans le créneau statistique? N'y a-t-il pas de congruence possible entre la validité scientifique interne de l'approche qualitative (la compréhension en profondeur d'une problématique de recherche) et la fiabilité de ses résultats (c.-à-d. sa validité externe)?

Selon Donmoyer (1990, p.183), « ce que nous ne pouvons dire, nous ne pouvons voir ». Ainsi, l'absence de concepts et d'un langage alternatifs par le biais desquels nous pouvons parler de la représentativité en sciences sociales est une des raisons majeures pour lesquelles les scientifiques s'accrochent à une vision surannée de celle-ci, entraînant par le fait même un dénigrement de l'importance des études de cas. La question est donc de savoir comment nous pouvons transformer et adapter la conception classique de validité externe pour qu'elle soit appropriée pour la recherche qualitative (Schofield, 1990, p.207).

Nous l'avons déjà dit, pour apprécier à sa juste valeur scientifique l'approche qualitative et le type de généralisation qui peut s'y rattacher, on se doit de mettre de côté l'énoncé stipulant que la quantification est une exigence élémentaire et essentielle de toute démarche scientifique. Ce changement de paradigme est rendu nécessaire dès lors qu'on accepte que l'être humain et les sociétés sont d'abord et avant tout qualitatifs dans leur(s) nature(s). Et, contrairement aux revendications des adeptes de la quantification, une telle vision du monde social n'est pas moins scientifique pour autant, ou purement descriptive ou classificatoire, sous prétexte que la qualité d'un objet n'a rien de scientifique en soi (Mayr (1983) cité dans Whyte (1984, p.268-269))⁹. En outre, il faut se demander en premier lieu si nous

⁹ Comme l'indique d'ailleurs Mayr, «one can translate these qualitative aspects into quantitative ones, but one loses thereby the real significance of the (...) phenomena, exactly as if one would describe a painting of Rembrandt in terms of the wave lengths of the prevailing color reflected by each square millimeter of the painting».

connaissions réellement l'objet ou le territoire que nous voulons étudier, ou si nous ne faisons qu'appliquer mécaniquement un instrument de recherche donné (Whyte, 1984, p.266). Il doit donc être clair, comme nous l'avons souligné à maintes reprises jusqu'ici, que l'objet théorique que l'on se donne détermine le choix de la (ou des) méthode(s).

Bien qu'une démarche qualitative soit particulièrement utile pour la compréhension des perspectives des sujets étudiés, pour clarifier les processus en opération dans les milieux étudiés, et pour générer des hypothèses qui peuvent par la suite être testées par le biais de diverses méthodes (Firestone, 1993; Patton, 1990; Lofland et Lofland, 1984), la généralisation ou la représentativité des résultats à d'autres milieux semble être particulièrement complexe¹⁰. Il faut souligner ici que l'objectif premier de l'approche qualitative n'est pas, comme l'indique Schofield,

...to produce a standardized set of results that any other careful researcher in the same situation or studying the same issue would have produced. Rather it is to produce a coherent and illuminating description of and perspective on a situation that is based on and consistent with detailed study of that situation (1990, p.203).

Que la validité interne d'une étude soit absolument nécessaire, nous en convenons, mais il ne s'agit alors nullement de s'attendre à ce que des chercheurs dans une situation similaire, voire dans la même situation, puissent reproduire exactement les mêmes résultats, dans le sens où ces chercheurs, de façon indépendante, aboutiraient à une conceptualisation identique de l'objet de recherche. À la limite, et hormis peut-être les études qualitatives qui sont reproduites dans plusieurs milieux différents, Schofield (1990) fait l'hypothèse qu'il est irréalisable de faire de la reproduction exacte un critère de généralisation dans les travaux de nature qualitative. La question de la validité externe demande donc à être repensée autrement pour la démarche qualitative.

¹⁰ À telle enseigne que nombre de chercheurs faisant usage de méthodes qualitatives donnent à la généralisation de leurs résultats une priorité plus que négligeable ou la voient simplement comme non pertinente pour les fins de leurs recherches.

Contrairement à l'utilisation d'enquêtes statistiques ou de sondages, l'échantillonnage que privilégie l'approche qualitative ne peut faire l'économie du fait que le matériau utilisé pour étude est étroitement lié au contexte duquel il est tiré¹¹. La définition de l'univers étant plus limitée, la logique et la cohérence des processus sociaux étudiés s'accommodent mal d'un échantillonnage aléatoire (Miles et Huberman, 1994, p.27). De plus, selon la théorie des probabilités, une marge d'erreur importante découle de l'utilisation d'un échantillonnage restreint. Le type de généralisation possible ne peut donc pas être celui d'un échantillon d'individus à l'ensemble d'une population donnée, mais plutôt généralisation à une proposition théorique, théorie ancienne ou nouvelle, sur le fonctionnement d'un processus, lui-même intérêt premier de la recherche. Nous parlerons donc de généralisation analytique ou sociologique, plutôt que statistique. Cette généralisation à une théorie plus large (que celle émanant d'une étude particulière) ne signifie pas que les données fournissent des évidences qui prouvent définitivement une théorie, mais plutôt qui peuvent la supporter. Une telle généralisation est, ni plus ni moins, le pendant d'une généralisation que font les chercheurs des sciences physiques et naturelles sur la base de résultats expérimentaux. Yin (1984, p.39) note par ailleurs que le scientifique (de laboratoire) ne songe pas à sélectionner des expériences «représentatives» pour élaborer sa théorie¹². Dans cette optique, le concept de représentativité statistique ne fait aucun sens ou, à tout le moins, n'a aucune importance.

¹¹ Guba et Lincoln (1981, p. 62) soulignent en effet que: «it is virtually impossible to imagine any human behavior that is not heavily mediated by the context in which it occurs. One can easily conclude that generalizations that are intended to be context free will have little that is useful to say about human behavior». Dans un autre ordre d'idées et pour une discussion intéressante de l'importance des contextes où se construisent les rapports sociaux, voir McAll (1994) et Sabourin (1993).

¹² Campbell (1969, 1986) utilise l'expérience de l'hydrolyse de l'eau pour démontrer le même point. Ainsi, cette expérience montrant que l'eau peut être décomposée en atomes d'hydrogène et d'oxygène a pu être effectuée sans qu'il soit nécessaire d'utiliser des échantillons d'eau ou de cuivre qui permettent d'y faire passer le courant. Or la théorie qui en a émergé tient toujours aujourd'hui. Du côté des sciences sociales, Houle (1987, p. 132) affirme quant à lui «qu'il n'est pas nécessaire d'avoir cent chômeurs pour comprendre que de ne pas travailler, c'est du chômage. Et là, si l'on veut un échantillon, c'est que l'on fait intervenir d'autres critères: on veut connaître le chômage en regard de la structure économique ou d'autres variables. On sort du qualitatif».

À la lumière de la littérature sur le sujet, il est évident que la question de la représentativité analytique, théorique ou sociologique – puisque nous les considérons comme des concepts analogues – a connu, au cours des vingt dernières années, un intérêt marqué pour ceux et celles qui privilégient une approche qualitative en sciences sociales. Voyant la portée de leurs travaux mise en doute, voire dénigrée, par les adeptes du quantifiable qui considèrent leur démarche comme non véritablement scientifique parce que trop « locale », ils ont cherché des moyens de conceptualiser autrement la notion classique (c.-à-d. statistique) de généralisation. Bien sûr, les recherches de nature qualitative ne sont pas toutes forcément significatives et efficaces, comme le souligne Granger (1982), mais il n'en va pas autrement pour l'approche quantitative ou dans les sciences dites naturelles ou physiques.

Une telle reconceptualisation était pourtant nécessaire afin de sortir d'une transposition induite des régularités, érigées en lois, entre les causes et les effets du monde physique sur celles, potentielles, du monde social. L'idéal scientifique de la généralisation de ces régularités dans le monde physique doit donc pouvoir s'appliquer d'une façon similaire dans le monde social. Cependant, dans la mesure où, selon Granger (1982, p.11), « l'explication scientifique consiste à préciser dans un phénomène les relations du *local* et du *global* », il faut pourtant reconnaître que les lois générales des sciences sociales et de la sociologie en particulier ne peuvent avoir la même forme que celles de la physique, par exemple, « parce que le statut du particulier [du local] y est différent »¹³.

Cette insistance sur le particulier et le spécifique ne devrait pas, en soi, poser d'obstacle à une généralisation des phénomènes sociaux. Contrairement à la conception classique de généralisation, c'est précisément « en s'enfonçant dans les particularismes », comme l'écrit Testart (1991), qu'on peut arriver à élaborer des « lois sociologiques » générales et ainsi aboutir à une représentativité sociologique.

¹³ Testart, 1991, p.148

Dans une analyse statistique, le chercheur est généralement satisfait s'il parvient, grâce au modèle élaboré, à expliquer entre 20 % et 40 % de la variation de sa variable dépendante. Ce qu'il ne peut expliquer est souvent attribuable soit à des exceptions ou à des particularités qui, justement, ne méritent pas d'attention parce qu'ils ne représentent pas des éléments suffisamment homogènes pour permettre une généralisation à un ensemble plus large d'individus. Avec l'approche qualitative, par contre, ce sont précisément ces particularités, lesquelles découlent justement de la contextualisation du social, qui permettent, par leur compréhension, d'élargir et de compléter les propositions théoriques servant d'assises à une représentativité sociologique des cas sélectionnés.

Il n'est pas question ici, comme nous l'avons déjà souligné, de dénigrer l'importance d'une approche quantitative. Bien que les deux approches ne visent généralement pas le même objectif, quoiqu'en disent certains, l'utilisation des statistiques et de la quantification (c.-à-d. l'encadrement quantitatif) dans une démarche qualitative peut se révéler fort utile en ce qu'elle permet de compléter ou d'approfondir la connaissance d'un sujet. Elle permet par ailleurs de systématiser les résultats obtenus, étape essentielle d'une théorisation formelle d'un phénomène. Il ne faut pas l'utiliser, par contre, « ... pour valider la partie quantifiable de la recherche et reléguer dans l'ombre celle qui échappe à cette forme d'analyse » (Pires, 1982, p.20).

5.4 La société comme ensemble de pratiques d'interprétation

S'écarter d'une vision positiviste de la réalité sociale nous amène à devoir statuer sur la nature de cet « objet-devenu-sujet » sur lequel porte notre réflexion.

La complexité du social et son investigation par le sociologue donnent à penser que ce dernier préférerait, aux dires de Dumont (1993, p.15), « se mesurer à un objet qui invite d'emblée à une solide emprise de l'investigation: un groupe, une organisation, une infrastructure (...). Mais il faut s'y résoudre » poursuit-il « nous sommes incapables de

cerner la nature d'une nation en écartant l'incessant travail par lequel les hommes eux-mêmes interprètent son existence ».

Si les sociétés s'interprètent elles-mêmes, et si le corollaire d'un tel énoncé semble également vrai (c.-à-d. l'existence en société se présente comme travail d'interprétation, nous dit Dumont, p.340), on comprend dès lors ce qui poussait celui-ci à privilégier avant tout l'élaboration d'une science qui «étudierait directement les diverses manières dont les sociétés produisent leurs propres interprétations d'elles-mêmes (p.339)».

Aborder la société comme un ensemble de pratiques d'interprétation contraste donc avec une approche qui voit dans cette même société un (ou des) objet (s) que le sociologue peut manipuler et expliquer par des lois de cause à effet, de sorte que l'étude d'un cas particulier ne serve en rien la science si ce cas n'est pas généralisable à l'ensemble de la société ou, à tout le moins, à une de ses composantes principales. Cette dernière vision, surtout durkheimienne, sous-entend en effet que les aspects subjectifs ne doivent pas préoccuper le scientifique, mais que ce sont plutôt les « faits sociaux », par l'entremise d'une volonté positive de rigueur objective (la première approche ne pouvant apparemment pas être perçue comme telle), qui doivent être observés et analysés.

Voyant la société et ses institutions comme extérieures aux individus, c'est par leurs contraintes sur ces derniers et la « réalité morale » qui s'y rattache (et qui est fait sienne par chaque individu) que Durkheim justifie sa conception de la société comme objet. Ce sont en effet ces institutions « extérieures » à l'individu qui orientent ses comportements et leur donnent sens¹⁴. C'est donc une vision fonctionnaliste et structuraliste de la société – vision où « l'immobile et le structurel » d'une totalité unifiée, dans les mots de Soulet (1987), sont le seul canevas à partir duquel s'élaborerait une scientificité et une objectivité du social – que rejette Dumont.

¹⁴ Ainsi, pour Durkheim (1904, p. 8), l'action sociale consiste «en des manières d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu, et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui».

Cette conception durkeimienne de l'extériorité n'évacue pas pour autant toute référence aux représentations que se font les individus de leur société. En effet, la représentation collective est un concept clé chez Durkheim dans la mesure où c'est par « l'intériorisation » des normes d'une société antérieure à l'individu que se développe un sentiment d'appartenance à ladite société. La distinction que fait Durkheim entre « conscience individuelle » et « conscience collective » montre bien en quoi le statut scientifique accordé à l'étude de la première est moindre comparativement à celui de la seconde. La conscience individuelle comprend les caractéristiques propres à l'individu et qui en font un être unique (par exemple, l'hérédité, le caractère et les expériences personnelles). La conscience collective comprend, quant à elle, l'ensemble des manières d'agir, de penser et de dire ou, en d'autres mots, l'héritage symbolique et celui des pratiques sociales transmis de génération en génération par la société.

C'est parce que l'ensemble des normes d'une société s'imposent et contraignent chaque individu et sa conscience individuelle – bien que Durkheim admette que cette contrainte soit plus ou moins coercitive d'un individu à l'autre – que la conscience collective doit être investiguée. C'est également parce que cette contrainte en vient à ne plus être perçue comme telle, puisque remplacée par l'habitude et la conscience morale chez chacun, qu'elle permet la continuité entre le subjectif et le collectif – à la limite le subjectif n'étant qu'intériorisation du collectif. Les problèmes sociaux (l'anomie chez Durkheim) proviennent de ce qu'il y a rupture dans cette continuité. C'est donc le caractère omnipotent et structurant de la conscience collective qui fait dire à Durkheim qu'il nous faut « considérer les phénomènes sociaux en eux-mêmes, détachés des sujets conscients qui se les représentent; il faut les étudier du dehors comme des choses extérieures » (Durkheim, 1904).

Chez Weber, sociologue de la *Verstehen*, nous trouvons une conception complètement différente, voire opposée¹⁵ de l'action sociale. Pour celui-ci, « l'action (humaine) est

¹⁵ Mais non irréconciliable avec celle de Durkheim comme nous le verrons plus loin.

sociale dans la mesure où, du fait de la signification subjective que l'individu ou les individus qui agissent y attachent, elle tient compte du comportement des autres et en est affectée dans son cours » (Weber, 1947/1964, p. 88). Contrairement à Durkheim, Weber voit donc plutôt l'individu comme agent, comme producteur et interprète de sens et non comme un être sur lequel sont imposées les normes et les contraintes de la société.

L'accent mis par Weber sur le sens et la signification se traduit par une vision « compréhensive » de la science selon laquelle, pour utiliser les mots de Rocher (1969/1992, p. 27), « l'historien, le sociologue, le psychologue, l'économiste peuvent interpréter les phénomènes en prenant mentalement la place des sujets, en s'associant à leurs sentiments ou en adoptant leurs représentations des faits ».

Contrairement à la vision durkheimienne, donc, Dumont (1990, p. 340), tout comme Weber, souligne que « la société n'existerait pas si les individus ne lui donnaient pas vie et sens quotidiennement ». C'est donc par l'étude des représentations sociales – les manières d'interpréter et de penser la réalité quotidienne – que l'explication du social est possible. Non pas en évinçant les sujets de ces représentations, mais en partant d'elles, en les faisant siennes, permettant ainsi une explication « de l'intérieur ». Mais, loin d'être la simple mise en lumière des vécus individuels, une telle science de l'interprétation doit être en mesure de permettre une généralisation qui est sociologique ou théorique – elle doit donner prise à une rigueur scientifique qui tend vers l'objectivité.

5.4.1 L'interprétation comme phénomène social

L'étude de la « construction sociale de la réalité », la sociologie de la connaissance telle qu'élaborée par Berger et Luckmann (1967), soutient que la connaissance n'est pas que théorique, scientifique ou idéologique. Peu d'individus théorisent, mais tous, au sein d'une société, participent à sa connaissance, à son interprétation. Ainsi, selon eux, c'est

la connaissance du sens commun, plutôt que les idées théoriques, qui doit constituer le coeur d'une sociologie de la connaissance.

Pour Garfinkel (1967), fondateur de l'ethnométhodologie, les individus étudiés par les scientifiques du social sont aussi, à leur manière, praticiens d'une méthodologie, sans toutefois en être conscients. Ces individus observent le monde qui les entoure et en font des déductions, en tirent des interprétations. Tous sont, selon lui, des scientifiques « profanes » du social. Tous altèrent leurs « théories » à la lumière de leurs expériences. Ce qui, par conséquent, lui faisait dire que les intellectuels qui étudient le social ne sont pas, en raison de leur entreprise, vraiment différents en regard du reste des membres de la société. Garfinkel désirait montrer que les scientifiques du social, en dépit de leur prétention à une « méthode scientifique », dépendent fondamentalement des mêmes pratiques ou méthodes populaires (folk methods) pour constituer la réalité des choses qu'ils étudient. Ils n'ont, selon lui, aucun point de vue privilégié pour aborder cette réalité.

Pourtant, si ce « raisonnement pratique », ce « travail sociologique » qu'effectue le scientifique profane qu'est monsieur-et-madame-tout-le-monde semble réel, l'on ne peut réduire la recherche scientifique à la simple narration d'un vécu, à une seule interprétation, même si, comme le souligne Houle (1993, p.49), la sociologie a déjà connu une période où « la richesse du récit était telle qu'il suffisait de la publier avec une note introductive, au besoin ». Mais avant même de nous interroger sur le statut épistémologique du projet du chercheur, attardons-nous d'abord sur ces pratiques de l'interprétation qui constituent le quotidien en société.

Schütz (1962, p. 3-9, p. 207-259) a proposé un certain nombre de traits qui, selon lui, constituent autant d'aspects fondamentaux de la « conscience » qu'ont les individus de leur quotidien. Parmi les plus importants, notons :

- 1) *La réciprocité des perspectives* : chaque individu fait certaines suppositions ou hypothèses à l'égard du monde qui l'entoure, suppose que tous les individus présents

font les mêmes suppositions, et que ces individus supposent à leur tour que les autres font les mêmes suppositions. En fait, s'il y avait inversion des positions, on suppose que chacun verrait le monde tel que perçu par l'autre.

2) *Objectivité et caractère véridique des apparences* : chaque personne suppose que le monde est tel qu'il apparaît, qu'il est objectif et « factuel » et non pas quelque chose qui serait construit subjectivement; le doute est suspendu.

3) *Fonds ou répertoire de savoir commun* : les individus interprètent leur situation en utilisant un répertoire de symboles, tels les mots qui forment leur langage et les autres savoirs propres à leur culture. Ce savoir est social et l'on suppose qu'il va de soi pour tous.

Schütz n'y voit pas là la seule façon par laquelle les individus abordent la réalité du monde, mais elle est à ses yeux la plus répandue, celle qu'il nomme la réalité ordinaire omniprésente. L'élément qui demande considération par-dessus tout, cependant, c'est le pouvoir réflexif que possède chaque individu dans le déroulement incessant de la vie sociale. Ce caractère réflexif, nous dit Giddens (1984, p.3), ne se réfère pas simplement à une conscience de soi, mais attribue au comportement humain une capacité d'intention, d'orientation réfléchie de l'action. Selon Giddens, être humain signifie donc être « agent d'intentions », qui non seulement use de raisons pour justifier ses actions, mais qui peut également, sur demande, développer un discours à propos de ces mêmes raisons (y compris mentir à leur sujet). Nous pouvons donc parler ici de rationalisation de l'action, de « compréhension théorique », non en tant qu'état, mais plutôt comme processus inhérent à la compétence de ces agents.

À la lumière de ce que nous venons de dire, vivre en société c'est également et surtout communiquer du sens. Parler, nous dit Dumont (1993, p. 340), c'est « faire résonner dans le langage une capacité de référence. (...) [C'est] délimiter et interpréter un contexte pour moi et pour autrui ». Il en va de même des comportements qui n'impliquent pas la parole : « en me conformant à des modèles d'action, je recrée un milieu que je partage avec d'autres ».

La communication du sens entre acteurs, tout comme l'interprétation qui lui est concomitante, se fait souvent dans l'interaction sociale, dans l'intersubjectivité, dans un contexte de « co-présence », selon le terme de Giddens. Nous reconnaissons là un des critères qu'utilise Weber pour déterminer le caractère social de l'action : les personnes doivent tenir compte du comportement des autres, de la présence ou de l'absence physique d'autrui. Cet élément « interactionniste » de l'action sociale ne représente cependant qu'une partie de ce qui constitue la relation sociale, laquelle n'implique pas nécessairement ce critère de co-présence physique. Nous touchons alors à cette capacité de référence dont parle Dumont, à des pratiques découlant de manières collectives d'agir et de penser, à des interprétations que façonne le milieu social (et qui contribuent à le construire en retour). Nous désignons par là le concept de représentation sociale.

Giddens éclaire davantage cette capacité réflexive des agents par la distinction qu'il fait des consciences pratique et discursive¹⁶. Il définit la conscience pratique comme étant ce que les acteurs savent (croient) à propos des conditions sociales, incluant, en particulier, les conditions de leur propre action, mais qu'ils ne peuvent exprimer par le discours. La conscience discursive, quant à elle, désigne plutôt ce que ces mêmes acteurs sont capables de dire, d'exprimer verbalement à l'égard de ces conditions sociales, incluant surtout les conditions de leur propre action. Il s'agit alors d'une conscience de forme discursive.

Mais il faut se demander dans quelle mesure ces agents que sont les acteurs sociaux sont eux-mêmes connaissant des caractéristiques sociales des systèmes sociaux qu'ils produisent et reproduisent par leur action. Quelles sont les limites de leur connaissance des conditions sociales de leurs actions? En dépit de leur capacité de « théoriser » le quotidien, les sujets sociaux sont en général surtout préoccupés par l'utilité pratique des connaissances qu'ils acquièrent et appliquent dans leur quotidien. En d'autres mots, le

¹⁶ S'inspirant lui-même des divers ténors de l'ethnométhodologie et de la phénoménologie.

sens commun ne considère que l'aspect sensible des faits, et il ne retient que ce qu'il voit.¹⁷ Il est donc fort probable que les influences sociales, les éléments fondamentaux de l'organisation institutionnelle de la société, leur échappent, voire biaisent ou déforment leur perception du réel ou ce qu'ils tiennent pour connaissance de cette réalité.

La sociologie ou l'anthropologie n'est pas nécessairement plus à même de révéler à ces sujets sociaux, par l'intermédiaire d'une méthode de « génialité créatrice »¹⁸, cette réalité occultée puisque, selon Dumont, ces sciences de l'Homme, tout comme les pratiques de la vie quotidienne, ne consistent pas à dire la réalité, mais à confronter un monde empirique à un monde imaginaire ou symbolique – ce dernier étant pourtant aussi réel que le premier. La science contribue, elle aussi, tout comme les idéologies et la littérature, à l'édification de nos représentations sociales, mais contrairement aux autres pratiques d'interprétation, elle prétend à la critique, elle « problématise » ces pratiques. Quel est donc, alors, le statut épistémologique du projet du chercheur? En quoi se distingue sa pratique de celle des autres acteurs sociaux?

5.4.2 L'interprétation comme critique du social

Le problème qui nous interpelle ici est, en un sens, similaire à celui ayant dominé jusqu'à maintenant la tradition herméneutique, laquelle, à l'origine, visait l'interprétation des textes anciens. Comment, en effet, peut-on comprendre, dans un contexte qui nous est propre, quelque chose ayant été écrit, imaginé, pensé dans une situation radicalement différente? Une interprétation appropriée ne devrait-elle pas permettre une interaction mutuelle des deux contextes? Pour Gadamer (1975), cette « fusion des

¹⁷ Halbwachs, cité dans Dumont (1981, p. 115). Hamel (1997, p. 100) souligne que ce n'est pas tant parce que la conscience de l'acteur est limitée que les dimensions du système social échappent à sa conscience, mais plutôt parce que sa conscience pratique n'est pas seulement constituée par les dimensions du système social mais également par l'addition de tout un ensemble de dimensions caractérisant l'action (historique, psychologique, sociale, etc.).

¹⁸ Molino, 1985, p. 288.

horizons » est nécessaire en dépit des difficultés inhérentes à une telle « transposition » d'un contexte dans un autre. Les catégories par lesquelles nous pensons étant créées par l'entremise du langage, des contextes différents impliquent en effet des langages différents, des façons de voir et d'interpréter qui demandent traduction. Comment une telle traduction est-elle possible? La compréhension, nous dit Gadamer, ne peut s'envisager que dans la mesure où nous utilisons les concepts qui nous sont propres pour tenter de comprendre ce qui est autre. Nous ne pouvons faire fi des préjugés¹⁹ de notre propre « tradition » et la seule entreprise réaliste consiste à inclure une vision autre du monde à la nôtre.

Le savoir du sens commun ne peut, ni ne doit, être traité ainsi comme simple obstacle à une explication valide et véridique de la vie en société. Comme l'indique notre référence à Dumont en page 161, nous ne pouvons décrire et expliquer l'activité sociale sans connaître ce que les membres constitutifs d'une société connaissent eux-mêmes, tacitement ou explicitement. Ayant accepté la nécessité de cette « connaissance mutuelle », nous dit Giddens, que l'observateur sociologue et les autres membres de la société ont en commun, le problème réside dans la difficulté, voir l'impossibilité, qu'éprouvent les tenants d'une approche interprétative en sciences sociales à maintenir une distance critique par rapport à la connaissance des sujets observés. La tâche de l'interprète demeure par le fait même limitée à un travail d'ethnographie — étape nécessaire quoique non suffisante d'une démarche scientifique —, à la tentative herméneutique d'une « fusion des horizons »²⁰.

Les questions qui surgissent dès lors sont celles que formule Dumont : « ... comment une science qui prend en considération les interprétations qui la précèdent se place-t-elle en retrait par rapport à ce qu'elle prétend comprendre? » (1993, p. 348); « Puisque les sciences systématiques de l'homme, telle la sociologie, ne reflètent pas une quelconque réalité humaine, mais la construisent, comment ces constructions sont-elles

¹⁹ «Je renonce au préjugé qui consiste à imaginer qu'on puisse renoncer à tout préjugé...» nous dit Todorov (1991, p. 39).

²⁰ Voir Giddens, 1984, p. 336.

possibles? Par quelle ruse peuvent-elles prendre place dans ce qui se révèle à nous comme expérience vécue? »(1981, p.60); et enfin, « ... entre le vécu, d'où viennent à la science les intuitions des lois, et les modèles où elle projette ses lois à elle sur le vécu, quelle décision, quelle justification peuvent donc intervenir? » (1981, p.107).

La distance critique nécessaire à tout travail qualifié de scientifique nécessite un examen de cette même pratique. À la suite de Dumont et de Todorov, il importe pour le chercheur de viser à éprouver, en tentant de la faire sienne, la situation et la condition de « l'observé ». C'est en détachant de leurs finalités les propos recueillis auprès de ce dernier, après en avoir saisi le sens (celui construit par ce non-moi), et en les ramenant dans un univers qu'il a lui-même construit, que le sociologue participe à ce *premier moment de l'objectivité*. Cette rupture d'avec le sens commun, si elle est nécessaire, ne fait néanmoins pas, à elle seule, l'originalité de la démarche scientifique.

Dans la distinction qu'il établit entre le savoir mutuel (*mutual knowledge*) et le sens commun, Giddens voit une issue possible à l'impasse dans laquelle se retrouve le sociologue qui, tout en assumant le savoir de l'observé, doit rompre avec celui-ci. Par « savoir mutuel », Giddens fait référence au respect *nécessaire* que doit manifester le chercheur à l'égard de l'authenticité des croyances que tiennent les sujets qu'il observe. Ce savoir est *mutuel* en ce qu'il désigne un « savoir pratique » de l'activité sociale quotidienne tel que partagé par l'observateur-sociologue et l'observé. Ce respect est *nécessaire* parce qu'il constitue la condition essentielle permettant d'accéder à une description valide de l'activité sociale. Il se traduit ainsi par une conception en terme de connaissance, plutôt que de croyances (*propositional beliefs*), de la façon dont les acteurs fonctionnent et évoluent dans les différents contextes de la vie en société. Une telle vision est nécessaire dans la mesure où l'impératif de la description exige la suspension de tout scepticisme.

Par « sens commun », Giddens désigne les *croyances* à partir desquelles s'articule la conduite des activités quotidiennes. Il faut convenir ici que la nuance entre les deux concepts est analytique. Ainsi, le sens commun est un savoir mutuel traité non comme

connaissance, mais comme croyances faillibles, c'est-à-dire dont la validité peut être remise en question. Giddens nous exhorte ainsi à séparer analytiquement l'aspect méthodologique de l'aspect critique inhérent à toute démarche scientifique. Une conceptualisation en termes de connaissance (savoir mutuel) renverrait ainsi à une description, alors qu'une conceptualisation en terme de croyances faillibles (sens commun) renverrait quant à elle au premier moment d'une démarche analytique, c'est-à-dire explicative.

Cette distinction importante entre des règles d'interprétation descriptives et explicatives est également soulignée par Houle (1987) qui indique que leur confusion est souvent un élément qui caractérise la faiblesse de l'analyse clinique. Selon lui,

Les règles descriptives sont à la base de tout travail scientifique, alors que les règles explicatives sont partie prenante de l'objet d'analyse de toutes sciences, qu'elles soient sociales ou non. Cette distinction est fondamentale : les règles secondes (explicatives) ne peuvent que suivre les premières (descriptives), leur confusion ou leur conjugaison dans le même temps ont été et sont à l'origine des divers positivismes en sociologie... (p.85).²¹

Il faut donc, selon Houle (1987, p. 86) d'abord décrire ces pratiques d'interprétation dans l'ordre de ce qu'elles sont, c'est-à-dire de les déconstruire empiriquement pour pouvoir les reconstruire théoriquement dans une forme (seconde) et selon des règles propres à la démarche sociologique.

Décrire aiderait à *comprendre* (ou se ferait dans un même temps), au sens où Weber l'entendait, c'est-à-dire qu'il faut comprendre le vécu des acteurs sociaux et leurs significations pour pouvoir les expliquer. Ainsi, loin de corroborer la dichotomie classique « expliquer / comprendre », le raisonnement élaboré jusqu'ici donne plutôt à penser qu'expliquer n'est pas le contraire de comprendre mais en serait l'aboutissement. Dans les mots de Dumont, « expliquer (...) c'est ce à quoi comprendre invite. [...] [C'est

²¹ Nous nous permettons d'ajouter également cette phrase de Molino (1985, p.302), elle-même citée par Houle (1987): «...psychanalystes et sociologues interprètent au lieu de se donner comme premier but de décrire les processus de signification tels qu'ils se présentent à l'observation; et dans ce cas interpréter veut dire donner à une conduite une signification de même type que la signification linguistique et qui sert en même temps d'explication à la conduite.»

expliciter] ce qui est déjà présent dans l'exercice de la compréhension, même si à partir de ces implications elle se mue en autre chose et semble faire éclater à la fin la forme qui lui a donné naissance »²².

Si la reconstruction théorique de données « déjà pourvues de sens » est l'objectif ultime du projet du chercheur, comment s'effectue alors cette reconstruction? Comment passe-t-on de la compréhension — qu'implique toute description — à l'explication? Expliquer, théoriser, c'est révéler une *structure*²³ qui, pour prendre forme, doit d'abord émerger de régularités, de constantes qu'un enchaînement de sens rend possible. Par le biais de la description, le chercheur ramène tout d'abord les expériences vécues à des faits, permettant par la suite une conceptualisation de cet enchaînement de sens qu'entérinera l'explication. Décrire n'entraîne pas nécessairement une rupture de sens d'avec ces expériences vécues; ce n'en serait que la première étape.

Il faut sortir le fait de la chaîne du sens, comme le dit Piaget (1963), pour le renvoyer à un autre schéma (ensemble formel, système déductif de lois) qui en deviendra le générateur. Mais cette seconde phase n'est pas suffisante puisque l'intelligibilité de ce schéma ne dépend pas tant des faits qu'il prétend expliquer que de la logique du modèle élaboré par le chercheur. L'explication, bien qu'elle puisse rendre compte d'une certaine régularité des faits par l'intermédiaire d'un modèle plus ou moins abstrait, doit nécessairement aboutir à un ensemble réel et concret vérifiable par l'expérience, où « les articulations [logiques] de la déduction correspondront aux liaisons [réelles] entre les objets »²⁴.

²² Dumont, (1981, p. 130-131). Celui-ci formule également le caractère dynamique de l'action qu'est la compréhension en affirmant que « ...la compréhension est réduction au même, à ce qui a déjà été compris d'une certaine manière, et mise en question du déjà vécu pour comprendre encore » (1981, p. 138).

²³ Granger (1982) dira qu'il n'y a de science que du structurable.

²⁴ Piaget, (p.127-129). Piaget parle également de la nécessité que «la déduction explicative reflète celui des antécédents et des conséquents intervenant dans le déroulement réel et temporel des événements».

L'explication est donc rendue possible par ce respect préalable²⁵, chez l'observateur-théoricien, de la connaissance acquise par l'observé. C'est par cette « double herméneutique », pour reprendre l'expression de Giddens, c'est-à-dire cette croisée entre deux structures de significations — celle du sociologue et du sujet observé — que peut émerger une science du social. Le sens commun, alors considéré comme connaissance puis comme ensemble de croyances, sert donc dans un premier temps de support à une telle science pour, ensuite, devenir objet de ruptures dans et par celle-ci.

Ayant tenté ici de jeter un peu de lumière sur ce qui constitue le projet du sociologue et son aboutissement, et puisque nous avons déjà montré l'importance du sens commun comme savoir propre plutôt que comme simple matériau informatif pour le sociologue, force est de convenir qu'il nous faut aller plus loin; ces « savoirs indigènes » recèlent une qualité, un statut théorique spécifique qu'il reste à identifier. Ainsi, un tel exercice nous permettrait de faire le pont « théorique », voire « épistémologique », entre le savoir de l'observateur et celui de « l'observé ».

5.5 Statut théorique du sens commun comme connaissance

La position que nous avons tenue jusqu'ici est que la réalité, le rapport au monde qui y est constitutif, de même que la variété des savoirs dans les sociétés humaines, sont socialement construits. Les processus par lesquels cela se produit, par lesquels tout corpus de connaissance vient à être socialement perçu comme étant « la réalité » revêtent donc une importance scientifique majeure.

La science, comme forme de savoir, doit obéir à certaines normes, certaines « règles de méthode » que le chercheur se doit d'explicitier comme garantie du caractère scientifique de sa pratique. Toute théorie, toute méthodologie n'est en ce sens possible que parce que des règles spécifiques participent à leur mise en forme. Il n'en va pas autrement du sens commun, comme le rappelle Houle (1987). Contrairement à la

²⁵Solidarité de référence plutôt qu'identification à l'autre, selon Dumont.

pratique scientifique, toutefois, dont les règles sont (ou devrait être?) explicites, le sens commun possède des règles qui sont, la plupart du temps, implicites et qui n'ont pas à être explicitées par « l'homme de la rue ». Ce savoir n'en est pas moins réel pour autant et, par le fait même, ne doit pas être dissous dans une vision qui ne relèverait que son caractère subjectif et non scientifique. Ce qui importe par-dessus tout, et qui fait la spécificité et la relativité respective de chaque savoir, c'est de ne pas confondre les règles propres à chacune de ces pratiques. Comme le souligne Houle (1987), à la suite de Granger (1967),

...les règles de connaissances caractéristiques du sens commun seraient, dans cette perspective, constitutives d'un modèle concret de connaissance, par opposition au modèle abstrait que construit le chercheur; si, dans ce dernier cas, « les éléments ne sont pris que comme supports neutres de relations qui définissent la structure », dans le cas du sens commun « les éléments sont de même nature que ce qu'ils représentent : ils appartiennent au vécu (p.84) ».

La société vue comme pratiques d'interprétation, comme objets de connaissance – connaissance scientifique autant que savoir de sens commun – exigerait, pour son appréhension scientifique, une théorie du rapport au monde, une « théorie de l'altérité » (Houle, 1989). L'étude des pratiques individuelles et collectives comme autant de rapports au monde, nécessite une théorie, une sociologie de la connaissance qui devient dès lors le « passage obligé de toute sociologie » (Houle, 1987, p. 86). Ainsi, puisque la connaissance est un processus social, le sociologue ne peut faire l'économie d'une reconstitution empirique et d'une description de ce processus avant d'en faire l'analyse. Autrement dit, puisque le chercheur se doit de considérer le sens commun comme savoir vrai et légitime, il se doit, par le fait même, d'identifier, de mettre au jour, bref, d'explicitier les règles (méthodologiques) propres à ce savoir et qui en font sa spécificité.

Les règles sous-jacentes à ce modèle concret de connaissance qu'est le sens commun sont des règles qui structurent l'expérience du vécu, des règles de construction de la réalité. Ces mêmes règles implicites sont repérables dans l'expérience par l'entremise de discours, comme constituants du langage. Suivant ce raisonnement,

... ces règles à l'oeuvre dans la conscience sont bien des règles sociales. Le sens commun est une forme sociale de connaissance dont la logique renvoie aux modalités de cette mise en forme, *c.-à-d.* à la relativité des rapports sociaux dont les propriétés sont alors saisissables dans la construction qui en est faite comme forme sociale,

comme rapport social spécifique suivant des règles qui sont la construction de cette logique sociale dans la conscience, par et dans le langage (Houle, 1987, p. 85).

À la lumière de ce raisonnement, il apparaît clairement que la mise au jour et la description des règles implicites qui fondent et structurent le rapport au monde dans le sens commun sont un préalable essentiel à toute tentative d'explication sociologique. Dans la mesure où l'on conçoit que les rapports en société sont construits et reconstruits quotidiennement par des agents qui en interprètent les normes, les institutions et les structures, ces pratiques d'interprétation qui fondent toute société doivent nécessairement faire l'objet d'une théorie de la connaissance qui rendra explicites les modalités et les règles de leur mise en forme.

5.6 Vers une science des pratiques d'interprétation

... il n'y a pas de théorie générale [en sciences sociales] parce qu'il n'y a pas de théorie de la connaissance satisfaisante (...). Il n'y a pas de théorie de la connaissance satisfaisante parce qu'il n'y a pas de théorie de cet objet qui est aussi fait de connaissance (Houle, 1987, p.86).

Un des problèmes majeurs inhérents à l'étude de la société est, et fut de tout temps, l'incapacité de concevoir un mode d'appréhension du social qui, tout en plaçant l'objectivité et la scientificité au coeur de son entreprise, puisse se distinguer des modalités d'appréhension spécifiques aux sciences physiques et naturelles. Au centre de ce litige se trouve l'être humain et ses particularités idiosyncrasiques dont les pratiques d'interprétation n'intéresseraient pas les sciences sociales parce que trop singulières, trop incompatibles avec l'élaboration de lois représentatives de l'ensemble des pratiques discernables en société. L'objectif des sciences sociales, de la sociologie en particulier, est donc de privilégier les normes, les structures, les représentations collectives dans la mesure où les contraintes qu'elles font peser sur les individus permettent d'expliquer le fonctionnement de la société et les rapports sociaux qui en découlent.

Il y a eu bien sûr la tradition de l'école de Chicago et ses histoires de vie, le sujet observé ayant alors acquis une place de choix comme « objet devenu sujet ». Pourtant, les lacunes méthodologiques et théoriques ont eu raison de cette entreprise qui, ou bien était peu préoccupée par les notions de représentativité et de généralisation des résultats de ses recherches, ou bien restait confinée à une « méthode scientifique » positiviste qui, compte tenu de sa démarche et de ses sujets de recherche, ne pouvait être la sienne.

Après une trop longue absence, le « sujet » serait désormais de retour. Grâce aux écrits et aux travaux des Weber, Mead, Schütz, Garfinkel, Goffman et autres, la société ne peut plus être étudiée sans considérer qu'elle est constituée de pratiques d'interprétation qui en structurent l'existence, l'organisation et le développement. Les principales composantes de la vie en société seraient désormais saisissables au travers de sujets à qui l'on aurait restitué leur statut d'agents de connaissance et de changement, et non plus à travers des objets réifiés dont la description suffirait à expliquer la structure et l'évolution des rapports sociaux.

Ayant dès lors convenu que la vie en société est interprétation, que nous cherchons un sens dans chacune de nos sensations, dans chacune de nos expériences, que nous ne confrontons pas la réalité directement, mais plutôt par l'intermédiaire d'une interprétation conceptuelle, et que ces pratiques d'interprétation sont repérables dans le langage, c'est donc une science de ces pratiques, de ces représentations sociales que l'on voit poindre à l'horizon. Cette science ne chercherait pas, comme nous le rappelle Dumont, à étudier les représentations sociales en tant que contraintes, et donc, à expliquer « de l'extérieur » des représentations que, somme toute, les sujets contribuent à élaborer et à structurer, mais plutôt à étudier ces représentations dans et par les sujets connaissants. Une telle science ne vise pas à nier l'importance et le caractère « objectif » d'une société omniprésente par ses règles, ses lois, ses normes et ses structures, mais plutôt à reconnaître que ce sont là des éléments qui sont redevables, pour leur existence, aux individus qui les interprètent.

Nous avons vu que le sens commun, tout comme le savoir scientifique, possède des règles qui sont autant de modalités de son existence. C'est par une mise en lumière de ces règles que nous repérons l'objectivité qui leur est propre et qu'elles contribuent à construire. On en vient dès lors à comprendre l'importance d'une théorie de la connaissance (de l'interprétation?) qui se révèle être une étape inévitable pour toute sociologie. L'interprétation est inévitable en sciences sociales comme pour tout processus de connaissance. C'est cependant par l'explicitation des règles qui permettent de construire ce rapport d'altérité avec le monde qu'une objectivité est possible, qu'une science de l'interprétation peut aspirer à une crédibilité qu'on lui avait depuis longtemps refusée.

Chapitre 6 : L'anatomie des attitudes « raciales »

Le présent chapitre ainsi que les trois qui suivent constituent le matériel empirique central de la présente thèse à partir duquel nous tenterons de répondre à la question de savoir si une sociologie des attitudes discriminatoires et des comportements racistes est possible. La raison d'être de ce « bloc » de matériel empirique est de mettre en lumière les résultats de quatre enquêtes importantes sur les attitudes et d'autres phénomènes sociocognitifs qui ont été effectuées aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, au Québec et à Toronto. Il s'agit de montrer dans quelle mesure ces enquêtes permettent de comprendre l'interaction entre les attitudes et les comportements et, par-dessus tout, l'influence que ces attitudes discriminatoires peuvent avoir sur l'exclusion de catégories particulières d'individus dans la population.

La plupart des approches traditionnelles visant à mesurer des attitudes ou, disons, tentant d'estimer l'ampleur des préjugés en matière de relations ethniques, ont, pour l'essentiel, élaboré leur instrument de mesure en fonction des perceptions des répondants. Par exemple, les individus optant pour un choix de réponse que les auteurs d'une enquête associent à un stéréotype négatif, sont généralement désignés comme faisant montre de préjugés. Or, non seulement certaines perceptions classifiées comme préjugés ont-elles en réalité un fondement factuel, mais, de plus, qu'elles soient négatives ou positives, les perceptions de différences entre les groupes ethniques peuvent être expliquées de plusieurs façons. Certaines font montre d'attitudes favorables alors que d'autres révèlent, sans équivoque, des attitudes négatives. En d'autres mots, une perception en elle-même ne fournit guère d'éléments sur la façon dont un individu réagira envers un membre d'un groupe ethnique donné.

L'idée suivant laquelle la mesure des préjugés fondée essentiellement sur l'examen des perceptions serait une approche inadéquate à des fins d'élaboration d'indicateurs de préjugés ou d'attitudes en matière de relations « raciales » est le point central du présent chapitre. Pour ce faire, nous examinerons en détail un projet de recherche d'envergure mené aux États-Unis au cours des années 1970, lequel s'est traduit par la publication, en 1983, d'un ouvrage intitulé « *The Anatomy of Racial Attitudes* »¹. Ce projet s'inscrivait alors dans le cadre d'un programme beaucoup plus large d'élaboration d'indicateurs sociaux à l'Université de Californie (Berkeley). Ainsi, le Centre de recherche et d'enquêtes de cette université tentait non seulement d'élaborer des modèles d'indicateurs sociaux dans trois champs particuliers (les préjugés raciaux, l'aliénation politique et le statut des femmes) mais travaillait également à mettre de l'avant une méthodologie générale de mesure d'indicateurs sociaux, indicateurs qui, on le souhaitait, permettraient d'étudier des volets importants de la qualité de vie en société. Dans le champ qui nous occupe, l'objectif principal était de développer une série d'indicateurs sociaux des préjugés raciaux ou, pour le dire à la manière des auteurs de ce projet, des indicateurs qui permettraient une meilleure compréhension de l'anatomie des attitudes raciales des Blancs aux États-Unis.

6.1 Objectifs et Structure de l'enquête

Un des intérêts particuliers de ce projet de recherche réside dans le fait que la démarche d'analyse présentée par les auteurs se veut chronologique. Apostle et al. (1983, p. 6) soulignent qu'il en est ainsi pour au moins trois raisons : d'abord parce que les idées ayant inspiré le projet à l'origine furent modifiées au fur et à mesure de son évolution et que la documentation de ces modifications et de leur évolution a permis de montrer l'interaction entre les idées et les données ; ensuite, bien que les décisions prises tout au long du projet ne furent pas toutes bonnes, le fait d'en relater

¹ Étude réalisée par R.A. Apostle, C.Y. Glock, T. Piazza et M. Suelzle, University of California Press. Ce projet a également permis la réalisation d'au moins deux thèses de doctorat au département de sociologie de l'université Berkeley (R.A. Apostle, 1975 et M. F. Suelzle, 1977).

les détails revêt un côté instructif pour la communauté des chercheurs ; enfin, cette démarche chronologique permet de mettre en lumière les difficultés qui émergent dès lors qu'on tente d'élaborer des indicateurs sociaux.

Apostle et al. posent quatre questions fondamentales dans le but d'aiguiller leur recherche. Tout d'abord, sur quelle base pouvons-nous affirmer que certaines personnes ont des préjugés raciaux et d'autres non ? Comment fait-on la distinction ? Deuxièmement, dans la mesure où l'intensité des préjugés varie d'un individu à un autre, comment peut-on déterminer ce degré d'intensité ? Troisièmement, n'y aurait-il pas lieu d'établir une distinction de genre plutôt que (ou en sus de) une distinction de degré ? Enfin, dans la mesure où il semble que le préjugé soit un concept analytique controversé en sciences sociales ou, du moins, compte tenu des problèmes entourant sa neutralité comme concept scientifique, ne serait-il pas préférable de le remplacer par un autre pouvant davantage décrire les modes d'interaction entre les groupes ?

À la suite de Harding et al. (1954) qui considèrent que les préjugés peuvent s'exprimer selon un mode cognitif (c.-à-d. par la manifestation de croyances négatives à l'égard d'exogroupes), selon un mode affectif (par le biais de sentiments négatifs par exemple) et selon un mode conatif (selon qu'ils impliquent un ensemble d'idées ou d'attitudes portant le germe de la discrimination ou de comportements négatifs), Apostle et al. optèrent pour l'inclusion des aspects cognitifs et conatifs, mais préférèrent exclure l'aspect affectif compte tenu de la difficulté à mesurer des sentiments. De plus, ils préférèrent utiliser le terme de « perception » plutôt que celui de « cognition » afin de cerner ce que pensent, croient et conçoivent les individus en matière de relations raciales. La perception des différences entre Blancs et Noirs n'est toutefois pas entendue ici au sens strictement psychologique du terme dans la mesure où elle sous-entend l'idée d'une construction sociale de cette différence.

Afin de pouvoir élaborer des instruments de mesure de préjugés à l'égard des Noirs, il semble qu'il faille d'abord, selon Apostle et al., tenir compte de la façon dont ces différences sont perçues. En d'autres mots, ce que les Blancs pensent des Noirs serait intimement lié, du moins en partie, au fait de percevoir ou non que les uns sont différents des autres. Cependant, la manifestation de perceptions négatives ne signifie pas pour autant le signe d'un préjugé, encore doit-on savoir si elles sont fondées ou non. La faiblesse d'une mesure qui dépendrait essentiellement de la présence ou non de stéréotypes, par exemple, tient notamment au fait que ces stéréotypes peuvent disparaître sans que soient modifiées les attitudes « profondes » à l'égard des groupes racisés.

Les auteurs furent d'abord inspirés par l'étude de Glock et al. (1975) effectuée auprès d'adolescents, laquelle montre que les façons dont les individus répondent ou réagissent face à un exogroupe dépendent moins des différences perçues que de la façon dont ils s'expliquent ces différences. Ainsi, dire que les Noirs affichent des attitudes nonchalantes et semblent paresseux revêt un sens tout à fait différent selon que ces attitudes et cette « apparente » paresse sont expliquées comme un trait de caractère inné des Noirs ou alors comme résultant du fait que les Noirs se sont vus nier, durant plusieurs générations, l'accès aux opportunités d'emploi et à des conditions de vie favorables à leur épanouissement. Cette étude de Glock et al. révèle qu'un des avantages importants d'inclure une composante explicative est qu'en sachant comment une perception est expliquée, il devient moins crucial d'établir l'exactitude de cette perception.

En somme, ces considérations ont amené Apostle et al. (p.18) à affirmer que les attitudes « raciales » se composent de trois éléments : les perceptions, les explications et les « prescriptions d'actions » ou conations. Ainsi, les attitudes des Blancs, par exemple, sont constituées du « comment » les différences entre Blancs et Noirs sont perçues (perceptions), comment on en rend compte (explications) et quelles actions sont privilégiées ou proposées afin d'améliorer la condition des Noirs dans la société (conations).

Afin de mieux cerner et comprendre « l'anatomie des attitudes raciales », Apostle et al. posent des questions clés auxquelles ils veulent répondre : les gens tentent-ils de rendre compte des différences qu'ils perçoivent ? Dans l'affirmative, quelles modes d'explication fournissent-ils ? Les explications sont-elles spécifiques à chaque individu ou peuvent-elles ne couvrir qu'un nombre limité de types ou de modes d'explication ?

6.2 Éléments méthodologiques (1)

La première étape de leur recherche sur le terrain a pris la forme d'interviews exploratoires (variant de 20 minutes à plus d'une heure) auprès de 200 répondants issus de toutes les couches de la société et résidant dans la région métropolitaine d'East Bay à San Francisco. À cette étape, aucun plan particulier d'échantillonnage n'est utilisé pour la sélection des répondants. Les seules balises imposées aux intervieweurs sont de s'assurer d'une distribution représentative selon l'âge, le sexe et le niveau de scolarité des répondants. Ainsi, l'objectif principal y est d'abord d'établir l'existence et l'éventail des divers modes d'explication plutôt que d'estimer leur fréquence dans la population. Le guide préparé à l'intention des intervieweurs leur demande de poursuivre trois thèmes selon la séquence suivante : s'enquérir de a) les perceptions des répondants quant aux différences entre les races²; b) leurs explications quant aux sources de ces différences et c) leurs suggestions ou propositions quant à ce qui, le cas échéant, devrait être fait pour permettre une plus grande égalité entre les races³.

² On notera que le concept de « race » et l'existence de groupes 'raciaux' ne sont nullement remis en question par les auteurs de cette enquête.

³ Les intervieweurs ont utilisé des questions très générales pour aborder ces trois thèmes. Par exemple, a) Perception : Comment, le cas échéant, croyez-vous que les Noirs vivant aux États-Unis sont différents de la population blanche? b) Explication : Vous avez mentionné un nombre de façons différentes selon lesquelles les Blancs et les Noirs diffèrent les uns des autres. Comment expliquez-vous ces différences? Qu'est-ce qui est à l'origine de ces différences? c) Conation : Qu'est-ce qui, selon vous, le cas échéant, devrait être fait pour rendre possible une plus grande égalité entre les races?

Dès lors que ce genre de questionnement cesse d'être productif, les intervieweurs ont reçu des instructions les enjoignant d'être plus directifs concernant ces trois thèmes. On leur demande, par exemple, de sonder le terrain quant à l'éventualité d'autres différences non mentionnées par les répondants : le revenu, le logement, l'intelligence. L'idée est de demander à ces répondants s'ils croient que les deux races sont différentes à ces égards et, si oui, comment? Suivent ensuite des directives aux intervieweurs les invitant à pousser le plus loin possible l'investigation des causes de ces écarts, jusqu'à ce que les répondants fournissent une explication sur l'origine des différences raciales ou, selon l'intervieweur, que les répondants aient exprimé tout ce qu'ils ont à dire sur le sujet. Enfin, du côté des mesures à prendre pour diminuer les inégalités entre Blancs et Noirs, les répondants sont questionnés sur des mesures qu'ils n'ont pas déjà abordées dans la partie non directive de l'entrevue.

Ces entrevues mettent en évidence le fait que les individus se sont approprié certaines explications quant aux différences perçues, et ces explications peuvent être regroupées en six modes distincts (p. 23-32) :

- a) *surnaturel* : Dieu a créé les différences raciales ;
- b) *génétique* : Les Noirs sont, par nature, différents des Blancs ;
- c) *individualiste* : Tous et chacun possèdent beaucoup de libre arbitre et ont, par le fait même, la capacité de contrôler leur destin ;
- d) *radical* et e) *environnemental* : Les forces sociales sont la source des différences entre les races. On y reconnaît la condition d'indigence relative des Noirs dans la société américaine et on la voit comme découlant de l'esclavage. Les deux modes diffèrent cependant sur la façon dont cette privation s'est maintenue depuis. La perspective radicale voit les Blancs, particulièrement ceux au pouvoir, comme étant les responsables conscients de l'esclavage et de l'oppression des Noirs depuis. L'idée de conspiration est très présente dans cette argumentation. Ceux du mode environnemental, quoique conscients des forces sociales à l'oeuvre, n'y voient pas là de conspiration ou de manipulation voulue de la part des Blancs. Ils ne sont donc pas enclins à blâmer les générations successives de Blancs pour les inégalités que subissent les Noirs, mais croient plutôt qu'en comprenant mieux les fondements sociaux de ces inégalités, l'égalité entre Blancs et Noirs a plus de chance de se réaliser.

- e) *culturel* : Les différences entre Blancs et Noirs ont d'abord pour origine des dissimilarités culturelles. Il existe une sous-culture noire aux États-Unis qui, à plusieurs égards, est en conflit avec le mythe de la classe moyenne américaine.

En somme, ces interviews approfondies ont permis de mettre en lumière le fait que les individus tentent d'expliquer les différences raciales perçues. Par le fait même, une telle supposition donne à penser que toute tentative visant à comprendre ce qui a été défini comme une composante cognitive des préjugés doit tenir compte de telles explications (Apostle et al., p.32). De plus, ces interviews ont permis d'examiner dans quelle mesure les explications et les perceptions peuvent coïncider les unes avec les autres, et comment, individuellement ou en combinaison, elles peuvent influencer les réponses aux questions touchant les problèmes de discrimination. Les attentes initiales de Apostle et al. sont confirmées : cette correspondance entre les deux n'est pas parfaite dans la mesure où la même perception de différence entre Blancs et Noirs est expliquée de façon différente ou attribuée à des causes différentes. Les résultats des entrevues donnent également à penser qu'une fois formulés par les répondants, les modes explicatifs à l'intérieur desquels les individus « fonctionnent » influencent toute perception ultérieure des différences raciales.

Ces interviews ont également permis d'explorer les implications de ces modes d'explication en regard de politiques ou d'actions gouvernementales propres à réduire les inégalités sociales et économiques. Les intervieweurs ont en effet demandé aux répondants quels genres d'actions gouvernementales ils seraient prêts à soutenir, et ce qu'ils seraient personnellement disposés à faire pour réduire la discrimination et participer à la réduction des inégalités entre les races. On leur demanda ensuite ce qu'ils pensaient d'éventuelles interventions gouvernementales en matière d'emploi, d'éducation et de logement, de même qu'on les interrogea sur des choix personnels en ce qui a trait au soutien d'un candidat politique noir, à leur degré d'accord avec les mariages « interraciaux », au fait d'avoir comme voisins une famille noire, etc.

La plus forte résistance à l'égard des actions visant à réduire les inégalités et la discrimination provient des individus dont les modes d'explication des différences entre Blancs et Noirs permettent de les catégoriser comme « généticistes », « surnaturalistes » et « individualistes ». Apostle et al. appellent « réformistes » ceux dont les idées les identifiaient au mode environnemental, en dépit du fait qu'ils ne sont pas portés à endosser ou à favoriser des programmes « compensatoires » ou des programmes d'indemnisation. Les radicaux, de leur côté, adoptent une approche beaucoup plus radicale dans la mesure où ils préconisent une reformulation des politiques gouvernementales pouvant rendre possible l'égalité raciale. Enfin, ceux qu'on a nommés les « culturalistes » sont divisés relativement aux actions gouvernementales, de sorte que l'ambiguïté qui les caractérise rend difficile d'établir la validité de ce type d'explication comme mode distinct (p.35).

6.3 Éléments méthodologiques (2)

Comme suite aux résultats tirés des interviews approfondies, Apostle et al. songent à trouver une façon fiable et valide d'investiguer les trois éléments constituant les attitudes, en particulier les modes d'explication, et ce, par le biais d'un instrument de recherche structuré. De plus, il faut établir de façon plus rigoureuse que l'élément d'explication (les modes identifiés) est aussi central à la mesure des attitudes qu'ils le croient. En d'autres mots, deux interrogations majeures surgissent : a) est-il utile de mettre l'accent sur les explications que donnent les gens à propos de leurs attitudes ? et b) est-il possible de mesurer ces explications par le biais d'un instrument standardisé ?

L'opportunité s'est alors présentée pour ces chercheurs de participer à une enquête transversale de la population adulte de la région de la baie de San Francisco. Ils ont donc la responsabilité de développer des questions pour un segment de 15 minutes du total de l'interview. Cette enquête, produite et dirigée par le University of California's Survey Research Center, consiste en 1 000 interviews structurées d'une

durée d'une heure à une heure et demie chacune, dont les répondants sont tirés d'un échantillon probabiliste de la population adulte de cette région⁴.

On a demandé aux intervieweurs de lire aux répondants le texte suivant :

Nous avons demandé ce genre de questions à bon nombre de répondants, Blancs et Noirs, jusqu'à maintenant, et ils ont fourni des idées très différentes quant à savoir pourquoi, en général, les Blancs obtiennent davantage les bonnes choses de la vie aux États-Unis que les personnes noires. Je vais vous lire quelques-unes des raisons mentionnées par les gens, y compris certaines avec lesquelles d'autres personnes ne sont pas du tout d'accord. Pour chacune de ces raisons, j'aimerais que vous me disiez si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord. Voici votre choix de réponse sur cette carte (on tendait au répondant une carte sur laquelle figuraient ces choix de réponse).

Chacun des énoncés lus aux répondants se voulait une tentative pour rendre opérationnels les six modes explicatifs identifiés lors des interviews approfondies.

Ainsi, les répondants devaient indiquer leurs réponses face aux énoncés suivants⁵:

- Les individus Blancs riches et puissants agissent à dessein pour maintenir les Noirs dans une situation inférieure (mode radical);
- Dieu a créé les races comme partie prenante de son plan divin (mode surnaturel);
- L'idée est vraiment que les Noirs ne s'efforcent pas autant que les Blancs. Si les Noirs essayaient plus fort, ils réussiraient tout aussi bien (mode individualiste);
- Des générations d'esclavage et de discrimination ont créé des conditions qui ont fait en sorte qu'il soit très difficile pour les Noirs de s'élever dans l'échelle sociale et de s'extirper ainsi de la classe ouvrière (mode environnementaliste);
- Les Noirs sont issus d'une race 'moins capable' et cela explique pourquoi les Noirs s'en tirent moins bien que les Blancs (mode génétique);
- Les Américains de race noire transmettent à leurs enfants des valeurs différentes de celles requises pour réussir aux États-Unis (mode culturel).

Une fois ces énoncés lus, les intervieweurs étaient avisés de demander aux répondants lequel de ces énoncés explique le mieux pourquoi la condition des Blancs est meilleure que celle des Noirs. Apostle et al. indiquent que l'objectif principal de

⁴ L'enquête comporte trois sections d'environ 15 minutes chacune portant respectivement sur l'aliénation politique, le statut des femmes et les préjugés raciaux, et une quatrième portant sur des questions d'ordre démographique et autres questions sur le profil des répondants. L'échantillon comporte 698 Blancs et 302 Noirs.

⁵ Évidemment, les types de modes n'apparaissaient pas sur le questionnaire.

cette première approche était de vérifier dans quelle mesure les répondants reconnaissent plus d'une façon d'expliquer les différences entre Blancs et Noirs.

Dans l'espoir de fournir une base comparative permettant de classer les répondants en fonction de leurs modes d'explication, une deuxième approche est utilisée. On présente alors aux répondants une carte sur laquelle sont énumérées six raisons différentes pour lesquelles les Noirs ne semblent pas réussir les tests d'intelligence aussi bien que les Blancs. Après leur lecture par les répondants, on leur demande alors lequel se rapproche le plus de ce qu'ils croient être la raison pour laquelle les Blancs y réussissent mieux que les Noirs. Les six énoncés sont présentés selon l'ordre suivant aux répondants :

- Les Blancs ont sciemment élaboré les tests de façon à être avantagés (radical);
- Dieu a doté les différentes races de talents différents pour des raisons que nous ne connaissons pas (surnaturel);
- Les gens de race noire réussissent moins bien que ceux de race blanche parce qu'ils n'essaient pas suffisamment (individualiste);
- Les tests sont construits pour les personnes blanches de classe moyenne et, par le fait même, ces tests s'avèrent injustes pour les personnes de race noire (environnemental);
- Étant donné leur nature, les personnes noires sont, en moyenne, moins intelligentes que celles de race blanche (génétique);
- En général, les Noirs ne valorisent pas beaucoup le fait de bien réussir lors des tests d'intelligence. Ils sont davantage intéressés par autre chose (culturel).

Bien sûr, ces deux séries d'énoncés ne permettent pas aux chercheurs de pouvoir tirer des conclusions définitives sur une façon de classer les répondants en fonction de modes explicatifs. Toutefois, cette première approche a permis d'amasser suffisamment de matériel duquel on pouvait faire ressortir des éléments intéressants. Il ressort d'abord que, face à la série d'énoncés ayant trait aux raisons pour lesquelles les Blancs réussissent mieux en général dans la vie que les Noirs, l'explication de type environnementale recueille le soutien de 42 % des répondants. L'explication de type génétique recueille 6 %, le type surnaturel 21 %, le type individualiste 19 %, le type radical 11 % et, enfin, le type culturel recueille 7 %. Seuls 6 % des répondants sont tout à fait d'accord avec plus d'une explication. Cependant, en considérant ceux

qui sont plutôt d'accord et ceux indiquant être tout à fait d'accord, les résultats montrent que les répondants ont exprimé un certain degré d'accord avec près de trois énoncés sur six.

Apostle et al. s'attendaient à un degré non négligeable de corrélation entre les deux questions soumises aux répondants, du moins une corrélation plus élevée que celle qu'on aurait obtenue sur une base purement aléatoire. En fait, 50 % utilisent les mêmes modes explicatifs pour les deux questions. Après examen auprès des intervieweurs, il semble que la formulation des questions peut être en partie responsable des écarts ou du manque de cohérence entre les réponses aux deux questions. Ces derniers soulignent, par exemple, que la formulation du mode radical pouvait sembler plus plausible aux yeux des répondants dans le cas des écarts de statut socio-économique que dans celui des écarts dans les résultats des tests de QI, impression confirmée par les résultats. De plus, il apparaît que l'écart entre les réponses aux deux questions s'explique par la propension d'un certain nombre de répondants à expliquer les écarts entre Blancs et Noirs en termes de causalités multiples plutôt qu'uniques.

Apostle et al. songèrent à formuler deux questions en apparence sans rapport l'une avec l'autre pour explorer la généralisation des modes:

- Comment expliquez-vous que certaines personnes vivent plus longtemps que d'autres?
- Comment expliquez-vous la pauvreté dans le monde?

Ceux-ci présumèrent que le lien serait plus étroit entre la question sur les causes de la pauvreté et celles sur les différences entre Blancs et Noirs. Les résultats montrent que 33 % des réponses aux questions sur la pauvreté et celles sur les différences de statut entre Blancs et Noirs sont consistantes, contre 23 % dans le cas de la question sur la durée de vie. La consistance dans les réponses à la question sur la pauvreté et celles touchant les tests de QI est quant à elle de 45 %, alors que celle entre cette dernière question et la question sur la durée de vie n'est que de 24 %. De tels résultats ne s'avèrent donc pas concluants quant à la généralisation des modes.

Comme l'indiquent Apostle et al. (p.53), les scores de consistance ne sont ni suffisamment élevés pour justifier un verdict de généralité des modes ni trop faibles pour pouvoir conclure qu'il n'existe aucune relation entre les explications de différents phénomènes.

Cette enquête a également été construite de façon à permettre l'examen de certaines des hypothèses énoncées lors des interviews approfondies sur le lien entre les modes d'explication et les éléments « prescriptifs » ou conatifs. La pertinence de vérifier ces hypothèses se justifie du fait que le concept des modes explicatifs nécessite, pour sa validation, du moins une part de celle-ci, la démonstration d'un lien entre la façon dont les gens s'expliquent les différences entre les groupes raciaux et ce qu'ils sont prêts à faire pour permettre la réalisation d'une égalité entre ces groupes. L'argument d'Apostle et al. est le suivant : si les modes d'explication sont au cœur ou à la base de ce qu'on nomme communément les préjugés, alors ils doivent être étroitement liés aux réponses aux questions entourant les actions à prendre pour résoudre les inégalités entre les groupes⁶.

Les questions et les énoncés qui suivent furent présentés aux répondants dans le but d'examiner le lien entre les modes d'explication et les moyens à prendre pour remédier aux inégalités raciales ; la répartition des réponses figure entre parenthèses (N = 698) (Apostle et al, p.56) :

Lequel des énoncés suivants apparaissant sur cette feuille se rapproche le plus de vos impressions ou sentiments quant à l'ampleur des interventions requises de la part du gouvernement fédéral et des gouvernements de chaque État pour venir en aide aux Noirs des États-Unis ?

- Rien de plus, le gouvernement en a déjà trop fait jusqu'à maintenant (5 %) ;
- Rien de plus, ce que le gouvernement fait maintenant est suffisant (16 %) ;
- Aucune autre loi nouvelle n'est nécessaire, mais les lois actuelles contre la discrimination devraient être appliquées avec plus de rigueur (38 %) ;
- Des lois nouvelles et plus sévères contre la discrimination raciale doivent être adoptées et appliquées avec rigueur (18 %) ;

⁶ Les questions présentées ci-après représentent selon eux une tentative visant à mesurer les conséquences de ce qu'on entend habituellement par un préjugé plutôt que le phénomène en lui-même.

- Je crois qu'aux États-Unis le gouvernement central et les gouvernements des États sont racistes et qu'il est irréaliste de s'attendre à ce qu'ils viennent en aide aux Noirs (6 %) ;
 - Le gouvernement ne devrait absolument rien faire à cet égard, cela devrait être laissé entre les mains des individus eux-mêmes (12 %) ;
 - Autre (2 %) ;
 - Ne sais pas ou pas de réponse (3 %).
-

Lequel de ces énoncés apparaissant sur cette carte correspond le plus à vos sentiments personnels concernant le mariage entre Blancs et Noirs ?

- Les Noirs et les Blancs devraient marier ceux de leur race (24 %) ;
 - Ce n'est pas une bonne idée pour les Blancs et les Noirs de se marier ensemble parce que leurs enfants en souffriront (30 %) ;
 - Les gens devrait se marier avec qui bon leur semble sans égard à la race (45 %) ;
 - Ne sais pas ou pas de réponse (1 %).
-

Voici certaines actions — telles que suggérées par d'autres — que les gens pourraient entreprendre pour aider à contrer les problèmes raciaux auxquels est confronté le pays. Ce n'est pas tout le monde, bien sûr, qui s'entend pour dire que chacune est nécessaire. Dites-moi s'il vous plaît, pour chacune de ces actions, si elle représente une action que vous seriez personnellement disposé à poser si vous en aviez l'opportunité (la répartition en pourcentage représente la proportion ayant dit oui).

- Avoir un de vos enfants qui soit transporté par autobus dans une école d'intégration (33 %) ;
 - Signer une pétition pressant l'adoption de lois sévères pour contrer la discrimination dans le logement (69 %) ;
 - Payer des taxes plus élevées afin de fournir une formation à l'emploi, de meilleurs logements et de meilleures écoles aux citoyens de race noire (43 %) ;
 - Passer plus de votre temps libre à faire campagne pour que plus de gens s'inscrivent et votent (46 %) ;
 - Voter pour un candidat noir qualifié pour une commission scolaire locale (90 %).
-

Supposons que vous ayez un enfant qui veut marier une personne noire ayant une bonne éducation et un bon emploi. Comment vous sentiriez-vous face à une telle situation — accepteriez-vous, désapprouveriez-vous tout en demeurant silencieux, vous objecteriez-vous, ou cela vous serait-il égal?

- Approuve (25 %)
- Désapprouve tout en demeurant silencieux (19 %)
- S'objecte (43 %)
- Ne lui fait rien, peu importe (8 %)
- Pas de réponse et ne sais pas (8 %)
- Autre (1 %)

Si les résultats obtenus à partir de tests assez peu raffinés permettent d'établir une association entre les dimensions conative et explicative des attitudes, il y a là, selon Apostle et al., une base qui justifie un raffinement ultérieur du point de vue de la conceptualisation et de la mesure. Or, en général, les résultats confirment les attentes suivant lesquelles les modes d'explication utilisés sont liés à la façon de répondre aux problèmes de la discrimination raciale. Par exemple, ces mêmes résultats révèlent que ceux dont le mode explicatif les identifie comme individualistes sont davantage attirés par une politique gouvernementale qui laisserait aux individus eux-mêmes la responsabilité de composer avec le problème de la discrimination. De même, les données confirment que ceux qu'on identifie au mode environnemental seraient davantage portés à soutenir des politiques réformistes pour contrer la discrimination raciale. Les tendances qui se profilent dans les résultats sont quasi similaires lorsque ces individus se voient assigner un mode d'explication à partir de leur réponse à la question sur le Q.I. plutôt qu'à partir de celle sur le statut socio-économique des Noirs. De même, les résultats obtenus sont très semblables lorsqu'on utilise d'autres questions sur les aspects prescriptifs des attitudes que celles touchant les actions gouvernementales.

6.4 Éléments méthodologiques (3)

Comme suite à l'obtention de ces résultats, Apostle et al. ont effectué une autre collecte de données qui permet de s'attaquer aux principaux problèmes déjà soulevés. Selon eux, le plan de travail de toute démarche de recherche faisant suite aux résultats tirés de l'enquête de la région de la Baie appelle :

- le raffinement du concept de mode explicatif permettant de tenir compte d'explications « multicausales » ;
- à rendre opérationnelles les trois composantes des modes conceptuels – perceptions, explications et prescriptions – d'une façon plus efficace que celle que rendait possible l'enquête de la Baie ;
- à tester, comme suite à cette nouvelle « opérationnalisation », le modèle analytique qui avait été développé à la suite des entrevues approfondies ;
- à chercher à rendre compte des sources des différents modes d'explication, à tenter de déterminer le niveau de généralisation (et de stabilité) des modes, et

finalement, à mettre de l'avant les implications de toute cette démarche pour le développement d'indicateurs sociaux⁷.

Une autre enquête fut alors effectuée à partir d'un échantillon de répondants de la région de la Baie, en utilisant cette fois des questionnaires à retourner par la poste plutôt que des interviews personnels. En dépit des contraintes inhérentes à une telle stratégie, elle offre néanmoins la possibilité d'un bon contrôle sur le contenu du questionnaire de la part des chercheurs. Cette enquête visait la population adulte de la région de la Baie à San Francisco et utilisait un échantillon comparable à celui de l'enquête précédente. Sur 993 répondants désignés, 646 retournèrent des questionnaires valides, dont 504 avaient été complétés par des Blancs. Les résultats qui suivent portent sur ces 504 répondants.

Le questionnaire de l'enquête a été conçu de sorte à pouvoir rencontrer les objectifs décrits ci-devant. En plus des informations d'ordre sociodémographique, il vise à pouvoir évaluer la généralisation des modes d'explication de même que l'ampleur des contacts interraciaux et la sensibilité des répondants aux problèmes de la discrimination et des préjugés. Apostle et al. répètent, avec quelques nuances, la question sur les différences de statut socio-économique entre les Blancs et les Noirs de même que, sans qu'elle soit modifiée, celle sur les résultats différentiels aux tests de Q.I. telles que posées lors de l'enquête précédente. En comparant les réponses à ces deux questions, les auteurs constatent des distributions remarquablement similaires entre les modes d'explication.

Deux questions supplémentaires sont également posées afin de fournir une base de données plus importante permettant d'élaborer une mesure des modes d'explication. La première question, désignée comme la question *John Smith* a été construite en demandant aux répondants d'expliquer l'expérience ou le vécu d'un Noir ayant atteint un niveau raisonnable de succès au cours de sa carrière. La structure de la question et des réponses devait être telle qu'elle puisse offrir un choix de réponses qui inclurait les six modes d'explication déjà identifiés dans les interviews

⁷ Ibid., p.69.

approfondies. Deux éléments additionnels sont rajoutés pour expliquer le succès de John Smith. Le premier est que, de nos jours, la plupart des entreprises désirent avoir quelques Noirs dans leurs rangs ; John est probablement l'un de ces « Noirs alibis » ou « Noir symbolique ». Cette explication suggère qu'en dépit des succès de John Smith, le système social est essentiellement discriminatoire. La seconde explication dépeint John Smith comme un « bon nègre », un « Uncle Tom » : John est prêt à faire tout ce que ses employeurs Blancs lui disent de faire. Les résultats montrent que sur les huit raisons proposées, les répondants en fournissent quatre, en moyenne, pour expliquer les succès de John Smith. Lorsqu'on leur demande de choisir la raison qu'ils considèrent la plus importante, le mode individualiste recueille la plus forte proportion (32 %), suivi du mode environnemental (24 %), du mode radical (15 %) et du mode culturel (14 %).

La seconde nouvelle question sur les modes d'explication diffère de façon importante des autres questions dans la mesure où chacun des modes présume que certaines personnes ou situations sont à blâmer pour la situation inégalitaire dans laquelle se trouvent les Noirs aujourd'hui. Contrairement aux autres questions donc, celle-ci demande directement aux répondants d'exprimer leur opinion sur le rôle que jouent différents agents dans la création et le maintien des inégalités entre Blancs et Noirs. La première partie de la question demande aux répondants : « Revenant à nouveau sur le fait que la personne noire « moyenne » est moins bien nantie que la personne blanche « moyenne », dans quelle mesure pouvons-nous en attribuer la faute aux personnes de race blanche vivant aujourd'hui ? ». En guise de réponse, 10 % des répondants affirment que c'est principalement la faute des Blancs, 73 % affirment que c'est en partie la faute des Blancs et 17 % répondent que ce n'est nullement la faute des Blancs. La seconde partie de la question demande : « Jusqu'à quel point croyez-vous que c'est la faute des Noirs s'ils ne réussissent pas aussi bien que les Blancs ? ». À cette question, 14 % répondent que c'est principalement la faute des Noirs, 74 % répondent que c'est en partie la faute des Noirs, et 12 % affirment que ce n'est nullement la faute des Noirs. Deux autres segments de la question visent à estimer dans quelle mesure les répondants sont disposés à

concevoir les différences raciales soit comme découlant d'une intervention divine, soit comme émanant de causes génétiques. Ainsi, devant la question suivante : « Comment vous sentez-vous face à l'idée que, pour des raisons que nous ne pouvons connaître, Dieu a fait les races différentes ? », 16 % des répondants admettent qu'ils sont convaincus que cela est vrai, 16 % mentionnent qu'ils ont tendance à croire que cela est vrai, 25 % expriment des doutes, mais laissent la porte ouverte à une telle possibilité et 42 % répondent qu'ils ne croient pas que cela soit vrai. À la question : « Qu'en est-il de l'argument génétique selon lequel les forces de la nature sont à l'origine des différences entre les races que nous trouvons aujourd'hui », 9 % des répondants sont convaincus que cela est vrai, 32 % penchent dans cette direction, 31 % sont sceptiques, mais y voient là une possibilité, et 29 % n'y croient pas du tout.

Comme suite à ces résultats, Apostle et al. entreprennent de classer les réponses des individus selon des modes d'explication des différences raciales. L'idée est donc de voir si, par l'entremise d'une analyse par grappe et d'une analyse factorielle, il leur est possible de regrouper les réponses aux questions sur les modes d'explication en un nombre de facteurs statistiques correspondant à la nomenclature des modes qu'ils ont élaborée à partir des interviews en profondeur. De plus, ils ont en tête de développer une mesure valide et fiable qui permettrait de distinguer ceux qui semblent opter pour une explication « unicausale » des disparités raciales de ceux qui semblent préférer une explication « multicausale ».

Les résultats de telles analyses confirment la validité de cette conceptualisation sauf en ce qui concerne le mode culturel d'explication, lequel ne semble pas constituer un mode distinct ; ce dernier est donc abandonné comme mode d'explication. Les modes surnaturel et génétique semblent former des dimensions tout à fait distinctes, alors que le regroupement d'items permettant de distinguer les modes individualiste, radical et environnemental se révèlent plus complexes. Il ressort cependant de ces analyses que deux modèles de réponse distincts ou deux dimensions distinctes émergent. Le premier modèle concerne la façon dont les répondants perçoivent le

mode de fonctionnement de la société et la source des inégalités raciales. À un des pôles, il y a ceux qui conçoivent les relations sociales en termes purement individualistes, c'est-à-dire où les comportements des individus sont, plutôt que les forces sociales, les seuls éléments qui expliquent le fonctionnement de la société. À l'autre extrémité, on retrouve ceux dont le mode d'explication correspond au mode environnemental, c'est-à-dire que les écarts de statut socio-économique entre Blancs et Noirs, de même que les résultats aux tests de Q.I., sont le fait d'un racisme institutionnel qui persiste en dépit d'une absence d'intention malveillante de la part de la majorité. Le deuxième modèle implique quant à lui non pas la mise en évidence des sources des inégalités, mais plutôt l'identification de ceux ou de ce qu'on doit blâmer pour l'existence de ces inégalités. À un pôle, on trouve à nouveau une vision individualiste où l'on attribue la responsabilité aux Noirs du fait que ces derniers ne travaillent pas suffisamment pour pouvoir réussir et, à l'autre pôle, une perspective radicale attribuant la responsabilité aux Blancs, qui, même encore aujourd'hui, empêchent les Noirs d'atteindre un statut égal au leur.

Après que les résultats des analyses ont permis aux chercheurs d'identifier quatre dimensions (surnaturelle, génétique, individualiste/environnementale et individualiste/radicale), ceux-ci procèdent à la création de quatre échelles distinctes et situent chacun des répondants sur chacune d'elles. Le calcul des scores est établi selon la fréquence des réponses en regard d'un mode particulier : plus le nombre de réponses positives est élevé, plus élevé est le score sur cette échelle. Par exemple, l'échelle génétique est constituée des réponses à trois items ou énoncés. Un énoncé se lit comme suit : « John Smith a réussi parce que... même si les Noirs, en tant que groupe, sont plutôt inférieurs sur l'échelle de l'intelligence, il existe quelques exceptions tel le cas de John Smith » ; un autre se lit comme suit : « Les Noirs sont issus d'une race moins capable et cela explique pourquoi ils ne sont pas aussi bien nantis que les Américains blancs » ; enfin, un autre propose que les Noirs, en raison de leur nature, sont moins intelligents que les individus Blancs ». Peu d'individus ont affirmé être d'accord avec ces énoncés. Certains ont fourni une réponse positive à quelques-uns d'entre eux, alors que d'autres les ont tous rejetés.

La démarche décrite ci-devant a permis d'attribuer à chaque répondant un résultat fondé sur l'addition des scores obtenus sur chaque échelle. Les données ainsi traitées ont permis à Apostle et al. de produire cinq modes explicatifs désignés comme « purs », dans la mesure où ils réfèrent à des modes unicaux d'explication, et six modes multiples, dans la mesure où ils réfèrent à des modes multicaux. Près de la moitié des répondants sont considérés comme utilisant un mode unique d'explication : 17 % sont considérés comme étant des individualistes, 12 % sont identifiés au mode environnementaliste, 6 % au mode radical, 6 % au mode surnaturel et 6 % au mode généticiste. En outre, 30 % des répondants ont opté pour des modes multiples d'explication et 21 % sont dits transitionnels, c'est-à-dire qu'ils ont obtenu de faibles scores sur les échelles génétique et surnaturelle, et qu'ils se situent à des niveaux intermédiaires sur les échelles individualiste-environnementale et individualiste-radical.

À la suite d'une telle assignation des modes explicatifs, Apostle et al. procèdent à une évaluation de la validité et de la fiabilité du concept de « mode explicatif » ainsi que des moyens choisis pour le rendre opérationnel. Les questions qui se posent à cette étape sont les suivantes : l'assignation des répondants à des catégories de mode explicatif est-elle valide ? ; les répondants assignés à tel ou tel mode y appartiennent-ils vraiment ? ; leur assignation à un mode particulier reflète-t-elle adéquatement leur compréhension des différences raciales ?

Parmi les tests de validité, il faut d'abord s'assurer que les répondants choisissent plus fréquemment les items ou énoncés décrivant leur mode que ceux associés aux autres modes. Par le fait même, le corollaire suivant lequel les items ne décrivant pas les modes des répondants doivent être choisis moins souvent vaut également. On s'assure également, entre autres mesures, que les modes assignés puissent prédire les réponses aux items ne faisant pas partie des quatre échelles élaborées. Ces tests élémentaires de validité permettent de confirmer assez solidement la validité statistique de l'assignation des modes.

6.5 Attitudes et comportements : la relation entre l'explication des inégalités et les moyens de les corriger

La prochaine étape dans la démarche empirique de Apostle et al. consistait à examiner la mesure selon laquelle les modes identifiés peuvent prédire les réponses aux questions, aux problèmes et aux aspects prescriptifs des inégalités raciales. Cette démarche s'avère plus complexe du fait que, contrairement aux premières enquêtes, Apostle et al. ne composent plus avec seulement six modes uniques, mais plutôt avec 11 modes unicaux et multi-causaux. Il leur faut donc examiner les relations entre ces 11 modes et les aspects prescriptifs.

Les chercheurs partent de la supposition suivant laquelle la façon principale de confronter les Américains de race blanche avec les questions d'inégalité raciale dans la société consiste à examiner leurs réponses en regard des différentes politiques et législations publiques visant à lutter contre la discrimination raciale. La plupart des questions et des énoncés concernant les aspects prescriptifs ont été élaborés de manière à cerner les attitudes des répondants vis-à-vis diverses stratégies gouvernementales visant à éliminer la discrimination raciale en éducation, dans le logement et sur le marché de l'emploi. Les questions de nature prescriptive ont également été formulées afin de mesurer l'ampleur des affinités personnelles des répondants à l'égard des Noirs.

Il ressort des réponses aux diverses questions à cet égard que la plupart des répondants sont d'accord avec le fait qu'il faut faire quelque chose concernant la discrimination dont sont victimes les Noirs, mais pas au point où la génération actuelle de Blancs doit encourir de grands sacrifices pour permettre une pleine égalité⁸. Parmi les principaux résultats, notons les suivants :

⁸ Apostle et al. affirment que les résidents de race blanche du San Francisco Bay Area sont probablement plus libéraux que ne l'est l'ensemble des Américains concernant ce qui doit être fait à propos de la discrimination et ce que les gens sont personnellement prêts à faire pour permettre qu'une plus grande égalité raciale survienne.

- Devant la question demandant jusqu'à quel point le gouvernement devrait faire pression sur les entreprises pour avoir une proportion plus juste dans tous les types d'emploi, 27 % affirment que le gouvernement ne devrait rien faire du tout et que les entreprises devraient elles-mêmes décider ce qu'elles veulent faire. Un autre 40 % des individus indiquent que le gouvernement devrait être explicite quant au fait qu'il favorise une telle politique, mais qu'il doit laisser aux entreprises individuelles la liberté de choisir la façon de suivre la politique ;
- Devant la plupart des questions, les répondants expriment une très forte résistance à l'endroit des programmes compensatoires. L'embauche dans une entreprise devrait se faire uniquement sur la base du mérite et des compétences ;
- Lorsque confrontés à des questions d'ordre plus personnel leur demandant ce qu'ils seraient prêts à faire dans des situations où ils auraient le choix de soutenir ou de s'opposer à la discrimination, les répondants font montre d'opinions partagées, mais une plus forte proportion d'entre eux choisissent une réponse qualifiée de discriminatoire comparativement aux questions plus abstraites sur les politiques ;
- Devant la question de savoir s'ils favorisent les mariages mixtes, 46 % des répondants indiquent qu'ils les favorisent, que chacun devrait pouvoir marier la personne de son choix sans égard à la race. Lorsque, dans une question suivante, on leur demande ce qu'ils feraient s'ils avaient un de leurs enfants qui désirait marier une personne noire ayant une bonne éducation et un bon emploi, seulement 20 % des répondants ont répondu qu'ils approuveraient.

Apostle et al. utilisent deux approches pour examiner la façon dont les répondants définissent les préjugés et dans quelle mesure ils acceptent ou rejettent les pratiques discriminatoires. Dans la première, on présente aux répondants un nombre d'énoncés relatant des incidents de la vie de tous les jours aux États-Unis (des événements décrivant des situations de préjugés et de discrimination) et on leur demande s'ils croient que de tels incidents sont acceptables. Dans la seconde approche on demande aux répondants de lire une série d'énoncés et d'ordonner chacun d'eux selon qu'ils le considèrent comme étant définitivement, possiblement, probablement pas ou pas du tout comme une indication d'un préjugé.

Une des préoccupations majeures d'Apostle et al. dans cette enquête était d'analyser la relation entre la façon dont les répondants expliquent les différences raciales et comment ils réagissent face à la discrimination et au racisme. Fait important à souligner, ces chercheurs ne croyaient pas que chacun des types explicatifs produirait des réponses distinctes en regard des items de nature prescriptive. Des analyses ultérieures les mènent en effet à croire que lorsqu'on interroge les individus sur ce qu'il faut faire devant la discrimination, des choix de réponse similaires sont souvent le fait de processus cognitifs différents selon que ces individus utilisent l'un ou l'autre des modes d'explication.

Parmi les modes examinés, notons le cas du mode individualiste, le plus fréquent dans l'échantillon (17 %). Apostle et al. notent que les « individualistes », en raison de leur tendance à blâmer les Noirs pour leur propre condition, sont, après les « généticistes », les moins portés à reconnaître que les préjugés existent dans la société, et ils sont les moins sensibles à la discrimination institutionnelle ou systémique. Bien que leur façon de percevoir et d'expliquer les relations raciales semble on ne peut plus raciste et empreinte de préjugés, les « individualistes » ne se perçoivent pas comme étant racistes et comme faisant montre de préjugés. Compte tenu de leur représentation dans l'échantillon (17 %), ce mode d'explication, de même que les individus qui l'utilisent, représentent fort probablement, aux yeux d'Apostle et al., le mode d'explication dominant aux États-Unis. Ces auteurs ont ainsi examiné et analysé chacun des modes explicatifs en regard de chacune des questions sur les actions à prendre face à la discrimination et sur les différentes façons de concevoir ces préjugés et cette discrimination.

Apostle et al. résument leurs résultats d'analyse de la relation entre les explications des différences raciales et les aspects conatifs par l'intermédiaire de deux échelles. La première échelle, qu'ils nomment *échelle d'intervention institutionnelle*, vise à mesurer le niveau de support des répondants envers les politiques institutionnelles pour contrer la discrimination. Pour obtenir un score élevé sur cette échelle, un répondant doit a) être en faveur de pressions gouvernementales sur les entreprises

pour qu'elles aient une représentation proportionnelle de Noirs dans tous les types d'emploi ; b) être en faveur de l'embauche par les écoles de plus d'enseignants Noirs qualifiés, même si cela se traduit par la non-embauche d'enseignants Blancs plus qualifiés ; c) s'opposer à l'idée suivant laquelle le gouvernement laisserait les employeurs libres d'embaucher ceux qu'ils veulent, même si cela signifie l'exclusion des Noirs ; enfin d) être en désaccord avec le fait que les propriétaires d'immeuble devraient avoir le droit de vendre, ou de refuser de vendre, à qui bon leur semble.

La seconde échelle, nommée *échelle des affinités personnelles*, vise à mesurer le degré d'affinité personnelle des Blancs envers les Noirs, c'est-à-dire, par exemple, une volonté de voir les barrières raciales traditionnelles s'estomper. De la même façon, pour obtenir un score élevé sur cette échelle, les répondants doivent a) être en faveur des mariages mixtes entre Blancs et Noirs, à la fois comme principe général et au regard de leurs propres enfants ; b) les répondants doivent également être en faveur de lois interdisant la discrimination dans le logement de sorte qu'un propriétaire ne puisse refuser de louer à un individu sur la base de son appartenance à un groupe racial.

Ayant démontré que les explications portant sur les différences entre Blancs et Noirs et les façons de réagir ou de répondre à la privation relative des Noirs dans la société sont intimement liées, Apostle et al. ont alors voulu examiner comment les perceptions s'insèrent dans cette relation. L'idée maîtresse qui sous-tend leur démarche est que les mesures traditionnelles des préjugés fondées sur les perceptions, bien que largement utilisées dans les études sur les préjugés, sont en elles-mêmes inadéquates à des fins d'élaboration d'indicateurs sociaux. Tel que déjà mentionné, l'adéquation entre des stéréotypes négatifs à l'égard des Noirs et l'existence de préjugés est trop souvent établie sans qu'on reconnaisse le fait qu'un stéréotype, positif ou négatif, puisse être fondé et puisse également signifier une attitude positive ou favorable à l'égard des Noirs. Ainsi, la perception d'une distinction entre Blancs et Noirs n'est pas nécessairement le signe de préjugés ou d'attitudes négatives ; c'est plutôt la façon dont elle est expliquée qui importe. Il

serait possible de s'en remettre à des mesures fondées sur les perceptions, mais une telle dépendance est sujette à l'erreur à moins que l'association entre les perceptions et les explications ne soit parfaite. Enfin, Apostle et al. font l'hypothèse suivant laquelle l'importance des explications est réelle du fait que ces dernières sont la composante qui lie les perceptions et les éléments conatifs des attitudes. C'est donc de là qu'émerge le questionnement sur la façon dont la relation entre les perceptions et les explications se développe.

Les entrevues approfondies avaient déjà donné à penser que cette relation dépendrait du fait que les différences perçues entre les races étaient vues soit comme étant liées à la structure sociale, soit comme liées à des traits différentiels de caractère. Par différence de caractère, on entend des perceptions à l'effet que Blancs et Noirs se démarquent selon leur personnalité, leurs valeurs, leurs modes de vie, leurs coutumes, entre autres choses. Par comparaison, les différences de type sociostructurel font référence à des perceptions à propos des différences de statut et de classe entre les races, différences actuelles et différences dans les opportunités.

Apostle et al. ont créé deux échelles afin de présenter les variations dans les perceptions des répondants quant aux différences de nature caractérielle et sociostructurelle. L'échelle sur les différences sociostructurelles vise à évaluer dans quelle mesure les répondants reconnaissent que les Blancs sont favorisés comparativement aux Noirs dans la société américaine (c.-à-d. est-ce que les Blancs sont plus susceptibles a) d'occuper de bons emplois, b) d'avoir de bons logements et c) d'avoir de meilleurs soins médicaux que les Noirs). Par l'entremise de l'échelle des éléments de nature caractérielle, on vise plutôt à évaluer la mesure selon laquelle les Noirs sont perçus comme possédant des valeurs de la classe moyenne (c.-à-d. est-ce que a) le vocable « négligé » s'applique davantage aux Noirs qu'aux Blancs aux États-Unis, b) le fait de prendre bien soin de sa demeure est une caractéristique qui est davantage propre aux Blancs qu'aux Noirs, et c) les parents Blancs considèrent plus important de s'assurer que leurs enfants fréquentent le collège et l'université que le font les parents Noirs.

Les analyses statistiques d'Apostle et al. ont confirmé que la façon dont les individus perçoivent les différences entre Blancs et Noirs est liée à la façon dont ils les expliquent. Le fait de percevoir ou non des différences et, dans l'affirmative, la nature de ces différences perçues sont tous deux statistiquement liés aux modes d'explication de ces différences. À l'exception probable du cas des jeunes enfants, les perceptions et les explications des différences entre Blancs et Noirs sont en interaction l'une avec l'autre, chacune exerçant une influence réciproque sur l'autre.

Il restait cependant à montrer que les explications permettent une interprétation de la relation entre les perceptions et la dimension conative des attitudes. Pour Apostle et al., il s'agit alors de tester auprès des individus ayant des perceptions similaires des différences entre Blancs et Noirs, la proposition suivant laquelle le mode d'explication de ces différences est fortement lié à la façon dont ils répondent ou réagissent à l'inégalité sociale vécue par les Noirs aux États-Unis. Il était ainsi nécessaire d'examiner la relation bivariée entre les perceptions et ces dimensions conatives, relation qui, lorsque confirmée, fournirait une évidence très nette de l'importance d'inclure la composante explicative lorsqu'on désire étudier les changements dans les attitudes raciales à travers le temps. Une telle confirmation permettrait également d'expliquer pourquoi les mesures traditionnelles de préjugés fondées sur les perceptions n'ont été que de faibles prédicteurs de la façon dont les Blancs agissent à l'égard des Noirs, que ce soit en termes de politique sociale ou de comportements personnels.

La procédure utilisée vise à confirmer si, pour les individus partageant les mêmes perceptions de différences entre Blancs et Noirs, leurs modes d'explication de ces différences influencent de façon significative leurs scores sur les échelles d'intervention institutionnelle et d'affinité personnelle. Cette hypothèse fut confirmée et montre que la façon dont les Blancs expliquent les perceptions de différences influence de façon significative ce qu'ils sont prêts à soutenir en termes de politiques sociales et d'action individuelle pour permettre une plus grande égalité dans la société.

6.6 Cartographier les attitudes « raciales » : examen de la problématique

Les résultats de l'enquête qu'ont réalisée Apostle et al. ont mis en lumière l'importance d'examiner les différents modes d'explication que peuvent adopter les individus devant les perceptions de différences entre Blancs et Noirs aux États-Unis. Le fait de démarrer cette enquête par des entrevues semi-structurées approfondies afin d'établir une certaine cartographie des différents modes d'explication de ces différences représente une approche intéressante qui laisse aux interviewés une certaine latitude dans l'expression de la parole, latitude que permet difficilement le questionnaire standardisé. Toutefois, et compte tenu de l'acceptation quasi généralisée du terme de « race », il semble aller de soi que, par définition, être Blanc et être Noir sous-entend *de facto* une distinction biologique immanente. Il y a donc lieu, encore une fois, de s'interroger sur l'influence de la formulation des questions sur le type de réponse qu'obtiennent les intervieweurs.

Ce qui nous intéresse surtout cependant c'est le constat suivant lequel le simple énoncé d'une perception, d'un stéréotype n'est pas en soi si important. C'est plutôt le mode d'explication de cette perception ou, encore, la façon dont un individu peut se représenter cette perception d'une distinction qui importe. Mais encore, l'explication de différences entre Blancs et Noirs peut ne pas susciter beaucoup d'intérêt d'un point de vue sociologique si l'on ne peut établir de lien entre la dimension cognitive d'une attitude et sa dimension conative ; dans quelle mesure elle peut se traduire par un comportement ou une action orientée vers autrui .

L'enquête de Apostle et al. ne permet pas d'établir un lien entre les attitudes et les comportements. Toutefois, ces chercheurs ont établi un lien significatif entre, d'une part, les modes d'explication des attitudes et les perceptions qui en découlent et en sont la source et, d'autre part, des intentions d'action ou des intentions de soutenir une action. Ils ont constaté qu'une enquête transversale ne permet cependant pas de cerner l'influence des attitudes des Blancs sur le quotidien des Noirs, sur la discrimination dont ils sont victimes. Toutefois, elle représente un pas en avant

comparativement au type classique d'enquête sur les attitudes où l'on ne cherche pas vraiment à examiner comment les répondants s'expliquent ce qu'ils perçoivent, comment leurs perceptions orientent leur explication et, enfin, comment cette représentation de la réalité influe sur leur comportement ou leur volonté de soutenir certaines actions ou certains comportements.

Chapitre 7 : Cartographier le langage du racisme

Le racisme, comme nous l'avons vu, comporte de multiples facettes et peut revêtir des formes multiples. L'enquête présentée au chapitre précédent, tout comme celles du MCCI présentée au premier chapitre, aborde des thèmes et des questions d'attitudes à l'égard de la diversité ethnique et culturelle sans être en mesure d'examiner le statut de certains énoncés, de certains discours en regard de « pratiques » d'exclusion, au sens où ces attitudes ou ces discours négatifs se traduiraient par des comportements et des gestes discriminatoires.

Ce chapitre décrit les principaux éléments d'une étude de cas dont l'objectif premier était de développer une analyse critique des codes et des pratiques qui perpétuent et favorisent l'exclusion et le racisme au sein de la société néo-zélandaise. Wetherell et Potter (1992) (W et P, ci-après) désiraient explorer ce qu'ils appellent la texture « stratifiée, diversifiée et hétérogène » des pratiques discursives, des argumentations et des représentations qui constituent le discours de sens commun dans une société donnée. Le discours est donc, aux yeux de ces chercheurs, une pratique s'exerçant par le biais de modèles de significations et de représentations. La cartographie qu'ont effectuée les auteurs portait précisément sur ces pratiques discursives. Les pratiques d'exclusion, les pratiques racistes ont, selon W et P, une organisation pouvant être découverte et saisie, en dépit de leur caractère changeant et évolutif.

Quelques considérations méritent d'être soulignées ici. Tout d'abord, l'utilisation de la métaphore de la « cartographie » amène, selon W et P, à voir le discours raciste sous un angle très différent : le langage a, dans cette perspective, une substance, il peut être exploré et répertorié. Par le fait même, W et P reconnaissent le besoin de développer certains instruments d'enquête qui permettraient une telle cartographie. À cet égard, les « technologies » disponibles dans la psychologie sociale

traditionnelle du racisme (par exemple, les concepts de stéréotype, d'attitude et de préjugés) semblaient inadéquates pour cette tâche.

Il y avait également lieu d'investiguer les façons, les processus par lesquels un champ social du discours en venait à être « étiqueté » et identifié comme étant personnel, subjectif, ayant des composantes psychologiques et appartenant à l'individu, comme autant de croyances propres, d'attitudes, d'opinions, de pensées et d'expressions personnelles et « idiosyncrasiques ». Un autre élément-clé : les investigations sur le racisme doivent mettre l'accent sur les pratiques institutionnelles, sur les actions discriminatoires, sur les structures et les divisions sociales. Mais cette étude est cependant intimement liée à celle du discours. Comme le soulignaient W et P (p.63), il importe de mettre l'accent sur les façons par lesquelles une société donne voix au racisme et comment les formes de discours instituent, cristallisent, changent, créent et reproduisent les formations sociales.

Psychologues sociaux de formation et d'approche, W et P étaient d'abord préoccupés par les questions de représentation, d'idéologie et de discours. Selon eux, le discours de sens commun des Néo-Zélandais Pākehās (ainsi dénommés pour les distinguer des Māoris) est davantage que du simple bavardage, et devient puissant en lui-même comme forme d'action sociale (p.27). Ils tenaient à montrer comment les pratiques discursives des Pākehās sont imbriquées avec d'autres pratiques sociales importantes en Nouvelle-Zélande, notamment les rapports sociaux dominants/dominés. En ce sens, il était important pour eux d'étudier certains aspects du rôle et de la contribution des pratiques discursives.

En utilisant des définitions traditionnelles ou classiques du racisme, W et P purent trouver des exemples de racisme dans les discours des parlementaires d'il y a une dizaine, une vingtaine voire une trentaine d'années, mais ne purent les trouver dans le discours d'aujourd'hui. Dès lors, leur conception du racisme allait plutôt être de le voir non pas comme une propriété intrinsèque de certaines formes de discours (p.70), mais plutôt comme un effet de pratiques discursives et d'autres pratiques sociales.

Selon eux, le discours raciste en Nouvelle-Zélande doit plutôt être vu comme un discours, peu importe son contenu, qui a pour effet d'établir, de maintenir et de renforcer des relations de pouvoir opprimantes entre ceux définis comme Pākehās et ceux définis comme Māoris.

Pour W et P, le travail analytique pour ce genre d'études doit porter sur la conceptualisation des catégories à analyser, et non autour des objets de cette analyse. Les groupes sociaux et les catégories doivent être vus en tant que productions sociales, historiques, politiques, économiques aussi bien que cognitives et, en ce sens, il importe d'étudier et de comprendre la façon dont les groupes se définissent eux-mêmes. Il importe également, par le fait même, de reconnaître que les frontières et les attributs des groupes sociaux sont historiquement et socialement construits. Cette construction des catégories se produit dans différents contextes sociaux, et la méthode ou la voie de construction privilégiée produit une subjectivité pour soi-même et pour ceux ainsi définis comme « autres ».

C'est le processus discursif par le biais duquel les groupes sociaux sont construits et rendus réels qui est au cœur de la démarche de W et P. C'est pourquoi il est plus utile selon eux de voir les catégories comme étant activement construites dans le discours à des fins rhétoriques. Comme ces fins changent, ainsi en va-t-il de même de la construction des groupes.

Parmi les objectifs visés, W et P étaient intéressés à examiner comment le discours Pākehā légitime l'exploitation du peuple māori, et comment ce discours est structuré à cette fin. D'une part, W et P ont choisi d'analyser ces ensembles de pratiques qui rendent réels ou génèrent des groupes, des structures et des sujets dans la Nouvelle-Zélande contemporaine, et de comprendre le rôle ou la fonction du pouvoir dans ce processus et cette dynamique. D'autre part, ils désiraient également discuter des fonctions sociales de l'idéologie, aborder les stratégies de domination, et montrer comment les intérêts des Néo-Zélandais Pākehās sont servis par les formulations discursives.

Selon W et P (p.86), il faut examiner, dans le cas des Néo-Zélandais, les spécifications de la réalité et du social dans le discours – comment les agents et les sujets sont formés, comment le monde social est groupé et catégorisé, comment les intérêts matériels et la nature des objets pertinents sont déterminés. L'analyse doit permettre de comprendre comment le pouvoir, particulièrement le pouvoir persuasif et rhétorique, le pouvoir de formuler et d'être cru, est généré dans ce processus.

L'accent est ainsi mis sur le discours en tant que pratique sociale, il est mis sur le contexte de l'utilisation du discours, sur le processus mis en branle au moment même du discours. Pour W et P, cet accent a deux conséquences importantes. D'abord, ils accordent une importance dominante et fondamentale à ce que Heritage (1984) appelle « l'orientation vers l'action » du discours. Le sens des textes ou des conversations dérive de leur utilisation située, localisée, « contextualisée ». Deuxièmement, l'accent sur le discours comme pratique sociale a mené W et P à analyser ce dernier à la lumière de son insertion dans des pratiques quotidiennes (les conversations et les textes de tous les jours), dans des contextes et des situations actuelles.

Ce qui importait principalement aux yeux de W et P (p.98), leur objectif principal si l'on peut dire, c'était de cartographier l'étendue du bricolage de sens qui traverse toute la culture Pākehā autour de la notion de « race », de cerner et de caractériser les discours dominants de membres du groupe majoritaire en Nouvelle-Zélande, et d'indiquer quelques-unes des façons les plus importantes par lesquelles ces discours sont déployés et utilisés. Pour ce faire, il ne fallait pas prendre comme point de départ des définitions a priori du racisme telle celle où il est associé à une forme d'autoritarisme. L'attention du chercheur aurait ainsi été éloignée des pratiques racistes plus généralisées, plus ordinaires des groupes majoritaires qui ont des effets concrets par le biais des travaux parlementaires, des cours, du système scolaire, des services sociaux, de la provision des services, etc.

7.1 Instruments et méthode de recherche

La recherche de W et P repose sur des enregistrements d'entrevues auprès de 81 Néo-Zélandais Pākehās et sur une analyse d'un échantillon d'archives de rapports parlementaires, de différentes histoires dans les journaux et magazines, et de transcription de reportages télévisés, amassés de façon sporadique durant huit ans, et particulièrement durant deux périodes condensées de recherche en Nouvelle-Zélande en 1984-85 et 1989-90.

L'échantillon de 81 répondants (40 femmes et 41 hommes) fut principalement constitué par le biais de groupes et de clubs bénévoles tels les Clubs Rotary et le Club des Lions, lesquels tendent surtout à être des associations d'hommes Néo-Zélandais occupant des postes de professionnels, de gestionnaires, d'agriculteurs et d'administrateurs, et de groupes ou associations similaires constitués principalement de femmes, tel le groupe Zonta. Selon W et P (p.221), le biais en faveur d'associations de la classe moyenne reflétait leur intérêt pour le discours de la classe dirigeante et celui du groupe majoritaire. Compte tenu de la concentration de répondants échantillonnés dans les groupes d'âge de plus de 40 ans, des groupes d'étudiants de dernière année de trois écoles secondaires (privées et publiques) furent rajoutés. La plupart des personnes interviewées provenaient également de ménages de professionnels et de la classe moyenne.

Quelques membres du Parlement ou des candidats à un siège furent interviewés de même qu'un ancien ministre des Affaires māories. Parfois, des entrevues auprès d'une personne menaient à des suggestions pour l'interview d'autres personnes, suggestions qui, à l'occasion, constituaient une façon alternative de sélectionner les répondants. Les entrevues furent menées dans deux régions géographiques de la Nouvelle-Zélande – la moitié d'entre elles le furent dans une grande région urbaine de l'Île du Nord, et l'autre moitié dans une province plus rurale de la côte est de la même île; dans les deux cas, les régions choisies comportaient une population māorie

d'une taille significative. Les entrevues furent toutes menées par la même personne, l'un des deux auteurs du projet, elle-même d'origine māorie.

L'intervieweuse expliquait d'abord l'étude et ses objectifs (un examen des visions et des perceptions des Pākehās à l'égard des relations raciales et de la société néo-zélandaise) à toute l'assistance lors d'une rencontre avec un groupe ou une association de bénévoles; les numéros de téléphone et adresses des personnes acceptant d'être interviewées furent alors notés et les interviews furent menées une à trois semaines plus tard, habituellement chez les répondants et, dans quelques cas, sur le lieu de travail des répondants. Le taux de réponse obtenu pour les demandes de rencontre à des groupes et des associations bénévoles fut très élevé, quelques fois de l'ordre de 80 % à 90 % et, par conséquent, un certain nombre d'individus furent parfois sélectionnés aléatoirement à partir de ces individus volontaires au sein d'un même groupe. Les étudiants furent interviewés dans leur école.

La plupart des entrevues furent menées sur une base individuelle, à l'exception des dix étudiants de deux écoles privées qui furent interviewés en groupe de cinq. À certaines occasions, un conjoint ou un ami présent sur le lieu de l'interview a manifesté l'intérêt d'être interviewé en même temps que la personne initialement approchée; il en résulta quatre interviews conjointes. Enfin, comme le souligne W et P (p.224), en dépit du fait que les interviews aient été semi-dirigées et de type conversationnel, l'intervieweuse utilisait chaque fois la même liste de sujets à aborder. On demandait aux répondants de discuter du controversé « Springbok rugby tour » de Nouvelle-Zélande de 1981, des manifestations et des actions policières qui en ont découlé, de même que leurs implications pour les « relations raciales ». On leur demanda leurs opinions sur divers modèles de « relations raciales » débattus en public tels l'assimilation, le multiculturalisme et l'intégration; sur les raisons du désavantage des Māoris; on leur demanda également leur opinion concernant l'introduction de la culture et de la langue māorie dans les écoles et les médias; à l'égard des événements entourant la colonisation; à l'égard de la notion d'action positive; concernant les causes des manifestations de Māoris, et les

événements entourant divers exemples de ces manifestations tels les marches concernant le territoire, les manifestations Waitangi et l'épisode de Bastion Point. Enfin, on les interrogea à propos de l'existence et des causes du racisme et de la discrimination des Pākehās en l'endroit du peuple maori.

Contrairement aux approches plus traditionnelles où l'intervention de l'intervieweur est minimale, dans le cas présent les interviews furent traitées comme un « morceau » d'interaction sociale en lui-même. L'intervieweur contribuait autant que l'interviewé, et la parole de l'intervieweur avait autant d'intérêt que celle de l'interviewé. Les deux construisent des versions qui s'alimentent à un ensemble varié de ressources d'interprétation¹, les deux sont des sujets analytiques d'intérêt. Suivant la logique de l'approche analytique du discours, les interviews furent menés d'une manière beaucoup plus active et interventionniste. D'une part, cela implique que l'intervieweuse soit une « conversationnaliste » animée², commentant et fournissant les « ums » et « oui, je vois » de toute conversation informelle habituelle. D'autre part, cela implique d'être prêt à être directement et beaucoup plus argumentatif qu'on ne le serait lors d'une entrevue de recherche plus traditionnelle : en offrant des contre-exemples, en questionnant les présuppositions, etc. De cette façon, l'idée est d'avoir accès à toute l'étendue des différents types d'argumentation et de réflexion que les répondants auraient produits en dehors des interviews.

Toutes les entrevues furent enregistrées et ensuite transcrites sur papier (autant l'intervention de l'intervieweuse que les réponses des répondants). Durant la première étape de l'analyse, et afin de rendre cette quantité d'information plus facile à structurer à des fins d'analyse, une série de codages fut effectuée. Cela impliquait de chercher au travers du matériel un certain nombre de thèmes. Certains émergeaient des préoccupations qui avaient stimulé l'étude dès son origine, mais d'autres émergèrent à la suite des interviews et à partir de la lecture des

¹ Voir la section «un concept heuristique» en page 223.

² W et P, p. 99.

transcriptions individuelles. D'autres provenaient de considérations émanant d'archives de documents.

Des bouts de conversations furent copiés dans des fichiers s'ils avaient une relation aux thèmes de l'enquête. Souvent, ces extraits furent annotés à ce moment-là pour en faciliter l'analyse ultérieure. La sélection était inclusive. C'était également là un processus cyclique : au fur et à mesure que progressait la compréhension d'un thème particulier, W et P trouvaient alors nécessaire de retourner au matériel original et d'en faire à nouveau l'examen afin de repérer des passages qui pouvaient ne se révéler pertinents qu'à cette étape de l'analyse. Souvent, des thèmes se fondaient les uns aux autres, alors que d'autres disparaissaient dès lors qu'on commençait à y déceler des incohérences ou qu'on les voyait plus adéquatement ou utilement représentés comme des sous-sections d'autres thèmes.

Selon W et P (p.102), la recherche de la variabilité est un des éléments principaux de l'analyse du discours ayant pour but l'identification de répertoires interprétatifs. La variabilité est importante parce qu'elle constitue un signal que différentes façons de construire des événements, des processus ou des groupes sont déployées dans le but d'accomplir ou de produire différents effets. Les modèles de variation et de cohérence sont, dans l'ensemble, une façon d'aider à mettre en lumière les différents moyens par lesquels le discours est orienté vers l'action. Par exemple, il était fréquent durant les interviews de voir les répondants aller d'idées et d'énoncés pouvant être décrits comme racistes à d'autres pouvant être perçus comme antiracistes. Une telle variation est particulièrement problématique pour les psychologues sociaux qui travaillent à partir d'une théorie des attitudes.

Comme l'indiquent W et P (p. 102), ce qui est un problème méthodologique pour la théorie des attitudes apporte de l'eau au moulin de l'analyse du discours. Ainsi, dans cette dernière le but analytique de W et P n'étaient pas de classer les gens, mais de mettre au jour des pratiques discursives par lesquelles les catégories de race sont construites et l'exploitation légitimée.

W et P avaient déjà tenté par le passé d'analyser les conséquences ou les effets de sections particulières de discours en ne considérant l'aboutissement ou le résultat de ces extraits que sur des documents particuliers ou sur des extraits limités de discours. La présente enquête est significativement différente, en bonne partie à cause de son ambition de cerner l'opération idéologique d'un large éventail de répertoires interprétatifs différents au sein d'une culture.

La perspective théorique générale en est donc essentiellement une d'analyse du discours; la parole et les textes ne sont pas utilisés comme étant symptomatiques d'une psychopathologie à la manière de nombreux travaux en psychologie, non plus comme la base d'une reconstruction d'événements et d'histoires de la société Néo-Zélandaise. L'accent est directement mis sur le discours et son opération.

7.2 Un concept heuristique : les répertoires d'interprétations

Compte tenu du fait que tout discours est contextualisé, qu'il est rattaché à un « espace-temps » qui lui est propre, W et P ont mis de l'avant le concept de « répertoire d'interprétation ». Tels qu'ils les définissent eux-mêmes (p.90), les répertoires d'interprétations sont des regroupements identifiables de termes, de descriptions et de figures de discours généralement assemblés sous forme de métaphores et d'images bien précises. Ils sont, dans un langage plus structuraliste, des systèmes de signification et les composantes utilisées pour produire ou construire des versions d'action, des versions de soi et des structures sociales dans le discours. Ils sont parmi les ressources utilisées pour faire des évaluations, pour construire des versions factuelles et produire des actions particulières. Pour W et P, ils sont tout d'abord une façon, un outil permettant de comprendre le contenu du discours et l'organisation de ce discours. L'accent n'est donc pas mis sur le langage comme tel, mais sur l'utilisation qui est faite de ce langage, sur ce qui est accompli par cette utilisation et la nature des ressources d'interprétation qui permettent cet accomplissement ou cette réalisation.

W et P (p.91) prennent pour exemple la notion de « culture ». Deux versions furent en effet utilisées par les répondants : la culture comme *héritage* (les traditions, les rituels et les valeurs transmises par les autres générations) et la culture comme *thérapie* (les jeunes Māoris ayant besoin de renouer avec leur culture pour donner un sens à leur vie, pour redevenir entiers). Les répondants utilisaient donc cette notion de culture dans des contextes différents et produisaient par le fait même des « objets » et des « sujets » différents. Ces constructions différentes de la notion de culture impliquent souvent des conséquences conflictuelles pour les politiques sociales. Ainsi, la première notion de culture était surtout utilisée lors de discussions générales sur la langue māorie, alors que la seconde fut principalement utilisée dans des discussions sur le crime chez les jeunes Māoris ou dans des discussions sur l'échec scolaire.

L'idée maîtresse à cet égard n'est pas tant que les répondants pouvaient avoir de la difficulté à concilier ces deux versions, mais plutôt qu'ils accomplissaient différents types de « travail » ou d'action avec ces deux versions dans leur discours. Ainsi, la notion de culture fait partie d'un répertoire d'interprétations et, selon le contexte, une construction précise de cette notion (la culture comme héritage, par exemple) est tirée du répertoire parce qu'elle sied plus efficacement au contexte d'énonciation. Selon W et P, on fait appel à ces répertoires d'une façon tout à fait fluide dans le cours d'une grande variété de sujets de conversation. Dans leurs sujets de conversation, les individus ont accès à une compilation de ressources d'interprétation qu'ils fondent les uns aux autres pour produire une grande variété d'effets différents. Par exemple, et nous le verrons plus loin, les répondants ont fait appel dans leur discours à des valeurs qu'on peut considérer comme libérales et égalitaires, et les ont « retravaillées », quelques fois à des fins racistes et autoritaires.

Le but visé par W et P était ainsi de mettre de l'avant une approche qui aborde l'utilisation de ces répertoires de façon contextualisée, une approche qui étudie la façon dont les notions de « race », de « culture » et de « nation » sont mobilisées par les répondants, en portant une attention particulière à leur construction spécifique, à

leur insertion dans une séquence de discours, et à leur organisation à des fins de rhétorique.

Dans les pages qui suivent, nous tenterons de montrer comment W et P ont effectué leur analyse à partir d'interviews, de discours publics de politiciens, de commentateurs et de journalistes. Ils tenaient à démontrer, pour chaque « domaine » ou « champ », comment le discours des Néo-Zélandais Pākehās légitime, justifie et rationalise les formes actuelles de désavantage dans lesquelles se trouvent les Māoris, comment l'inégalité est normalisée et rendue « sécuritaire », et comment la diversité et les conflits continuels sont contrôlés et le consensus fabriqué (p.115).

7.3 Résultats empiriques (1) : la construction sociale d'une communauté

Utilisant comme toile de fond l'année 1990, année de commémoration du multiculturalisme et de la nationalité en Nouvelle-Zélande, W et P ont examiné la logique qui sous-tend les descriptions et les catégorisations « fondamentales » utilisées dans le discours des Néo-Zélandais Pākehās. Ils se sont interrogés sur la façon dont les différences et les similitudes sont articulées et comment les frontières ont été érigées entre les groupes, et ce, en partant de l'idée suivant laquelle la race, la culture et la nation ne sont pas des phénomènes « naturels » mais des catégories construites³.

Les extraits d'interviews suivants révèlent une formulation raciale du peuple māori et des migrants polynésiens. Certains d'entre eux tentent de louer le peuple māori, mais les prémisses sur lesquelles ces points de vue s'appuient sont racistes et profondément offensantes.

³ P.118. Les auteurs soulignent le fait qu'au début du 19^e siècle les Māoris constituaient une nation, qu'en 1990 on les considérait comme un groupe national, et qu'on les désignait en tant que « groupe culturel » dans les livrets commémoratifs et les énoncés officiels.

Répondant a : The Māori on the whole isn't a leader, uh, I think that the Māori that is leading in this way probably has a lot of Pākehā blood. Cause there are no pure-bred Māoris in New Zealand and that probably, you know, that's the reason why.

Répondant b : The, um, the old Māori, only 150 years ago he was a cannibal, he was eating his enemies. He hasn't had the advantages of (yes), if we think the Western style of civilization is the ideal situation, he hasn't (.) had bred into him, generation after generation, er, the capacity to reason, analyze. Of course some do, not in the same proportion as Whites.

Répondant c : I think there's a tribal instinct if you like...

Répondant d : ...there's wonderful Polynesian people and wonderful Māori people who are hard workers and family, probably more family-oriented than a European, but the gang team work comes from a hereditary factor within their own communities.

Répondant e : New Zealand born people are not a violent race, I feel that we're a friendly, kindly race, but I feel that as immigrants are coming in and interbreeding I think it has become...

Répondant f : I had a friend in Motueka who's um say, almost full-blooded Māori.

Répondant g : Perhaps the fact that really the Māoris, as the Aborigines and black Africans and I suppose to some extent even the Indians, we've, we've really asked them in about 150 years to encompass centuries of social evolution.

Répondant h : I think that the only possibility, you see, OK you're talking about um your're ignoring genes, and alright we we have a lot a lot of intermarriage, I mean none of the Māoris are pure, and um they do have a racial trait, a characteristic that that I don't know whether it's going to be dominant or not, but they're basically a lazy people, um and OK with a bit more intermarriage maybe that will be lost to a larger extent with a bit of the old Protestant work ethic thrown in, it might improve them...

Les extraits qui précèdent illustrent bien l'importance de l'origine physique, du sang et des gènes dans le discours des répondants. Comme l'expriment W et P, le sang des Māoris est perçu comme dictant, d'une façon mystérieuse, la personnalité, le tempérament, l'habileté, la vision de la vie et l'organisation sociale. Ainsi, les répondants présument que les caractéristiques culturelles, les traits psychologiques et les positions sociales sont transmis génétiquement. La logique qui prévaut alors (celle qui, par exemple, émerge du dernier extrait) est qu'avec le temps, avec l'augmentation du nombre des unions entre hommes et femmes des différents

groupes, les gènes en viendront à être les mêmes, ce qui, par la force des choses, devrait faire diminuer la diversité et les conflits d'intérêts entre les groupes. Bien que très peu d'arguments soutenus par les répondants soient fondés uniquement sur le discours racial, près des deux tiers de l'échantillon ont fait ce genre de référence à la race. Cette dernière continue ainsi à être une importante méthode de désignation des groupes et des communautés en Nouvelle-Zélande.

W et P ont tenu à savoir si, dans l'histoire politique de ce pays, il existait un énoncé politique ou des documents mettant de l'avant un modèle pour les relations intergroupes. Le Rapport Hunn de 1960 est unique à cet égard puisqu'il tentait de systématiser les principes sur lesquels le Ministère des Affaires māories devait être fondé. Selon W et P, son intérêt réside dans le fait qu'il renferme certaines des contradictions qui émergeaient du discours public de l'époque, et qu'il est pertinent de montrer comment le discours officiel qui a cours aujourd'hui, trouve également des échos dans le discours de sens commun.

L'analyse du Rapport Hunt par W et P met notamment l'accent sur le fait que, en raison de la « politique des races⁴ » qui y est développée, les interprétations des « relations intergroupes » qui prévalaient au 19^e siècle ont persisté au 20^e siècle. Ce Rapport posait des jalons nouveaux dans le débat public par l'importance accordée au maintien culturel et à la pluralité des cultures. Mais comme le soulignent W et P, la culture est entendue dans ce Rapport sous l'optique de la race, et la représentation de Hunn sur les Māoris et les Pākehās en tant que communautés raciales encourage et reflète une compréhension particulière de la pratique de l'intégration. Ce qui ressort nettement c'est l'inévitabilité d'une subordination de la culture māorie « primitive » par la civilisation blanche supérieure du groupe Pākehā. On y présente ainsi de façon explicite les contrastes « primitifs »/« civilisés », « avancés »/« retardés ». L'introduction qui y est faite de la notion de culture présente le mode de vie pākehā comme le modèle de référence. En réalité, on ne parle pas d'un mode de vie pākehā mais plutôt d'un mode de vie moderne propre aux

⁴ Dans ce rapport les Māoris sont décrits comme étant une « race virile ».

peuples avancés. Les Māoris continuent d'être une race, mais les Néo-Zélandais deviennent les représentants d'un modernisme international (p.127). Les répondants interviewés par W étaient très explicites quant à l'utilisation de la race pour désigner les « autres peuples », et du mode de normalité pour se définir. Selon W et P (p.128), Hunn voit l'assimilation comme étant inévitable à cause de l'infériorité raciale présumée, et donc de l'infériorité culturelle des Māoris. Ainsi, l'accent mis sur l'inévitabilité de cette assimilation, sur une vision des Māoris comme étant des survivants mal adaptés d'un mode de vie dépassé, sur l'impact fatal pour les Māoris avec la modernité, sur la hiérarchie entre les peuples, cet accent donc, représente les relations sociales oppressives et l'hégémonie d'un groupe comme faisant partie d'un processus naturel et universel.

Les idées véhiculées par le Rapport Hunn ont fait place à une autre stratégie discursive à partir des années 1970, laquelle faisait de la culture, plutôt que de la race, le point focal de la communauté⁵. Le programme qui en émana dans les cercles gouvernementaux et administratifs durant les années 1980 fit de l'acceptation des différences culturelles la condition pour une harmonie nationale. Dans le cadre des interviews, W et P ont cherché à savoir comment la culture était « acceptée » et interprétée par les Pākehās. C'est ainsi qu'ils ont identifié deux courants ou branches dans le discours de sens commun sur la culture : la culture comme *héritage* et la culture comme *thérapie*. Les extraits d'interviews qui suivent montrent d'abord la culture comme une entité statique, comme un héritage, comme une commodité précieuse du passé. Pour utiliser les mots de W et P, les Māoris deviennent ainsi des gardiens de musée.

Extrait A : I'm quite, I'm certainly in favour of a bit of Māoritanga, It is something uniquely New Zealand, and I guess I'm very conservation minded (yes) and in the same way as I don't like seeing a species go out of existence I don't like seeing (yes) a culture and a language (yes) and everything else fade out.

⁵ Le déplacement de la race vers la culture reflète bien entendu des changements discursifs dans les démocraties occidentales en général et le développement en sciences sociales, durant les années 1950, de nouvelles théories sur l'identité.

Extrait B : I think it's important they hang on to their culture (yeah) because if I try to think about it, the Pākehā New Zealander hasn't got one (yeah) unless it's rugby, racing and beer, that would be his lot! (yes) But the Māoris have definitely got something, you know, some definite things that they do and (yeah). No. I say hang on to their culture.

Certains autres extraits révèlent d'une part qu'on accuse les activistes maoris d'être « déphasés » par rapport à leur propre culture. La culture est, selon cette interprétation, à ce point associée au traditionnel et à l'archaïsme que tout contact avec la société « moderne » est perçu comme « dérangent » et déstabilisant pour les Māoris.

Dans les propos recueillis, la culture a également un sens lié à la formation de l'identité, des valeurs et de la fierté. De l'accent mis sur l'artisanat, les rituels et les traditions, nous passons à l'idée selon laquelle la « conservation », le maintien de l'identité passe inévitablement par le maintien de la culture. Les extraits d'entretiens révèlent que la culture peut tenir lieu de thérapie dans la mesure où les Māoris urbains modernes sont dépeints comme étant perdus et sans but, à la recherche d'un sens et d'une structure dans leur vie et, en l'absence de ces choses, sont enclins au crime et au désordre. L'abandon de leur culture ou, du moins, la faiblesse d'une identité culturelle māorie distincte mènerait ainsi à l'anomie et à l'aliénation. Comme le soulignent W et P, les Māoris modernes deviennent positionnés dans ces discours comme étant des « non-personnes ». Selon eux, les Māoris ne sont plus perçus comme étant déficients par rapport aux Pākehās, ils sont vus comme déficients en tant que Māoris. L'enracinement profond dans sa culture traditionnelle devient, d'une certaine façon, un baume pour l'âme.

En dépit des efforts des activistes Māoris dans les années 1960 et 1970, qui revendiquaient des changements politiques et sociaux et la résolution des griefs entourant les questions de territoires et de souveraineté, les répondants interviewés interprètent, au travers du prisme de la culture comme thérapie, les protestations et les demandes du peuple Māori comme étant, dans l'ensemble, le reflet de leurs difficultés et de leurs faiblesses, de leur malaise psychologique. C'est ainsi que les

solutions et les remèdes proposés à l'anomie des Māoris deviennent séparés des luttes sociales et politiques pour finalement s'inscrire comme étant le simple fait des vicissitudes inhérentes aux relations interculturelles.

Alors que la culture māorie est présentée pratiquement comme un fardeau pour les Māoris eux-mêmes, comme une tâche inévitable et à double tranchant, pour les Pākehās cette culture devient une arène où de nouvelles habiletés peuvent être acquises et de nouveaux talents exhibés. Elle devient un terrain de jeu potentiel. Selon W et P, la culture māorie peut être une dimension supplémentaire très riche, tel un hobby. Les Pākehās sont libres de choisir cette culture. Les Māoris ne peuvent la rejeter qu'au risque de se retrouver anémique.

L'importance de l'acceptation de la diversité et de la tolérance de la différence était néanmoins omniprésente dans la plupart des interviews menées. Le discours sur la culture est ainsi très convivial puisqu'on y parle de sensibilisation à la différence, de respect, etc. Contrairement au discours qu'on entendait jadis sur la race, on met maintenant l'accent sur l'idée de se sentir bien à propos de la différence. Et pourtant, ce discours sur la culture peut également devenir un discours idéologique légitimant (p.136). Selon W et P, dans le discours sur la culture le peuple Māori devient exotique alors que la majorité pākehā devient le « mode » normal. On présume dans ce discours que les Pākehās peuvent très bien s'en tirer sans culture, alors que les Māoris ont un droit à cette « commodité ». Dans le discours des répondants, si les Māoris perdent leur identité culturelle, ils ne deviennent pas automatiquement Pākehās ou « civilisés » par défaut. Ils deviennent déracinés. Les Pākehās deviennent les agents qui peuvent créer des opportunités culturelles pour les Māoris. Ainsi, les Pākehās modernes se voient maintenant dotés d'une obligation de fournir un leadership paternel et de servir de guide pour permettre aux Māoris « passifs » de revivre.

Un répondant (ancien ministre)

...I think it is a great idea, um, teaching Māori language and all of these – to give back pride and dignity to a lot of Māori people who have lost it, and they probably

lost it because we killed off all of their leadership people uh at the, in the latter half of the last century (yes). And once a leadership uh situation has been destroyed it takes a very long time to rebuild it. Because they were the people who passed on the pride to the next generation. So I think we, um, (the interviewer : So there is good cause for actively fostering Māori culture, do you think?) Yeah, absolutely um and I accept the responsibility on, is on us to do it. I mean after all we eliminated all the leadership um um... and I I think it is up to us to replace it. (entrevue menée en 1984)

Selon W et P, le discours sur la culture remplace certaines des mêmes tâches que celui sur la race. Cela devient une différence qui survient naturellement, un simple fait de la vie, et une forme autosuffisante d'explication. De cette façon, les fautes ou les lacunes du peuple māori ne résident pas dans leurs gènes, contrairement au discours sur la race, mais dans leurs pratiques, leurs attitudes et leurs valeurs traditionnelles. Le discours sur la culture sert d'explication aux désavantages et suggère des « solutions » ou des « remèdes » qui ne dérangeront pas trop la structure et l'organisation sociales contemporaines. L'histoire coloniale peut ainsi être reconstruite en tant qu'histoire de valeurs qui s'affrontent, le moderne contre le traditionnel, par comparaison à une histoire d'intérêts conflictuels, de relations de pouvoir et d'exploitation. Il y a un aspect inévitable et acceptable dans la notion de « contact des cultures » que l'on ne trouve pas dans la rhétorique d'annexion, de conquête et d'oppression.

7.4 Résultats empiriques (2) : la pratique de la catégorisation

W et P désiraient mieux identifier le rôle et le pouvoir idéologiques variables des actes de catégorisation sociale. Ils partaient du principe selon lequel il n'y a rien de naturel concernant les distinctions « nationales », « raciales » et « culturelles ». Ils ont donc analysé ces catégorisations en tant qu'actes de structuration ou de hiérarchisation discursive ayant des origines historiques spécifiques. Ils ont ainsi voulu adopter un point de vue différent de celui de la perspective classique de la catégorisation des groupes en psychologie sociale. Plutôt que de voir la catégorisation sociale comme une donnée *a priori*, W et P en ont fait un objet

d'étude. Selon eux, l'acte de catégorisation sociale, le fait de décrire quelqu'un comme « Māori » et un autre comme « Néo-Zélandais », s'intègre, se fonde aux pratiques qui maintiennent les relations de pouvoir. Ils ont ainsi proposé d'examiner comment les narrations, les discours ou les descriptions des Néo-Zélandais Pākehās sont intéressées, c'est-à-dire comment ces dernières deviennent organisées idéologiquement dans le but de discréditer les groupes Māoris et de maintenir le statu quo. La pratique de la catégorisation est vue comme constitutive aussi bien que réflexive. L'acte discursif participe à la création des groupes, des intérêts, des émotions, des similitudes et des différences, et du paysage social en général.

W et P n'étaient pas intéressés de savoir si les Māoris et les Pākehās étaient effectivement des « groupes raciaux »; ils n'ont pas présumé, comme le font nombre de psychologues sociaux, que les catégorisations sociales telles la race, la culture et la nation reflètent simplement des divisions réelles entre les gens. Ils présumant, admettent ou supposent plutôt que les catégorisations sociales sont des pratiques significatives avec une histoire et une signification idéologique qui méritent qu'on les étudie. Ils ont également voulu savoir comment différentes descriptions et définitions du processus social font partie d'une pratique significative, et ce qu'elles semblent accomplir et réaliser pour les participants⁶.

Établissons donc d'abord les principaux axes organisant les comptes rendus des Pākehās Néo-Zélandais sur le conflit et l'influence sociale. Durant les interviews, les participants Pākehās étaient interrogés sur différents conflits passés et récurrents ou continuels entre les Māoris et les Pākehās. Du reste, ces conflits avaient provoqué ou entraîné des protestations de la part des Māoris, et dans certains cas, le développement de groupes et de mouvements sociaux engagés sur la voie du changement. La plupart du temps, il s'agissait de conflits liés au territoire, mais qui impliquaient également la mobilisation des Māoris relativement au traité des célébrations de Waitangi et des questions plus larges sur le territoire et la souveraineté. En discutant de ces sujets, la conversation tournait typiquement autour

⁶ Wetherell et Potter, p. 150.

du statut et des actions des activistes māoris, de même que des mouvements de protestation des Māoris. Les gens interviewés donnèrent leur interprétation des raisons pour lesquelles les Māoris manifestaient, de même que leurs versions du processus par lequel les individus et les groupes minoritaires en viennent à avoir de l'influence dans la société et parviennent à réaliser un changement social. Dans la plupart des cas, les Néo-Zélandais Pākehā interviewés se préoccupaient de discréditer les groupes décrits comme « activistes », « revendicateurs », « militants » et « irréductibles », fauteurs de trouble, etc. Ils souhaitaient dénigrer leur influence et argumentaient en faveur du statu quo, et contre le besoin de réaliser et de rendre effectifs des changements.

Les extraits qui suivent permettent d'examiner quelques méthodes typiques de rhétorique ou des pratiques argumentatives utilisées par les répondants; W et P ont voulu montrer comment elles constituent une voie vers l'analyse des ressources interprétatives structurant ces versions.

Répondant 1

There's too big a demand (mmhm) being made on New Zealand society from Māoris which (.) who have, I guess they've suddenly (yes) finding their feet and making themselves very vocal. It is starting to build a resentment (mmhm), there's no doubt about that (intervieweuse: Among the Pākehā majority?), within the Pākehā majority. There's no doubt about that. And I think that people feel that we're getting almost a reverse apartheid situation.

Répondant 2

I think we'll end up having Māori wars if they carry on the way they are. I mean no it'll be a Pākehā war (yes). Um (.) they're making New Zealand a racist country. Um but you know you usually feel, think, that racism is um (.) putting the, putting the darker people down but really they're doing it the other way around, I feel. Um, everything seems to be to help the Māori people, um, you know. I think at the moment sort of the Europeans sort of they're just sort of watching and putting up with it, but they'll only go so far. Um you know we've got Māori friends out here, uh who we have into the house, you know they're friends, um but when things happen when they suddenly say oh they're going to make Māori language compulsory, um it is, it's antagonizing and the Māoris friends that we've got, they don't agree with it. OK you've got your extremists there too, the ones who feel, you know that everyone should learn it but um I think the average Māori sort of perhaps is worried too.

Répondant 3

You know, I, I'm all for them bringing their culture in as much as possible, it's a good culture. The Māori race is, is a very fine race, it's just a shame that they have lost a lot of their culture. Um I see one or two problems there, that you've once again got one or two people who are stirring. But they're not the majority, they're a very, very, small minority. Um you know they want their land back and this sort of thing; well that's all very nice. But it's happened everywhere in the world for years.

Répondant 4

We had three Māori women out to speak at [inaudible] (L'intervieweuse : Oh yes (.) that would be interesting.) And one of them, her name is [inaudible] and I always forget her surname, and she has, she's an extraordinarily intelligent young woman, three degrees or four degrees or something. And she was with the High Commissioner up in Canada, and she was sent home because she said that the Canadian American-Indians get far more freedoms than New Zealand Māoris and I'd always understood they lived in reservations and they were all sodden with drink but, you know, I may well be wrong. And anyway she came back and she sat there and, she's very beautiful, and she sat there with this scarf tied around her head, she had the most expensive beautiful jewellery on her fingers and she was sort of in this incredibly expensive outfit and French shoes and she was, she looked like something off the cover of Vogue (yeah). And somebody said to her, 'do you feel that Pākehā culture's given you anything?' And she said, 'NO ABSOLUTELY NOTHING AT ALL'. And I thought look lady, hahaha, you know, she was (.) and, but they were advocating violence (yeah). They wanted Māori clinics for their children, they wanted Māori schools, and they said if we don't get these things then they will fight, and they were meaning it.

Le discrédit, le blâme et le dénigrement sont effectués en empruntant plusieurs voies dans ces extraits, lesquels sont représentatifs de l'ensemble des propos. Selon W et P, la pratique d'argumentation est aussi claire que si elle était dictée à partir d'un livre de recettes de stratégies rhétoriques dans le but de discréditer des groupes politiques adverses. Une de ces stratégies consiste à mettre en doute l'authenticité des motivations des adversaires; une autre est d'interroger l'efficacité de leurs tactiques; une troisième est d'accuser ceux avec qui l'on est en désaccord d'enfreindre les normes de modération; une quatrième implique des accusations d'incohérences, quoique même la cohérence puisse devenir problématique. On en vient également à questionner la « représentativité » du soutien que reçoivent les adversaires et à les accuser d'empiéter sur les droits des autres.

Pour certains répondants, les protestations des Māoris sont attribuées à d'autres ensembles, moins nobles, de motivations – l'égoïsme et l'appât du gain. D'autres questionnent également les motivations des activistes māoris, mais cette fois-ci par le biais d'accusation d'incohérence, de malhonnêteté et d'hypocrisie. Paradoxalement, les Māoris sont également accusés d'être trop cohérents dans le rythme et la fréquence de leurs manifestations.

Il semble donc que la cohérence, autant que l'incohérence, du reste, des réactions des Māoris à ce qui est défini comme étant la société Pākehā peut être interprétée comme des traits de comportement répréhensibles. Les deux invalident les protestations. Les extraits présentés ici révèlent le développement d'une argumentation suivant laquelle les « militants » māoris ne sont pas représentatifs de la majorité ou soutenus par les groupes māoris « moyens », « ordinaires » ou « normaux ». D'autres répondants utilisent plutôt la stratégie suivant laquelle ils soutiennent que les groupes māoris adoptent des tactiques inefficaces, naïves et impraticables, qu'ils poursuivent des formes de politiques qui entraîneront des effets contraires à ceux attendus. Dans ce dernier cas, on suggère que c'est la protestation des Māoris qui crée des « préjugés raciaux », des divisions et du ressentiment.

Selon W et P, ces extraits indiquent également comment les tentatives des Néo-Zélandais Pākehās de développer des arguments convaincants dans ce domaine, comme dans d'autres domaines, sont soutenues par des formulations, des contrastes et des termes d'évaluation, de normalisations passives et tout l'attirail habituel d'argumentation impliquant des cas extrêmes. Un de ces extraits (celui du répondant 1 ci-haut) révèle comment on s'applique à séparer et à distinguer le peuple māori du reste de la société néo-zélandaise. On amoindrit les revendications par le biais de descriptions des Māoris comme *se sentant* privés, comparativement à, disons, *étant en réalité* privés.

Les protestations des Māoris sont également décrites comme « soudaines ». Cet élément de soudaineté s'est avéré être un outil de rhétorique fort prisé par les

répondants. Ces derniers mettaient en effet l'accent sur l'opposition entre, d'une part, la normalité et l'habitude du statu quo et, d'autre part, l'aspect imprévu ou inattendu des protestations, lesquelles étaient présentées comme venant de nulle part.

Selon W et P, le travail argumentatif et rhétorique évident dans ces extraits dépend d'un ensemble partagé de ressources d'interprétation, pas toujours clairement explicitées, concernant la nature de l'influence sociale, le processus et les agents du changement social, et ce qu'est la société en rapport avec ce processus. Ce sont ces ressources d'interprétation, plutôt que les procédures impliquées dans la construction des discrédits, qui furent l'objet principal de leur analyse. Ces ressources d'interprétation partagées structurent ce qu'on pourrait appeler l'aspect « évident » de la rhétorique et déterminent les aboutissements du travail interprétatif. Les répondants qui constituaient l'échantillon partageaient un ensemble collectif de procédures « tenues pour acquises » en mettant de l'avant ces arguments, et il semblait ainsi y avoir un certain consensus pratique en opération quant à ce qui avait de bonnes chances de constituer un « bon argument » ou un « cas persuasif ».

Les discours des répondants ont révélé que les groupes clés, les acteurs et les lignes de force, de pouvoir et d'influence sont négociables et variables. Comme le soulignent W et P (p.155), les attributs accolés aux activistes māoris ou au peuple māori sont également variables. D'une part, il y a plusieurs exemples dans les transcriptions où ces groupes étaient présentés comme énergiques, vigoureux, puissants, efficaces et persuasifs, alors qu'en d'autres moments, autant d'une entrevue à l'autre que dans le cadre d'une même entrevue, ils étaient également présentés comme inefficaces, naïfs, sans pouvoir ou influence. De façon similaire, ceux qu'on décrivait comme « activistes », militants et protestataires, étaient fréquemment dépeints, comme étant trop émotifs, manifestant seulement pour le simple plaisir de manifester, incapables de s'impliquer, inauthentiques; par contraste, on les dépeignait également comme faisant partie d'une élite, un groupe hautement engagé, des meneurs de foules. Les activistes qui sont décrits dans un contexte comme n'étant pas crédibles, étant donné leur manque de soutien de la part des

foules, sont, dans d'autres contextes, présentés comme d'habiles démagogues — des représentants efficaces de l'opinion publique.

Ces variations dans la catégorisation des acteurs et l'assignation de traits semblent refléter des variations ou des fluctuations entre trois scénarios dominants, quoique contrastants, du processus d'influence que peuvent avoir les individus en société.

1. Le peuple māori en général, les activistes en particulier, est présenté comme agissant *sur* la majorité des Néo-Zélandais. Selon cette distribution du pouvoir et des lignes de force, les agents d'influence sont habituellement positionnés comme étant puissants et menaçants, capables d'affecter une société « paisible et harmonieuse » et capables de déranger les vies « placides et tranquilles » de la majorité.
2. Les groupes sont identifiés ou catégorisés différemment. Les acteurs principaux deviennent « des activistes radicaux » en comparaison avec le Māori moyen et « normal ». Certains extraits montrent qu'une distinction est faite entre, d'une part, les Māoris qui sont des amis, le Māori moyen, et ceux qui, d'autre part, sont des extrémistes.
3. Enfin, dans le troisième scénario, les groupes pertinents sont dépeints comme des élites irréductibles d'activistes māoris radicaux influençant des foules de sympathisants māoris potentiels.

Le discours des répondants comporte plusieurs stratégies d'argumentation, suggérant que ceux qui protestent sont une minorité non représentative et aussi que, comme membre de la catégorie des « fauteurs de trouble », ils protestent à partir de motifs qui sont douteux. La masse, au contraire des petits groupes organisés, est dépeinte comme ne sachant pas ce qu'elle fait, comme étant incapable de comprendre les vraies questions, et comme sautant en masse dans les wagons en marche. D'une certaine façon, ils sont dépeints comme étant influençables et grégaires. Ces scénarios constituent des idéals types, mais dans n'importe quel compte-rendu

différentes distributions de pouvoir, d'acteurs et de lignes d'influence peuvent être agencées ensemble.

Les extraits ont montré, selon W et P, que les Pākehās étaient engagés dans deux types de lutte idéologique où chacune nécessite un compte rendu contrastant du processus d'influence :

- 1- Influence adéquate comparativement à inadéquate, appropriée comparativement à inappropriée.
- 2- Lutte pour masquer et dissimuler les relations de pouvoir et la direction de ce pouvoir.

Les Māoris sont présentés comme étant à la fois puissants et inefficaces, comme potentiellement persuasifs et comme illégitimes, là où l'illégitimité et l'incapacité sont perçues comme dérivant d'une incapacité d'être puissant et influent de la *bonne* façon, c.-à-d. de façon à obtenir l'approbation des Pākehās. La distinction entre l'influence « appropriée » et « inappropriée » peut ainsi en venir à fonctionner vraiment efficacement comme une attaque contre les groupes maoris.

Dans certains des extraits de discours concernant le processus d'influence des Māoris sur la société néo-zélandaise, le peuple māori en vient à être dépeint comme un groupe « d'irritants actifs », alors que la majorité Pākehā ou « la société néo-zélandaise » devient l'entité paisible et silencieuse sous attaque. Dans les extraits de discours, les répondants interviewés font explicitement un lien entre le contraste de « l'avant » et de « l'après », d'un « âge d'or » d'un passé récent, lorsque les Pākehās et les Māoris vivaient en harmonie, avant les jours de « l'activisme ».

Avec une telle vision, les Pākehās deviennent inactifs mais légitimes. Leur pouvoir est invisible et normatif, alors que les groupes māoris deviennent actifs et visiblement énergiques, mais, simultanément, déviants⁷. Ainsi, le travail de rhétorique qu'effectuent les Pākehās construit également un objet social uniforme et

⁷ Wetherell et Potter, p. 159.

un consensus social quasi généralisé qui peuvent alors être présentés comme étant sous le joug de la menace qu'exercent les Māoris.

W et P mettent l'accent sur le fait qu'une bonne part de la rhétorique utilisée par les répondants Pākehā est à leurs yeux essentiellement idéologique parce qu'elle reflète la compréhension de la réalité qu'a un groupe dominant, et qu'elle est fondée sur les intérêts de ce groupe et l'expérience que ces membres ont de cette réalité⁸. Il est donc sensé à leurs yeux de parler d'idéologies, c'est-à-dire des ensembles d'arguments et de discours « appartenant » à certains groupes et ayant des effets déterminés et précis. C'est pourquoi, plutôt que de parler d'idéologies ou d'arguments idéologiques, W et P mettent l'accent sur les *pratiques* et les *effets* idéologiques (p.171). L'accent est mis sur la souplesse et la flexibilité du sens de même que sur la construction plutôt que sur la reconnaissance des intérêts. De cette façon, aucun argument n'est en soi idéologique en vertu des caractéristiques de ses locuteurs, de leurs intérêts ou de leurs perceptions et de leurs expériences. Au contraire, un argument devient idéologique parce qu'il est lié à des formes oppressives de pouvoir, au travers de son utilisation, de sa construction et de sa forme de mobilisation. Il y a là une possibilité que les mêmes ressources d'interprétation puissent être mises en œuvre à des fins à la fois radicales et réactionnaires, pour à la fois maintenir et subvertir les relations existantes de pouvoir.

7.5 Résultats empiriques (3) : les outils d'argumentation des Pākehā relativement aux relations Pākehā-Māoris.

W et P ont porté une attention particulière aux comptes rendus des répondants Pākehā concernant trois zones spécifiques et controversées des relations intergroupes : la question de la propriété du territoire et la compensation pour l'injustice passée; l'enseignement et le statut de la langue māorie; et le développement de programmes d'action positive pour les minorités ethniques. Un

⁸ Ibid., p. 170.

des traits les plus surprenants du discours des Pākehās concernant ces zones est qu'il mobilise les principes libéraux classiques et ceux du réformisme social de liberté, de droits individuels, d'égalité et de rationalité instrumentale, en même temps qu'une idée de progrès, dans le but de favoriser ou d'argumenter en faveur de politiques racistes. La question que posent alors W et P est : comment des formes apparemment bénignes de rhétorique politique en viennent-elles à être regroupées en des arguments qui s'opposent à l'action positive, s'opposent à l'enseignement de la langue māorie, s'opposent à l'égalité des résultats, etc.?

Le discours des répondants Pākehās concernant la terre, la langue et l'action positive révèle, selon W et P, un ensemble particulier de dilemmes idéologiques qui sont utilisés dans les lieux communs de l'argumentation politique. Ainsi, il est intéressant d'examiner comment les diverses formulations de ces dilemmes semblent mener, d'une façon généralisée dans l'échantillon des répondants, au maintien de pratiques racistes plutôt qu'antiracistes. Essentiellement, le but était d'étudier le « bricolage » en action dans la mesure où les individus s'appuient sur des ressources contradictoires et les utilisent d'une façon « flexible » et variable pour construire leur compte rendu ou leur description d'un événement, d'une situation ou d'un phénomène. Il est important pour W et P de concevoir le conflit (c.-à-d. l'inconsistance dans l'argumentation et le conflit entre les fins et les moyens politiques) non pas comme un nouveau phénomène, mais comme *un processus discursif normal* (p.176).

W et P ont élaboré une liste de quelques lieux communs du discours politique à partir des interviews et d'exemples de débats et de discussions politiques (p.177) :

1. Les ressources devraient être utilisées de façon productive et d'une manière efficiente relativement aux coûts;
2. Personne ne devrait être forcé;
3. Tous devraient être traités de façon égale;
4. On ne peut pas revenir dans le temps;
5. Les générations présentes n'ont pas à être blâmées pour les erreurs des générations précédentes;
6. Les injustices devraient être corrigées;
7. Tout le monde peut réussir s'il essaie suffisamment fort;

8. L'opinion de la minorité ne devrait pas avoir plus de poids que celle de la majorité;
9. Nous devons vivre dans le 20^e siècle;
10. Vous devez avoir le sens pratique.

Selon eux, ce genre de lieux communs représente un type de « sagesse populaire » et résume quelques-uns des outils d'argumentation disponibles auprès des répondants de l'échantillon lorsque ceux-ci étaient confrontés au sujet controversé des relations Pākehā-Māoris.

À la suite de Billig et al. (1988), W et P soutiennent que les dilemmes qui sous-tendent ces maximes et la nature contradictoire du discours idéologique permettent une flexibilité rhétorique de même qu'un pouvoir argumentatif considérables. Par exemple, les droits individuels entrent en conflit avec les considérations pratiques, les injustices particulières du colonialisme ne peuvent être corrigées si l'Histoire n'est pas pertinente, etc. Ils se sont appliqués à montrer comment ces dilemmes sont en fait constitués dans la pratique. Ils ont également voulu démontrer que les lieux communs et les ressources d'interprétation plus larges de la discussion politique sont mieux perçus comme une sorte de trousse utilitaire ou une courtepointe de formes rhétorique et argumentative, et ne devraient pas être vus comme des schèmes cognitifs qui sont appliqués de façon rigide. Peu importe la particularité du contexte, les Pākehā Néo-Zélandais façonnent habilement leurs justifications et leurs versions à partir de ces ressources.

Pour W et P, il était important de situer dans une histoire et une philosophie des idées les lieux communs énumérés⁹. Ainsi, l'ensemble des ressources d'interprétation duquel ces lieux communs émergent relie les locuteurs individuels à leur culture politique, mais lie également les développements idéologiques dans le Pacifique Sud avec les courants plus larges de la philosophie et de la politique européennes. Les traditions de la pensée libérale et de la politique social-démocrate imprègnent les ressources interprétatives et de sens commun des Pākehā, notamment les notions de droit, de liberté individuelle et d'égalité. Le concept d'égalité est un élément particulièrement important dans le discours libéral dans la mesure où il est entendu

au travers du principe de méritocratie. Les expressions suivantes témoignent de son importance dans les extraits d'interviews :

- Everybody should have a fair go
- We don't want any unequal opportunities here
- People must procure what they want from life through their own efforts

L'extrait suivant témoigne également de l'importance de l'égalité entendue en ces termes. Les principes libéraux qui y sont sous-jacents sont à ce point fermement inscrits dans le sens commun que leur violation déclenche des arguments passionnés et d'indignation :

Yeah, that sort of, sort of like the argument about the Ministry of Women's Affairs (yes) uh it's an unequal thing having a Ministry of Women's Affairs, why don't we have a Ministry of Men's Affairs? Um and I think to a certain extent the same applies, we have we have a Māori land courts. We have um Māoris can get uh loans from the Department of Māori Affairs, that sort of thing. Well I don't see why they can't just go to the housing court like everyone else?

Une phrase revenait constamment chez les répondants interviewés : « on ne peut revenir en arrière » ou « ce qui est fait est fait ». Ce thème récurrent dans le sens commun faisait partie d'un ensemble consensuel de ressources interprétatives dans le but d'interpréter ou de « comprendre » l'Histoire et son développement. Selon les répondants, l'Histoire va de l'avant de façon progressive et désirable, c'est-à-dire vers une société néo-zélandaise moderne. Les Néo-Zélandais interviewés exprimaient une nostalgie pour un passé imaginé comme « l'âge d'or de l'harmonie et de l'ordre ». Cette nostalgie pour un passé doré référait, dans ce contexte, à un passé de relations raciales idéales où les Māoris « connaissaient leur place ». Il était plus fréquent toutefois d'entendre les répondants utiliser l'image d'un futur doré. Le futur, selon W et P, devient doré dans la mesure où l'on conçoit l'Histoire comme une suite d'améliorations continues. Au fur et à mesure que le temps avance, on suppose que les gens deviendront plus avancés, plus rationnels et plus civilisés,

⁹ W et P, p. 178.

capables de faire plus de choses, capables de construire des solutions encore plus impressionnantes aux problèmes sociaux, etc. L'expression « on ne peut changer le passé » sert principalement à se moquer de l'aspect impraticable, irréaliste, et l'absence de *realpolitik* de ceux qui cherchent à rappeler aux Néo-Zélandais *Pākehā*s les injustices coloniales du passé, mais elle tient pour acquise la désirabilité évidente du présent. Ainsi, la vision continue de l'histoire et l'avenir doré sont des ressources argumentatives très puissantes, en partie parce qu'il devient irrationnel, à partir de cette perspective, de questionner la forme actuelle de la société. W et P soulignent en particulier que la race et l'histoire se fondent ensemble parce que les caractéristiques qui forment le futur doré sont présentées dans les interviews comme étant celles de la civilisation blanche occidentale : l'accroissement des bénéfices technologiques, l'administration rationnelle, les valeurs civilisées, le bon vouloir charitable et le désir d'améliorer le sort des groupes « moins chanceux »¹⁰. L'idée est donc la suivante : « Comment peut-on s'opposer à de bonnes choses aussi évidentes et à un tel optimisme sans sembler vouloir plaider en faveur des « bad old days » ? Comment un progrès qu'on tient pour acquis peut-il devenir indésirable ?

Le temps est allé de l'avant et on présume que le monde s'est amélioré. La violence de l'époque coloniale peut fermement et sûrement être reléguée à l'histoire et « débranché » du présent. Encore là, selon W et P, la critique est rendue muette. Pourquoi dans ce cas, les gens devraient-ils être tenus responsables des événements qui se sont produits dans le passé et qui sont si différents de la façon dont les gens se comporteraient aujourd'hui ? Ni plus ni moins, les comptes rendus qui justifient le plus efficacement le statut quo mettent, avec souplesse, l'accent sur la continuité du bien et la discontinuité du mal.

Après avoir tenté de présenter les principales ressources interprétatives qui contribuent aux dilemmes idéologiques structurant la vie politique en Nouvelle-Zélande, l'idée de W et P était que, étant donné ces ressources et certains de leurs effets idéologiques typiques, il leur fallait montrer comment ces arguments sont

¹⁰ W et P, p. 185.

développés *in situ*. L'objectif était donc de tenter de montrer comment ces ressources sont utilisées dans des contextes rhétoriques particuliers, spécifiquement en relation avec les trois sujets controversés déjà identifiés : les demandes des Māoris concernant le territoire et la question de la compensation; la question de l'action positive telle que la disponibilité des places à l'école médicale, le nombre de sièges pour les Māoris au Parlement, des conditions particulières entourant les prêts à la consommation, etc.; et la question et le statut de l'enseignement de la langue māorie.

La majorité des Pākehās Néo-Zélandais interviewés par les auteurs ont utilisé les ressources des droits individuels, de l'égalitarisme, de la rationalité pratique, de l'Histoire comme progrès, etc., pour argumenter ou plaider en faveur de résultats que les auteurs ont décrit comme étant en fait « non libéral ». Les fins de telles stratégies rhétoriques sont le maintien de relations de pouvoir inégales et la domination d'un groupe particulier de Pākehās Néo-Zélandais.

La majorité de l'échantillon désirait justifier les pratiques territoriales coloniales, argumenter contre la compensation des territoires, combattre l'implantation de l'action positive et empêcher la langue māorie d'acquérir tout statut significatif dans les écoles ou dans la vie publique.

7.6 Cartographier le langage du racisme : retour sur la problématique de l'exclusion

Les résultats de recherche de W et P portant sur les répertoires d'interprétations des Néo-Zélandais Pākehās donnent à penser que le fait de ne pas imposer de cadre standardisé de réponses aux personnes interviewées, de leur ouvrir un « espace d'argumentation », permet d'avoir accès à diverses structures de discours qui sont révélatrices de rapports sociaux d'inégalité entre Pākehās et Māoris. On se rappellera que l'idée maîtresse des chercheurs n'était pas d'identifier ou de

répertorier les attitudes négatives et positives dont font preuve les Pākehās à l'égard des Māoris, mais d'examiner et de comprendre les mécanismes par le biais desquels les représentations sur les Māoris sont construites. W et P visaient à décortiquer le discours des enquêtés, leurs conceptions et les vocables utilisés de sorte à mieux comprendre ce que tentaient d'accomplir ces personnes en les utilisant. Les transcriptions d'interviews ont montré que les perceptions, les croyances et les représentations à l'égard des Māoris s'inscrivent toujours dans un contexte d'énonciation spécifique. L'expression de ces perceptions est toujours située, localisée dans un cadre d'argumentation plus large. Une approche axée sur l'analyse du discours permet de mettre en lumière les variations et les nuances dans l'argumentation des répondants. Comme nous le verrons au chapitre 10, W et P ont montré que les personnes interviewées manifestent souvent, à l'intérieur d'une même argumentation, des points de vue qui peuvent être associés à la fois à des attitudes négatives et à des attitudes positives à l'égard des Māoris. Des répertoires d'interprétation sont ainsi utilisés à des fins de rhétorique dans le but de discréditer l'autre. C'est cette souplesse dans l'outil de recherche qui permet de montrer que l'expression d'une croyance, d'une opinion peut, lorsqu'elle est tirée hors de son contexte d'énonciation, sembler faire montre d'inclusion et d'ouverture, alors qu'en fait la prise en compte du contexte d'argumentation révèle au contraire une rhétorique d'exclusion et d'intolérance. Cette réalité n'est malheureusement pas prise en compte à l'heure actuelle dans les approches plus traditionnelles que sont les sondages d'opinion publique sur les attitudes. La question qui se pose, et à laquelle nous tenterons de trouver réponse plus loin dans notre recherche, est : peut-elle l'être, et dans quelle mesure? Faisons-nous face à des objectifs et à des objets de recherche différents, ou alors les résultats mis au jour par W et P doivent-ils être pris en compte si l'on tient à présenter une cartographie des attitudes ou des représentations à l'égard de la diversité ethnique et culturelle?

Chapitre 8 : Identifier les producteurs de comportements racistes

La mesure, l'examen et la compréhension des attitudes d'une population à l'égard du pluralisme culturel, de la diversité ethnique ou de l'immigration ont généralement été effectués en prenant comme univers de référence une population ou un groupe majoritaire. Ainsi, on est habituellement intéressé de savoir dans quelle mesure un groupe majoritaire fait montre d'ouverture ou de fermeture à l'égard d'un certain nombre de thèmes ou de situations. Mais ce genre d'analyse rend toujours très difficile l'étude du lien entre de telles attitudes et les comportements ou les gestes de discrimination et d'exclusion dont sont victimes les membres de certains groupes ethniques. Il est en effet difficile d'établir un tel lien compte tenu des difficultés opérationnelles d'une telle démarche, de même qu'étant donné le caractère socialement inacceptable de tels comportements discriminatoires et de leur aspect souvent non explicite.

L'étude que nous présentons dans ce chapitre propose une démarche différente de celles que nous avons examinées dans les deux chapitres précédents. L'enquête effectuée visait d'abord à « identifier des facteurs susceptibles de freiner les jeunes travailleurs québécois dans leur démarche d'insertion sur le marché de l'emploi et à cerner les comportements et les attitudes débouchant sur un traitement non égalitaire des jeunes de groupes ethniques minoritaires au Québec » (Mathews, 1996, p. 8)¹. Elle portait en particulier sur les producteurs de comportements racistes lors de l'insertion à l'emploi des jeunes Québécois de 15 à 29 ans d'origine haïtienne².

¹ Étude sur les producteurs de comportements racistes lors de l'insertion à l'emploi des jeunes travailleurs de 15 à 29 ans : le cas des jeunes Québécois d'origine haïtienne. Direction des études et de la recherche, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. L'Indice, Lorraine Mathews, 1996.

² L'étude comportait en fait deux parties. La seconde partie concernait six groupes ethniques minoritaires dits « visibles » : des jeunes Québécois d'origine centro-américaine (six répondants), ceux d'origine sud-américaine (sept répondants), ceux d'origine arabophone musulmane (huit) et

Étude réalisée en 1996 et commandée par le ministère de l'Immigration du Québec³, elle met en rapport des sous-populations victimes de discrimination à l'embauche et des acteurs jouant un rôle clé dans les pratiques d'embauche au sein des entreprises. Cette étude permet ainsi de cerner à la fois des comportements d'exclusion dont sont victimes, en particulier, les jeunes travailleurs québécois d'origine haïtienne nés au Québec ou à l'étranger, de même que les fondements ou les éléments d'argumentation qu'utilisent les responsables de l'embauche dans les entreprises, arguments et attitudes qui ont pour conséquence directe l'exclusion de ces jeunes du marché de l'emploi. Dans la mesure où les parcours de ces jeunes à la recherche d'emploi s'en trouvent perturbés, leur insertion sociale et économique au sein de la société devient par le fait même très difficile. L'auteure du rapport de l'étude souligne que « cette discrimination vient de l'entreprise et aucun des entrepreneurs, employeurs, directeurs de services, chefs d'équipes ou gestionnaires responsables d'embauche de l'univers d'enquête ne se prononce contre l'attitude de conformité poussée à l'extrême qui y conduit » (Mathews, 1996, p. 9).

L'intérêt de cette étude réside principalement dans le fait qu'elle met en interaction les phénomènes d'offre et de demande relativement à la recherche d'emploi des jeunes de moins de 30 ans. D'une part, du côté de l'offre, elle trace les parcours de recherche d'emploi de ces jeunes, de même que leurs perceptions et leurs attitudes à cet égard. D'autre part, du côté de la demande, elle met en lumière les perceptions et les attitudes d'acteurs clés dans les entreprises, lesquels dévoilent de façon non équivoque des producteurs de comportements racistes qui bloquent l'accès de ces jeunes au marché du travail.

arabophone chrétienne (cinq), ceux d'origine jamaïcaine nés au Québec (10) et ceux nés en Jamaïque (10).

³ À l'époque le Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles (MAIICC), aujourd'hui le Ministère des communautés culturelles et de l'immigration (MCCI).

8.1 Méthodologie et instruments de recherche

Le matériel d'analyse de la première partie de cette étude est d'abord tiré d'une première série de rencontres/discussions auprès de six groupes de répondants. Au total, 55 jeunes Québécois de diverses origines ethniques, s'exprimant en français et âgés de 15 à 29 ans ont participé à ces discussions : 12 Québécois nés au Québec et s'identifiant au groupe démographique majoritaire, 14 Québécois nés au Québec de parents immigrants, et 29 Québécois immigrants. Une deuxième série de rencontres/discussions auprès de quatre groupes de répondants entrepreneurs, directeurs de bureaux ou de services, et gestionnaires d'équipes a suivi. En tout, 31 répondants responsables d'embauche dans différentes catégories d'entreprises ont pris part à ces rencontres. On comptait ainsi sept propriétaires d'entreprise de 10 à 100 travailleurs et issus du groupe démographique majoritaire, sept propriétaires d'entreprises de même taille issus de groupes ethniques minoritaires, huit gestionnaires chefs d'équipes et de services d'entreprises de plus de 250 travailleurs du secteur privé, et neuf gestionnaires chefs d'équipes et de services d'entreprises du secteur public.

Tel qu'il a été indiqué dans le rapport de recherche, les participants à cette étude ont été sélectionnés en fonction d'un certain nombre de critères spécifiques (p. 18-28). Dans le premier volet, on visait une certaine diversité en termes d'âge, de sexe, de statut d'emploi, de milieu d'insertion, de scolarité, de profil d'expériences de travail, d'origines et d'appartenance à des communautés ethnoculturelles. Dans la seconde série de rencontres, celui des entreprises, cette diversité devait englober la taille de l'entreprise, le domaine d'activités, le dynamisme des affaires et de l'embauche, le type de responsabilités du répondant dans l'entreprise et l'expertise relativement à l'embauche et au maintien des jeunes travailleurs sur le marché du travail⁴. Trois conditions majeures ont guidé le choix des participants. Comme le souligne Mathews (p.20), la base échantillonnale devait :

⁴ Mathews indique que la sélection des entreprises a été effectuée à partir de listes de candidats potentiels de façon à refléter l'univers des entreprises québécoises ayant embauché dans la dernière année ou ayant des projets d'embauche pour les deux prochaines années.

a) être la plus exhaustive possible, de façon à représenter un large éventail d'opinions émanant des diverses communautés ethnoculturelles impliquées; b) être non biaisée ou partisane, dans la mesure où elle ne comportait pas de noms de personnes agissant comme porte-parole et défendant des intérêts de groupes directement engagés relativement à la problématique de travail; et c) être la plus « vierge » possible en ce qui a trait à l'implication dans des études et des recherches portant sur la problématique ou le thème abordé dans le projet.

De plus, trois autres critères de sélection, indépendants de la thématique de travail ont été respectés :

a) les participants ne devaient pas avoir participé à des groupes de discussion dans la dernière année; b) dans un même groupe, les participants ne devaient pas être de la même famille; et c) les participants d'un même groupe devaient avoir été recrutés sur une base individuelle de façon à éviter la présence d'individus se connaissant intimement.

Il importe de spécifier ici que les auteurs de l'étude ont accordé une grande importance au fait que la diversité de l'échantillon de répondants reflète celle de la population étudiée. Toutefois, l'étude ne visait pas la représentativité statistique des participants d'une sous-population donnée. Chacune des entrevues a duré environ deux heures. L'information recueillie auprès de chacun des groupes de discussion lors des entrevues, et servant de matériel à l'analyse, a été enregistrée sous forme audio et vidéo⁵.

8.2 Résultats empiriques (1) : parcours des jeunes et recherche d'emploi

Les résultats de recherche révèlent que les jeunes n'ont pas tous la même perception des causes menant aux échecs qu'ils vivent dans leur quête d'emploi. Alors que pour certains la cause prend la forme d'obstacles systémiques, pour d'autres elle semble refléter aussi bien une discrimination envers les jeunes en tant que groupe que le rejet de profils individuels (p.31). L'identification de ces obstacles par les jeunes influe

⁵ Mathews (p.21) rapporte que les répondants ont accepté de livrer leurs opinions et leurs points de vue sur la thématique de l'étude sous le couvert de l'anonymat. On s'est donc engagé au traitement confidentiel de toute l'information recueillie au cours de chacune des entrevues de groupe.

directement sur les attitudes et les comportements qu'ils adopteront dans leur stratégie de recherche d'emploi, de même que les succès ou les échecs rencontrés devant tel ou tel poste pour lequel ils auront postulé.

Les jeunes expriment le sentiment que l'appartenance à un réseau de connaissances spécifique joue grandement auprès d'un employeur éventuel. D'où l'importance perçue d'être issu d'une origine sociale et ethnique qui soit acceptable aux yeux de l'employeur. Le fait de connaître des personnes et un réseau qui soient connus et valorisés par l'employeur joue donc un rôle déterminant selon eux. L'étude révèle que dans leur recherche d'emploi les jeunes de groupes minoritaires dits « racisés » affirment devoir se « vendre en tant que “Non-blancs” ». Mathews souligne en effet que ces jeunes disent « se retrouver fréquemment en position de justifier pourquoi ils devraient être choisis, ou pourquoi ils l'ont été plutôt qu'un “Blanc” » (p. 39).

Fait à souligner, les perceptions des jeunes interviewés donnent à penser que « la quantité d'efforts à fournir et le talent requis sont vus comme variant en fonction des écarts entre les apparences respectives du jeune concerné et celles du jeune de la majorité démographique ». C'est ainsi que les jeunes Québécois d'origine haïtienne, qu'ils soient nés au Québec ou immigrants, disent devoir faire la preuve de « la conformité de leurs candidatures respectives aux exigences de l'emploi », que ce soit à l'égard du vêtement, de la coiffure ou de la gestuelle (p. 40). Les jeunes des groupes minoritaires, en particulier ceux d'origine haïtienne, doivent pallier leur difficulté à faire montre d'un réseau de contacts influent auprès de l'employeur par des résultats scolaires et des niveaux d'études complétés supérieurs à la moyenne des candidats.

L'idée d'uniformisation ou d'homogénéité des caractéristiques des travailleurs au sein des équipes de travail, constitue un obstacle à l'intégration des jeunes des groupes ethniques minoritaires. Les répondants affirment ainsi que certains milieux d'emploi sont fermés à l'embauche de jeunes qui ne ressemblent pas aux autres travailleurs. Certains affirment que :

On te pose des questions qui n'ont rien à voir avec le travail recherché et le profil de compétences. Il y a des questions non justifiées qui sont des pièges.

Au téléphone, il y a de l'emploi. En personne, on me regarde et me dit la place est prise.

Mathews souligne que le fait de faire partie de la communauté haïtienne représente aux yeux de ces jeunes une des principales raisons de leur insuccès à trouver un emploi⁶. Leurs témoignages donnaient ainsi à penser que le fait d'être Noir menait directement à leur exclusion comme travailleur potentiel. Elle note également que les conséquences d'une telle attitude des employeurs sur le parcours des jeunes en quête d'un emploi ne sont pas les mêmes selon qu'un jeune est universitaire ou peu scolarisé. Dans le premier cas, elle entraînera une dénonciation de la part du jeune, alors que dans le second le jeune mettra en doute ses capacités à occuper un type d'emploi qui l'intéresse. Le rapport révèle que :

Les parcours de recherche d'emploi des moins de 30 ans faisant partie de groupes ethniques minoritaires ne laissent pas voir chez les candidats de failles susceptibles d'expliquer un insuccès ou une piètre performance au niveau des résultats d'insertion au marché du travail. Il est cependant important de signaler que chez les jeunes aux études, les expériences d'échecs à accéder à un travail valorisant pourraient être déterminantes pour les écarter de leur programme d'études et de leurs projets d'avenir respectifs.

Par ailleurs, à partir de l'accueil mitigé qui leur est réservé dans différents milieux d'emploi, et d'attitudes de fermeture prévalant dans les bureaux d'embauche de certaines entreprises, les jeunes des minorités racisées développent le sentiment d'être rejetés sur la base des signes distinctifs de leur origine ethnique. Ce sentiment vient miner la confiance requise pour réussir à se faire une place sur le marché du travail.

Les jeunes affirment devoir développer des stratégies particulières afin de percer les attitudes de méfiance et d'ignorance qu'affichent de nombreux employeurs. Selon eux, certains employeurs, par exemple, cherchent à les convaincre « d'abandonner le projet de trouver du travail dans des secteurs de pointe ou des domaines qui les intéressent » (p.53). Les jeunes d'origine haïtienne croient que ces stratégies et ces

approches qu'ils doivent mettre de l'avant se traduisent souvent par le fait qu'ils doivent « redoubler d'efforts pour obtenir une entrevue et convaincre l'employeur qu'ils possèdent les qualités qu'il faut pour faire équipe avec des “Blancs” (p.52) ». Ces jeunes, contrairement à ceux de la majorité, sentent qu'ils doivent tenir compte d'un curieux paradoxe dans leur démarche de recherche d'emploi. Ainsi, ils sentent devoir à la fois être le candidat au « profil de conformité idéal » et la personne démontrant des habiletés extraordinaires.

Les jeunes des groupes minoritaires doivent également composer avec ce qu'ils perçoivent être des tactiques à peine déguisées de la part des employeurs pour les exclure des processus de sélection. Certains jeunes diront que « les responsables d'embauche essaient de te convaincre de ne pas faire de suivi » dans le cours de ta démarche auprès d'eux. D'autres répondent à une annonce, pour ensuite se faire dire que l'entreprise n'embauche pas. D'autres, enfin, affirment que :

Lorsqu'il y a des sections (dans les formulaires d'emploi) réservées aux gens d'autres groupes ethniques, supposément pour favoriser leur embauche, on ne les remplit pas, car ça sert à nous écarter de l'entrevue et à nous éliminer comme candidats.

Les jeunes dits de minorités racisées nés au Québec ont le sentiment d'être considérés comme faisant partie d'une culture étrangère. Ils doivent donc se soumettre à un examen, « non pas de leurs compétences individuelles, mais de l'adéquation de leurs origines avec les postes à occuper et les équipes à intégrer » (p.54). Dans le cas d'emplois impliquant des fonctions de ventes et de relations avec des clients, les jeunes Noirs disent devoir apprendre à faire face aux préjugés des employeurs. Le rapport mentionne à ce titre un certain nombre d'expériences révélatrices (p.55) :

C'est très frustrant de rencontrer des refus à répétition. On entend « reviens lundi », « la gérante n'est pas là » et puis on apprend que la gérante c'est celle qui te fait cette réponse-là...

⁶ Ibid. p.44.

L'application va dans la poubelle si ton apparence ne convient pas.

La couleur de la peau, la voix, l'accent différent, et on nous refuse une entrevue.

On fait des efforts, mais on a peu de chances. On généralise facilement à partir d'une seule expérience. Un Noir fait une chose, alors tous les Noirs sont comme ça. Les employeurs sont comme tout le monde.

Il faut marcher plus droit. S'il y a un vol, on te suspecte. Tous les Noirs sont des voleurs.

Les journaux, les médias véhiculent des stéréotypes continuellement et associent les mauvais coups aux minorités visibles. Les employeurs se méfient quand ils nous voient arriver.

Du côté des jeunes d'origine jamaïcaine, on retrouve un scénario semblable. Certains extraits d'interviews révèlent bien que ces jeunes « ont le sentiment que les responsables d'embauche les excluent parce qu'ils ne leur ressemblent pas ». La preuve en est l'extrait suivant d'un jeune né en Jamaïque⁷ :

At (on) the phone they asked my name and they told me they would be interested to meet me for the job. In person, they just get rid of you or they look at you with their plastic smile. It is in the look all the time. Then, they told you the place has already been taken or that they will call you. Is it discrimination? They certainly would not tell you.

You are suspected, Black, speak English, coming from the bad part of the Caribbean, so all you have to do is change but how?!

Mathews (1996b, p. 81) affirme également que « ces jeunes disent vivre avec un sentiment d'exclusion en raison du fait qu'ils sont d'origine jamaïcaine. Ils considèrent être constamment associés à des comportements répréhensibles et à des résultats négatifs ».

...one thing is being Black, another is being Jamaican. There is propaganda. They don't give you a chance.

You are Jamaican so you are dumb. You have to assume that.

⁷ Mathews, 1996b, p. 79. Il s'agit du deuxième volet de l'enquête : Étude sur les producteurs de comportements racistes : six groupes ethniques minoritaires visibles. Lorsque la référence '1996b' apparaît dans le texte, nous référons à ce 2^e volet de l'enquête. Dans le cas contraire, seul le numéro de page est indiqué et réfère au premier volet de l'enquête portant sur les jeunes d'origine haïtienne.

As a Jamaican, you are presumed bad. You remember it every time you fill an application. You can be the best candidate for the job but you know that obviously you will have to prove that a Jamaican can do it as expected.

La situation des jeunes d'origine jamaïcaine nés au Québec n'est guère plus rose que celle de ceux nés en Jamaïque. Ils sont également nombreux à percevoir l'omniprésence de barrières les empêchant d'accéder à un emploi valorisant. La première barrière à l'obtention d'un travail, rappelle Mathews (1996b, p. 66), ce n'est ni l'âge, ni l'absence d'expérience, mais bien le fait d'avoir la peau noire. Le manque d'emploi et la faible demande pour de nouveaux travailleurs feraient en sorte, selon les jeunes interviewés, que les responsables d'embauche pratiquent l'exclusion en se fondant sur des critères d'appartenance à un groupe minoritaire particulier, sur la base de préjugés ou de perceptions stéréotypées des personnes (1996b, p. 67).

Theoretically, there is no discrimination but, in fact, you are female, around 18, Black. I was like the first Black Jamaican they have ever seen working!

There is discrimination in a way or another.

I wear black jeans super huge. The manager asked me 'when is your boyfriend getting out (of jail)?' Because I am Black, I have to be with a gangster. And because I wear black jeans, I am dressed like a gangster.

One manager at McDo always asked me how business is going. Because I am Black and I have a pagette, I deal drugs for sure! He never asked it to my friend (not Black) who also have a pagette.

Mathews (1996b, p. 70) indique que les jeunes d'origine jamaïcaine affirment faire fréquemment face à des refus injustifiés de les considérer comme candidats valables pour occuper des emplois dans divers secteurs. « Ils se sentent mis à l'écart et en viennent à considérer [comme] menaçantes les questions abordant leur origine ethnique ». Ainsi les extraits suivants :

Once, they were asking about my ethnic origin in a form. I left it blank. They called my house and they asked for my colour. They don't interview you if you are Black or Mexican or else...

They generalize. If you are Black, you must be lazy and slow.

Being Black means 'no'.

8.3 Résultats empiriques (2) : attitudes et pratiques des employeurs

Dans le cadre du présent chapitre, nous avons jusqu'ici constaté les difficultés rencontrées par les jeunes des groupes ethniques minoritaires, en particulier ceux dits de « minorités racisées », dans leur parcours de recherche d'emploi. Les jeunes perçoivent des barrières et vivent des expériences qui influent directement sur les chances qu'ils ont de se dénicher un emploi qui correspond à leurs aspirations. Ces jeunes perçoivent des attitudes de fermeture de la part des employeurs et un certain degré d'ignorance couplé à des manifestations de préjugés à leur égard. Ces obstacles ne se manifestent pas tous de façon explicite. Ainsi, ces jeunes perçoivent à leur égard des exigences qui ne servent souvent qu'à les exclure des postes pour lesquels ils postulent. Le rapport de recherche donne donc à établir un lien entre les attitudes perçues par les jeunes et des comportements d'exclusion à leur égard. Les pages qui suivent mettront maintenant en lumière les résultats du deuxième volet de cette enquête, l'enquête auprès des employeurs et des responsables d'embauche au sein des entreprises.

Avant même d'aborder la question de l'embauche d'individus issus de minorités ethniques, il importe de souligner que les résultats de l'enquête révèlent que les employeurs sont peu nombreux à considérer l'embauche des jeunes travailleurs comme une stratégie valable pour le développement de leur entreprise et ce, peu importe l'origine ethnique ou culturelle de ces jeunes⁸. L'embauche des jeunes fait rarement partie d'une stratégie à long terme chez les employeurs. La plupart du

⁸ Mathews, 1996, p.57.

temps, elle implique plutôt l'accomplissement de tâches contre une faible rémunération pour des mandats de travail pointus et limités. Mathews mentionne (p. 60) que les responsables de l'embauche dans les entreprises reconnaissent qu'ils devront tôt ou tard aborder la question de l'embauche de jeunes, en raison de la relève à assurer et parce que les entreprises ont besoin d'idées nouvelles qui ne peuvent venir que des jeunes. On affirme cependant que :

Les jeunes doivent posséder un grand sens de l'organisation, se montrer éloquents et, en même temps, accepter de faire leur preuve dans des équipes de travail qui sont rapides à exclure les nouveaux venus qui dérangent. Il existe donc toute une série de règles à respecter avec lesquelles les jeunes travailleurs ne sont pas nécessairement familiers. La performance en entrevue est évaluée, en grande partie, sur des dimensions n'ayant rien à voir ni avec le poste, ni avec le domaine d'activité de l'entreprise. Les employeurs ont tendance à imposer une barrière à l'entrée qui ne saurait être franchie sans le développement d'une connivence avec des gens de l'intérieur de l'entreprise.

Les responsables d'embauche affirment d'emblée qu'il y a de la discrimination dans la mesure où l'entreprise privilégie « l'embauche de personnes qui nous ressemblent » et qui « fréquentent des réseaux avec lesquels on est familiers ».

Pour ce qui est de l'embauche de jeunes Québécois d'autres origines que ceux du groupe majoritaire, les personnes interviewées admettent ne pas avoir envisagé de se doter d'un plan stratégique d'embauche dans une optique orientée vers l'occupation de nouveaux territoires d'affaires ou de développement de nouveaux produits et services (p. 62). Toutefois, l'embauche de jeunes travailleurs d'origine immigrée ou de minorités dites « racisées » semble davantage constituer un problème dans la mesure où on l'associe plutôt à des « investissements supplémentaires en formation ». Le discours tenu par les responsables d'embauche gravite autour d'un besoin de travailleurs qui « sauront être le plus immédiatement utiles à l'entreprise ». Cette disponibilité immédiate d'une main-d'œuvre qui ne nécessiterait pas de changements importants au sein de l'entreprise prend incidemment une couleur de statu quo et de déresponsabilisation à l'égard de l'embauche de candidats issus de groupes ethniques dits « racisés ». Il y aurait donc une tendance chez les employeurs

à choisir et à embaucher des personnes « dont les profils ressemblent aux leurs et dont la personnalité et les attitudes sont proches de ce qu'ils connaissent (p.62) ». Selon les responsables d'embauche interviewés,

Les jeunes travailleurs des groupes ethniques minoritaires sont donc évalués en fonction de la ressemblance qu'ils ont avec les jeunes du groupe démographique majoritaire. Tout écart perçu comme devant entraîner une période d'ajustements ou de formation supplémentaire, et comme susceptible d'allonger le temps d'immersion requis avant que la ressource soit pleinement fonctionnelle dans l'entreprise, vient réduire les chances du candidat d'obtenir un poste.

Certains répondants affirment qu'ils « cherchent à évaluer la capacité à faire corps avec l'entreprise. Est-ce que le jeune « fit » dans le moule? Agit-il comme nous? ». Mathews souligne qu'« en amont de toute démarche de sélection de candidats pour des postes et des fonctions spécifiques, les employeurs perçoivent les candidatures en provenance d'individus d'autres groupes ethniques et de minorités racisées comme représentant une tâche supplémentaire d'évaluation » (p. 63). Cette tâche soi-disant supplémentaire d'évaluation ne toucherait pas que les jeunes immigrants puisqu'il est ressorti de l'enquête que des employeurs refusent même de considérer, entre autres, la réalité des jeunes Québécois d'origine haïtienne nés au Québec.

Dans les équipes de travail des entreprises de petite taille, on justifie l'absence de jeunes de groupes ethniques minoritaires, en particulier les jeunes Noirs, par le fait que les clientèles résistent à être servies par des jeunes de ces groupes ethniques. Plusieurs entrepreneurs disent prendre leurs décisions d'embauche en fonction de la composition ethnoculturelle de leur « vieille clientèle », celle avec laquelle ils ont démarré leurs entreprises. Ainsi, il n'y aurait pas, de la part de ces employeurs, de réajustement de leurs perceptions pour tenir compte du renouvellement de la composition ethnoculturelle des marchés et des territoires d'affaires qu'ils desservent. Cette décision des employeurs de ne pas embaucher de jeunes issus de ces groupes ethniques trouve également prise dans le fait que les travailleurs déjà employés par l'entreprise refuseraient de faire équipe avec des individus de groupes ethniques minoritaires. On a ainsi, selon Mathews, une sélection ciblée des ressources humaines de la part des employeurs, sélection qui serait guidée par une

perception selon laquelle un milieu de travail harmonieux et sans problèmes passe par l'embauche d'individus « qui sont des clones des travailleurs faisant déjà partie des équipes de travail ».

Les résultats de cette enquête révèlent que l'embauche d'un individu « différent » est porteuse d'un risque élevé d'être critiqué et blâmé que les employeurs ou les responsables d'embauches ne sont pas toujours prêts à accepter. Ainsi les extraits suivants (p.63) :

On évalue la capacité de la personne d'être heureuse chez nous (dans l'entreprise).
On veut pas de problèmes.

Qu'ils ne se sentent pas persécutés. On ne veut pas se retrouver avec des travailleurs qui accusent l'entreprise de racisme à chaque fois qu'ils sont critiqués sur des résultats de travail.

Quand on engage une ethnie, on est pris avec pour longtemps, car on ne pourra le mettre dehors.

On recherche la personne qui représente le moins de risque par rapport à nous-mêmes et aux répercussions dans l'entreprise. Les processus de sélection ne sont pas parfaits. On peut se tromper, faire des erreurs et engager la mauvaise personne. Une erreur sur un Québécois, c'est excusable, mais une erreur sur une personne de groupes minoritaires ne pardonne pas.

Alors que nombre d'entreprises n'ont pas de politiques précises concernant l'embauche des jeunes ou ne voient pas l'embauche de ces jeunes comme un atout important pour l'entreprise, d'autres voient la venue des jeunes d'une façon plus positive. Toutefois, l'embauche des jeunes dans ces entreprises est souvent influencée par « le type de contact et de relation que les travailleurs auront avec les clients de l'entreprise ». Comme le rappelle Mathews, « le continuum va du petit entrepreneur basant l'impact de la présence d'un travailleur particulier sur l'achalandage immédiat au point de vente, au directeur de service qui avertit certains clients que le service sera donné par un travailleur de minorité raciale » (p. 65). La situation est cependant différente dans les entreprises publiques puisque les gestionnaires interviewés perçoivent qu'ils doivent justifier aux usagers de groupes

ethniques visibles le fait qu'ils n'ont pas de travailleurs des minorités racisées dans leurs rangs. Les extraits d'interviews qui suivent sont très révélateurs de perceptions et d'attitudes qui semblent justifier l'exclusion de travailleurs issus de certains groupes ethniques minoritaires.

- S'ils font une gaffe, le client me le reproche.
- Ils ont une place s'ils correspondent à la clientèle de l'entreprise.
- ...Dans des emplois cachés du public, souvent moins bien rémunérés et non valorisés...
- Plusieurs clients m'ont dit qu'ils ne mangeraient pas de nourriture préparée par un Noir.
- S'ils sont bien vus dans leurs milieux ethniques d'origine, ils peuvent permettre de développer de nouveaux marchés ou de développer des réseaux d'affaires à l'étranger
- On va attendre que notre clientèle nous demande des changements.

Ces extraits donnent à penser que les entrepreneurs n'assument pas de responsabilité à l'égard des raisons justifiant ou non l'embauche de membres de minorités dites visibles, mais la font plutôt porter sur le dos d'une soi-disant logique du marché qui dicterait les critères d'embauche des employés.

Outre cette logique du marché, laquelle réfère à un facteur externe à l'entreprise, le rapport de recherche révèle également qu'un autre aspect considéré comme critère important d'embauche est le fait d'être capable de travailler en équipe. Les employeurs recherchent en effet des personnes « *compétentes à se faire accepter des autres*, qui se mêlent aux autres membres de l'équipe et qui possèdent de l'entregent ». Ce critère d'évaluation viserait directement, aux dires des entrepreneurs, l'amélioration de la productivité. On vise ainsi à tenter de prévoir comment le candidat à l'embauche se comporterait dans divers scénarios d'équipe. Par le fait même, les décisions menant ou non à l'embauche d'un candidat particulier sont en partie déterminées par une évaluation subjective de la part de l'employeur

des perceptions de sa propre main-d'œuvre au sein des équipes de travail et parmi les clientèles desservies. En bref, pour éviter tout problème d'intégration harmonieuse au sein des équipes de travail, on juge préférable d'embaucher des employés qui « ressemblent » à ceux déjà à l'emploi de l'entreprise.

- Les autres travailleurs de l'entreprise refusent de faire équipe avec une personne de minorité visible.
- En région, leur intégration est difficile en raison de la mentalité locale.
- Il n'y a pas de femmes ni de minorités visibles dans la haute direction des entreprises, aux postes stratégiques.
- ...Qu'ils ne traînent pas leurs cultures de façon visible...

Les employeurs perçoivent ainsi l'embauche de jeunes travailleurs de groupes ethniques minoritaires comme constituant un problème en soi, comme « ajoutant à la complexité de la problématique de renouvellement des effectifs des entreprises ». Non seulement ces employeurs ont comme souci de « protéger leur clientèle », de respecter « leurs équipes de travail qui ont peur du changement », mais ils perçoivent surtout l'embauche de ces jeunes comme un investissement supplémentaire dont l'entreprise ne tire pas nécessairement avantage.

Les résultats de recherche mènent Mathews à affirmer que les évaluations que les employeurs font des jeunes travailleurs de groupes ethniques minoritaires sont discriminantes (p. 72). Ainsi, il n'est pas suffisant d'avoir une apparence acceptable pour les clientèles :

On exclut les jeunes aux boucles d'oreille, à la queue de cheval. On choisit l'apparence, un vocabulaire familier, la posture.

On choisit quelqu'un comme nous ou mieux que nous.

C'est ainsi qu'on y apprend que les employeurs interviewés « font de la discrimination entre les jeunes travailleurs sur la base de critères personnels, rejetant

des individus qui ne correspondent pas au profil type ». On y avoue (entrepreneurs, dirigeants et gestionnaires d'équipes) également favoriser l'embauche de travailleurs de la majorité démographique.

À compétences égales, on embauche le groupe majoritaire.

Les jeunes des groupes minoritaires doivent démontrer des compétences supérieures pour être embauchés.

Le Blanc correspond mieux à ta façon de communiquer.

On fait comme eux. Est-ce qu'un Grec va me donner un contrat?

Le rapport de recherche souligne toutefois que certains témoignages de répondants issus de la grande entreprise révèlent « qu'on assiste au début d'une réflexion stratégique sur la place des jeunes de groupes ethniques minoritaires et raciaux dans l'entreprise ». Toutefois, on n'en est qu'au tout début, car il semble qu'on se heurte à beaucoup de résistance au sein du personnel de ces entreprises. Dès qu'on aborde la question de l'embauche des jeunes de minorités visibles, d'origine haïtienne en particulier, les chefs d'équipes affirment qu'il y aura des problèmes et que les membres de l'équipe ne voudront pas travailler avec les nouveaux venus.

Bien qu'il ne s'agisse pas là de la réalité actuelle, Mathews (p.73) indique que certains des employeurs interviewés ont mentionné que, dans le contexte de la mondialisation des marchés, le succès des entreprises pourrait dépendre d'une meilleure compréhension des cultures, des marchés et des personnes d'autres territoires d'affaires. L'embauche de jeunes issus de groupes minoritaires pourrait à ce titre constituer un avantage pour l'employeur qui, grâce à une mise en œuvre de cette vision utilitariste, gagnerait à tisser des réseaux avec des partenaires de marchés étrangers.

Le vécu à l'étranger peut être un avantage par rapport à la mondialisation des marchés.

En nous confrontant aux différences, ils nous permettent d'apprendre sur nous-mêmes et de développer notre propre potentiel.

Ils apportent une saveur nouvelle dans les équipes de travail

C'est un avantage marketing pour l'entreprise. Ils nous permettent de développer de nouveaux marchés.

Avec eux, on peut penser faire des transferts de technologies.

L'embauche ou non de membres de communautés ethniques dites visibles est largement tributaire d'un ensemble de perceptions ou d'attitudes concernant ces communautés. Les préjugés véhiculés par les travailleurs du groupe majoritaire au sein d'une entreprise semblent avoir une influence sur les critères d'embauche de la direction de l'entreprise (p.74) :

Il existe de fortes pressions du milieu par rapport à l'embauche de jeunes de minorités visibles. On généralise rapidement sur la base d'une erreur commise par une personne « visible ». On associe l'incompétence à faire d'un individu à l'ensemble des individus du même groupe ethnique.

Les Haïtiens sont différents. Ils ont leur mentalité. Ils sont moins stressés que nous autres. Ils sont heureux et ils sont ensemble.

On fonctionne par stéréotypes. On perçoit les Chinois comme travaillants, les Noirs comme indolents et lents.

Les Noirs sont stigmatisés. Ils sont perçus comme en retard et font l'objet de préjugés nombreux. Ils servent de boucs émissaires.

Les gens des minorités ethniques en entreprises pratiquent le respect de l'autorité et ont un goût prononcé pour les organisations hiérarchiques. Il y a des écarts importants entre ceux qui fonctionnent selon des règles dépassées de management et le style américain axé sur la recherche de solutions en équipes.

Certains employeurs ont affirmé être conscients des vieux clichés de discrimination qui nuisent à l'intégration des jeunes de minorités ethniques dans les entreprises. Ils ont également mentionné ne pas avoir été sensibilisés à la question du choix auquel sont confrontés les employeurs en général face à la décision d'embaucher ou non un candidat issu d'une « communauté racisée ». De plus, Mathews indique que l'image que plusieurs ont de ces jeunes est celle, souvent négative, véhiculée par les médias (p. 74). Et, de

toute évidence, les portes des entreprises ne semblent pas toutes ouvertes à l'accueil de ces jeunes travailleurs. Tout porte également à croire que certains entrepreneurs refusent de voir cette population au sein de leurs clientèles respectives. Enfin, le rapport révèle que lorsque les employeurs y sont confrontés, ils considèrent difficile d'évaluer la qualité des personnes d'autres groupes ethniques, ce qui a vraisemblablement pour conséquence une réduction des opportunités d'emploi pour ces jeunes. Certains des employeurs interviewés ont affirmé la nécessité de revoir les mécanismes de sélection et d'évaluation des candidats à l'embauche afin « d'assurer une chance égale aux jeunes travailleurs de mettre en valeur leurs candidatures respectives ». Les résultats de la recherche ont montré que les jeunes de minorités dites racisées ont, pour obtenir un emploi, à «établir la recevabilité de leur candidature, à pallier au manque d'acclimatation des employeurs aux particularités de leur c.v., à se battre contre la fermeture des équipes de travail, et, s'ils sont d'origine haïtienne, à compenser le fait d'être "Haïtien" (p.80)».

Le rapport de recherche permet de constater que la plupart des employeurs interrogés utilisent une rhétorique déculpabilisante et ne prennent pas position « comme décideurs susceptibles d'influencer la pratique d'embauche et de maintien à l'emploi de jeunes travailleurs ». Selon les employeurs, les entreprises n'embauchent pas parce qu'elles ne trouvent pas de jeunes travailleurs capables de leur permettre de développer leurs affaires.

8.4 Principaux constats de la recherche

Ce rapport met en lumière un certain nombre de constats eu égard aux objectifs de l'enquête. On en vient d'abord à constater l'existence d'un environnement qui favorise l'exclusion de certains individus. Mathews (p.85) indique que :

- Les différences individuelles des profils des candidats à l'emploi, perçues comme des dimensions pouvant requérir la mise en place de mécanismes d'intégration à l'emploi, sont utilisées comme des raisons affectant négativement l'évaluation de la compétence de l'individu à être embauché. *C'est ainsi que les jeunes travailleurs différents par la couleur de leur peau, l'accent ou les manières de s'exprimer sont discrédités par le fait qu'ils sont associés à des difficultés d'insertion au travail et d'intégration dans les équipes de travail⁹.*
- Il existe de la discrimination en matière d'embauche et de maintien à l'emploi des jeunes travailleurs, et cette discrimination vient des entreprises qui, en matière d'embauche, appliquent des mécanismes de sélection qui favorisent l'exclusion des jeunes sur la base de non-ressemblance et de non-conformité avec les individus du groupe démographique majoritaire.
- Au cours de la phase de cueillette de données en groupes-discussions, les intervieweurs ont pu identifier des manifestations de racisme direct et indirect.
- De part et d'autre, jeunes travailleurs et employeurs perçoivent qu'il existe une place hiérarchique pour chacun. Au haut de la pyramide, il y a les « Blancs » du groupe démographique majoritaire, ensuite les individus des groupes ethniques minoritaires non visibles, puis les individus de groupes minoritaires racisés « non Noirs », les « Noirs » et, en dernier lieu, les Antillais, Haïtiens et Jamaïcains. Il s'agit d'une perception d'organisation hiérarchique dont les deux parties considèrent devoir tenir compte pour jouer adéquatement leurs rôles respectifs de travailleurs en quête d'emploi et de responsables d'embauche.
- Pour les jeunes travailleurs des groupes minoritaires racisés qui veulent se faire embaucher, il n'est pas suffisant de détenir des « compétences égales ». Ils disent se heurter à cette exigence d'être véritablement intégrés, ce qui veut dire, dans le vocabulaire des employeurs, « devenir Blanc ».

On a également constaté que les mesures d'accès à l'égalité des individus au travail sont perçues comme étant non adaptées aux besoins des jeunes travailleurs. Les

⁹ Les italiques sont de moi.

résultats de recherches révèlent que ces mesures sont rejetées par tous, par les jeunes tout comme par les employeurs. Telles qu'elles sont perçues, Mathews souligne qu'elles conduisent à une dévalorisation et une marginalisation plus prononcée des personnes qui en bénéficient (p. 87). Fait intéressant, cette dernière souligne

le caractère dichotomique du discours et la nette contradiction entre les opinions des employeurs, qui s'inscrivent en faux contre de telles mesures qu'ils jugent discriminantes, et les pratiques de sélection des candidats à l'emploi sur la base de l'appartenance des individus à des réseaux de références connus, qui sont systématiquement biaisés (ibid).

8.5 Le lien entre les attitudes et les comportements : le concept de « producteurs » de comportements racistes

Dans l'enquête, dont nous avons présenté ici les grandes lignes, le concept de « producteurs » de comportements racistes en est un qui permet de décrire la relation entre les attitudes ou les perceptions des employeurs et leurs comportements. Nous l'avons souligné, la particularité de cette enquête réside dans le fait qu'elle permet d'articuler et de comparer des attitudes et des comportements des acteurs se situant du côté de l'offre et du côté de la demande d'emploi. Elle permet de mettre en lumière à la fois les perceptions des jeunes victimes de discrimination et d'exclusion, et celles des responsables d'embauche dans les différents types d'entreprise. Elle permet également de mettre en lumière les comportements des jeunes, leur trajectoire, leur démarche de recherche d'emploi, et ceux des employeurs qui, consciemment ou non, finissent par les exclure des emplois qu'ils souhaiteraient pouvoir obtenir.

On peut constater la concordance entre, d'une part, les propos des jeunes à l'égard des difficultés rencontrées dans leur démarche de recherche d'emploi et, d'autre part, ceux des employeurs. Nous avons vu que ces employeurs, tout en ne portant pas le blâme pour l'exclusion de plusieurs milieux d'emploi dont sont victimes une proportion importante des jeunes Noirs, utilisent une rhétorique qui favorise directement leur exclusion. En d'autres mots, les « producteurs » de comportements

racistes sont donc ces attitudes et ces perceptions, de même que la rhétorique qui les sous-tend. Il est clair que certains employeurs semblent légitimer ou justifier l'exclusion des jeunes issus de minorités dites « visibles » par le fait qu'elle découle d'une logique du marché, qu'elle nuirait à une harmonie au sein des équipes de travail, qu'elle nécessiterait des investissements en temps et en argent qui en fait un fardeau plutôt qu'un atout pour l'entreprise. Certains stéréotypes et certains préjugés concernant l'incapacité de ces jeunes de s'intégrer harmonieusement dans les équipes de travail servent également de fondement à une rhétorique d'exclusion.

Contrairement à certaines enquêtes qui ont davantage permis de fouiller et de mettre au jour une structure des attitudes, l'étude menée par Mathews ne mettait pas l'accent sur une telle structure, mais aura permis de montrer à la fois les conséquences des attitudes et des comportements de discrimination et d'exclusion sur les trajectoires de recherche d'emploi des jeunes. Qui plus est, cette relation n'est pas linéaire. En effet, la trajectoire des jeunes n'est pas seulement affectée par le fait que certains emplois leur sont inaccessibles, mais les attitudes et les comportements discriminatoires influencent directement les stratégies qu'ils doivent développer par la suite afin de réorienter leur tir. Ils ont une influence sur leurs propres attitudes, attitudes qu'ils développent à la suite des perceptions de pratiques d'exclusion, lesquels jouent directement sur leur trajectoire de recherche d'emploi.

Chapitre 9 : Vivre avec le racisme : la diaspora antillaise de Toronto

L'étude que nous présentons dans le présent chapitre visait spécifiquement à recueillir le point de vue, le vécu et les expériences d'individus membres d'une population pour qui l'exclusion et la discrimination sont au rendez-vous sur une base quotidienne. L'étude *The Caribbean Diaspora in Toronto : Learning to live with racism* (1994) permet non seulement d'identifier et de comprendre les perceptions des membres de la communauté antillaise de Toronto quant à leur intégration à la société canadienne et aux obstacles auxquels ils sont confrontés à cet égard, mais également de parvenir à y associer les pratiques et les attitudes discriminatoires dont font preuve à leur égard les membres du groupe majoritaire. Cette étude, bien que plus complète et documentée, s'inscrit donc dans une logique analogue à celle du chapitre précédent dans la mesure où l'on est en mesure de suivre les trajectoires de vie des répondants et de cerner les conséquences directes sur celles-ci des attitudes et des pratiques discriminatoires dont ils sont la cible. Contrairement à l'étude précédente, laquelle visait à identifier les producteurs de comportements racistes dans les parcours de recherche d'emploi des jeunes d'origine haïtienne, celle qui sera présentée ici couvre un plus grand nombre de sphères ou de domaines. L'auteure, Frances Henry, adopte principalement la démarche empirique et analytique de l'anthropologie sociale. Ainsi, les interviews en profondeur auprès des membres de la communauté antillaise de Toronto ont été utilisées afin de parvenir à identifier les forces et les éléments qui influent sur les trajectoires d'intégration de ces individus à la société canadienne, qu'il s'agisse d'accès au logement, à l'emploi, à l'instruction ou qu'il s'agisse d'interaction avec les forces de l'ordre et le système judiciaire dans son ensemble.

La thèse principale qui émerge de l'étude de Henry est, comme elle l'affirme dans la préface de son ouvrage, que l'incorporation différentielle – le traitement inéquitable

des membres de cette communauté par la société canadienne – est le fruit d'un ensemble de forces. Non seulement les immigrants en provenance des Antilles transportent avec eux certains patterns culturels (patterns qui touchent le mariage, les différents types de relation et les méthodes d'organisation familiale) qui, dans une certaine mesure, inhibent leur intégration à la société canadienne, mais, surtout, ces immigrants sont confrontés au racisme, lequel façonne et structure une bonne partie de leur vie au Canada¹.

9.1 Éléments de méthode

Comme nous l'avons déjà souligné, la méthodologie typique de l'anthropologie sociale a été utilisée dans cette étude. L'observation participante et des interviews intensifs et en profondeur furent les principaux outils de recherche utilisés. Cinq intervieweurs ont amassé l'information pour cette recherche. Ceux-ci étaient tous Noirs, d'origine antillaise et immigrants. Formés en sciences sociales, ces intervieweurs étaient expérimentés dans la conduite d'interviews et avaient également une bonne connaissance de la culture du milieu étudié. L'échantillon, constitué de 134 personnes, fut sélectionné en bonne partie suivant la technique de la boule de neige. Ainsi, ces intervieweurs ont d'abord choisi des individus de leur entourage, sans que ceux-ci soient des amis intimes ou de la parenté. On demanda ensuite aux personnes interviewées le nom de leurs amis et de membres de leur parenté. Comme le souligne Henry (p.6), après une cinquantaine d'interviews, il était évident qu'un biais était en train de s'établir en faveur d'individus de la classe moyenne. On leur donna alors comme instruction de trouver davantage de répondants issus de milieux ouvriers. Bien que l'échantillon était constitué en majorité de répondants en provenance de la Jamaïque (N=64), ce qui est toutefois

¹ Henry tient à souligner qu'en faisant la démonstration que certains traits culturels créent des barrières à l'incorporation à la société canadienne, elle n'utilise pas du tout une approche qui consiste à «blâmer la victime». Le racisme est de loin le facteur le plus important qui inhibe l'incorporation à la société canadienne. Cependant, certains patterns culturels antillais qui sont transposés ici semblent nuire à la mobilité de certains immigrants de même qu'ils nourrissent et renforcent le racisme (Henry, p.x).

représentatif de la population antillaise de Toronto, des efforts particuliers furent déployés afin de sélectionner également des personnes originaires des Îles Leeward (N=10, Antigua, St. Kitts/Nevis, Montserrat et Anguilla) et Winward (N=12, St Lucia, Dominica, St.Vincent, Grenada, etc.). Parmi les 134 répondants, d'autres étaient originaires de la Guyane (N=20), de Trinidad/Tobago (N=16) et des Barbades (N=7). Cinq des répondants étaient originaires d'autres régions des Antilles (Martinique, St-Martin, Bahamas et Bermudes). De plus, lorsqu'on constata que la communauté antillaise de Toronto était constituée d'un nombre important de jeunes mères adolescentes, des efforts particuliers furent déployés pour interviewer douze de ces jeunes femmes, toutes inscrites à un programme scolaire particulier. La plupart des personnes interviewées dans ce projet de recherche résidaient dans la région de Toronto (principalement Eglinton et Scarborough).

Les intervieweurs ont suivi un guide d'interview plus ou moins structuré contenant une vingtaine de questions. En plus des 134 personnes interviewées, d'autres l'ont été en regard d'un certain nombre de sujets spécifiques (par exemple, six mères monoparentales ont été interviewées concernant leur situation de monoparentalité, au moins 24 autres individus ont été rencontrés dans des clubs et lors d'événements liés à la « sous-culture », un certain nombre d'interviews furent effectuées auprès de directeurs de divers groupes et d'organisations afin d'en apprendre sur les diverses activités que mènent ces derniers au sein de la communauté. De plus, des conversations et des discussions ont eu lieu avec plusieurs personnes au cours des multiples sessions d'observation participante. Ainsi, en plus des 134 personnes qui furent « officiellement » interviewées, pas moins de 200 personnes ont fourni l'information et les « données » pertinentes à ce projet de recherche.

Les données concernant la sphère de l'éducation furent recueillies sur une période de six mois auprès d'étudiants antillais fréquentant une école secondaire de Toronto. En plus des interviews avec les étudiants, l'observation participante effectuée par une chercheuse s'est faite notamment par le biais d'une participation à plusieurs des activités étudiantes de cette école.

Plusieurs centaines d'heures ont été consacrées à la cueillette d'information par le biais de l'observation participante lors de cérémonies et d'événements publics de la communauté antillaise, de même que dans les « concentrations résidentielles » d'Antillais. Une des chercheuses a passé près de quatre mois à interviewer et à faire de l'observation dans la région de la ceinture d'Eglinton. Elle a passé plusieurs heures avec des familles dans leur foyer, avec les clients dans les magasins, avec des propriétaires de restaurants et à marcher dans les rues de la région. De l'observation participante a également été effectuée auprès d'immigrants engagés dans le processus légal d'immigration. Une chercheuse a accompagné plusieurs personnes lors des entrevues avec les agents d'immigration. Une autre chercheuse a accompagné plusieurs familles lors de leurs différentes emplettes. Elle a également fréquenté diverses églises qui viennent en aide aux immigrants antillais. Le carnaval de rue annuel Caribana fut également suivi pendant deux étés. Les données ont été recueillies dès 1989, et cette cueillette s'est poursuivie tout au long des deux années suivantes.

Un bref profil démographique de l'échantillon de 134 répondants indique qu'il était constitué de 74 femmes et de 60 hommes. Il y avait 87 répondants âgés entre 30 et 45 ans, 20 étaient âgés de plus de 46 ans, et les 27 restants avaient moins de 30 ans. La majorité d'entre eux résidaient au Canada depuis plus de 10 ans, la durée moyenne de résidence étant de 15 ans. Henry indique que l'échantillon total pour ce projet était assez représentatif de la population antillaise de Toronto.

9.2 Cadre théorique

Le cadre théorique de cette enquête s'inspire de deux courants de recherche recoupant autant l'anthropologie sociale que la sociologie. D'une part, Henry s'est inspirée des recherches sur le pluralisme ethnique et les sociétés pluralistes, et d'autre part de celles portant sur l'ethnicité, la stratification et les relations minoritaire-majoritaire. Le concept d'*incorporation différentielle* qu'utilise Henry

réfère au statut différentiel de groupes ethniques au sein d'une société (les personnes d'origine antillaise dans la société canadienne) et reconnaît que certains groupes sont plus intégrés ou incorporés que d'autres (Kuper et Smith, 1969). Nombreux sont d'ailleurs les chercheurs qui ont utilisé ce terme pour désigner l'incapacité de certains groupes, principalement les minorités visibles, d'accéder aux ressources sociales, économiques et culturelles de la société. Selon Henry, ce concept s'applique à la situation des personnes d'origine antillaise de Toronto dans la mesure où 1) il s'agit de personnes de couleur se démarquant nettement d'une société principalement « blanche », et où 2) une proportion importante de cette population (les jeunes de la deuxième génération) devient de plus en plus marginalisée, la classe sociale devenant ainsi, outre la couleur de la peau, un facteur important de différenciation. La position de ce groupe est donc marginale au Canada et, en particulier, à Toronto. Henry souligne que les indicateurs que sont les données sur le revenu, les résultats de recherche sur la discrimination en emploi, de même que les allégations de racisme institutionnel et individuel à l'endroit de cette communauté tendent à démontrer l'existence de cette marginalisation². Selon Breton et al. (1990), le niveau d'incorporation se mesure principalement en termes d'indicateurs économiques tels que l'accès à l'emploi, les revenus différentiels, la concentration ethnique sur le marché du travail, les possibilités de promotion de même que par des mesures générales de prospérité économique. Ainsi, Henry soutient l'utilité d'analyser l'incorporation du point de vue de l'accès différentiel aux récompenses et aux ressources, et du point de vue des forces du racisme qui créent ces différenciations. Ce racisme est, selon les résultats de ses recherches, le phénomène le plus important que les membres de ce groupe rencontrent. Il fut un thème commun au travers de toutes les interviews effectuées, et plusieurs répondants le mentionneraient encore et encore comme un facteur prépondérant de création de barrières et de marginalisation.

² Henry, 1994, p.13.

9.3 Résultats empiriques 1 : L'arrivée au pays et le processus légal d'immigration

Les difficultés d'intégration des immigrants à la société canadienne commencent souvent dès l'arrivée au pays. Ces immigrants éprouvent d'énormes difficultés lorsqu'ils entrent en interaction avec l'infrastructure officielle de l'immigration. Durant les interviews, de nombreux répondants ont rapporté la vision négative qu'ils éprouvent à l'égard du système d'immigration canadien. Plusieurs répondants ont affirmé avoir été victimes de harcèlement de la part des agents à l'immigration. Au sein de la communauté, les agents à l'immigration sont souvent accusés de comportements racistes envers les Noirs.

Mais comme le souligne Henry (p.35), la présente enquête relève surtout les expériences vécues par les immigrants déjà établis au Canada et la façon dont ceux-ci interagissent avec le système d'immigration. Plusieurs perçoivent que les agents d'immigration canadiens prennent un soin démesuré à examiner leur dossier à cause des sentiments racistes à leur égard. Un des chercheurs ayant contribué à l'enquête a accompagné des répondants et pris des notes lors des premières étapes du processus légal d'immigration. Ces étapes sont souvent perçues, autant par la chercheuse ayant mené les interviews que par les répondants, comme une expérience difficile, éprouvante et humiliante compte tenu des périodes interminables d'attente auxquelles les immigrants doivent se plier de même que compte tenu de l'extrême lenteur du processus. De plus, le manque de connaissance concernant les structures familiales antillaises de la part des agents d'immigration les pousse parfois à émettre des commentaires désobligeants et humiliants. En effet, étant donné que certains hommes ont des enfants issus de plusieurs femmes différentes, leurs enfants peuvent avoir plus d'un nom de famille. Les hommes qui tentent de parrainer leurs enfants sont ainsi soumis à des questions grossières par lesquelles leur sens moral est mis en question. Ainsi, un répondant affirma que lorsqu'il tenta de parrainer ses deux enfants issus de mères différentes, les agents d'immigration lui demandèrent

pourquoi un seul des enfants portait son nom. « You're not too sure about the other one, eh ? » fut le commentaire désobligeant d'un agent d'immigration.

Une fois établis au pays, les immigrants sont souvent victimes de préjugés et de stéréotypes de la part des intervenants sociaux. Henry met en lumière le fait que de nombreux travailleurs sociaux, enseignants et autres agents du secteur public aux États-Unis et au Royaume-Uni ont tendance à adopter une approche qui « blâme la victime » dans leurs tentatives de comprendre la pauvreté, les mauvaises conditions de logement, l'échec scolaire, etc. Pour ce qui est de la région de Toronto, les résultats de cette recherche donnent à penser que les bureaucrates et les autres professionnels œuvrant dans ce domaine font preuve d'attitudes similaires dans leurs contacts avec les immigrants et leur famille.

9.4 Résultats empiriques 2 : La discrimination sur le marché de l'emploi

Au cours des interviews, les répondants ont abordé de façon spontanée le problème de la discrimination en emploi, de même que les difficultés et les problèmes vécus sur le marché du travail. Comme le souligne Henry (p.102), les questions d'interviews concernant leur trajectoire d'emploi depuis leur arrivée au Canada mènent inévitablement à des récits de discrimination raciale, particulièrement chez les hommes. La plupart des répondants ont admis que le racisme est très répandu sur le marché du travail et est un des facteurs les plus significatifs affectant leur position au sein de la société canadienne.

L'échantillon des personnes interviewées incluait des gens travaillant dans une grande variété de professions. Les répondants de la classe moyenne comptaient un certain nombre de professionnels tels des enseignants, des travailleurs du secteur de la santé, de même que des fonctionnaires. Ceux de la classe ouvrière comptaient des employés de manufactures, des vendeurs, des gardes de sécurité et des travailleurs non qualifiés. La plupart des femmes employées étaient des infirmières et autres

travailleuses du domaine de la santé, des enseignantes, des travailleuses de bureau et des coiffeuses. Chez les hommes, on retrouvait autant des professionnels que des agents de sécurité. L'échantillon comprenait également 21 personnes qui étaient des entrepreneurs privés, quoiqu'à une petite échelle. Le tiers des femmes bénéficiaient de divers types d'allocations et de programmes gouvernementaux. Huit hommes étaient sans emploi. Un certain nombre d'étudiants ont également été interviewés aux fins de cette section.

En général, les données tirées des interviews ont révélé, de façon marquée, que le harcèlement et la discrimination raciale étaient un thème très commun pour la plupart des répondants, sans égard à leur classe sociale. Comme le souligne Henry (p.107), les formes de la discrimination raciale dans le cadre de l'emploi sont variées. Pour certains, le harcèlement verbal et les injures sont des indicateurs de racisme, alors que pour d'autres la discrimination se traduit par le fait de se voir préférer quelqu'un d'autre pour des promotions malgré le fait d'avoir des qualifications égales ou supérieures à la personne promue.

Le fait d'être moins bien rémunéré qu'un employé à l'expérience et aux qualifications identiques était perçu comme une autre forme de discrimination, tout comme le fait d'avoir des démêlées ou des disputes avec l'employeur ou la compagnie concernant le salaire.

Les interviews ont révélé que les personnes répondent de façons diverses au racisme et à la discrimination. Ceux qui ont peur de perdre leur emploi demeurent silencieux, une situation fréquente chez les femmes. Pour d'autres, en particulier les hommes, composer avec le racisme signifie quitter son emploi lorsque ce dernier devient insupportable. La réaction la plus fréquente chez les hommes est de devenir soi-même entrepreneur. La plupart des gens d'affaires interviewés ont indiqué que fuir le racisme en milieu de travail est la motivation première les amenant à devenir des entrepreneurs. Des extraits comme celui qui suit donnent une indication de ce qui

peut pousser certaines personnes à quitter leur emploi et à démarrer leurs propres commerces ou entreprises :

You know, like they really didn't want me there. You get the feeling, when they look at you and when the manager can't look me in the face when he talks to me... The next thing that happened is that I hear him talking about me after I applied for a higher level grade and he says, 'That nigger thinks she owns the place.' I didn't get the higher grade and the White woman who got it did not know the computer programs that I did (p.107).

La plupart des hommes interviewés qui ont été victimes de harcèlement verbal ont quitté leur emploi. Dans quelques cas, les répondants victimes ont déposé des plaintes. Seulement deux plaintes officielles ont été enregistrées auprès de la Commission des droits de la personne. Dans un cas, un homme d'origine jamaïcaine a déposé une plainte de harcèlement racial contre une importante compagnie de cosmétique et s'est vu bénéficier d'un modeste règlement financier. Dans l'autre cas, un examen préliminaire concluait qu'il y avait trop peu d'évidences pour poursuivre plus loin la cause; un résultat qui fit dire au principal intéressé : « I would never go back to them again. They don't give a damn ». Henry poursuit (p.108) en disant que, dans le cas des femmes, plusieurs d'entre elles se sont plaintes du traitement qu'elles subissaient, mais en général sans réel succès. Une des répondantes souligne qu'on peut se permettre de se plaindre uniquement si on désire se faire congédier. Une des répondantes relata l'événement suivant :

I was then working at a manufacturing plant doing electronics. One day I was asked to do some overtime and I said I would stay. I then went to phone my husband to tell him to come for me later. The supervisor grabbed the phone from my hand and started shouting at me. I started to cry and another woman came over and asked him to stop shouting. « Can't you see that she is being emotionally upset by your behaviour? » The supervisor then kicked a box and slammed his hand on the desk and said he was going to get rid of all these 'fucking nigger woman.'

Cette répondante déposa une plainte contre ce superviseur auprès des gestionnaires de l'entreprise. On lui répondit que le superviseur en question était fiable et bon travailleur, et qu'on ne donnerait pas préséance aux avis et à la version de femmes pleurnichardes sur ceux de ce superviseur. Ainsi, dans une situation où aucun réel recours ne semble envisageable, le harcèlement racial et les opportunités limitées de

promotion poussent les individus à quitter leur emploi et à trouver quelque chose de mieux ailleurs.

Durant les interviews, certains répondants ont relaté des situations où ils se sont vus privés de revenus qui auraient dû leur revenir. Un répondant soulignait qu'étant donné sa grande expérience comme tailleur, il était capable de coudre très rapidement sur une machine à coudre très spécialisée. Il fut embauché sur le champ lors de son entrevue, mais à un salaire vraiment très bas, plus bas en fait que ce qu'il gagnait en Jamaïque. Il demanda alors une augmentation et on lui en promit une de 25 ¢ l'heure. Mais cette augmentation n'apparut pas sur son prochain chèque de paie. Selon ce répondant,

I really had the urge to go back home, but I was looking forward to my pay raise and it wasn't there. I went to the office and asked why it was not there and they said the boss didn't authorise it. I kept working with the intention I would get a retroactive pay. I worked about four weeks and then deliberately took off sick. My wife said. « How can you have your first job in Canada and take off like that ? » I said they are cheating me and I don't like being cheated.

Dans un autre extrait, un répondant décrit son expérience sur la façon dont il s'est vu privé de son salaire alors qu'il travaillait dans la construction.

I started working for this guy and he started to give me the run-around. I would be working and he would come and tell me to leave that job and start something else... He would do that several times a day. Finally, I just took my tools and left. In my haste, I had forgotten my hammer. I went back at the end of the week to get the hammer and the money owed to me. When I went back, I got the hammer and the guy asked me what I came back for. I told him to get my money. He went to the back room as if he was going to get the money. But it seems he was calling immigration or something because I heard him asking. « Are you sure he's not illegal? » When he came out, I told him I was not leaving without my money. Unknown to me, he had also called the police. They came and the first thing the police asked was whose hammer is that and told me to put it away because I was not going to need it.

Comme suite aux discussions entre le répondant, la police et l'employeur, il fut entendu que ce dernier lui ferait parvenir un chèque par le courrier. Henry note qu'il est intéressant de remarquer dans cet extrait le fait que la police présupposait que le répondant se servait de son marteau comme d'une arme.

Un autre répondant décrit son expérience comme vendeur :

I used to sell patio doors and for a while it was very lucrative until the Ben Johnson thing at the Seoul Olympics. I was doing door-to-door sales, and after that happened, nobody would let me in their house. [How was that racism?] I can only make assumptions, but the previous week I netted \$1,500. In the next two weeks, not only didn't I make any money, nobody would even let me in their house. Yeah, it's related, Ben Johnson being a Black man and me also being Black. I had to quit the job.

Selon un autre répondant,

My first job in Canada was in a factory. I did not like it at all. There was a lack of respect, the bosses want you to jump when they want you to. Then I started driving a dump truck. In 1973 I left that job because of frustration. There was a definite stereotype about Black people. They would deliberately send me into valleys and places with holes just to break my dump truck. It was very frustrating and I could not make enough money to support my family. Then I got into the tow truck business. I like being my own boss.

En dépit du fait qu'établir sa propre entreprise soit un moyen de restreindre ou de composer avec le racisme et ses conséquences dramatiques, du fait du maintien des personnes de couleur dans une position désavantageuse sur le marché du travail, cet esprit d'entreprise comporte également ses limites. En effet, la plupart de ces entreprises sont dans le secteur des services ou de la vente au détail et répondent aux besoins des membres de leur communauté. Leur avantage, si l'on peut dire, est que ces entreprises ont un « marché captif », c.-à-d. qu'elles desservent les membres de leur propre groupe ethnique. Les problèmes surviennent lorsque ces petites entreprises désirent prendre de l'expansion. Une enquête sur les entreprises dirigées par des Noirs à Toronto (Henry, 1993) révèle ainsi que les problèmes majeurs touchant le développement et l'expansion d'une entreprise découle du manque de volonté des banques et des institutions financières de prêter aux personnes d'origine antillaise.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus dans le cadre des interviews effectuées auprès de l'échantillon de travailleurs antillais à Toronto révèlent donc que le racisme et la discrimination sont chose fréquente. La très grande majorité des répondants ont personnellement vécu de la discrimination. Cette discrimination sévit

particulièrement lors des tentatives d'obtenir des promotions. Il était plus facile d'obtenir un emploi à un niveau d'entrée ou un emploi sans chance de mobilité que de se voir offrir des opportunités de promotion. De plus, ces résultats semblent corroborer ceux d'enquêtes majeures sur la discrimination dont sont l'objet les personnes issues des communautés dites « visibles » au Canada (par ex. la Commission royale Abella (1984) sur l'égalité en emploi et l'étude de Henry et Ginzberg (1984)).

9.5 Résultats empiriques 3 : les jeunes et le milieu de l'éducation

Les objectifs de ce volet de l'enquête visent particulièrement à identifier et à comprendre les expériences vécues sur une base quotidienne par les étudiants et les étudiantes à l'école. Henry parle des influences d'un « curriculum caché » au quotidien, des commentaires et des comportements apparemment innocents des enseignants qui contribuent à former la culture générale de l'école et les façons subtiles et non intentionnelles par lesquelles les étudiants et les étudiantes d'origine antillaise peuvent être incorporés différemment et à la marge³.

Avant d'aborder les expériences de traitement différentiel et les problèmes du racisme systémique de ce milieu, il importe de mettre d'abord en lumière une source particulière de difficultés pour les étudiants d'origine antillaise et leurs parents. Henry (p. 131) souligne en effet que les attitudes et les attentes des parents d'origine antillaise face au système d'éducation sont un élément important qui vient moduler la façon dont les jeunes composent avec la réalité du racisme à l'école. Ainsi, les parents d'origine antillaise sont issus d'une société qui valorise beaucoup l'instruction. Les enseignants et les éducateurs ont, dans leur pays d'origine, un statut social élevé dans la communauté et sont des figures d'autorité respectées. La fonction éducative de l'école envers les jeunes n'est jamais remise en question. Henry souligne qu'un parent ne se plaindra donc pas à l'école ou à un professeur à

³ Henry, 1994, p.120.

propos d'un mauvais traitement ou de toute forme de harcèlement que subirait son enfant. On présume naturellement que les enseignants ont des raisons légitimes motivant tout ce qu'ils font en classe. Si un enfant reçoit une fessée avec une ceinture, c'est parce qu'il ou elle le mérite, et les parents ne questionneront jamais l'autorité de l'école à ce sujet. Les personnes du milieu ouvrier, en particulier, assistent très rarement aux rencontres de parents et la seule information qu'ils reçoivent leur provient des rapports d'étape que le jeune rapporte à la maison. Un mauvais bulletin, ajoute Henry, peut également faire en sorte que l'enfant soit victime de violence à la maison.

De telles attitudes font en sorte que l'autorité de l'école et des professeurs est tenue pour acquise par les parents. Les étudiants ne se plaindront donc pas à leurs parents des expériences négatives vécues à l'école parce qu'ils savent que leurs parents donneront préséance à la voix de l'école sur celle de leur enfant.

Un des répondants, âgé de 25 ans au moment de l'interview, est venu de la Jamaïque vers l'âge de 10 ans. Il a donc fréquenté l'école au Canada et a vécu plusieurs expériences qu'il qualifiait de racistes, des injures en particulier. Sa mère refusait de faire face au racisme que subissait son fils à l'école parce qu'elle ne voulait pas avoir de problèmes. Cette attitude de non-confrontation est, selon Henry, très commune chez les parents immigrants d'origine antillaise et force donc plusieurs étudiants à faire face au racisme par eux-mêmes. Comme le souligne Henry (p.132),

Hard-working immigrant parents, and particularly single mothers, do not have the time to visit the school or help their children with homework. At the same time, they expect the school to do the educating, so additional work at home is not necessary. A student cannot therefore expect any help from home. Concerns about systemic racism rarely come to the parents' attention, and it is only in recent times that groups of concerned parents have organized to pressure the schools to create a more equitable educational climate for their children.

Henry souligne (p.134) que les questions les plus importantes touchant les étudiants d'origine antillaise et qui engendrent d'énormes difficultés d'adaptation sont les barrières structurelles et d'attitudes au sein même du système d'éducation. Le

racisme systémique et le traitement différentiel auxquels sont soumis les étudiants antillais de la part des enseignants, des administrateurs et des autres étudiants sont un problème important qui contribue directement à la faible réussite et aux taux élevés de décrochage des élèves.

9.6 Le traitement différentiel et les problèmes de racisme systémique

Le traitement différentiel des étudiants d'origine antillaise débute dès le moment où on les intègre au système d'éducation. Étant donné les stéréotypes dont ils sont l'objet et qui présument que ces étudiants mettraient davantage de temps à apprendre et à maîtriser la matière, ils sont souvent et de façon routinière intégrés à des classes d'une année antérieure à leur niveau actuel de connaissance (p. 134). De plus, les répondants ont souvent fait référence au nombre disproportionné d'étudiants Noirs antillais qui sont aiguillés vers les secteurs scolaires techniques et de métiers ou vers des programmes scolaires allégés. À leurs yeux, une telle habitude est une indication qu'il y a quelque chose de problématique avec le système scolaire et la façon dont les professionnels du milieu de l'éducation évaluent les capacités d'apprentissage des jeunes d'origine antillaise.

Le traitement différentiel que subissent ces étudiants de même que les attentes qu'on a à leur égard se manifestent de multiples façons au sein du système scolaire. Par exemple, les répondants mentionnent le fait d'être considérés comme faisant partie d'un groupe homogène plutôt qu'en tant qu'individu à part entière. Cette pratique est implicite lorsque les enseignants décrivent et font référence à la façon dont **ils** se comportent et la façon dont **ils** traînent dans les corridors de l'école. De plus, les répondants indiquent que les enseignants ont, consciemment ou inconsciemment, des attentes différentes qui sont liées à la « race » des étudiants et qui influencent par le fait même la façon dont ils interagissent avec eux par la suite. L'extrait suivant donne une idée des conséquences de telles attitudes ou perceptions :

For example, one teacher was reputed to have said that he regards Asian or East Indian students as potential mathematicians or scientists, thus unconsciously excluding the possibility that Black students may have similar potential. Another teacher is reputed to explain economic principles to the whole class and then repeat everything to the group of Black students to make sure that they understand (p.135).

Le long extrait suivant soutient également l'idée que les attitudes et les attentes différentielles à l'égard d'un groupe socioculturel particulier peuvent avoir des conséquences importantes sur le cheminement scolaire de ses jeunes membres :

When I was in grade thirteen, I expressed a desire to go to Harvard and my marks were very good, so I went to the guidance counsellor and got all the information. In 1984, they had a policy whereby teachers would estimate what your marks would be at the end of term because you send away your marks in April. Well, they estimated my average 16 per cent lower than what it was. I had 94 per cent and they estimated 78 per cent, so needless to say, my application to Harvard was void because you are not going to get in with 78 per cent. I went to speak to the chemistry teacher and he laughed. It was very shocking because they kept telling me to come back another year and play basketball. I said, 'No, I don't want to play professional.' I went to my vice principal, who was also my basketball coach, and he said, 'I don't think you will be able to sustain the marks you had.' I said, 'Well, if you don't think I can sustain these marks, let's look at my record completely.' He looked at the record and said, 'Well, I just don't think that's convincing enough.' I showed him that I had completed some grade thirteen courses and I only had four others that were incomplete. I said, 'Look at the marks of the ones that I have completed.' I had 87 per cent in calculus. I said, 'I could do it! That was two years ago and I got this mark, so I don't know how you can extrapolate from now and say my marks will suddenly plummet. It so happened that the next year, provincial legislation was changed to the effect that the mark you have in April is the mark that you send to university, and they decide whether or not they should take it as is or adjust it. But it didn't help me. I was upset for the longest time. I just lost interest in school after that. In fact, I skipped the whole month of May. I said, 'Well, there's no sense in me coming to school because my marks are as they are and the selection will be made.

Outre ces exemples frappants de traitement différentiel, les diverses expériences de racisme vécues par les jeunes d'origine antillaise dans le milieu scolaire se traduisent généralement par de l'exclusion. Un des exemples les plus souvent cités concerne les injures, le fait de se faire traiter de 'nigger' :

I don't associate with Whites because they wouldn't associate with us and they'll call you 'nigger' right to your face. [I] did not know what it meant when another

student called [me] 'nigger'. I looked at them and I said, 'Excuse me, what does that mean?' They just looked at my colour, so I just kept doing my work. Then I translated it to Jamaican, for in Jamaica they would say 'neager' and then I found out it meant 'nigger'. So I got up and boxed the guy. I slapped him down and I got into trouble. The teacher asked me what I was doing. I said he called me 'nigger' and I don't like that and nobody is going to get away with that. The teacher said, 'What's the matter if he calls you nigger?' I said, 'Hey excuse me, would you like it if I called you a honky?' He just looked at me. I said, 'Now you know how it feels,' and I just sat back down.

Plusieurs répondants ont ainsi rapporté des situations où ils avaient été victimes d'injures à l'école. Toutefois, Henry souligne que le racisme peut être plus insidieux, plus subtil et institutionnalisé. Cette autre forme de racisme est également répandue mais dans le curriculum de cours de l'école⁴. Ce curriculum aurait deux dimensions majeures. Le curriculum formel comprend ce qui est actuellement enseigné à l'école (les cours, les livres, le matériel utilisé, les méthodes d'évaluation, ainsi que les différents styles et stratégies d'enseignement), alors que le curriculum caché réfère aux différentes croyances, présuppositions, attitudes et attentes que les enseignants apportent à l'école. Ce curriculum caché réfère également aux différents rapports sociaux qui se forment et les structures organisationnelles et les pratiques scolaires sous-jacentes. Bien que beaucoup plus difficile à cerner, ce dernier curriculum peut faire en sorte que les étudiants se sentent marginalisés. Il est également celui par lequel les formes subtiles et parfois non intentionnelles du racisme se manifestent. Plusieurs répondants ont ainsi fait part d'expériences vécues qui vont dans ce sens. Henry distingue ces deux types de curriculum à des fins de recherche parce que dans les faits les deux se juxtaposent et sont intimement liés. Selon elle,

The 'hidden' curriculum concept does not imply that people are deliberately putting in place a hidden agenda, because some of the values and attitudes may be unconscious and culturally based. In fact, it is the unconscious, taken-for-granted, 'common sense' assumptions, beliefs, and cultural practices that a critique of the hidden curriculum seeks to address.

Dans le cadre des interviews de cette recherche, certains enseignants ont consciemment ou inconsciemment lié les 'standards' ou 'exigences' à la 'race'. À

titre d'exemple, les discussions concernant le fait que les écoles peuvent avoir changé avec l'arrivée d'un nombre sans cesse plus grand d'étudiants d'origine antillaise comportaient souvent des commentaires sur le déclin des exigences. C'est ainsi qu'en dépit du fait que le phénomène de la diminution des exigences scolaires soit une préoccupation sociale importante, le lien direct qu'on y établit avec la présence d'étudiants antillais risque fort d'entraîner une « racialisation » des exigences scolaires, une pratique déjà partiellement légitimée par un discours public et un ensemble de croyances entourant l'intelligence et la race⁵. Bien que d'autres enseignants aient affirmé que les exigences ont changé sans pour autant avoir diminué, il n'en demeure pas moins que des idées préconçues au sujet de l'intelligence et les différences 'raciales' peuvent influencer et inspirer ce fameux curriculum caché et modeler les types d'interaction avec les étudiants de même que les attentes envers ces derniers.

Henry rapporte également une résistance de la part de plusieurs enseignants à composer avec le racisme et les questions controversées liées à la 'race'. Durant les conversations les enseignants ont en effet mentionné la crainte d'irriter ou d'offenser les parties concernées en ne disant pas les choses de la bonne façon. Certains ont également parlé de la « sursensibilité » de « certains » étudiants, d'autres ont tout simplement manifesté de l'indifférence à l'égard de ces étudiants, une indifférence en bonne partie alimentée par le fait qu'on considère les étudiants antillais comme un groupe homogène plutôt que comme étant constitué d'individus distincts. Henry souligne que cette tendance à éviter de faire face aux questions controversées liées à la race tend à renforcer les pratiques racistes. De jeunes répondants ont ainsi rapporté que si l'un d'eux manifestait son mécontentement à propos de l'absence d'images de Noirs dans les revues utilisées à l'école, il était plus ou moins ramené à l'ordre pour motif de 'controverse', et on lui rappelait que 'you have your *Ebony* magazine.' C'est dans de telles circonstances que les questions d'exclusion, de racisme et celles touchant le rôle des médias sont totalement ignorées (Henry, p.141).

⁴ Ibid., p. 139.

⁵ Ibid., p. 140.

Dans le milieu scolaire, il arrive régulièrement que les jeunes d'origine antillaise soient perçus comme étant « *les autres* ». On fait ainsi référence à la façon dont « they hang out in loud groups ». De la même façon, la distinction entre « eux » et « nous » est régulièrement utilisée, ce qui a pour conséquence la marginalisation de ces étudiants. Quoique bon nombre d'enseignants soient guidés et inspirés par des pratiques et des convictions antiracistes, d'autres font preuve d'un ethnocentrisme qui valorise la culture, la mentalité et les réalisations occidentales au détriment de celles des peuples Noirs par exemple.

Comme le souligne Henry, le bagage social et culturel de certains enseignants peut influencer les rapports sociaux qu'ils établissent avec les étudiants, de même que leurs attitudes à l'égard des immigrants récents et de l'éducation antiraciste. Ainsi,

Teachers who recall their own immigrant experiences may object to what they perceive as 'preferential' treatment being given to new immigrants. Populist arguments about new immigrants were often drawn on. Thus it is suggested that far too much is being done for new immigrants; that new immigrants should have to struggle in the same way that earlier immigrants from Europe struggled; that there was now a danger of 'reverse' racism, and that somehow immigrants are only people deemed to be 'visible' minorities. These attitudes were put forward as 'common sense' and one result is a cynicism towards antiracist education (Henry, p. 141).

9.7 Résultats empiriques 4 : les relations avec la police et le système judiciaire

Les résultats de cette recherche ont montré que le thème des relations entre les forces de l'ordre et la communauté noire est mentionné spontanément par la grande majorité des répondants, la plupart du temps en réponse à des questions concernant « le Canada ». Henry rapporte que tout comme pour les autres domaines qui préoccupent les membres de la communauté antillaise, la classe sociale module les perceptions des individus. Les hommes de la classe dite ouvrière sont surtout préoccupés par le harcèlement et le racisme subis aux mains des policiers. Ceux qui

se voient accoler la catégorie « street underclass » sont non seulement préoccupés par les relations entre la communauté et les policiers, mais surtout par les façons d'éviter les forces de l'ordre dans le type d'activités illégales dans lesquelles ils sont impliqués. Ceux de la classe moyenne sont d'avis que cette question est d'une grande importance pour la communauté en général, mais ont tendance à mettre davantage l'accent sur leur propre expérience de harcèlement policier. Les femmes, en général, ont beaucoup moins tendance à soulever spontanément cette question.

Dans l'ensemble, il y a un sentiment répandu parmi les membres de la communauté antillaise de Toronto selon lequel le système judiciaire, et particulièrement la police, ne sert pas leurs meilleurs intérêts, voire que ce système, dans son ensemble, va même à l'encontre des intérêts de la communauté. Les leaders influents de la classe moyenne, les membres de la communauté issus de la classe ouvrière sont d'avis que les relations entre la police et les minorités ethniques sont le lieu de contact avec la société d'accueil où des confrontations explosives et potentiellement violentes sont susceptibles d'avoir lieu⁶. Une des raisons principales pour lesquels ces contacts avec la police prennent une telle ampleur réside dans « le problème de la drogue ». Pourtant, une grande partie de la communauté croit que la « guerre à la drogue » est une forme consciente et délibérée de discrimination raciale dirigée contre elle. L'attention des policiers et du commissaire embauché par la ville de Toronto à cet effet a presque été uniquement centrée sur cette question durant les dernières années afin d'endiguer la distribution et l'utilisation répandue de la drogue, en particulier chez les jeunes. La conséquence directe de cette « campagne » aura été que les policiers possèdent des pouvoirs discrétionnaires encore plus étendus, ce qui se traduit par des tentatives répétées de procéder au « nettoyage » des unités du *Metro Toronto Housing Authority* et des autres régions pauvres de la ville. Durant de telles « descentes », plus de 50 personnes peuvent être arrêtées puis accusées alors qu'en réalité seulement quelques-unes peuvent être coupables.

⁶ Henry, p. 202.

Des répondants ont fait mention du fait que le « nettoyage » lié à la drogue frappe directement les pauvres et en particulier les endroits de la ville où vivent les personnes d'origine antillaise, alors que les quartiers de la classe moyenne ne sont que rarement « nettoyés ». Une telle situation fait en sorte que beaucoup moins de personnes du groupe majoritaire sont accusées de possession, d'utilisation et de distribution de drogue, malgré le fait que plusieurs des « gros joueurs » sont en réalité des membres des classes moyenne et bourgeoise de la société majoritaire. Des personnes interviewées affirment que les policiers « always hang out where we hang out ». Les clubs sociaux, les restaurants, les bars, les événements sportifs, et tout endroit fréquenté par les membres de la communauté antillaise ont tendance à attirer les policiers.

La majorité des spécialistes et des membres de la communauté antillaise s'entendent pour dire qu'il y a un niveau élevé d'activités criminelles dans la communauté noire, en particulier chez les jeunes. En dépit des exagérations probables des chiffres de la part de la police, un consensus existe dans la communauté antillaise sur le fait qu'il y existe une sous-culture composée principalement, quoique non exclusivement, de jeunes impliquées dans des activités criminelles. Toutefois, on considère qu'un nombre disproportionné de Noirs sont inculpés, reconnus coupables et condamnés. Les membres de la communauté antillaise de même que les avocats, tant Noirs que ceux du groupe majoritaire, soulignent qu'une des principales raisons pour lesquelles tant de Noirs sont inculpés (proportion démesurée par rapport à l'effectif de la population antillaise à Toronto) est la conséquence directe de l'action policière qui, à son tour, découle de la « guerre à la drogue ». Comme l'indique Henry (p. 205),

As more and more Blacks crowd into the courtrooms, Crown attorneys, judges, and other staff members become convinced that Blacks are prone to criminal behaviour. It reinforces the negative stereotypes they already have about Black people and contributes to the dangerous process of the 'racialization of crime' – the equation 'Black equals crime.' [...] Moreover, as the evidence of 'Black crime' hits the public eye through the media and other forms of communication, the belief that only Blacks are responsible for the widespread drug problem in this city is reinforced in the community at large.

Une des personnes interviewées lors de cette enquête est un avocat Blanc du groupe majoritaire. Il pratique dans une importante firme d'avocats qui a la réputation de défendre des clients Noirs, et a acquis une grande expérience au fil des ans comme avocat de la défense auprès de clients Noirs mis en accusation.

Being a visible minority is the same thing as visible crime – if a minority is visible, then the crimes they commit are more visible.

It is easier for the police to go after crimes committed by the Black poor – the new crack cocaine scare, which is a scare, but it's there because poor people who don't have a lot to look forward to ... obtain a quick, cheap high. It doesn't take much abuse to make you an addict – it begins with psychological need. Then you have to sell small quantities to keep your own habit. Now police have gone into this field, arresting Black people for crack and crack-related crime. It takes away from the real problems causing the drug problem to begin with and everybody's prejudice is increased by walking into a court and seeing all Black faces. They're doing nothing about the real problem – to try and convince a middle-class judge that this is a social problem, not a criminal problem, is a hopeless task.

The justification for these strong sentences is the ultimate irony – horrible – you've got to protect people in the subsidized housing projects. They say they are protecting people in housing projects. They maintain the status quo, which maintains the housing projects, which maintain the poor, the indigent, particularly Blacks.

For the last two years in criminal courts, Black people are overcharged and oversentenced. It's now alarming – poverty combined with racial prejudice.[...]

As a White lawyer, you walk into court in the morning and you hope that it's not going to be all Black faces that you see in there because you know that's what's happening. You know there are a lot of Black people in there, but you continually hope that it's not going to be so, but it is. This just feeds into a racist society.

Un élément important a émergé des interviews concernant les relations avec les policiers. Puisque les policiers ont surtout des contacts avec les Antillais qui sont impliqués dans des activités illégales, et qu'ils n'ont par le fait même que peu de contacts avec ceux de la classe ouvrière ou de la classe moyenne qui respectent la loi, il s'ensuit que la perception qu'ont les policiers des Noirs est fortement influencée par les contacts qu'ils ont avec les Antillais très défavorisés. Ainsi, les stéréotypes et la criminalisation de tous les Noirs découlent tout naturellement des seuls contacts qu'ils ont avec certains membres de la communauté. Aucune distinction n'est alors

faite entre les niveaux de classe au sein de la communauté antillaise. Henry cite en exemple le cas de policiers arrêtant un jeune étudiant universitaire de classe moyenne se préparant à devenir médecin ou avocat parce qu'apparemment il ressemblerait à un vendeur de drogue ou un arnaqueur recherché par la police. Plusieurs répondants ont mentionné, par exemple, que s'ils demeurent dans des quartiers de classe moyenne, ils sont parfois arrêtés par la police en se rendant chez eux. On les questionne concernant leur identité et les raisons pour lesquels ils conduisent dans ce quartier. Il ressort qu'un des problèmes importants dans les rapports entre les membres de la communauté antillaise et la police est que cette dernière utilise des caractéristiques biologiques ou phénotypiques comme la couleur de la peau et la texture des cheveux plutôt que de prendre en considération le rôle important de la classe sociale comme critère de différenciation et de stratification entre les différentes 'communautés' au sein de la grande communauté antillaise.

Presque toutes les personnes interviewées dans cette enquête, les hommes en particulier, avaient leur propre histoire de police à raconter. Les rencontres avec la police survenaient généralement lorsqu'on les arrêtait parce qu'ils conduisaient une voiture neuve ou de modèle récent. Presque tous les répondants masculins à cette enquête qui conduisent une voiture ont révélé avoir été souvent arrêtés de cette façon. Les policiers leur intiment de se ranger sur le bord de la route pour aucune infraction apparente au code de la route et leur demandent leur permis de conduire et leur certificat d'immatriculation. Après que le policier ait fait une recherche sur ordinateur et qu'il se soit assuré que les papiers sont en ordre, il avise le conducteur qu'il est maintenant libre de partir. Si ce dernier questionne la raison de son interception par la police, on lui répond habituellement que son apparence correspond à la description physique d'un individu recherché par la police. Plusieurs exemples ont été rapportés par les répondants. Un Noir circulant dans une voiture neuve ou récente est souvent suspect. Ou bien la voiture a été volée, ou bien son conducteur est un vendeur de drogue.

A lot of cops look at a Black guy driving in a fancy car and say, " What does he do? Sell drugs? " But if it's a White guy driving that car, [it is thought that] he works hard.

Les quelques extraits suivants témoignent également des expériences désagréables vécues par les répondants.

(Glenn) A few friends were walking down the road having a good time and we were heading up to a club. Before we got there, we see a couple of officers and they said there is a marijuana smell here. But they didn't have proof – maybe they had a marijuana detector! Well, it reached a point where he read our rights. He was just trying to protect his ass. He searched me and all of that. Next thing we know, he radios for more help because it's three Black guys so he thinks there is bound to be trouble. Next thing I know, he charges me with assault.

(Baylor) I was driving downtown to meet a friend at a restaurant. As I turned right, I see a police cruiser. I drive along and the next thing I know, the cruiser is following me. At the next light, I wait behind three other cars to make a right turn. As I make the turn, the cruiser comes up alongside. I get out and ask what I've done wrong. He tells me that he thought I was not wearing my seat-belt. Later, he tells me that tonight they have found two stolen cars in the area and they were just pulling over people. Funny thing was, I was the only car they pulled over!

(Rance) I was driving down Yonge and turning into St Clair when I see the car behind me with lights flashing, the whole kit. I pull over and two cops come to each window, pull me out, stand me up against the car, and frisk me. They didn't say a word. I begin to ask, 'Why? What's happening? The light was green,' and so on. I was detained for over twenty minutes while they did a record search on me. I had to tell them I was in university, was working on a research project, quoted all the names of my professors. A crowd of people circled the car and it was very embarrassing because it looked like I had been caught by police doing something. It was also near my home and I was sure that some of my neighbours are probably seeing this. After a half hour, all they said was, 'You can go now'. When I asked again why they stopped me, they said they were looking for a robbery suspect driving a blue car. I'm Black and my car is blue!

(Julie, une jeune femme au début de la vingtaine) I was waiting at Licks, the ice-cream place on Yonge St, for a friend. [Comme elle arrivait un peu tôt, elle s'acheta une glace et attendit son ami] I noticed a cruiser going round several times, but took no notice of it. In about ten minutes, the police cruiser pulled up and a policeman got out and motioned with his hands that I should move along. I looked at him and said, 'Excuse me?' He told me that he would have none of this on this corner and told me to move along, go further down the street" I said I was going nowhere and I'm waiting for a friend and I can stand on any part of this sidewalk. He became abusive and told me to get along or 'I'll run your ass in if you give me flack.' [By then a crowd had formed. Julie said that if he was insinuating that she was a prostitute, she would hold her ground and stay to await her friend because she knew her rights.] Le second policier sorti de la voiture et Julie fut menottée, accusée de perturber la paix et soupçonnée d'être une prostituée, pour être ensuite emmenée au poste de police. Elle appela ses parents, qui appelèrent leur avocat. Ses parents la firent libérer, retournèrent sur le même coin de rue, ramassèrent l'ami de Julie et

retournèrent chez eux. L'avocat de la famille engagea une poursuite contre la police et les accusations furent éventuellement abandonnées.

Les femmes d'origine antillaise se plaignent souvent d'être épiées lorsqu'elles achètent dans les magasins. Un des stéréotypes courant à l'endroit des Noirs est qu'ils sont des voleurs à l'étalage, en particulier dans les magasins de vêtements.

(Cynthia) 'If you're not prepared to buy anything, why don't you just leave because I don't have time to continue following you around.' [Cynthia se retourna vers la surveillante du magasin] I asked her 'What the hell are you talking about?' The woman then started shouting and became abusive and said, 'I don't have to take this from a nigger.' My friend then turned around and slapped the woman. The police were called and me and my friend were held by the store detective and told not to leave. [Lorsque la police arriva, Cynthia dut prouver qu'elle avait de l'argent sur elle et la police entreprit une recherche sur son nom à l'ordinateur. La police demanda alors à la surveillante du magasin si elle désirait porter une accusation et Cynthia affirma sur le champ qu'elle déposerait elle-même une accusation de harcèlement dans cette affaire. La surveillante du magasin continua d'utiliser un langage abusif à son endroit et malgré le fait que le gérant du magasin voulut laisser tomber toute cette histoire, la police devint à son tour abusive à l'égard de Cynthia et son amie. On leur dit qu'elles pouvaient se retrouver avec de gros problèmes si elles commettaient du vol à l'étalage et on leur décrivit également à quoi ressemblait une prison. Dès que les accusations furent abandonnées de chaque côté, la police interdit à Cynthia et à son amie l'accès à cette boutique de même qu'à tout le centre commercial. On lui dit que si on l'apercevait encore une fois dans ce Centre durant une période de six mois, elle pourrait se faire arrêter. Il faut noter ici que la police lors de cet incident outrepassa largement son pouvoir en interdisant l'accès à un centre commercial à une citoyenne qui n'avait aucun casier judiciaire et qui n'était pas accusée de vol à l'étalage] (Henry p.215).

De nombreux témoignages concernant le harcèlement policier furent recueillis par les intervieweurs durant ce projet. Chacune des personnes interviewées avait une histoire de ce genre à raconter. Henry soutient que bien que les jeunes du milieu ouvrier soient ceux qui manifestent les attitudes les plus négatives à l'égard des policiers, étant donné qu'ils sont aussi ceux qui ont vécu les plus mauvaises expériences, plusieurs personnes de classe moyenne ont également manifesté des attitudes négatives à l'égard des forces de l'ordre. Un des répondants, dans la vingtaine avancée, sans casier judiciaire et menant une vie exemplaire au Canada, résumait ainsi les sentiments de la majorité des personnes d'origine antillaise :

When I drive and see a police car coming, I would try to drive the other way to avoid them. I'd do anything to avoid the police. Not that I have anything to run from, but just not to cause anything with them... to do anything to myself ... because I know for a fact that if police were to pull me over, I'd have to have something like a tape recorder or something in the car because you can never really trust any of them, you know what I mean?

Les extraits présentés ici et les témoignages des personnes interviewées lors de ce projet donnent à penser que les pratiques et les stratégies policières découlent de perceptions, de visions qui associent la couleur de la peau à une disposition culturelle au crime. Henry soutient que les croyances en une 'criminalité noire' deviennent de plus en plus répandues dans la société canadienne. Un certain nombre d'institutions entretiennent ces croyances au Canada et à Toronto en particulier. Les forces de l'ordre, dans leurs interactions avec la communauté noire, de même que certains membres du système judiciaire croient en effet que les Noirs sont responsables de plus de crimes, et que les Noirs sont issus d'une culture portée vers le crime, en particulier ceux provenant de la Jamaïque. Ces croyances seraient ainsi renforcées par le débat entourant le recours à la cueillette de statistiques criminelles selon la race. Les médias participent également au maintien et au renforcement de ces croyances par le type de reportages qu'ils produisent⁷.

9.8 Étude qualitative sur l'expérience du racisme à Toronto : retour sur la problématique

Le projet de recherche que nous venons de présenter dans le cadre de ce chapitre constitue un exemple assez pertinent d'une démarche qui visait à recueillir le point de vue et les perceptions des membres d'un groupe ethnique minoritaire victime d'exclusion. Ce projet ne visait pas directement à identifier et à dresser une liste des perceptions, des attitudes et des représentations du groupe majoritaire à l'égard d'une minorité. Plutôt, il aura permis de mettre en lumière quelques-uns des domaines ou

⁷ Voir la série d'articles du *Globe and Mail*, du 10, 11 et 13 juillet 1992 sur le crime jamaïcain dont le premier article est coiffé du titre 'Island Crime Wave Spills Over : Criminal Subculture Exported to Canada.'

des champs d'interaction au sein desquels divers mécanismes d'exclusion sont exercés à l'endroit des membres de la communauté antillaise. En suivant les trajectoires des répondants qui dans leur lieu de travail, qui dans le milieu scolaire, qui dans les contacts avec le système d'immigration, qui dans les contacts quotidiens avec la police et le système judiciaire, la démarche privilégiée permet d'établir un lien direct entre des comportements discriminatoires de membres du groupe majoritaire et l'expression de sentiments et d'attitude d'exclusion dont ils font preuve à l'égard d'un groupe minoritaire spécifique.

Nous avons là non pas l'expression générale d'une opinion publique empreinte de préjugés, mais une description des conséquences directes de tels préjugés sur les trajectoires des individus, telles que relatées par eux-mêmes. Dans le cadre de sa recherche, Henry a abordé le racisme quotidien auquel doivent faire face ces individus. Le fait de mettre en lumière les zones d'influence et de pouvoir et les conséquences tragiques pour les personnes d'origine antillaise des manifestations d'attitudes et de comportements d'exclusion de la part des acteurs qui contrôlent ces champs de pouvoir permet de montrer de façon très nette le lien important entre ces comportements discriminatoires et les attitudes et les représentations négatives qui leur sont sous-jacentes.

Chapitre 10 : Les sondages d'opinion en question

Nous avons présenté jusqu'ici un grand nombre d'éléments nous permettant d'amorcer une réponse à la question principale qui a sous-tendu notre réflexion, à savoir la possibilité ou non d'entrevoir une sociologie des comportements racistes et des attitudes discriminatoires en matière de relations ethniques. Il nous faut donc maintenant tenter d'intégrer ces éléments à une réflexion sur la contribution qu'a apportée jusqu'à aujourd'hui — et que peut apporter — la sociologie sur le thème des attitudes et autres processus socio-symboliques dans la compréhension des rapports sociaux ethniques d'inclusion et d'exclusion.

Nous avons d'abord constaté que le concept d'attitude fut à la base du développement de la psychologie sociale. On a pu lire dans de nombreux articles et manuels des premières décennies du XXe siècle que cette psychologie sociale était, à ses débuts, la science qui étudiait principalement les attitudes. En comparaison, la somme des travaux sur les attitudes effectués par des sociologues étaient somme toute assez modeste. Pourtant, nous avons également montré que l'oeuvre *Le paysan polonais* de Thomas et Znaniecki, laquelle était surtout d'inspiration « psychosociologique », a fortement contribué au développement de la sociologie américaine comme discipline distincte des sciences sociales, notamment par l'importance qu'ils accordaient à une définition, disons, plus « sociologique » du concept d'attitude.

Un examen des principaux travaux sur le thème des attitudes nous a amené à faire un certain nombre de constats. D'abord, en dépit des précisions, des ajustements, des reformulations et des multiples définitions qu'on aura formulés au fil des ans, force est de constater que le terme « attitude » a conservé à peu près la même signification que celle qu'on lui attribuait au début du dernier siècle. Une signification qui met

l'accent sur les aspects essentiellement affectifs et individualistes du terme. Notons ici cependant que les chercheurs ont également montré que toute attitude avait une dimension affective, cognitive et conative ou prescriptive. Ce dernier terme désigne l'intention ou non d'un comportement et non le comportement lui-même. Pour l'essentiel, la grande majorité des psychologues sociaux ont oeuvré à partir d'une conception, voire d'un paradigme, essentiellement psychologique, évacuant par le fait même toute dimension sociale du phénomène. Deuxième constat, devant une telle conception, les sociologues se sont montrés peu intéressés par le sujet puisque l'objet ne leur convenait pas et était à leurs yeux de peu d'intérêt. Troisième constat, en dépit encore une fois des nombreuses améliorations théoriques et des nombreuses modélisations, on a dû se rendre à l'évidence que rien n'était plus incertain et plus délicat que de prédire des comportements à partir de mesures d'attitudes. Quatrièmement, devant une vision trop réductrice des phénomènes psychiques, cognitifs ou symboliques, plusieurs chercheurs ont mis de l'avant et ont utilisé des concepts qui pouvaient laisser une place plus importante aux phénomènes et mécanismes dits sociaux. On retrouve notamment ici les représentations sociales, l'opinion publique, etc. Mais comme certains l'ont fait remarquer, on se retrouve également confrontés à une bonne demi-douzaine de définitions de ce qu'on entend par le terme « social ». Il y a là, cependant, matière intéressante pour les sociologues qui s'intéressent à mieux comprendre l'éternelle question du lien individu-société. Enfin, dernier constat, on doit nécessairement faire un choix ici sur l'objet de recherche qu'est la notion d'« attitude » selon qu'on soit psychologue social ou psychosociologue, voire sociologue. Dans la grande majorité des cas, les travaux sur les attitudes et même, dans une certaine mesure, ceux sur les représentations sociales, ont été l'apanage des psychologues sociaux. On s'est ainsi surtout intéressé à ce qui se passe dans l'esprit des individus ; on a cherché à comprendre les processus psychiques et cognitifs en donnant à penser que le social est accessoire. Dans le cas des travaux sur les représentations sociales, on a rétabli, d'une certaine façon, la place du social, mais, là encore, la société se définit d'abord par des processus de nature psychique. Les représentations sont sociales parce qu'elles sont partagées par un ensemble d'individus, mais ce ne sont pas les rapports sociaux qui intéressent les

psychologues sociaux mais d'abord les processus psychiques ou symboliques à l'œuvre dans la société.

À partir d'une perspective sociologique, nous énoncerons et élaborerons sur le fait qu'il nous faut délaisser une vision qui considère les attitudes comme des prédispositions internes chez des individus pour adopter celle qui les considère comme des formes sociales de connaissance qui sont constitutives des rapports sociaux et qui participent d'une construction sociale de la réalité. Dans la mesure où ce sont les rapports sociaux d'inclusion et d'exclusion qui nous occupent, il faudra alors se demander en quoi et comment un examen de ces formes de connaissance peut nous informer sur ces rapports. En d'autres mots, la question clé est la suivante : peut-on saisir et comprendre des rapports sociaux d'inclusion et d'exclusion à partir d'un examen des pratiques, des attitudes et des représentations sociales qui les sous-tendent ? Peut-on répondre par l'affirmative alors qu'on a souvent remis en cause la pertinence de cette notion d'attitude précisément parce qu'elle ne nous permettait pas d'établir clairement ce lien entre attitudes et comportements ?

Les réponses à ces questions constituent l'essentiel du présent chapitre, de même que du suivant. Nous tâcherons de montrer qu'on peut difficilement parvenir à comprendre le lien entre les attitudes et les comportements et difficilement aborder la question du rôle des attitudes en faisant l'économie d'un examen du lien entre l'individu et la structure sociale. Les pratiques et les attitudes d'exclusion doivent être intégrées sur le plan conceptuel à une théorisation plus large sur la place et le rôle des individus au sein de cette structure sociale.

Le sondage typique sur les opinions et les attitudes étant incontournable lorsqu'on fait l'examen des principales méthodes et approches utilisées dans l'étude des attitudes, son examen constitue ici le point de départ du développement de notre argumentation. À cet égard, le présent chapitre vise à montrer que, loin de représenter un examen objectif du social et des rapports ethniques qui le constituent,

cette approche « classique » peut être présentée comme un mode de connaissance contribuant à la structuration du social, à la structuration d'une définition des rapports sociaux ethniques.

Suivant ce qui précède, il nous faut alors examiner non seulement le lien qu'on établit entre les objets réel, théorique et empirique mais il importe également de montrer comment le cadre politique d'interprétation des rapports sociaux influence directement le choix de l'objet réel, la mise en forme théorique de cet objet et sa construction empirique — via le choix des questions.

10.1 L'objet réel de la recherche et le découpage de la réalité sociale

Dans l'état actuel des choses, le sondage typique sur les opinions et les attitudes a fourni jusqu'ici un angle d'approche plutôt obtus sur ce que pensent (ou ne pensent pas) les individus interrogés de même que sur le lien qu'on peut établir entre ces attitudes et les comportements ou les pratiques sociales. Sous prétexte d'une faible marge d'erreur statistique, certains soutiennent qu'elle fournirait un portrait plutôt précis de ce que pensent les membres de la population. Or, bien qu'elles aient leur utilité en ce qu'elles permettent de voir quels choix de réponse font les individus face à des stimuli donnés (les questions), ces enquêtes ne fournissent qu'une réponse partielle aux objectifs habituellement énoncés, à plus forte raison les objectifs découlant des impératifs politiques.

Quelle est donc la question à l'origine des enquêtes du MCCI? Quel est cet objet réel qui intéresse l'État québécois? À quel découpage de la réalité sociale procède-t-on? Nous avons déjà indiqué les objectifs politiques de ces enquêtes, mais il est important de faire la distinction entre ce type d'objectif et celui qui révèle la définition première de l'hypothèse à l'origine d'une recherche. De même, il faut distinguer les attitudes d'inclusion et d'exclusion comme problème social ou politique et comme problème sociologique. Comme le souligne Grenier (1983, p.149) dans sa

réflexion méthodologique sur le racisme, une définition comme problème social désigne implicitement une dimension politique du phénomène à l'étude. Or il importe de faire cette distinction, précisément parce que les règles d'élaboration de chacun de ces discours (scientifique, politique, sens commun) diffèrent.

Les objectifs de ces enquêtes visaient à établir un diagnostic « des relations raciales et interculturelles » au Québec en examinant (en mesurant mathématiquement) les opinions exprimées par le biais de réponses à un questionnaire. Ce qui intéressait les chercheurs dans ces études pourrait se résumer à vouloir établir un portrait de *ce que les individus pensent* à l'égard de thèmes particuliers touchant, entre autres, l'immigration, l'intégration et la diversité ethnique. En posant des questions, en compilant les réponses, il serait donc possible de savoir ce que la population québécoise pense de ces différents sujets et, par le biais de croisements de certaines variables, on tente d'identifier qui sont ceux qui ont des « attitudes » d'ouverture ou de fermeture à l'égard des « relations raciales et interculturelles » et pourquoi.

Mais la définition explicite de l'objet réel semble n'en demeurer pas moins superflue aux yeux des chercheurs qui élaborent ce genre d'enquête. On présume ainsi que les concepts d'attitude ou d'opinion publique sont non seulement interchangeables, mais désignent de façon non équivoque ce qui constitue l'objet réel. Or nous pouvons très bien établir un parallèle avec l'analyse que fait Grenier (1983, p.149) à l'égard du concept de « racisme ». Celle-ci explique en effet que l'usage étendu et généralisé d'un concept « suppose la non-reconnaissance du fait qu'un premier travail d'abstraction a déjà été réalisé, lequel seul a pu permettre le passage de l'expérience, de l'observation circonstanciée à sa dénomination, disons générique ». On parle alors d'une définition d'un objet réel qui constituerait une « théorisation *a priori* ». Mine de rien, on se retrouve donc devant une situation où « se trouvent confondus la réalité sociale (empirie) et le concept (théorie) » et où la recherche (sociologique dans notre cas) « devient une activité de systématisation des apparences ».

Posons donc, sur le thème des attitudes, la question que pose Grenier à l'égard du

racisme, de savoir si, dans l'optique des études du MCCI, les attitudes constituent un objet d'étude. Peut-on mesurer cette chose que l'on appelle une attitude (d'ouverture ou de fermeture « à l'égard des relations raciales et interculturelles » ? Babbie (1986) fait la proposition que, dans les sciences sociales, nous pouvons mesurer (dans son sens mathématique) tout ce qui existe. Il n'y aurait pas d'exception. Si la chose existe, c'est qu'elle est mesurable. Paraphrasant ce dernier (dans son examen du concept de « préjugé »), nous ne pouvons cependant pas affirmer qu'une attitude (de tolérance par exemple) existe en elle-même. Nous ne savons pas en effet à quoi elle ressemble, comment grande elle est, quelle couleur elle a. Aucun de nous n'a jamais touché une attitude. Mais nous en parlons constamment. Devant cette approche en apparence simpliste, se cache pourtant tout un processus de construction sémantique de la réalité. Ultimement, le terme d'attitude est utilisé pour désigner tout rapport positif ou négatif au monde. L'état psychologique à l'égard d'un objet ou d'un phénomène se trouve ainsi circonscrit à cette notion d'attitude. Nous utilisons ce terme parce qu'il constitue une sorte de compromis pour désigner un ensemble de dispositions à l'égard de cet objet. En évoquant le terme d'attitude, il y a automatiquement évocation d'une « image mentale » qui le représente. Le terme technique pour désigner ces images est celui de « conceptions ». Nous avons ainsi chacun au moins une conception de ce que représente une attitude d'ouverture ou de fermeture à l'égard de l'objet en question. Poursuivant sur l'assertion de Babbie selon laquelle nous pouvons mesurer tout ce qui existe, nous conviendrons alors que nous ne pouvons pas mesurer une attitude en elle-même, mais nous pourrions par exemple mesurer le nombre de réponses favorables ou défavorables à un certain nombre d'énoncés ou de questions. En ce sens, une attitude n'existe que sous la forme d'ententes que nous établissons sur la façon d'utiliser un terme à des fins de communication pour désigner des choses qui sont réelles (Babbie, p.98).

Mais devant les mille et une conceptions qu'ont les individus pour se représenter un objet ou un phénomène, la recherche scientifique ne peut toutefois se contenter d'une approximation sur le sens des termes en vigueur dans les rapports quotidiens. Le chercheur fera alors appel à un processus de conceptualisation par le biais duquel les

concepts ainsi élaborés désigneront précisément ce qu'il entend par tel ou tel terme particulier.

L'aboutissement de ce processus de conceptualisation se traduit généralement par la spécification d'un ensemble d'indicateurs qui, chacun, recèle, sous une forme ou une autre, des éléments ou des dimensions du concept étudié. Les chercheurs peuvent en effet ne pas toujours être d'accord sur la meilleure façon de mesurer une attitude d'ouverture ou de fermeture, mais il y aura tout de même la volonté d'utiliser une mesure du concept qui sera jugée «raisonnable». C'est ainsi, par exemple, qu'en utilisant plusieurs indicateurs différents, lesquels représenteraient tous plus ou moins le même concept (dans ses multiples dimensions), on présumera alors que tous ces indicateurs se comporteront de la même façon que ne le ferait le concept étudié s'il était réel et observable (Babbie, 1986, p.100). Le danger qui guette cependant ce processus est celui-là même dont parle Grenier, à savoir la confusion qui s'installe entre la matérialité sociale et le concept utilisé pour rendre compte de cette réalité. On en vient à octroyer à cette création théorique qu'est le concept une autonomie telle que son existence réelle n'est plus questionnée. On parle alors de réification. Le premier chapitre a permis de constater que le concept d'attitude n'est pas le seul, dans le cadre des enquêtes qui nous occupent ici, à souffrir de ce processus de réification. De nombreuses notions, telles celles de « communautés culturelles », de « races » ou de « minorités visibles », sont ainsi couramment utilisées dans les recherches, par les instances politiques et les médias sans que l'on remette en cause les facteurs et les processus discursifs à l'origine de leur formulation.

En nous inspirant des travaux de Potter et Wetherell (1987, 1988), nous désirons montrer qu'on est en droit de se demander jusqu'à quel point l'objet réel d'investigation peut être ou non empiriquement observé dans des sondages typiques comme ceux du MCCI. À partir d'analyses du discours raciste en Nouvelle-Zélande, ces auteurs montrent comment le concept d'attitude néglige inévitablement les contextes social et rhétorique du discours. En particulier, la théorie des attitudes qui s'en inspire ignore selon eux la façon dont les répondants construisent leurs

évaluations au travers de différents comptes rendus « factuels » des objets d'attitude.

Comme nous l'avons fait au second chapitre, il nous semble raisonnable de nous inspirer de la définition opératoire des attitudes que propose McGuire (1985, p.239), à savoir que lorsque des individus expriment des attitudes, ils produisent des réponses, ils manifestent des réactions qui situent des objets de réflexion (« objects of thought ») au regard de dimensions de jugement. Or, en examinant les questions utilisées dans les deux enquêtes du MCCI à l'aune des deux volets de cette définition (les dimensions de *jugements* et l'existence d'*objets* de réflexion), nous avons pu observer nombre de difficultés qui semblent jeter des doutes sur la possibilité de retrouver dans les questions posées la présence de l'objet réel, de la question à l'origine d'une telle recherche.

Nous avons déjà souligné au premier chapitre que le problème principal confronté concerne « l'objet de réflexion » que l'on retrouve formulé dans les divers énoncés ou questions du questionnaire du MCCI. Il y a ainsi, par l'intermédiaire de l'imposition de la forme et du contenu d'un questionnaire, une présupposition d'une vision statique, non-problématique et, par le fait même, limitée de la « réalité » étudiée. Nous avons également déjà souligné que nous retrouvions ainsi avec une « opinion publique » complètement construite, une analyse de la société (implicite dans la formulation des énoncés) qui n'a probablement que peu à voir avec la construction que s'en font les répondants dans leur quotidien.

L'extrait suivant tiré des travaux de Potter et Wetherell (1987) montre bien l'absence de neutralité des termes ou catégories utilisées, il met en évidence le problème de constitution d'un objet, problème dont ne tient pas compte ce genre de questionnaire. On peut y voir, comme le soulignent à juste titre ces auteurs (1987, p.51), que le répondant ne fournit pas simplement son point de vue à l'égard des « immigrants polynésiens », il formule plutôt la nature même de ces immigrants. Il ne compose pas avec une description neutre d'un objet pour ensuite exprimer ses sentiments face à lui ; il construit plutôt une *version* de cet objet et cette construction participe elle-

même d'une construction de la réalité sociale de cet objet. Par exemple :

- L'intervieweur : « Oui, alors [la criminalité] est en partie..., elle est reliée à l'immigration ? »
- Le répondant : « Oui, nous ne, nous ne les voyons pas débarquer de l'avion durant la nuit, la moitié d'entre eux ne pouvant pas parler anglais. Um, s'ils ne peuvent pas parler anglais ils ne seront pas capables de trouver un emploi, ils iront et resteront dans leurs petites communautés et ils n'arriveront pas à contribuer à quoi que ce soit. Et ils deviendront frustrés parce qu'ils s'ennuieront. Et ils seront, vous savez, il n'y a rien à faire pour eux alors les jeunes commenceront à se tenir ensemble et à traîner dans les rues. À la maison, Maman et Papa ne peuvent parler anglais et alors les enfants ne peuvent parler anglais. Ils vont à l'école et tout à coup ils sont confrontés à l'anglais — 'nous ne pouvons parler ça, et que faisons-nous?' — rien. Et alors rendus à l'âge de 15 ans, ils décrochent. Ils en ont jusque-là de l'école et ça n'est pas la faute de l'école. Ils ont une existence extraordinaire, ils ont une vie extraordinaire, une vie de famille, dans les îles d'où ils viennent et c'est là qu'ils devraient être » [traduction].

On voit dans cet extrait un amalgame complexe de description, d'explication et d'évaluation qui fait en sorte qu'on ne puisse dissocier les deux éléments de la définition courante d'une attitude, à savoir le positionnement d'un « objet de connaissance » par rapport à des « dimensions de jugement ». On peut supposer qu'il n'en va pas autrement dans le cas des enquêtes du MCCI.

On pourrait certes rétorquer qu'un des problèmes fondamentaux de ce type de sondage sur les attitudes émerge de mauvaises formulations d'énoncés. Le fait est que non seulement ces dernières peuvent être mauvaises, mais, par-dessus tout, elles sont souvent révélatrices d'un discours social que la seule reformulation d'énoncés ne parviendrait pas nécessairement à masquer. On objectera par ailleurs, qu'il est pourtant pratique courante de former des groupes de discussions ("focus groups") dans le but de s'assurer que les répondants comprennent bien la formulation des énoncés et des questions. Or cela n'altère en rien la conception qu'ont les individus dans la population des notions et des catégories utilisées. Nous touchons là, par le fait même, à l'un des biais majeurs dans ce type de recherche, biais qui contribue à questionner la portée scientifique d'une telle démarche : l'interprétation des choix de

réponses des individus, de même que la transposition de ces réponses en des indices ou des facteurs dont l'énumération suffirait à elle seule à décrire « la structure des attitudes (MCCI, 1993, p.44)».

Ce deuxième problème majeur associé aux enquêtes classiques sur les attitudes et aux sondages d'opinion réside ainsi dans les présuppositions entourant le choix de réponses des individus et, en particulier, le choix de réponses qui leur est proposé. On ne semble pas questionner en effet l'adéquation entre l'objet réel de la recherche (c.-à-d. ce que les individus pensent, comment ils perçoivent ou conçoivent telle ou telle situation) et les choix de réponses à des énoncés tenant lieu de mesure des attitudes. Lors des interviews téléphoniques, les intervieweurs de la firme J.T.D. devaient lire le texte qui suit :

« Je vais vous lire une série d'énoncés décrivant différents points de vue sur les relations raciales. J'aimerais que vous me disiez ce que vous pensez au sujet de chaque énoncé en vous basant sur une échelle de 1 à 5, où "1" veut dire que vous êtes entièrement en désaccord et "5" veut dire que vous êtes entièrement d'accord, une réponse neutre serait un "3" »

Comment interpréter la différence entre un « tout à fait en désaccord » et un « en désaccord » ou, inversement, entre un « tout à fait d'accord » et un « d'accord » ? Mieux encore, comment interpréter une réponse « neutre » par rapport à une « non-réponse » ou le choix « ne sait pas » ? L'analyse factorielle permet certes le regroupement des réponses aux énoncés en un certain nombre de facteurs ou d'indices, mais il est pertinent de s'interroger sur la validité de la corrélation statistique comme critère d'inclusion, par exemple, des deux énoncés suivants sous le thème d'« attitude à l'égard du rôle économique et social des immigrants » :

- « Le gouvernement devrait investir dans une campagne de sensibilisation pour favoriser le rapprochement interculturel et des relations raciales harmonieuses (Q63) »
- « Les immigrants et les communautés culturelles respectent les valeurs démocratiques du Québec (Ex. : égalité des femmes, droits des enfants.)(Q48) »

Willem Saris, de l'université d'Amsterdam (1993, 1990, 1988), a amplement montré les difficultés et les faiblesses inhérentes à l'utilisation de facteurs pour désigner un

type particulier d'attitude. Selon lui, le critère de corrélation statistique n'est souvent pas satisfaisant pour justifier le regroupement de différentes variables dont l'interprétation peut grandement varier de l'une à l'autre et qui peuvent ne pas mesurer du tout la même chose. Sans oublier que l'on peut aussi se demander s'il est légitime de traduire les réponses des individus en une catégorie théorique sous-jacente portant le nom d'« attitude ». Que dire par exemple de la réponse à l'énoncé « Les immigrants contribuent à l'accroissement de la population du Québec (Q41) » ? Peut-on vraiment traduire la réponse à un tel énoncé comme représentant une « attitude » ? Il y a enfin une autre question qu'on doit poser face à l'utilisation de telles catégories de réponses et l'interprétation de ces réponses en tant que mesures d'attitude. Doit-on ou est-on en droit de considérer l'action des répondants comme un exercice neutre de description ou d'expression d'un état psychologique (leur attitude) ou doit-on plutôt la considérer en tant qu'entreprise de « production d'une formulation linguistique spécifique ajustée au contexte qui prévaut à ce moment-là (Potter et Wetherell, 1987, p.45) » ? Il semblerait en effet que le discours tenu par un individu variera en fonction du contexte discursif et de l'intention de l'acte discursif lui-même. Ce qui nous amène à questionner cette vision décontextualisée des attitudes, vision qui considère un choix de réponse donné comme représentant fidèlement ce qu'un individu pense sur un thème, un énoncé, un sujet particulier.

Potter et Wetherell (1987, p.46-47) fournissent un exemple de ce qu'ils identifient comme un problème relié au contexte d'énonciation. L'extrait qui suit concerne les propos d'un Néo-Zélandais du groupe majoritaire à l'égard des immigrants polynésiens :

— *Le répondant* : « Je n'ai absolument rien contre eux, vous savez » [traduction].

Cet extrait semble non problématique et assez facile à interpréter. Sur une échelle d'attitude (pour ou contre ces immigrants) où on aurait à le situer, ce répondant serait assurément placé dans la catégorie « attitude positive ». Par contre si nous resituons cette phrase dans l'argumentation plus globale que fait le répondant, elle prend un tout autre sens :

- *Le répondant* : « Je n'ai absolument rien contre eux vous savez, je, s'ils sont prêts à se joindre à nous et être comme nous ; mais s'ils ne font que venir ici, que pour être capable d'utiliser nos systèmes de bien-être social et autres choses du genre, alors pourquoi ne restent-ils pas chez eux ? » [traduction]

Une approche sémantique du discours de ce répondant permet alors de décrire la forme et le contenu qu'il recèle. Dans ces quelques lignes, Potter et Wetherell montrent ainsi comment la rhétorique et l'argumentation de ce répondant dévoilent une représentation qui alimente l'exclusion. L'importance qu'il faut accorder au contexte d'énonciation d'une vision ou d'une représentation à l'égard d'un objet donné soulève enfin un problème que Potter et Wetherell identifient comme un de variabilité. Ainsi les deux extraits suivants (1987, p.49) :

- *Le répondant* « Ce que j'aimerais..., que je préférerais voir c'est que, d'accord, amenez-les [les immigrants polynésiens] en Nouvelle-Zélande, exactement, faites-le et donnez-leur une formation, et encouragez-les à retourner chez eux ».

- *Le même répondant, mais un peu plus loin dans son argumentation* :

« Je crois que si nous encourageons plus de Polynésiens et de Māoris à acquérir une formation, ils voudront demeurer ici, ils ne sont pas, um, aussi, um, nomades que le sont les Néo-Zélandais, alors je pense que cela serait mieux. » [Traduction].

Ces deux extraits mettent en évidence qu'un des éléments de la définition du concept d'attitude en psychologie sociale, soit celui de cohérence et de consistance de la disposition à l'égard d'un objet, n'est pas applicable ici. En mettant ces deux extraits dans le contexte de l'interview et du contexte plus global de l'argumentation, la source de cette *apparente* contradiction devient plus claire (pp.49-50):

- *L'intervieweur* : « Croyez-vous que, disons, l'immigration en provenance des îles du Pacifique devrait être encouragée davantage que ce n'est le cas en ce moment ? Elle est assez restreinte en ce moment... »
- *Le répondant* : « Oui. Um, je crois qu'il y a certains problèmes à, à trop l'encourager, c'est qu'ils arrivent ici sans connaître nos modes de vie, et je pense qu'il est important pour eux de comprendre ce qui les attend. Je, ce que j'aimerais..., que je préférerais voir c'est que, d'accord, amenez-les [les immigrants polynésiens] en Nouvelle-

Zélande, exactement, faites-le et donnez-leur une formation, et encouragez-les à retourner chez eux de sorte qu'ils dépendront moins de nous. Je veux dire [] alors que les gens là-bas sont dépendants des leurs qui gagnent de l'argent ici pour pouvoir la leur envoyer, je veux dire, c'est une façon très très négative de regarder ça. [] Les gens devraient vraiment essayer, devraient vraiment essayer d'aider d'abord leur propre pays.»

— *Le même répondant :*

« Les Polynésiens, ils font des jobs maintenant que les Blancs ne feraient pas. Alors dans plusieurs secteurs de la communauté ou de la vie ici, um, nous serions vraiment mal pris sans eux. Je pense, Um, ce que j'aimerais voir c'est plus d'efforts fournis pour les former à des emplois spécialisés, parce que nous n'avons pas de travailleurs spécialisés et beaucoup de nos gens qualifiés, des Blancs, ont quitté le pays pour aller ailleurs. Je crois que si nous encourageons plus de Polynésiens et de Māoris à acquérir une formation, ils voudront demeurer ici, ils ne sont pas, um, aussi, um, nomades que le sont les Néo-Zélandais, alors je pense que cela serait mieux.» [traduction]

À la lumière de ces extraits, on comprend mieux pourquoi ce répondant ne pourrait exprimer une attitude constante et statique à l'égard d'une question qui l'interrogerait à savoir si les immigrants doivent rester ou partir. Ces quelques exemples et les problèmes ainsi mis en lumière jettent immanquablement des doutes sur l'existence de ces choses stables et durables chez les individus que des échelles de mesure comme celles utilisées dans de telles enquêtes prétendent mettre au jour : des attitudes.

10.2 Les attitudes comme objet théorique de recherche

On peut convenir que tout problème à l'origine d'une recherche, ce que nous avons appelé l'objet réel de cette recherche, n'est pas forcément sociologique en soi dans la mesure où ce questionnement initial peut généralement se prêter tout aussi bien à l'analyse historique, politique, sociologique ou psychologique. L'analyse sociologique n'est donc possible qu'à partir de l'identification des dimensions ou des paramètres d'une problématique pouvant faire l'objet d'une telle construction théorique, à savoir des dimensions explicables à l'échelle d'une société. La

problématique théorique qui suit dès lors l'identification de l'objet réel prend sa légitimité dans le choix et l'articulation de concepts à des fins d'explication sociologique, permettant par le fait même la construction d'un objet théorique de recherche. Un ou des concepts de nature sociologique peuvent ainsi rendre possible l'explication (sociologique) des dimensions de l'objet réel pouvant faire l'objet d'une telle explication. Dans le cas des sondages traditionnels sur les attitudes, cependant, la difficulté principale réside dans le fait que nous avons affaire au découpage d'un objet réel selon des dimensions, des aspects proprement sociaux (c.-à-d. les rapports sociaux ethniques), alors que l'objet théorique, les concepts qui le fondent, sont présentés comme étant de nature essentiellement psychologiques (c.-à-d. les attitudes, les perceptions). L'utilisation du concept d'attitude à des fins analytiques participe ainsi d'un discours social qui met l'accent sur les processus cognitifs et motivationnels des individus au détriment de processus sociaux et idéologiques. De plus, une telle approche a des conséquences directes sur l'évaluation et la compréhension des rapports ethniques d'inclusion et d'exclusion.

Les travaux de Kalin et de Berry (1977, 1979, 1982, 1984, 1989) ont inspiré un certain nombre d'enquêtes et de sondages sur les attitudes. Les enquêtes de 1974 et de 1991 sur le multiculturalisme au Canada furent toutes deux conçues par les socio-psychologues Berry et Kalin de l'université Queen's, et l'échafaudage théorique à partir duquel ces études furent effectuées servira, dans une certaine mesure, de point de référence aux enquêtes d'opinion du MCCI¹. Cette référence n'est cependant pas explicite dans les enquêtes du MCCI mais les deux grands courants de la psychologie sociale des groupes — la cognition sociale et les relations intergroupes — y apparaissent en filigrane.

1. Le gouvernement canadien instaura en 1971 une politique de multiculturalisme, laquelle fut suivie en 1974 par une enquête nationale visant à mesurer les attitudes des Canadiens à l'égard de cette politique ainsi qu'envers le multiculturalisme comme «fait social». Vingt ans plus tard, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada finançait une enquête similaire. Voir, notamment, *Les Canadiens et le multiculturalisme : Étude nationale sur les attitudes des Canadiens – 1991*, Angus Reid inc. 1991.

La perspective socio-psychologique de Kalin et Berry (1994, p.293) sur les attitudes ethniques et multiculturelles les amènent à identifier quatre raisons pour lesquelles les individus et leurs attitudes sont des éléments importants dans les sociétés multiculturelles :

1. Ce sont les individus qui agissent (agressent et attaquent [!]) et réagissent (résistent et ripostent) aux autres personnes et aux groupes ; les individus sont ainsi au centre des relations ethniques et raciales.
2. Il y a des limites aux changements sociaux qui peuvent être réalisés par le biais de moyens légaux et institutionnels, limites se situant dans les phénomènes psychologiques eux-mêmes.
3. Les attitudes individuelles fournissent une base de soutien nécessaire aux politiques et programmes multiculturels. Pour que ces derniers réussissent, ils doivent avoir la faveur d'une partie importante de la population. Lorsqu'il y a forte dissonance entre ces politiques et des attitudes largement répandues, il y a risque de réactions négatives à leur égard. Vu sous cet angle, il y a donc nécessité de connaître et de comprendre les attitudes pertinentes à cette problématique.
4. À partir d'une connaissance des attitudes individuelles, il devient possible de suivre à travers le temps, et même de prédire, des niveaux relatifs d'harmonie et de conflit à l'échelle de la société. De plus, en examinant divers éléments sociaux et démographiques de corrélation de ces attitudes, ainsi que leur distribution dans la population, nous pouvons possiblement cerner des zones spécifiques de difficultés potentielles, et être en position de prendre des mesures préventives.

Berry (1984) souligne que les éléments clés de la politique de multiculturalisme de 1971 sont que «tous les Canadiens devraient être capables de conserver et de développer leurs identités propres s'ils le désirent, qu'ils devraient être prêts à partager leurs cultures avec les autres Canadiens, et qu'ils devraient être exempts de préjugés et de discrimination ». Ainsi l'idéologie du multiculturalisme est un concept corollaire aux préjugés et aux attitudes ethniques dans la mesure où elle valorise l'idée de rapports harmonieux au sein d'une société culturelle plurielle (Sabatier et Berry, 1994, p.271).

Le modèle théorique proposé par Berry (1990), trouve sa mise en forme empirique dans l'enquête nationale de 1991. Dans sa volonté de montrer le rôle central que peut jouer la psychologie dans l'étude des rapports ethniques, Berry précise que :

While much of psychology is asocial and acultural, pretending that social, ethnic and cultural factors are unimportant in the genesis and display of individual behaviour, there are longstanding traditions (e.g. social psychology) and newer perspectives (e.g. cross-cultural psychology and ethnic psychology) that place a great deal of emphasis on understanding individuals in their sociocultural contexts (1990, p.8).

Cependant, poursuit-il, la psychologie sociale est demeurée particulièrement aculturelle, dans la mesure où elle a généralement été peu intéressée par les domaines d'études propres à l'anthropologie et aux études ethniques. En contrepartie, des champs d'étude comme la psychologie multiculturelle et la psychologie ethnique ont justement intégré ces aspects dans leur perspective. La première, apparue au début des années soixante-dix, est définie comme l'étude des similitudes et des différences dans les fonctionnements psychologiques individuelles au sein de divers groupes ethniques et culturelles, et des relations entre les variables psychologiques et les variables socio-culturelles, écologiques et biologiques, alors que la seconde — la psychologie ethnique —, plus récente, est définie comme une approche psychologique des phénomènes ethniques dans les sociétés pluriculturelles guidée par les théories, les méthodes et les découvertes de la psychologie multiculturelle (Berry, 1990, p. 10)².

Berry fournit également un modèle pour l'examen des liens entre les facteurs socioculturels et psychologiques dans la recherche sur les rapports ethniques. Sa perspective psychologique touche peu, par le fait même, aux facteurs qu'il nomme socioculturels, sinon pour affirmer que les processus psychologiques de type cognitif sont influencés par les représentations et stéréotypes collectifs, que les processus d'évaluation (les préjugés et les attitudes) le sont par un ensemble de facteurs historiques, politiques et économiques, et enfin que les comportements individuels

2. L'idée est de montrer que la perspective psychologique a une importance centrale dans l'étude des relations ethniques. Selon cette perspective, les individus sont considérés comme détenant des croyances et des attitudes, et ils sont des acteurs qui agissent dans des situations de relations intergroupes.

sont influencés par un certain nombre de comportements collectifs tels les lois ou les mouvements sociaux.

L'absence d'une prise en compte du contexte social dans l'étude des attitudes des membres d'un groupe envers un autre groupe, par exemple, se situe historiquement dans la logique d'un discours social et idéologique particulier. En effet, l'orientation qu'a prise la psychologie sociale, sur le plan métathéorique, dans son traitement des phénomènes groupaux s'est surtout confirmée dans les années 1920 (Ibanez, 1994, p.334). Deux options étaient alors en présence quant à la prédominance soit des facteurs individuels soit des facteurs collectifs comme unités d'analyse. D'une part, il y avait l'idée que la conduite de chaque individu ne peut être analysée et comprise qu'en prenant comme point de départ les rapports sociaux qui constituent la société. De l'autre, celle qui plaçait l'individu au centre et comme point de départ de toute analyse. Cette dernière poussait notamment F. H. Allport (1924) à affirmer que la psychologie des groupes est essentiellement et totalement une psychologie des individus.

On comprend ici que c'est la seconde option qui a prévalu dans l'orientation des recherches socio-psychologiques sur les attitudes de même que dans l'étude des rapports intergroupes en général. Ibanez (1994, p.336) montre comment cette orientation transparaît dans l'une des approches théoriques influentes de ce champ: l'hypothèse du contact. C'est avec le livre classique de G. Allport « *The Nature of Prejudice (1954)* » que cette hypothèse commença sérieusement à être considérée comme moyen potentiel pour réduire les tensions interethniques. Pour Allport, l'origine des préjugés se situe dans la tendance « naturelle » des individus à faire des généralisations, à former des catégories et à sursimplifier leur expérience du monde. Il indique également qu'en général c'est par le contact, dans des conditions d'égalité de statut entre les groupes majoritaires et minoritaires, que le préjugé peut être diminué dans la poursuite de buts communs. Comme le souligne Ibanez (p.336),

Les présupposés de départ sur lesquels reposait l'hypothèse du contact sont clairs. D'une part, l'hostilité entre les groupes est due en bonne mesure aux préjugés

individuels et ces préjugés se nourrissent de l'ignorance dans laquelle se maintiennent les individus quant aux « vraies » caractéristiques des membres de l'exogroupe. Pour réduire l'hostilité, il faut donc changer les attitudes des individus appartenant à ces groupes. Pour cela, rien de tel que de les faire se rencontrer et donc se connaître dans des situations où les différences de statut sont effacées.

De cette hypothèse étroitement liée à l'idéologie humaniste/libérale qui sous-tendait le puissant « *mouvement pour les relations humaines* » lancé aux États-Unis après la deuxième Guerre mondiale, Ibanez dira encore

qu'elle fait l'impasse sur le fait que l'hostilité entre les groupes s'insère dans l'histoire de leurs rapports, qu'elle se forge dans une durée qui n'est pas nécessairement celle de l'individu et qu'elle a un caractère collectif plutôt qu'individuel. Elle fait également l'impasse sur le fait que les inégalités de statut ont une inscription structurelle et macrosociale qu'il n'est pas facile d'altérer sans prendre des mesures qui sont, elles-mêmes, de cet ordre (p.337)³.

Par conséquent, on ne doit guère s'étonner que les nombreux travaux effectués pour vérifier la validité de cette hypothèse aient donné des résultats plus ou moins concluants (les contacts allant parfois jusqu'à augmenter l'hostilité) selon les contextes et les particularités historiques des contacts.

Un peu plus de 40 ans après l'ouvrage de G. Allport, on peut constater que les présupposés et les impasses de l'hypothèse du contact sont au coeur de la logique des sondages d'opinion du MCCI, comme dans de nombreux autres sondages d'opinion commandés par les gouvernements. À la suite du sondage de 1992 sur l'opinion publique (MCCI, 1993), le ministère conclut que «les Québécois font preuve de tolérance à l'égard des immigrants et des minorités visibles et (...) l'accroissement des contacts contribue au développement d'attitudes favorables et réduit les préjugés (p.5)» et qu'un des éléments de la campagne de promotion du gouvernement doit être de « ne pas faire valoir, ou insister, sur le caractère distinctif de chaque groupe culturel, mais plutôt sur ce qu'ils partagent avec l'ensemble des Québécois ».

³ Juteau (1986, p. 39) affirme, par exemple, que dans le cas du Canada, «les pratiques, les politiques, les idéologies des Canadiens français et des Canadiens anglais à l'égard de l'immigration et des immigrants, se comprennent en fonction des rapports hiérarchiques et inégalitaires qui s'instaurent entre les deux peuples dits fondateurs au moment de la Confédération».

McAll (1991, p.4-5) expose les présupposés de cette argumentation en faisant remarquer que tant le modèle de l'interculturalisme véhiculé par le gouvernement du Québec que celui du multiculturalisme classique du fédéral mettent l'accent sur la différence culturelle comme principal facteur explicatif des rapports sociaux. C'est ainsi que « les rapports positifs sont étiquetés comme “enrichissement culturel”, tandis que les rapports négatifs ou problématiques ont comme cause des problèmes de compréhension ou de sensibilisation ». Cette réduction de l'ensemble des problèmes sociaux entre différentes catégories de population à des « problèmes de compréhension » trouverait ainsi son prolongement dans la façon privilégiée pour remédier à ces problèmes : le changement des attitudes (individuelles) par la voie de plans de sensibilisation et de campagnes de promotion des contacts, notamment.

Dans le cadre de ce type d'enquête ou de sondage sur les attitudes et les opinions, un examen critique du processus de construction de l'objet, c'est-à-dire le passage de la définition d'un objet réel à l'identification d'une problématique théorique (explicite ou non) et, enfin, à une problématique méthodologique⁴, nous amène à constater les difficultés théoriques de même que les limites inhérentes à l'utilisation implicite d'une conceptualisation psychologique plutôt que sociologique du découpage d'un « objet réel » relevant principalement de l'espace social : les rapports ethniques d'inclusion et d'exclusion.

10.3 Les outils et les règles d'analyse : les postulats des sondages d'opinion

Rappelons que nous n'entendons nullement discréditer l'utilisation du questionnaire dans les enquêtes statistiques comme telles. Son utilité, sa force si l'on peut dire, a depuis longtemps été reconnue. En ce sens, la recherche par le biais de grandes enquêtes est certainement la méthode la plus utile pour tout chercheur désireux

⁴ Nous suivons en ce sens le modèle détaillé de la démarche d'analyse de discours que propose Houle (2005). Voir également Grenier (1983). Par problématique méthodologique, Houle désigne le choix des outils d'analyse, le choix des règles par lesquelles on pourra observer empiriquement (c.à-d. dans le matériau) l'objet réel suivant l'hypothèse théorique.

d'amasser des données primaires afin de décrire une population trop large pour pouvoir l'observer directement. Toutefois, bien que ces enquêtes soient généralement perçues comme d'excellents instruments de mesure des attitudes et des orientations d'une population donnée de grande taille, c'est précisément là, dans cette visée même, qu'elles sont le plus problématiques, le plus sujettes à s'éloigner de cette réalité sociologique qu'elles tentent pourtant de décrire, de mettre au jour. Car il ne faut pas oublier qu'un des problèmes majeurs qui minent bon nombre de recherches et nuisent à une meilleure compréhension des différentes problématiques sociales consiste à considérer les classifications utilisées, les réponses agrégées aux questionnaires comme l'exact reflet de ce qui se produit réellement sous nos yeux (Becker, 1990 ; Desrosières et Thévenot, 1979 ; Lenoir, 1989). Par exemple, les multiples concepts, classifications et nomenclatures utilisés pour l'analyse statistique ne constituent généralement pas un reflet « naturel » de la réalité dans la mesure où ils représentent autant d'archétypes sociaux qui ne questionnent pas la façon dont ceux-ci ont été cristallisés ou réifiés. La représentativité statistique qui émerge de l'utilisation de telles catégories peut ainsi très bien être dénuée de sens si le chercheur qui utilise ces catégories ne tient pas compte de la façon selon laquelle elles ont été construites et à partir de quel *a priori*.

Le sociologue français, Pierre Vergès (1993, p.37) partageait l'idée selon laquelle :

Bien souvent, le chercheur se contente d'associer une variable à une [ou des] question [s], l'analyse de ses déterminations retenant toute son attention à travers des croisements et des analyses multivariés. [...] Le croisement par catégories socioprofessionnelles, sexe, âge, etc., ne modifie pas profondément les résultats, car l'identification initiale de la variable dépendante (de la notion qui la sous-tend) à la [aux] question [s] censée [s] la représenter est toujours incertaine.

En s'exprimant en ces termes, il désirait montrer qu'une telle approche, une telle manière de voir, fait peu de cas du rapport entre la forme de recueil des données et l'information obtenue. Or, bien que pour le chercheur, qui croit avoir traduit sa théorie en « énoncé de réalité », une telle interrogation sur la forme des données puisse paraître superflue, souligne-t-il, le rapport entre la forme de collecte et l'information obtenue est pourtant loin d'être évident ou immédiat. Cela est particulièrement manifeste dans les sondages d'opinion ou les enquêtes sur les

attitudes, par exemple, là où on considère généralement les réponses aux questions posées comme autant d'indicateurs d'une disposition, d'un état psychologique positif ou négatif à l'égard d'un fait social donné. Mais cet « état psychologique » n'est pourtant rien de moins qu'un rapport social de connaissance au monde, et on est en droit de se demander si ce rapport particulier au monde se trouve bien cerné par une manière de voir qui, d'une part, tend à confondre opinions, attitudes, perceptions, croyances, représentations et réponses à des stimuli (c.-à-d. les questions) et qui, d'autre part, ne semble pas remettre en cause le sens des questions ou des énoncés formulés eu égard à l'objet réel de la recherche.

Rappelons ici que l'étude de l'opinion publique a acquis un statut de « science » au début du dernier siècle dans la mesure où survint le développement des statistiques à la fois dans les techniques de mesure et de la théorie de l'échantillonnage. Il devint alors nécessaire de réviser la théorie de l'opinion publique déjà existante de sorte à la rendre compatible avec cet accent nouveau mis sur la quantification. On sait également que l'approche qui prévaut aujourd'hui tient sa crédibilité scientifique et sa popularité en particulier des prédictions exactes que firent Crossley, Roper et Gallup lors de l'élection présidentielle de Roosevelt en 1936. L'étude de Gallup avait été réalisée selon la méthode représentative, c'est-à-dire, en assurant la représentativité de chaque sous-population des électeurs américains. Dès lors, les instituts de sondage, ainsi légitimés, devenaient indispensables pour tester l'opinion publique d'une manière « scientifique ». Après de multiples tentatives pour définir ce qu'est l'opinion publique, notamment au travers des travaux et de l'approche behavioriste de Allport, l'opinion publique en est aujourd'hui limitée à une définition qui, dans la plupart des manuels sur le sujet, la désigne comme étant le résultat des sondages d'opinion. Or le problème le plus important qui nous concerne ici tient au glissement qui s'est produit à partir des sondages pré-électorales sur les intentions de vote (où chaque intention de vote pour un candidat particulier a la même valeur d'un individu à un autre) vers celui des enquêtes dites d'opinion et d'attitude, là où les problématiques et les thèmes abordés sont autrement plus complexes. La relative

précision des sondages pré-électoraux s'est ainsi trouvée à donner à l'ensemble des sondages d'opinion un minimum de crédibilité.

Cette vision ne fait pourtant pas l'unanimité. Bourdieu (1973, p.1295), par exemple, affirme que

«le sondage d'opinion est, dans l'état actuel, un instrument d'action politique ; sa fonction la plus importante consiste peut-être à imposer l'illusion qu'il existe une opinion publique comme sommation purement additive d'opinions individuelles ; à imposer l'idée que [dans un regroupement quelconque d'individus] il y a une opinion publique, quelque chose qui serait comme la moyenne des opinions ou l'opinion moyenne ».

S'il avait eu à commenter le résultat de l'enquête de 1996 du MCCI selon lequel 67 % des Québécois sont ouverts à la diversité culturelle, Bourdieu aurait probablement exprimé l'idée selon laquelle « cette opinion publique est un artefact pur et simple dont la fonction est de dissimuler que l'état de l'opinion à un moment donné du temps est un système de forces, de tensions et qu'il n'est rien de plus inadéquat pour représenter l'état de l'opinion qu'un pourcentage » (Bourdieu, 1973, p. 1295). Enfin, il aurait réitéré l'idée que l'effet fondamental du sondage d'opinion est de « constituer l'idée qu'il existe une opinion publique unanime pour légitimer une politique et renforcer les rapports de force qui la fondent ou la rendent possible » (Bourdieu, *ibid.*).

Le sociologue français Champagne (1988, p.74) note, dans une analyse de l'usage politologique des sondages, que ceux-ci produisent un type particulier d'opinions, soit des « opinions pour sondages d'opinion ». Ces dernières « n'existent que le temps d'un sondage et seulement dans la relation singulière qu'un enquêté peut avoir avec un enquêteur anonyme ». De plus, la cohérence qu'elles semblent présenter d'un sondage à l'autre ne serait pas tant la preuve de la réalité de l'opinion publique puisqu'elle serait davantage une cohérence des réactions à une même situation d'enquête. Champagne met notamment en lumière le fait que « par un tour de passe-passe, pas toujours conscient, les “ opinions ” qui sont alors apparemment recueillies par les instituts de sondage sont, en fait, produites par les questions elles-mêmes ».

Cela nous amène à énoncer quelques-uns des postulats implicites dans l'approche privilégiée dans ce genre d'enquêtes, postulats qui permettent d'ailleurs d'asseoir la crédibilité scientifique d'une telle approche :

1er postulat : la représentativité statistique des échantillons sélectionnés et les faibles marges d'erreur qui en découlent sont un indicateur de rigueur scientifique.

Second postulat : on suppose, comme le fait remarquer Bourdieu, que tout le monde peut avoir une opinion et que toutes les réponses aux questions ont la même valeur. On donne ainsi à penser que tous les individus ont réfléchi aux questions posées.

Troisième postulat : on suppose que les réponses des individus aux questions sont le reflet d'une disposition interne (une attitude) qui oriente les prises de position des sujets, modulant leur réponse ou leur discours et pouvant être inférée à partir de ceux-ci. Les réponses aux questions refléteraient ainsi ce que pensent réellement les individus interrogés. Il en découle que les individus ont des idées cohérentes et simples sur un sujet complexe.

Quatrième postulat : on suppose enfin que la formulation des questions a le même sens pour tous les individus, de même qu'un même choix de réponse a la même signification d'un individu à un autre.

Historiquement, les débats théoriques les plus importants n'ont pas porté sur les attitudes de forte intensité, mais plutôt sur celles qui sont à ce point faibles qu'elles sont désignées comme étant des « non-attitudes » par Converse (1964, 1970). Comme le rappelle Schuman (1995), la force d'une attitude peut être située sur un continuum d'intensité allant de très faible à très forte. Pour Converse (1970, p. 181) ce continuum d'intensité est associé à l'idée de « centralité de l'objet d'attitude pour le sujet » ; les non-attitudes correspondent à des objets sociaux de faible « centralité » en termes de motivation et de cognition. Pour Converse, le niveau d'information que possède un répondant à propos d'un objet social donné peut être vu comme un indicateur de « centralité ». Il note ainsi que plusieurs questions posées dans des sondages d'opinion sont de peu d'intérêt (donc de faible « centralité ») pour le grand public et sont souvent des questions envers lesquelles la

plupart des gens n'ont tout simplement pas d'attitude ou d'opinion. Étant donné que beaucoup de gens n'aiment pas admettre l'absence complète d'attitude à l'endroit de ce qui semble être des questions importantes, Converse soutient que beaucoup d'entre eux jouent à pile ou face et choisissent une des alternatives de réponse de façon aléatoire. Certains travaux (Schuman et Presser, 1981) donnent toutefois à penser que les répondants ne jouent pas tant à pile ou face, mais essaient d'interpréter et de trouver un sens à une question d'enquête, même s'ils sont ignorants de la presque totalité de son contenu. Mentionnons que la thèse de Converse a essuyé un grand nombre de critiques, notamment en raison de sa perspective trop élitiste. Cependant, Schuman (1995, p. 76) note que peu importe l'issue du débat entourant les « non-attitudes », plusieurs chercheurs s'entendent pour reconnaître la quantité limitée de savoir et d'intérêt du citoyen moyen à l'endroit de plusieurs des thèmes auxquels portent attention les élites politiques et intellectuelles.

À la suite des travaux de Newcomb et al. (1965) et ceux de Eagly et Chaiken (1993), Schuman (1995, p. 77) note également que la connaissance qu'ont les répondants d'un sujet module nécessairement la signification à donner à la réponse qu'ils fournissent à une question. Une même question peut donc recevoir une réponse à plusieurs niveaux de généralité, aucun n'étant nécessairement invalide. Plutôt que de percevoir les répondants comme n'inventant ou ne fabriquant des attitudes à partir de rien, Schuman suggère qu'il est préférable de reconnaître que chacun de nous a des attitudes dont le niveau de généralité diffère.

Nous connaissons certains des avantages indéniables des grandes enquêtes statistiques, notamment au regard de la représentativité statistique et, par le fait même, de la grande précision statistique qu'elles permettent. Ces caractéristiques, pour avantageuses qu'elles soient, ne suffisent cependant pas à remplir les critères de scientificité dans le traitement de sujets complexes. En examinant les faiblesses inhérentes à l'utilisation de questionnaires standardisés dans les grandes enquêtes, il faut souligner par exemple que, par nécessité, la recherche effectuée à partir de

grandes enquêtes repose sur une théorie behavioriste irréaliste en ce qu'elle suppose qu'un élément donné d'un questionnaire aura la même signification pour chacun des répondants, et que chaque réponse doit avoir la même signification lorsque produite par des répondants différents. De plus, il est également sous-entendu (et cela semble relever du truisme tellement on le prend pour acquis) que le chercheur et le répondant parlent le même langage. Or il arrive que la case cochée par un répondant dans un questionnaire ne corresponde pas du tout à l'opinion de ce dernier, précisément à cause de l'écart existant entre les propres catégorisations du répondant et celles que le questionnaire tend à vouloir lui imposer. Les items d'un questionnaire standardisé représentent souvent le dénominateur le moins commun pour décrire les attitudes, les orientations, les circonstances et les expériences propres des individus. Ainsi, en formulant des questions qui seront à tout le moins minimalement appropriées pour tous les répondants, il est probable que l'on manque ce qui est le plus approprié pour plusieurs d'entre eux. Nous faisons alors face à un problème de superficialité devant le traitement d'une problématique complexe.

10.4 Les sondages d'opinion sur les attitudes : cul-de-sac méthodologique ?

Que pouvons-nous affirmer à l'égard de l'utilisation de ce genre d'enquête ou de sondage pour mesurer des attitudes ? Faut-il donner raison à Willem Saris (1993) qui affirmait que les difficultés engendrées par l'approche actuelle sont telles que nous devrions ou bien abolir cette entreprise de mesure des attitudes ou bien la faire reposer sur des bases complètement différentes ? Les réponses que nous proposons ici émergent de la prise en compte des questions et des éléments suivants :

1. Quels sont les présupposés théoriques/épistémologiques de cette approche qui vise à mesurer des attitudes et des opinions ?
2. Le lien qu'on propose entre l'objet réel, l'objet théorique et l'objet empirique est-il

valide ? Mesure-t-on réellement ce qu'on prétend mesurer, c'est-à-dire des attitudes ?

3. Qu'est-ce qui nous préoccupe en tant que chercheur (e)s dans cette problématique ? Sont-ce les attitudes ou les comportements ? Ou les deux ? Quel lien établit-on, a priori, entre ce qu'on appelle communément des attitudes et les comportements visés ?

4. Cherche-t-on simplement à mesurer des attitudes ou cherche-t-on également à les comprendre ? Parler de mettre au jour une structure des attitudes dans la population ne devrait-il pas nous permettre également de mieux comprendre comment elles se développent et se transforment, et pourquoi le font-elles d'une façon plutôt que d'une autre ? Cette compréhension des attitudes ne nous permettrait-elle pas de mieux faire le lien entre les attitudes et les comportements, lequel, dans la plupart des travaux aboutit à une covariance qui dépasse rarement les 10 % (McGuire, 1989).

10.4.1 Les présupposés

D'entrée de jeu, il faut convenir que la démarche classique de mesure des attitudes s'inscrit dans un courant on ne peut plus positiviste dans la mesure où les attitudes sont généralement considérées comme une donnée naturelle ; après tout Goldstein (1934/1939) n'associait-il pas le fait même d'être humain à la capacité de former et de faire usage d'attitudes . Or le problème principal avec une telle vision positiviste réside dans cette idée que les attitudes sont là dans la nature et qu'on n'a qu'à les mesurer. Nous avons déjà indiqué que la vision sociale et constructiviste que privilégiaient Thomas et Znaniecki au début du siècle avait cédé le terrain à tout un courant de mesures mathématiques de ces prédispositions qu'on appelle les attitudes. Bien sûr, ce courant de la psychologie sociale a, jusqu'à tout récemment, fait l'économie d'une considération attentive du social pour plutôt concevoir les attitudes en tant qu'états purement psychologiques qui n'existeraient ainsi que dans la tête des individus. De ce fait, on n'aurait qu'à compiler ces attitudes (individuelles) et en

faire une moyenne pour obtenir un « portrait moyen » des attitudes de la population ou ce qu'il est commun d'appeler « l'opinion publique ». Qui plus est, les chercheurs prétendraient connaître la cartographie de ces attitudes *a priori* en présentant une série d'énoncés face auxquels les répondants n'ont qu'à exprimer leur accord ou leur désaccord. Ce qui amène la question de savoir ce qu'on mesure exactement.

10.4.2 Le lien entre les différents objets

Nous avons vu que les liens qu'on établit généralement entre l'objet réel d'une recherche (ici, ce que les gens pensent en matière de relations interculturelles et d'immigration), l'objet théorique (ici, les attitudes et le cadre théorique de l'hypothèse des contacts) et l'objet empirique (le questionnaire standardisé et sa liste d'énoncés) sont discutables. Si l'un des objectifs de ces enquêtes était de broser un tableau relativement exact de ce que les gens pensent en matière de relations ethniques et d'immigration, nous pouvons certainement nous demander si cet objectif a été atteint.

On peut montrer, à partir d'exemples, à quel point il est hasardeux de déduire que les réponses d'individus à des énoncés soumis par les intervieweurs correspondent réellement à ce que pensent ces individus, que l'agrégation de ces réponses correspondrait à cette chose qu'on appelle « l'opinion publique ». Non seulement les répondants ne disent pas nécessairement ce qu'ils ou elles pensent, mais une telle approche présuppose en effet que tous les répondants ont quelque chose à dire sur le sujet présenté ; comme le rappelait Saris (1993, p.191), les répondants doivent avoir une opinion, autrement on ne sait pas ce qu'on analyse. Il y a, bien sûr, les difficultés inhérentes au fait de ne pas définir ce qu'on entend par une attitude et d'identifier à cette notion quelque chose qui n'en est pas une. Il y a également la question des taux de participation. Mentionnons simplement ici qu'il est pour le moins douteux d'affirmer que les échantillons des enquêtes du MCCI sont représentatifs de la population québécoise, voire de l'opinion publique québécoise, alors que les pourcentages de refus ou de questionnaires incomplets avoisinent les 40 %. Du reste, Pierre Bourdieu (1978) montre que les « refus » et les « non-réponses » sont le

lot de catégories bien spécifiques dans la population.

Ainsi, d'affirmer que ce sont les attitudes de la population québécoise à l'égard de telle ou telle problématique qu'on mesure dans ces enquêtes laisse perplexe à la lumière des arguments présentés ici. Ce serait plutôt une opinion publique préconstruite que l'on obtient alors comme résultat final. Entre ce qu'on prétend mesurer, la démarche théorique utilisée pour le faire, de même que les outils méthodologiques qui permettent de rendre observable cet objet à l'origine de la recherche, il y a là tout un processus qui donne trop souvent lieu à une panoplie de glissements de sens et de confusion qu'on en vient à douter de la légitimité même de cette démarche. Ce qui nous amène au sens à donner à cette dernière.

10.4.3 Attitudes ou comportements ? Ou les deux...?

Quel est l'intérêt pour l'État de mesurer des attitudes, de connaître l'opinion des individus sur ces problématiques que sont les rapports sociaux ethniques sinon dans un but de gestion (au sens large) de ces rapports sociaux ou parce qu'on présuppose un lien entre ces mêmes attitudes et les comportements des individus en société ? Nous avons souligné la volonté politique de l'État de promouvoir des attitudes favorables à la diversité ethnique par le biais notamment d'une sensibilisation à l'importance des contacts entre les différents groupes ethniques. La logique qui sous-tend les décisions politiques de réaliser ces sondages d'opinion résiderait ainsi dans le fait qu'on suppose un lien relativement clair entre les attitudes positives et l'absence de discrimination dans la société. Si les attitudes sont défavorables, elles risquent d'entraîner (ou sont un symptôme) des tensions sociales. C'est donc en « travaillant » sur les attitudes qu'on améliorerait les rapports sociaux ou, inversement, en encourageant les contacts, qu'on favoriserait des attitudes positives et la diminution des préjugés. Deux éléments doivent alors être soulevés ici. D'abord, si on souhaite pouvoir établir une cartographie ou une typologie des préjugés, des stéréotypes, des attitudes d'ouverture et de fermeture à l'oeuvre dans la

société, il faut s'assurer que c'est bien là ce qu'on mesure. Or, si on ne peut s'entendre sur ce que valent les réponses des individus aux énoncés proposés, il sera d'autant plus difficile d'identifier les facteurs pouvant expliquer ces réponses. Comme le souligne Saris (1993, 1990, 1988) dans son examen des « fonctions de réponse », si la relation entre les opinions des individus et leurs réponses n'est pas la même pour tous, alors l'analyse des réponses constitue une approximation insoutenable. Deuxièmement, il y a, à l'examen de ces enquêtes, un doute qui émerge quant au lien qu'on semble établir entre des comportements positifs ou d'ouverture et des comportements qui seraient, disons, problématiques. Ainsi, avoir des contacts est un signe d'ouverture alors que le fait de ne pas en avoir serait interprété comme un signe de fermeture, donc à corriger. C'est ainsi qu'on explique le lien entre un niveau de scolarité supérieur, une incidence élevée de contacts interethniques et des attitudes positives.

Mais comment est-il possible d'examiner, de comprendre et d'expliquer les facteurs qui influent sur ces opinions, les structurent et leur donnent jour sinon en s'inspirant des présupposés théoriques à l'aune desquels ces enquêtes sont entreprises. Reconnaissons d'abord que la recherche faite via ce genre d'enquête n'accorde que peu d'attention aux contextes des rapports sociaux et de la vie en société. Il est ainsi difficile de pouvoir identifier dans ce genre d'enquête les conditions propres aux répondants et l'influence de ces conditions sur l'élaboration de leurs réponses. De plus, contrairement à la recherche sur le terrain par exemple, les grandes enquêtes comme celles du MCCI sont peu flexibles. Contrairement à ces enquêtes qui nécessitent que le modèle de la recherche demeure le même du début à la fin, les études impliquant l'observation directe sur le terrain peuvent être modifiées si les conditions de terrain le justifient. La découverte, en cours de route, d'une nouvelle variable peut ainsi modifier de façon sensible l'évolution de la recherche alors qu'autrement, dans le cas de l'enquête « prédéterminée », cette nouvelle variable ne pourrait être considérée, voire même découverte (Babbie, 1986).

Hormis les variables traditionnelles que sont, par exemple, l'âge, le sexe, la scolarité ou le revenu, les enquêtes du MCCI ont le mérite d'avoir introduit une certaine mesure des contacts entre individus de différents groupes ethniques. Toutefois, autant cet élément semble de prime abord intéressant, autant son opérationnalisation ne touche que d'une façon superficielle le lien qui peut exister entre la présence ou non de contacts et les attitudes d'inclusion ou d'exclusion. Lorsqu'on connaît l'histoire tumultueuse entourant l'hypothèse du contact en psychologie sociale et les innombrables exceptions qu'on a dû y ajouter pour en maintenir la validité, il y a lieu de s'interroger sur la pertinence d'y avoir recours de cette façon.

Dans une étude secondaire effectuée à partir des données de 1992, El Haïli (1995) s'est attardée à démontrer que les contacts sont un prédicteur des relations interculturelles au Québec. Elle a tout d'abord proposé un modèle qui vérifie « l'hypothèse selon laquelle les attitudes sont directement reliées à la présence des contacts intergroupes dans trois différents milieux de vie : le voisinage, le travail et parmi les amis ou la famille, et aux caractéristiques socio-démographiques (...) ». Les résultats obtenus, bien que certains d'entre eux soient significatifs, sont pourtant très modestes. Ainsi, la covariance entre les contacts interculturels dans la famille et les « attitudes » n'est que de 0,14, ce qui, dans ce cas, signifie que 14 % de la variance dans les attitudes serait explicable par la présence ou non de contacts dans la famille ou avec les amis. Les contacts au travail, tout comme ceux dans le voisinage, ne semblent avoir que peu ou pas d'influence. Dans un second modèle proposé, les variables qui jouent de façon directe et significative sur les attitudes sont le niveau de scolarité (0,14), le fait d'avoir des contacts avec d'autres origines parmi les amis ou la famille (0,13) et le fait d'être anglophone (0,14) ou allophone (0,11). On trouve par ailleurs « qu'il n'y a pas de lien direct entre les contacts au travail et les attitudes, le contact au travail n'influence les attitudes que par le chemin des contacts qui s'intensifient dans l'entourage personnel et intime ».

Quelques remarques et nuances s'imposent ici. Non seulement faut-il clairement identifier ce qu'on entend par attitudes d'ouverture et de fermeture, mais il faut de

plus s'interroger sur le lien qui a souvent semblé évident entre le niveau de scolarité et des attitudes positives, de même que le lien entre contacts et attitudes positives. Les résultats des enquêtes de 1992 et 1996 semblent indiquer que ce sont notamment les personnes plus scolarisées qui ont le plus de contacts et qui ont des attitudes plus favorables à la diversité. Ces derniers résultats s'inscrivent dans une continuité de recherches en psychologie sociale qui, au moins depuis « *La personnalité autoritaire* » de Adorno et al. (1950) ont tenté de montrer que les individus plus scolarisés et ne provenant pas de la classe ouvrière font preuve de plus d'ouverture et de moins de rigidité à l'égard du pluralisme ethnique. Or une tradition opposée à une telle segmentation de la population montre plutôt que les individus plus scolarisés sont davantage sensibilisés à la réprobation sociale de telles attitudes négatives et, en retour, qu'ils ont développé une rhétorique et une argumentation qui masquent leurs préjugés et leurs attitudes négatives.

Du côté des « contacts », l'aspect plutôt tenace des stéréotypes est un des principaux facteurs pouvant expliquer la nature plutôt stable des relations intergroupes suite à des contacts interpersonnels. Plusieurs études ont en effet montré que lorsque les traits caractéristiques d'un individu ou d'un petit groupe de personnes se démarquent de la catégorie sociale à laquelle on l'identifie et les stéréotypes qui y sont associés, il est fréquent de percevoir cette personne ou ce petit groupe comme une « exception à la règle ». Weber et Crocker (1983), entre autres, soulignent que la plupart des individus résistent devant une information qui est inconsistante avec les stéréotypes. Ainsi, non seulement y aura-t-il création d'une sous-catégorie pour les « cas d'exception », mais ceux-ci seront complètement détachés de la catégorie dans son ensemble.

Autre élément à considérer : il existe une polarisation à Montréal sur le marché de l'emploi parmi la population immigrante ou issue de l'immigration. Les immigrants peu ou pas scolarisés occupent généralement des emplois où les Québécois d'origine française sont quasi absents (donc pas ou très peu de contacts) alors que les immigrants occupant des emplois bien rémunérés côtoient les francophones eux

aussi très scolarisés. Nous faisons alors face à une situation qui donne à croire que c'est parce qu'ils sont scolarisés que les individus choisissent d'avoir des contacts avec les membres d'autres groupes alors que les individus peu ou pas scolarisés ne font pas ce choix étant donnés les préjugés qu'ils partagent entre eux. Nous mentionnons ces quelques éléments uniquement pour faire contrepoids aux résultats de recherche des enquêtes du MCCI et pour montrer qu'on ne peut tirer de conclusion trop rapidement sur le lien entre certaines variables complexes. Or ces éléments sont intéressants dans la mesure où ils nous obligent peut-être à nous interroger sur ce qu'on cherche à savoir exactement.

10.4.4 Mesurer ou comprendre les attitudes ?

En effet, cherche-t-on simplement à mesurer des attitudes ou cherche-t-on également à les comprendre ? La question peut surprendre pour quiconque considère que le fait de mesurer présuppose justement qu'on sait et comprend ce qu'on mesure. Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'une telle vision est aussi celle qui avait servi à justifier, dans les années 1960 et 1970 aux États-Unis, l'embauche d'une armée de sociologues, de sociopsychologues et autres scientifiques afin de permettre à l'État de faire appel à la science pour résoudre les divers problèmes sociaux. Or on sait que l'entreprise s'est soldée par davantage d'échecs que de succès précisément parce que nombreux étaient ceux qui croyaient savoir. Nous nagions alors dans un courant d'objectivité qui démarquait nettement la connaissance qu'avaient les individus de leur propre situation d'avec celle, plus scientifique donc supposément moins idéologique, de la démarche scientifique. Ce constat nous amène également à considérer cette prétendue supériorité de la mesure mathématique et de la représentativité statistique qui y est associée, alors qu'une démarche, disons, plus qualitative, ne serait perçue qu'en tant que démarche exploratoire.

La question est de savoir : représentatif de quoi ? Nous proposerons que des résultats qui seraient représentatifs scientifiquement, voire sociologiquement, des rapports sociaux en constante mutation devant nos yeux et, partant, représentatifs du

lien existant entre les discours et les comportements sociaux, ne peuvent être obtenus qu'à partir du moment où on commence à « travailler » sur les processus sociosymboliques qui structurent l'expérience des individus. Ce qui nous amène enfin, dans notre prochain et dernier chapitre, à parler des alternatives possibles à l'approche classique de mesure des attitudes, à la possibilité de faire usage d'une conceptualisation sociologique de la notion d'attitude.

Chapitre 11 : Vers une perspective sociologique sur les attitudes

Dans le précédent chapitre, nous avons fait ressortir les nombreuses faiblesses de l'approche traditionnelle des sondages d'opinion ou des enquêtes sur les attitudes en montrant qu'une telle façon de faire comporte, dans l'état actuel de la pratique, des limites réelles quant à son utilité et à sa portée scientifique. Elle semble en effet incapable de jeter un éclairage sur les enjeux des rapports sociaux ethniques. De plus, le cadre théorique utilisé par ceux qu'on appelle les « faiseurs d'opinions » l'a été un peu beaucoup par défaut. Il s'est imposé, comme nous l'avons vu, au fil des décennies sans que ses adeptes et ses praticiens remettent sérieusement en cause sa pertinence à des fins de compréhension des rapports sociaux.

Cela dit, quelle position peut-on tenir en ce qui a trait à l'utilité de la notion d'attitude dans une perspective d'analyse sociologique? Un regard sociologique sur ce qu'il est habituellement convenu d'appeler une attitude est-il possible? À la lumière de notre constat relatif aux sondages d'opinion, doit-on reconnaître que nous faisons face à une impasse et que nous devons donner raison à ces sociologues qui, depuis des décennies, ont convenu que la notion d'attitude n'avait que peu d'utilité pour la sociologie?

Un certain nombre d'éléments nous aideront à tenter de répondre à la question de savoir ce que pourrait être une sociologie qui tiendrait compte des attitudes dans une démarche d'explication des processus à l'œuvre dans les rapports ethniques d'exclusion ou d'inclusion. Ces éléments nous permettront également de nous interroger quant à savoir s'il ne s'agit que d'une question de méthode ou alors si le problème à l'étude relève surtout de questions d'ordre théorique et épistémologique.

Les objectifs du présent chapitre sont de proposer une alternative à l'approche traditionnelle et de mettre l'accent sur le fait qu'il faut cesser de se limiter à considérer les attitudes comme des états psychologiques pour ou contre un fait social donné. Une telle alternative amène nécessairement à mieux cerner le rapport individu-structure sociale. Devant l'évacuation des processus socio-symboliques qui prévaut dans l'approche classique sur l'étude des attitudes et les limites qu'elle implique, nous désirons mettre en lumière une définition qui, dans la lignée des travaux de Thomas et Znaniecki, ne présente pas les attitudes comme des états psychologiques, mais plutôt en tant que processus socio-symboliques. Une telle redéfinition, voire un tel recadrage, découle directement de la nécessité d'étudier les rapports sociaux d'exclusion en tenant compte à la fois des pratiques sociales et des processus cognitifs. De plus, elle amène à statuer sur le lien entre les dimensions structurelles et psychologiques du racisme de même que sur la place et le rôle de l'acteur au sein des institutions et du système social dans son ensemble.

Nous présenterons un certain nombre de protagonistes de cette approche alternative. En effet, les travaux des Bourdieu (1979), Bertaux (1988, 1980), Essed (1990, 1991) et Ibáñez (1994) sont très éclairants en ce qu'ils fournissent les éléments tant théoriques, méthodologiques qu'épistémologiques permettant de jeter les bases de ce que pourrait être une approche sociologique à l'endroit de phénomènes socio-cognitifs comme les attitudes. De plus, ces travaux nous amènent à mieux comprendre le lien sociologique entre ces processus cognitifs et les manifestations comportementales en matière de relations ethniques.

11.1 Le « retour » du sujet connaissant

Il semble plutôt paradoxal de constater que la plupart des enquêtes qui ont tenté de mesurer des attitudes et qui, implicitement, considèrent ces attitudes comme des prédispositions stables d'un individu à l'égard d'un fait social donné laissent finalement peu de place à la parole ou au discours des individus interrogés. En

revanche, la tendance qu'on a longtemps reprochée à la sociologie, notamment de ne pas tenir compte des processus cognitifs et psychologiques des individus et de n'étudier que les rapports de pouvoir au sein des structures sociales, a pourtant elle-même été souvent décriée par de nombreux théoriciens et praticiens de la micro-sociologie.

Durant les années cinquante, Blumer (1956) a fait un examen critique de la tendance grandissante en sociologie à réduire la vie en société à un ensemble de variables et à leurs relations. Devant ce qui lui semblait devenir la norme du modèle adéquat d'analyse de cette discipline, Blumer indique qu'une limite fondamentale à l'application réussie de ce qu'il appelle « l'analyse par variable » réside dans le processus d'interprétation ou de définition qui existe chez tous les groupes et qui est au cœur du comportement humain. Comme être humain, soutient-il, nous agissons individuellement, collectivement et comme société sur la base des significations que nous attribuons aux choses et aux phénomènes qui nous entourent. L'approche traditionnelle d'analyse par variable ne tient pas compte de ce processus ou, au mieux, le tient pour acquis. Non que ce type d'analyse soit inadéquat pour tous les domaines, mais Blumer soutient qu'il est propice uniquement pour les « domaines » de la vie en société et les structures sociales qui ne sont pas modulés ou qui ne sont pas influencés par des processus d'interprétation. Comme alternative, il plaide plutôt en faveur de l'étude directe de l'expérience des individus. Il faut plutôt aborder l'étude de l'activité des groupes et des individus qui les composent au travers des yeux et de l'expérience des gens qui ont développé ou pratiqué une telle activité. Cela donne ainsi à penser qu'envisager une sociologie des attitudes signifie qu'il faut adopter une perspective qui tient compte de la parole du sujet, de la connaissance que possède l'acteur lui-même sur son environnement, sur sa vie.

Cette opposition à l'évacuation des processus d'interprétation et de « définition de la situation » dans l'analyse des phénomènes sociaux n'est pas venue que de la sociologie. Tout comme en sociologie ou en anthropologie, un nombre grandissant de recherches en psychologie sociale ont notamment adopté l'analyse du discours

comme outil principal d'investigation. À cet égard, Ibáñez (1994, p.340) affirme qu'on a observé un renversement de l'ancienne conception selon laquelle on tentait de « chercher le sujet derrière son discours » et d'accéder à ses dispositions internes, ses attitudes, ses croyances, etc. Le discours des individus, soutient-il, « n'est plus envisagé comme la simple extériorisation d'entités et de processus psychologiques qui structureraient *déjà* les sujets. Il est devenu un phénomène bien plus constructif qui joue un rôle fondamental dans la constitution même du sujet et de ses manifestations ».

11.2 Quelques pistes d'alternatives méthodologiques à l'approche traditionnelle

a) Apostle et al. (1983) et l'anatomie des attitudes raciales

L'étude de Apostle et al. (1983), présentée au chapitre 6, est un exemple original d'une enquête intégrant la mesure quantitative et l'approche qualitative pour tenter d'élaborer une cartographie des attitudes à l'égard des Noirs américains. Nous avons présenté cette étude parce que, bien qu'étant une enquête principalement de type quantitatif, elle se distingue nettement des enquêtes traditionnelles sur les attitudes. Les auteurs ont en effet interrogé un nombre significatif d'individus dans la région de San Francisco et ont établi une cartographie des principaux modes d'explication des différences de statut et des inégalités entre Blancs et Noirs aux États-Unis. Comme nous l'avons vu, c'est en donnant d'abord la parole aux répondants que ces chercheurs sont parvenus à dresser une première nomenclature des modes d'explication des différences entre Blancs et Noirs.

Cet ouvrage se démarque assez nettement de l'ensemble des travaux sur les attitudes pour une autre raison. Apostle et al. ont en effet mis l'accent sur l'importance de l'explication comme critère de premier ordre pour déterminer si un stéréotype, par exemple, révèle une attitude négative ou positive. C'est donc par le mode d'explication privilégié par les individus qu'on aboutit à une sorte de structure des

attitudes. L'étude ne vise pas directement à examiner le lien entre les attitudes et les comportements, mais elle parvient à montrer et à décrire celui entre les attitudes et les intentions d'agir ou, du moins, ce qu'on est disposé à recommander ou à privilégier comme moyen d'action pour réduire les inégalités entre Blancs et Noirs.

Cette étude comporte cependant un certain nombre de limites et de pièges en regard d'une démarche visant les possibilités d'une sociologie des attitudes. Une première limite, et reconnue comme telle par Apostle et al., est qu'on ne dispose d'aucune information sur la façon dont les individus en viennent à adopter un mode d'explication plutôt qu'un autre et, au-delà des variables typiques que sont, par exemple, la scolarité, l'allégeance religieuse ou l'âge, par quels mécanismes ou processus les individus adoptent ces modes d'explication. On peut également, en deuxième lieu, critiquer l'absence d'un examen du processus de catégorisation Blancs versus Noirs dans la mesure où on ne semble pas questionner ou mettre en lumière les représentations du groupe majoritaire à l'égard du groupe désigné comme « Noirs ». Comme le montrent Wetherell et Potter (1993) à l'égard des Māoris de Nouvelle-Zélande, il n'y a pas de définition objective de ce qu'est un Māori. Il n'en va certes pas autrement dans le cas des Noirs américains.

L'étude de Apostle et al., pour intéressante et innovatrice qu'elle soit, ne nous renseigne pas non plus sur la façon dont les modes d'explication des différences de statut se traduisent concrètement par des pratiques d'exclusion et de discrimination à l'égard des Noirs. De plus, le fait qu'un échantillon représentatif de la population soit interrogé sur les moyens qu'on pourrait mettre de l'avant pour résorber les inégalités de statut entre les groupes ne dit finalement que peu de choses sur les processus ou les mécanismes qui font en sorte que ces inégalités persistent.

Il nous faut cependant reconnaître l'utilité de cette nomenclature des modes d'explication dans la mesure où elle peut servir de grille d'analyse dans le cadre d'entrevues menées auprès de membres du groupe majoritaire susceptibles d'influer directement sur la vie des Noirs américains (par exemple, les enseignants, les

employeurs, les locataires de logements ou les agents du système judiciaire). Apostle et al. montrent, par exemple, qu'un individu s'identifiant au mode « individualiste » d'explication des inégalités socio-économiques entre Blancs et Noirs — c'est-à-dire qu'il croit que ces inégalités sont essentiellement la responsabilité de chaque individu et que tous ont une chance égale de réussite dans la vie — favorisera en général le statu quo lorsqu'on lui demandera ce que les gouvernements devraient adopter comme mesure pour réduire ces inégalités.

b) Wetherell et Potter (1992) et la cartographie du discours raciste

Au-delà de l'aspect méthodologique, de l'outil additionnel d'investigation du social, l'analyse du discours repose sur le principe d'un espace de parole pour le sujet connaissant. Il permet, bien davantage que le questionnaire standardisé traditionnel, d'accéder à l'univers individuel et social qui parle « au travers » de l'individu interviewé, les productions discursives de ce dernier étant structurées tant par des aspects culturels, linguistiques, sociaux que cognitifs.

À cet égard, l'étude menée par Wetherell et Potter en Nouvelle-Zélande est particulièrement intéressante. Comme nous l'avons vu en détail, ces deux chercheurs s'intéressent particulièrement aux rôles et aux fonctions des pratiques discursives dans le cadre de rapports d'inclusion/exclusion entre Pākehās et Māoris. Ils montrent comment ces pratiques discursives des membres du groupe majoritaire sont imbriquées avec d'autres pratiques sociales importantes, notamment les rapports sociaux dominants/dominés. Ces auteurs ne distinguent pas ce qu'on peut appeler les attitudes d'exclusion des Pākehās de leurs comportements. En fait, le discours raciste de sens commun qu'ils mettent au jour est surtout conçu comme une forme d'action sociale, comme une pratique sociale participant d'une construction sociale et idéologique de la réalité.

Les catégories et les groupes sociaux sont construits et sont rendus réels dans et par le discours, sans pour autant que la réalité ne soit réductible au discours. Ce discours

— qui émane directement du type de rapports entre ces groupes — légitime ainsi l'exploitation du peuple māori et est structuré à cette fin. Wetherell et Potter montrent en effet comment les intérêts des Néo-Zélandais Pākehās sont servis par les diverses formulations discursives. En faisant appel à des ressources d'interprétation que W et P appellent « répertoires interprétatifs », les membres du groupe majoritaire construisent et élaborent, dans et par le langage, des représentations sur les Māoris qui ont pour effet le maintien et la continuation de dynamiques inégalitaires et d'exclusion.

En allant beaucoup plus loin que ce qui est visé tant dans le sondage d'opinion du MCCI que dans l'enquête de Apostle et al., par exemple, l'approche privilégiée par Wetherell et Potter a, comme nous l'avons déjà souligné, le mérite de ne pas imposer de cadre standardisé de réponses aux personnes interviewées, de leur ouvrir un « espace d'argumentation » qui permet d'accéder à des structures de discours qui sont révélatrices de rapports sociaux inégalitaires entre Pākehās et Māoris.

11.3 Vers une perspective sociologique sur les attitudes

Étudier les rapports sociaux c'est, notamment, s'attarder à examiner comment les discours sociaux à l'égard des immigrants et de l'immigration prennent naissance, s'articulent et participent d'une construction de la réalité sociale qui se transforme constamment sous nos yeux. C'est également reconnaître que la problématique qui nous occupe ici est d'une complexité telle qu'il est légitime de croire qu'il faut assumer cette complexité dans une démarche qui devrait viser à la mettre au jour.

En présentant les travaux de Wetherell et Potter, nous avons mis en lumière la question de l'analyse du discours et de l'« espace d'argumentation » ainsi offert à la personne interviewée, permettant au chercheur d'accéder à des structures de discours révélatrices de rapports sociaux inégalitaires. Jusqu'à maintenant, cependant, nous avons surtout abordé l'étude des attitudes et des comportements d'exclusion en

mettant l'accent sur les membres de groupes majoritaires et sur différents modes ou approches méthodologiques permettant de capter des « données » recueillies auprès des membres de ces groupes. Or, il y a un nombre important de limites et de problèmes associés à ce genre d'approche. Par exemple, il est très difficile de cerner et de comprendre les mécanismes par lesquels opèrent les pratiques de discrimination dont sont victimes les membres des groupes minoritaires en interviewant les membres d'un groupe majoritaire. De plus, les sondages standardisés actuels se prêtent mal à ce genre d'exercice, et ce, même lorsque leur échantillon comprend des répondants issus de groupes ethniques minoritaires. Ainsi, les questionnaires du MCCI administrés à des membres des groupes ethniques minoritaires permettent d'estimer quantitativement la proportion de Noirs qui affirment avoir subi des pratiques de discrimination, mais sans qu'on soit en mesure de comprendre les tenants et les aboutissants de telles pratiques.

Il y a pourtant une approche alternative qui permet d'aborder la question des pratiques d'exclusion, et c'est d'examiner ce qu'on nomme « le point de vue du minoritaire », c'est-à-dire celui qui, la plupart du temps, est victime de telles pratiques. Une telle approche permet de reconstruire et de comprendre une partie du vécu de ceux qui subissent l'exclusion, mais également de mieux cerner les mécanismes par lesquels les membres d'un groupe majoritaire, sans qu'ils en soient nécessairement conscients, entretiennent et favorisent l'exclusion des minoritaires de même que les effets de telles pratiques sur ces derniers.

11.3.1 Le point de vue du minoritaire

En partant du point de vue du minoritaire, nous sommes en mesure d'élaborer une approche sociologique qui porte non pas sur les minoritaires, mais une sociologie qui se place du point de vue des minoritaires. Selon Juteau-Lee (1981, p. 37), contrairement à la vision sociologique traditionnelle, un tel discours n'aspire à aucune prétendue neutralité et reconnaît l'existence d'un lien entre les

représentations des individus et leur place au sein des rapports sociaux. Elle souligne en effet que

face aux lacunes d'une sociologie aveuglée par sa recherche de l'universalité, de la neutralité, ou des deux, face à une sociologie qui a occulté leur statut de mineurs, ou qui en fait basculer les causes dans la superstructure, les membres des groupes minoritaires, en l'occurrence les "ethniques", [...] posent sur leur propre existence un regard qui rend visible l'invisible et proposent, face à leurs découvertes, des explications qui ne manquent pas d'intérêt (p.33).

Dans un ouvrage intitulé *The everyday world as problematic* (1987), Smith propose une alternative à la conception traditionnelle de la science sociale selon laquelle le sujet est associé au chercheur et l'objet aux phénomènes (individus, groupes, relations, etc.), et où le « sujet connaissant » se situe théoriquement dans un espace fixe et extérieur à la réalité qu'il étudie. Smith propose en effet une conception selon laquelle les « connaissants » sont membres de la société et y occupent des positions qui ne sont pas ancrées dans le système dominant abstrait que véhicule ou représente la sociologie traditionnelle.

Le développement d'une sociologie qui émerge du point de vue de sujets matériellement et localement situés n'implique par pour autant un transfert d'un cadre conceptuel à un autre (d'une sociologie parsonienne à une sociologie marxiste, par exemple), ni n'implique, par le fait même, une position idéologique. Smith utilise une métaphore intéressante pour expliquer le changement de conception qu'implique une perspective qui intègre le point de vue des minoritaires. L'importance de la révolution copernicienne n'est pas tant, selon elle, la découverte que le soleil, plutôt que la terre, est le centre du système solaire, mais que la position de l'observateur n'est plus fixe et qu'une telle situation ne peut plus être ignorée lors de l'observation. L'observateur ne peut plus se percevoir comme occupant une position fixe et centrale, mais plutôt comme occupant une position elle-même en mouvement par rapport à l'objet d'observation. Avec Copernic, les mouvements des planètes observées ne peuvent désormais plus être perçus comme étant *leur* mouvement, mais plutôt comme un mouvement vu d'une position elle-même en mouvement (Smith, 1987, p.98).

Il n'est pas question ici de pur relativisme où, comme le soutient Harding (1986), les multiples facettes de notre monde et les perspectives différentes qui en émergent sont toutes aussi valides les unes que les autres dépendant d'où l'on parle. Smith croit plutôt qu'il est possible de songer à une sociologie qui permet aux minoritaires d'apprendre comment nos réalités quotidiennes sont organisées, structurées et façonnées par les rapports qui les sous-tendent. La métaphore de la découverte de Copernic est un outil heuristique important ici. Il ne s'agit en effet pas seulement de savoir que chaque « observateur » est en mesure de fournir un discours subjectif issu de son point de vue particulier, mais surtout que chacun des discours et chacune des perspectives s'insère dans une structure de relations qui, bien qu'invisible ou difficile à observer dans le vécu quotidien, leur donne naissance et assure leur continuité.

La dialectique de Hegel sur le maître et l'esclave est une analogie utile qui permet de bien comprendre la vision que présente Smith. Le maître et son serviteur, bien que cocréateurs d'une même réalité, ne perçoivent pas cette réalité de la même façon et n'y accordent pas le même sens. Le maître ne voit dans le travail de son serviteur qu'un objet de consommation alors que son serviteur est en contact direct avec la matérialité de son existence sans pour autant connaître la « métastructure » qui organise son quotidien. L'objectif d'une sociologie alternative serait, aux yeux de Smith, une sociologie qui permettrait de révéler, pour ainsi dire, autant pour le maître que pour son serviteur, la réalité telle qu'ils la créent conjointement. Le rôle du sociologue ou du chercheur revient donc à révéler

the "inner" organization generating [the everyday world's] ordinary features, its orders and disorders, its contingencies and conditions, and to look for that inner organization in the externalized and abstracted relations of economic process and of the ruling apparatus in general ¹.

Smith utilise le concept de « quotidien comme problématique » sociologique (everyday world as problematic) pour le distinguer de celui du quotidien « comme objet d'étude », comme phénomène. La nuance importante entre les deux réside dans le fait que la perception du quotidien comme phénomène constitue un univers de recherche fermé,

¹ Smith, 1987, p. 99.

méthodologiquement parlant, à la mise en lumière des diverses façons par lesquelles ce quotidien est ancré dans un contexte socialement organisé qui est plus large que ce qu'il est possible de connaître directement en le considérant de cette façon. Smith utilise le concept du « quotidien comme problématique » dans le but d'établir un lien nouveau entre le chercheur et la recherche sociologique d'une part, et l'expérience des membres de la société en tant que sujets « connaissants » évoluant dans des situations de vie concrètes d'autre part.

11.3.2 Les minoritaires ethniques

On peut comprendre qu'une approche qui tient compte du point de vue des minoritaires ethniques aura pour conséquence, dans la plupart des cas, une opposition, voire une remise en question et un rejet du discours des majoritaires *sur* les minoritaires. Juteau-Lee (1981) montre que depuis longtemps le discours des majoritaires en sociologie et dans l'ensemble des sciences sociales s'est caractérisé par l'adoption d'un certain nombre de visions de l'ethnicité : l'essentialisme, le culturalisme et le psychologisme. L'*essentialisme* soutient que l'ethnicité est un attribut naturel. Une essence appelée « ethnicité » place les « ethniques » en dehors de l'Histoire et de la société, en dehors des relations sociales. Le *culturalisme* présuppose qu'on ne naît pas « ethnique », on le devient; cela résulte de mécanismes qui assurent l'acquisition de traits distinctifs. Les fondements historiques d'une telle acquisition sont cependant totalement ignorés de même que le rapport social et le processus qui les font naître. En ce sens, les inégalités sociales sont expliquées par les différences culturelles et l'assimilation devient l'unique solution envisagée pour abolir ces inégalités. Le *psychologisme*, pour sa part, favorise les explications « psycho-analytiques » du préjugé (l'existence d'un syndrome prédisposant certaines personnes à entretenir des préjugés à l'égard de « l'Autre » par exemple). Juteau-Lee souligne qu'une telle vision occulte les bases matérielles du conflit intergroupe.

Le discours des minoritaires ethniques remet donc en question des interprétations (le culturalisme et le psychologisme, par exemple) qui ne correspondent pas à leur (s) réalité (s). Ce discours permet notamment de saisir que le préjugé est enraciné dans le système de relations économiques et sociales entre les groupes, dans le système organisationnel de la société. Pour enrayer le préjugé, il faut, par exemple, abolir le système d'exploitation économique qui le fait naître. De même, le rejet du culturalisme s'impose dans la mesure où l'on reconnaît que les inégalités sociales ne découlent pas des différences culturelles, mais plutôt d'un « accès différentiel aux ressources économiques, politiques et sociales » (Juteau-Lee, 1981, p. 41). Ce discours des minoritaires n'est pas récent, comme en font foi les travaux de sociologues d'origine afro-américaine de l'École de Chicago dans la première moitié du XX^e siècle. Bien qu'elles aient été plutôt marginalisées devant le rouleau compresseur de la perspective assimilationniste, les approches qui ont pris en compte le point de vue des minoritaires ont repris de l'ampleur à partir des années 1980. Les études féministes ont également servi de catalyseur à cet égard. Smith (1975) mentionne en effet que le mouvement féministe des années soixante, de même que les travaux d'intellectuelles féministes ont permis de donner naissance à une perspective sociologique alternative où la compréhension de l'expérience quotidienne des femmes, telle que décrite par les femmes elles-mêmes, permettait de lever le voile sur tout un pan d'une réalité sociale jusque-là méconnue. Selon elle, une sociologie féministe allait donc tenter de voir les femmes comme sujets, plutôt que comme objet de recherche. Elle prendrait sérieusement les descriptions personnelles des femmes et de leur vécu et construirait une sociologie *pour* les femmes plutôt que *sur* les femmes (Smith, 1975, p. 367). En outre, il y a un très grand intérêt à comparer ce discours *sur* les minoritaires au discours *des* minoritaires, comme le soutient Juteau-Lee (1981), puisqu'une telle comparaison permet d'enrichir l'analyse sociologique en mettant au jour un portrait beaucoup plus complet des multiples rapports sociaux objectifs entre dominants et dominés.

Les travaux de Essed (1990, 1991) sur le « racisme quotidien » confirment la richesse de l'information qu'on peut recueillir auprès des membres de groupes minoritaires. Compte tenu du fait que le racisme s'exprime et s'articule souvent de façon subtile et

voilée, qu'il est souvent atténué, voire nié, par les membres du groupe dominant, il est par le fait même beaucoup plus difficile à démontrer lorsqu'on ne s'inspire que du discours majoritaire. Les membres du groupe dominant subissent en effet les pressions d'une norme sociale qui clame le rejet du racisme à partir de bases morales et les pressions sociales d'une idéologie qui promeut des valeurs égalitaristes. L'existence de telles normes a souvent pour conséquence d'entraîner une certaine cécité à l'endroit des implications racistes des communications et des interactions qu'ont les membres du groupe majoritaire avec ceux des groupes minoritaires (Essed, 1991; Karp, 1981; Milner, 1981).

C'est pourquoi, comme le soutient Essed (1991), on peut s'attendre à ce que les Noirs, par exemple, puissent fournir une information à l'égard des membres du groupe dominant qu'on ne pourrait probablement pas recueillir auprès de répondants appartenant à ce dernier groupe. On peut ainsi, comme elle l'a bien démontré, concentrer notre attention sur les membres du groupe dominé dans une perspective où on les considère

as active constructors and (critical) reporters of the way dominant group members participate in the reproduction of racial and ethnic dominance. [In this sense] the critique of Black women can be contextualized in a framework of knowledge of racism generated over time and transmitted among Blacks from one generation to the next (1991, p. 59).

L'étude de Mathews sur les producteurs de comportements racistes présentée au chapitre huit de même que les travaux de Henry sur la diaspora antillaise de Toronto sont deux exemples de recherches fondées, en tout ou en partie, sur le point de vue des minoritaires. Dans le premier cas, il a été possible de mettre en lumière à la fois les perceptions des jeunes victimes de discrimination et d'exclusion, et celles des responsables d'embauche dans différents types d'entreprise. Bien que cette étude ne mette l'accent que sur un seul champ de rapports sociaux, celui du marché de l'emploi, elle permet néanmoins d'établir un lien relativement clair entre les comportements des jeunes de groupes ethniques racisés, leurs démarches, leurs perceptions, etc., et les attitudes, les représentations et les comportements des

employeurs issus du groupe dominant. L'étude de Henry sur la diaspora antillaise de Toronto porte sur un nombre plus large de champs potentiels de discrimination. Qu'il s'agisse des pratiques ayant cours dans le cadre du processus légal d'immigration, sur le marché de l'emploi, dans le milieu de l'éducation ou dans les relations avec la police et le système judiciaire, l'examen des trajectoires de vie des membres de la communauté antillaise de Toronto montre bien l'articulation de comportements discriminatoires de la part d'acteurs du groupe majoritaire qui contrôlent des champs clés de pouvoir et d'influence, et les attitudes et les représentations négatives à l'égard des Noirs qui les sous-tendent.

Tant l'étude menée par Mathews que celle menée par Henry partent d'abord des trajectoires de vie des membres de groupes minoritaires qui vivent l'exclusion. Celle de Mathews, bien que portant sur un champ plus restreint, quoique central, de rapports sociaux, montre l'intérêt, dans le cadre d'une même recherche, de parvenir à interviewer tant des membres de groupes dominés que ceux d'un groupe dominant.

11.3.3 Il n'y a pas d'individu sans structure sociale, il n'y a pas de structure sociale sans individu

D'un point de vue méthodologique, l'intérêt pour l'analyse du discours, que ce soit celui du minoritaire ou celui du majoritaire, amène à statuer sur le potentiel de cet outil relativement à la compréhension et à l'explication du lien entre l'individu et la structure sociale. Pour ce faire, nous nous inspirerons, dans les pages qui suivent, d'abord de l'approche biographique de Bertaux (1988, 1980), des positions épistémologique et théorique sur le racisme quotidien de Essed (1990, 1991), sur la notion de faisceaux de trajectoires telle que développée, notamment, chez Bourdieu (1979), et enfin sur la position d'Ibáñez (1994) à l'égard du lien entre la notion d'idéologie et les relations intergroupes. Par le fait même, un tel parcours nous amènera à rendre explicite notre position sur la possibilité d'une sociologie qui tiendrait compte des attitudes en vue d'une compréhension et d'une explication des rapports d'exclusion/inclusion.

Dans ses travaux sur l'approche biographique, Bertaux (1988, 1980) montre avec conviction le potentiel et la validité méthodologiques des récits de vie, lesquels se situent selon lui « au point d'articulation des êtres humains et des places sociales ». Bertaux parle « d'approche biographique » plutôt que de « méthode de récits de vie » (1980, p. 201) parce qu'il ne s'agit pas que d'une question de technique, mais plutôt d'une démarche sociologique qui s'est nettement distinguée des canons hégémoniques que sont le « survey research » et le fonctionnalisme parsonien aux États-Unis. Après avoir constitué, à l'époque des années glorieuses de l'École de Chicago, le principal courant de la sociologie empirique aux États-Unis, et après avoir été reléguée à la quasi-marginalité durant les années 1960 et 1970, voilà que l'approche biographique a depuis lors repris ses lettres de noblesse, encore qu'elle tarde toujours à se voir considérer à sa pleine valeur.

L'intérêt sociologique des récits de vie tient non pas dans ce que leur analyse révèle de la vie d'un individu mais plutôt dans ce qu'elle dévoile sur son univers social. Les récits d'expériences que sont les récits de vie, rappelle Bertaux (1980, p. 216), renseignent tant sur l'individu que sur le monde qui l'entoure, tant l'un et l'autre que l'un par l'autre. Selon ses mots, au travers des yeux du narrateur « ce n'est pas lui que nous voulons regarder, mais le monde; ou, plus précisément, son monde » (p. 217). Reste alors à expliciter la façon dont l'approche biographique permet au sociologue de tenir compte de phénomènes comme ceux des attitudes ou des représentations sociales pour comprendre les mécanismes d'exclusion à l'égard des membres d'un groupe racisé, par exemple. S'inspirant tant de la phénoménologie, de l'interactionnisme symbolique, de l'ethnométhodologie, de la sociologie cognitive que des théories sociales qui tentent de dépasser la distinction marquée entre les approches micro et macro, Essed (1990, 1991) fournit des éléments de réponse à cet égard dans l'approche qu'elle propose pour étudier le racisme quotidien.

La question qu'on se doit de poser est la suivante : comment peut-on intégrer les perspectives micro et macrosociologiques qui visent à mieux comprendre les

phénomènes de domination ethnique, de discrimination raciale lorsque le racisme ou l'exclusion est couvert et se manifeste dans des pratiques routinières qui semblent pourtant normales? L'étude des processus socio-cognitifs tels les attitudes et les représentations, de même que leur lien avec des comportements d'exclusion, sont rendues d'autant plus difficiles que le modèle du pluralisme culturel et la norme sociale d'égalité forment aujourd'hui l'idéologie dominante de gestion des rapports sociaux ethniques. Nous avons déjà abordé la question de l'influence croissante du déterminisme culturel et de l'exclusion, celle du racisme fondé sur la culture. Essed parle d'une culturalisation du racisme (1991, p.13). Ces considérations amènent à tenir compte du rôle que peut jouer une idéologie particulière de gestion des rapports sociaux ethniques lorsqu'elle est intégrée dans des patterns quotidiens d'action par les individus eux-mêmes; comment, en d'autres mots, cette idéologie particulière produit des effets réels dans des pratiques quotidiennes.

Le modèle que propose Essed (1990, 1991) va à l'encontre des études structurelles du racisme qui ont défini les structures macrosociologiques comme étant indépendantes des pratiques de la vie quotidienne. Elle propose ainsi une approche qui reconnaît à la fois les propriétés macrostructurelles du racisme de même que les iniquités microsociologiques qui perpétuent le système, une approche qui met l'accent sur l'interdépendance des dimensions micro et macro. Une telle interdépendance prône donc l'abolition de la distinction souvent faite entre racisme institutionnel et racisme individuel. Qui plus est, le racisme individuel est en soi une contradiction puisque, par définition, le racisme est un problème social et qu'il est l'expression ou l'activation du pouvoir de groupe (Essed, 1991, p. 37).

En définissant le racisme en tant qu'*idéologie*, en tant que *structure* et en tant que *processus*, Essed propose un cadre d'analyse qui ouvre la voie à une intégration du structurel et du cognitif, de même qu'une intégration du comportemental et de l'attitudinal. Ainsi, le racisme est *idéologie* notamment parce qu'il s'élabore sur une base d'oppression culturelle ou d'ethnisme. Cette idéologie clame explicitement l'existence de l'égalité « multiethnique » ou « multiculturelle », mais présuppose en

même temps un ordre hiérarchique ethnique ou culturel où les « Blancs » ont une position plus élevée que les « Non-Blancs » dans la hiérarchie (Essed, 1991, p. 6). Le racisme est également défini en lien avec une *structure* dans la mesure où la domination ethnique et « raciale » fait partie d'un système et y est reproduite au travers de la formulation et de l'application de règles, de lois et de règlements ainsi qu'au travers de l'allocation et de l'accès à des ressources. Finalement, le racisme est un *processus* parce que les structures et les idéologies n'existent pas en dehors des pratiques quotidiennes au travers desquelles elles sont créées et confirmées (ibid., p. 44).

Envisager l'étude des attitudes en adoptant une perspective sociologique nécessite qu'on statue sur le lien entre les processus cognitifs et les processus structurels. S'inspirant de deux cadres théoriques spécifiques, ceux de Collins (1981b) et de Cicourel (1981), lesquels mettent l'accent sur le rôle de la routine et des pratiques répétées dans la construction des structures sociales, Essed va cependant plus loin en donnant plus de poids à l'interdépendance mutuelle des dimensions micros et macros du racisme. Ainsi, la dimension macro entend le racisme comme système, au sens de Giddens (1981), d'inégalités structurelles et comme processus historique créé et recréé au travers de pratiques routinières. Puisque les structures du racisme sont le produit des agents et de leurs interactions, et qu'elles n'existent pas sans eux et hors de leurs pratiques, on ne peut parler de dimension micro du racisme que dans la mesure où les pratiques spécifiques — que leurs conséquences soient intentionnelles ou non — activent et sont consistantes avec les inégalités « raciales » structurelles existantes dans le système.

L'interdépendance mutuelle des dimensions macro et micro que prône Essed passe donc par l'intégration des trois dimensions qui composent la notion de racisme quotidien, à savoir le lien entre a) les éléments idéologiques, b) les éléments structurels du racisme et c) l'idée selon laquelle le racisme est un processus créé et recréé par le biais de pratiques quotidiennes.

11.3.4 L'idéologie

Posons d'abord la question de savoir comment l'idéologie ou les idéologies sont traduites dans les pratiques quotidiennes. Nous reconnaissons d'entrée de jeu le caractère polysémique de la notion d'« idéologie », mais nous laissons de côté l'analyse de tous les débats qui entourent sa valeur, son utilité et sa pertinence pour les sciences sociales. Nous adoptons ici une position «pratico-sociale» de l'idéologie, c'est-à-dire celle qui la présente comme «une grille de lecture indispensable pour faire sens de la réalité sociale et s'y mouvoir » (Ibáñez, 1994, p. 325). Nous faisons également nôtre la position de Deconchy (1989, p.237) selon qui l'idéologie est un ensemble plus ou moins organisé de représentations et d'explications du monde et, notamment, du monde des interactions sociales. L'idéologie réfère tant au discours savant qu'à celui de sens commun. Dans ce dernier cas nous parlons de représentations sociales qui servent de substrat aux idéologies, c'est-à-dire, dans la problématique qui nous occupe, de sédimentation de notions dans les systèmes de croyances et d'attitudes du groupe dominant qui servent leurs intérêts vis-à-vis d'autres groupes ethniques ou raciaux (Essed, 1991, p. 44). Le racisme comme idéologie est ainsi présent dans les activités quotidiennes puisqu'il inclut toute une gamme de concepts, d'idées ou d'images qui servent de cadre d'interprétation et de signification à un système de pensée sur, par exemple, la race ou les groupes ethniques dans la société. Ce système de pensée et les discours qui l'accompagnent peuvent être organisés soit de façon systématique, comme dans le milieu académique, ou plus ou moins structuré, comme dans les cercles politiques ou dans les milieux populaires, avec toutes les contradictions, les ambivalences et les discours de sens commun qui les caractérisent (Hall, 1986).

Se poser la question de l'arrimage des idéologies, des structures et des processus qui produisent et reproduisent l'exclusion fondée sur l'appartenance à un groupe ethnique ou racisé oblige nécessairement à examiner celle de savoir comment les idéologies parviennent à pénétrer la pensée des sujets. Trois paradigmes principaux pavent la voie à un tel examen. Le premier est dépeint par la métaphore dite de

l'éponge (Ibáñez 1994, p. 329). Par le biais d'un processus de socialisation, l'individu absorbe jour après jour, telle une éponge, les présupposés et les contenus idéologiques qui circulent dans son milieu social et qui sont diffusés par les instances ayant le pouvoir et les moyens de le faire. Une telle explication fait non seulement l'impasse sur les éléments capables de provoquer les changements sociaux, mais fait l'économie de toute considération qui attribuerait un rôle actif au sujet. À l'encontre d'une telle approche, d'autres mécanismes ont été proposés. Un modèle théorique comme celui de Giddens (1984), par exemple, présente les individus comme évoluant dans des structures sociales qui les façonnent et qui encadrent et limitent les possibilités qui s'offrent à eux, mais, en même temps, rend compte du fait que ces mêmes structures ne peuvent exister en dehors des pratiques quotidiennes exercées par les individus. Ibáñez (1994, p. 330-331) voit dans cette approche ce qu'il nomme « la métaphore du labyrinthe » dans la mesure où « l'activité dont on veut bien créditer le sujet [...] n'est que l'inscription en positif du fait qu'il est le produit nécessaire, donc passif, de ses circonstances sociales ». En d'autres mots, c'est l'individu qui agit mais dans les limites qui lui sont imposées par son capital social hérité. Enfin, devant ces deux visions ou conceptions déterministes de l'idéologie, une troisième présente plutôt les idéologies comme n'affichant pas nécessairement de cohérence interne, comme étant plutôt peu formalisées et laissant aux individus une marge d'interprétation assez large sur le sens de leurs contenus et sur le sens qu'elles permettent de donner aux diverses réalités sociales. Une telle vision met en lumière non seulement l'existence de contradictions internes à toute idéologie et le fait qu'aucune idéologie ne permet de donner sens de manière univoque (Billig et al., 1988 ; Billig, 1991 ; Ibáñez, 1994), mais également que tout individu est confronté à une multitude d'idéologies différentes dans sa vie quotidienne. Par conséquent, en dépit de ses multiples attaches identitaires et de son insertion dans des positions sociales spécifiques, l'individu doit néanmoins puiser dans ses propres ressources pour donner un sens à ce qui l'entoure. Face au caractère flou, contradictoire et problématique du champ idéologique d'un individu et étant donné le caractère argumentatif de sa pensée, l'individu joue donc un rôle actif de construction sociale de la réalité.

On peut donc adopter la position selon laquelle la relation entre une idéologie qui est fondée sur l'exclusion, et qui l'alimente, et les différents éléments de nature cognitive (représentations, croyances ou perceptions), tout comme celle entre les structures et les agents, présente à la fois les contraintes structurelles qui jouent sur ces agents et prend en compte le fait que les sujets ont le pouvoir d'agir sur leur milieu. Même en reconnaissant un rôle actif au sujet, on ne peut donc évacuer l'influence de ses insertions sociales, l'importance des groupes auxquels il appartient et/ou avec lesquels il s'identifie. Nous touchons là aux multiples facettes de son identité, de ce qui le constitue comme individu. De ce fait, on ne peut succomber à une perspective psychologisante puisque, comme le souligne McAll (1994, p.44),

« ... sociologiquement parlant, si nous détachons un individu de ses identités construites de types national, ethnique, ethnolinguistique, ethnoreligieux, ethnonational, régional, sexuel, professionnel et de classe, entre autres, nous lui enlevons tout ce qui le constitue en tant qu'individu. [...] L'individualité n'est qu'un carrefour identitaire, la façon particulière que développe un individu d'opérationnaliser différents aspects de ses multiples appartenances dans diverses situations d'interaction sociale. »

C'est pourquoi, selon Ibáñez (1994, p. 332), l'idéologie se trouve toujours référée aux groupes sociaux puisque c'est dans le groupe que l'individu trouve les conditions pour faire usage de l'idéologie. C'est par le biais des conversations, des représentations, des expériences collectives, de la mémoire collective et des pratiques partagées au sein du groupe auquel il appartient que l'idéologie devient « opérationnelle ». De plus, loin de simplement s'imposer, les idéologies se construisent dans ces pratiques quotidiennes partagées ou, à tout le moins, elles « s'inscrivent dans des usages particuliers permettant à l'individu de construire le sens des choses avec moins d'incertitudes » (Ibanez, *ibid.*).

À l'échelle de la société, lorsque les membres du groupe dominant sont socialisés et exposés de façon systématique aux représentations qui justifient leur domination sur les autres groupes ou, du moins, leur position plus élevée dans la hiérarchie des groupes ethniques, et lorsqu'une telle logique est, sans qu'on ne s'y arrête vraiment,

considérée comme étant normale, les « majoritaires » vont alors agir de concert, en créant et en reproduisant des formes similaires d'exclusion selon leurs intérêts et leurs besoins spécifiques et contextualisés (Essed, 1991, p. 46).

11.3.5 De l'idéologie aux attitudes et à la discrimination

Le racisme ou la discrimination fondée sur l'appartenance à un groupe ethnoculturel donné est, nous l'avons dit, un problème social; il est l'expression d'un système complexe de pouvoir entre des groupes disposant d'un capital différent de pouvoir. Les membres de ces groupes sont donc des acteurs dans une structure de pouvoir au sein de laquelle le racisme et l'exclusion se reproduisent.

L'idée de discrimination, comme le soutient Essed, ne fait de sens que si elle est définie en tant qu'actions qui, tacitement ou explicitement, confirment ou créent l'inégalité raciale ou ethnique dans le cadre d'une domination « raciale » ou ethnique. Évoquant l'idée d'action, nous ne pouvons donc pas nous limiter à la conception traditionnelle du comportement explicite. En fait, à l'instar de Essed, nous convenons que la discrimination ou l'exclusion fondée sur la base de marqueurs ethniques ou raciaux inclut tous types d'actes — qu'ils soient verbaux, non verbaux ou paraverbaux — ayant des conséquences voulues ou non, défavorables ou négatives pour les groupes qui sont dominés sur la base de leur appartenance ethnique ou raciale. C'est donc à ce titre qu'on peut reconnaître l'idée selon laquelle l'intentionnalité n'est pas nécessairement une composante du racisme puisque les acteurs n'ont pas nécessairement toujours connaissance des conséquences qu'entraînent leurs actions (Essed, 1986; Jenkins, 1986).

La notion de « racisme quotidien » que présente Essed est donc très pertinente pour notre propos dans la mesure où elle désigne un processus, c'est-à-dire l'intégration du racisme dans les situations de la vie quotidienne au travers de pratiques, tant cognitives que comportementales, qui activent les relations de pouvoir sous-jacentes

entre les groupes. Mais dans une telle perspective, la problématique qui nous occupe nous amène inévitablement à statuer sur deux éléments clés : la place ou le rôle des attitudes d'exclusion comme pratiques et le lien entre ces attitudes et les comportements. Nous commencerons par le second.

Nous avons déjà souligné le fait que la plupart des manifestations explicites d'exclusion ou des comportements explicites de racisme ou de discrimination sont aujourd'hui souvent couverts, subtils ou voilés. Nous avons également montré que les membres des groupes majoritaires utilisent souvent des éléments de rhétorique qui, sous le couvert d'une soi-disant ouverture à la différence, n'en cachent pas moins des attitudes d'exclusion. Si le racisme quotidien ou l'exclusion est, comme le soutient Essed, un processus du système qui opère au travers de multiples relations et situations, on peut difficilement le réduire à des événements ou à des actions spécifiques.

C'est parce que les attitudes s'alimentent à des représentations sociales et à des idéologies qui marginalisent et qui excluent qu'il est souvent difficile de les associer à des comportements particuliers. Essed utilise en fait, la notion de pratiques racistes pour englober à la fois les composantes cognitives et comportementales de l'exclusion raciale. Affirmer que l'aspect macro du racisme est créé et reproduit à un niveau micro signifie notamment que la discrimination et les préjugés sont reliés de façon inhérente. Ainsi, les pratiques quotidiennes créent et reproduisent les structures inégalitaires et discriminatoires, et s'alimentent à un ensemble de représentations sociales qui justifient une telle inégalité. On se retrouve alors le plus souvent dans des situations où un geste ou une action spécifique n'est pas nécessairement lié de façon causale à une attitude ou à une motivation spécifique de la part d'un même acteur. Il arrive donc souvent qu'il n'y ait pas de fondement pour l'identification d'une intentionnalité comme composante nécessaire de la définition du racisme puisque ce dernier est un processus au travers duquel on intègre l'exclusion dans des pratiques qui deviennent partie intégrante de ce qui est considéré comme normal, de ce qu'on ne questionne pas (Essed, 1991, p. 55).

Si, d'un point de vue analytique, il est utile de distinguer les aspects cognitifs et comportementaux, il n'en va pas nécessairement de même d'un point de vue ontologique. On distingue habituellement ces deux composantes, mais dans la réalité elles se fondent souvent l'une dans l'autre et opèrent comme faisant partie d'un même processus. Les structures et les idéologies du racisme et de l'exclusion sont ainsi renforcées et reproduites de façon récurrente au travers d'un ensemble complexe d'attitudes et de comportements. Nous avons ainsi, à un niveau macrosociologique, une ou des idéologies fondées sur des différenciations intra et extragroupes qui « incorporent à la marge » ou excluent certains groupes, qui les considèrent comme un problème. L'exclusion, la marginalisation et, d'une certaine façon, la répression structurelle qui en émergent sont directement issues d'un processus de sédimentation des principaux éléments de ces idéologies dans les systèmes de croyances, d'attitudes et d'actions des membres du groupe dominant qui, consciemment ou non, servent leurs intérêts. Le lien entre les idéologies, les représentations sociales et les préjugés entraîne ce qu'Essed nomme des préjugés « saturés d'idéologies ».

C'est parce que les manifestations de discrimination et les gestes d'exclusion intentionnels et ouverts sont difficiles à cerner et ne sont souvent pas les plus fréquents qu'il ne suffit pas de chercher à examiner le lien entre des attitudes générales et des gestes intentionnels spécifiques de discrimination. Ces derniers existent bel et bien. Pourtant, le fait de procéder de la sorte masque le fait qu'une part importante, sinon la plus importante, des pratiques d'exclusion sont difficiles à identifier parce que les représentations sociales et les idéologies qui les supportent les considèrent normales et ne les identifient pas à des pratiques d'exclusion et de racisme. Cela signifie-t-il pour autant qu'une analyse sociologique des attitudes et des représentations sociales ne nous apprend rien sur leur lien avec des comportements qui entraînent et perpétuent l'exclusion? Nullement. Or donc, quel est alors, concrètement, la place ou le rôle des attitudes comme pratiques favorisant l'exclusion et le racisme?

11.3.6 Les attitudes comme pratiques

Une perspective sociologique n'est pas facile à adopter. McAll (1994, p. 47) parle de la difficulté de voir l'interaction sociale comme étant

à la fois individuelle et collective, interpersonnelle et intercatégorielle, unique et généralisée, structurée et structurante, sans tomber dans l'interactionnisme, dans un certain postmodernisme selon lequel il n'y aurait que des individus qui improvisent la société à leur guise, ou dans un structuralisme où le jeu se déroule à travers et à l'insu des acteurs.

Asch (1952, p. 257) soutient quant à lui que

our task is to understand both the distinctiveness and inseparability of group and individual. (...) We must understand also how group conditions penetrate to the very center of individuals and transforms their character. In particular, we must understand that once a group is functioning, the unit is not an individual but a social individual, one who has a place in the social order as a child, a husband, or a worker.

Une telle perspective est également difficile à entrevoir dans le cadre d'une analyse du rôle des attitudes dans la structuration des rapports sociaux inégalitaires, principalement en raison du fait que la notion d'attitude a pratiquement toujours été considérée d'un point de vue psychologisant : « avoir ou ne pas avoir d'attitudes négatives, être ou ne pas être intolérant ».

Les enquêtes que nous avons présentées dans le cadre de la présente thèse, en particulier celle de Henry, celle de Wetherell et Potter, celle de Matthews de même que celle de Essed, ont permis d'identifier un élément fondamental et essentiel à l'étude des attitudes du point de vue d'une perspective sociologique. En recueillant des discours, des récits de vie et des trajectoires de pratiques, il y a nécessité de mettre en juxtaposition, voire en confrontation les points de vue du minoritaire et du majoritaire. Nous avons pris connaissance d'une rhétorique d'exclusion qu'utilisent les membres des groupes majoritaires, tout comme nous avons examiné comment une telle rhétorique émergeant d'idéologies et de représentations sociales précises se traduit dans les faits par un champ de forces qui favorise et perpétue l'exclusion des membres de groupes minoritaires.

L'étude des trajectoires de vie², tant comme objet de connaissance que comme démarche méthodologique, est utile pour expliquer notre position à cet égard. La notion de trajectoire est importante et utile parce qu'elle prend en compte le fait que chaque individu se déplace dans le temps et l'espace en suivant différentes trajectoires, différents itinéraires de vie. Pour chaque individu, il y a une multiplicité de parcours que Bourdieu (1979) nomme le « faisceau de trajectoires » qui coïncide avec la division et la structuration des rapports sociaux. Cette dernière est en fait le produit d'une telle structuration de sorte que l'étude sociologique de ce faisceau de trajectoires permet une lecture sociologique de la structuration des rapports sociaux. Partant de l'idée selon laquelle les acteurs sociaux sont à la fois porteurs et producteurs de structures (Giddens, 1984 ; Balan et Jelin (1980)), l'analyse des trajectoires de vie des membres de groupes minoritaires nous éclaire beaucoup sur la façon dont les rapports sociaux sont structurés.

En relatant les événements qui jalonnent leur trajectoire de vie, les membres de groupes minoritaires qui vivent l'exclusion et le racisme au quotidien nous informent sur les éléments de la structure sociale, sur les pratiques des acteurs majoritaires qui ont une influence directe et indirecte sur la perpétuation de leur exclusion. En même temps, une analyse des idéologies et des représentations auxquelles puisent les membres des groupes majoritaires dans l'élaboration de leur discours et de leurs pratiques quotidiennes et dans le processus de construction de la réalité auquel ils participent, nous permettent de mettre en lumière les différents éléments de rhétorique qu'ils utilisent et les conséquences concrètes sur les trajectoires de vie des minoritaires.

Faire une lecture sociologique des faisceaux de trajectoires des acteurs sociaux revient donc à étudier les différents comportements et les différentes pratiques qui structurent l'expérience de ces acteurs. Faire une lecture sociologique des attitudes

² Nous nous inspirons ici du cadre conceptuel et méthodologique du *Programme de recherche sur la discrimination et le racisme* rattaché au Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal.

des membres du groupe majoritaire, et des représentations sociales qui informent de telles attitudes, nous amène à les considérer comme une sorte de champ de forces qui influe sur les événements et les comportements qui composent les trajectoires des acteurs. C'est en reconstituant les trajectoires de différents acteurs que nous pouvons alors comprendre le rôle que peuvent jouer les attitudes dans le développement et le maintien de l'exclusion et de la discrimination. Bourdieu a déjà affirmé que la conception traditionnelle de l'opinion publique en faisait une notion fictive principalement parce qu'elle ignorait l'importance de ce champ de forces entre acteurs dont les intérêts et le capital sont divergents. L'examen sociologique du champ de forces que constitue la rencontre de différentes trajectoires de vie est au cœur même de l'entreprise qui vise à mieux comprendre l'interaction entre les attitudes et les comportements et, par-dessus tout, l'influence que ces attitudes peuvent avoir sur l'exclusion de catégories particulières d'individus dans la population.

Une lecture sociologique de ces phénomènes nous amène à prendre en compte le fait qu'il n'est pas seulement question d'intersections entre des trajectoires individuelles, mais d'abord entre trajectoires catégorielles. Adopter une telle lecture amène à reconnaître qu'au travers des multiples rencontres de trajectoires individuelles et catégorielles, les différents acteurs construisent la société³. C'est également reconnaître, comme le font notamment Essed (1991) et Bourdieu, dans l'ensemble de son œuvre, que les individus sont impliqués différemment dans la (re)production des rapports sociaux au travers de leurs positions et de leurs fonctions déterminées de classe et de genre au sein de la société. En outre, Essed (1991, p. 42) note que les pratiques racistes de ceux qui ont des positions de pouvoir et d'autorité (pouvoir de position et de propriété) sont semblables dans leur nature aux pratiques racistes de ceux qui n'ont pas de tels pouvoirs, mais non dans leurs conséquences. Du reste, Bourdieu (1973) fait remarquer qu'une des lacunes importantes dans l'étude sociologique des phénomènes cognitifs est qu'on ne tient généralement pas compte d'une telle réalité.

³ Au sens où l'entendait Giddens.

D'un point de vue méthodologique, la préoccupation exclusive centrée sur le critère de représentativité statistique, souvent au détriment de celui de représentativité sociologique, qui caractérise habituellement les sondages d'opinion et les grandes enquêtes sur les attitudes, ignore un principe pourtant capital. Les différents groupes sociaux n'ont pas la même prétention à agir sur le social et ne pèsent pas de façon égale à tous les niveaux de la structure sociale. Ainsi, on ne peut pas présumer que des attitudes un tant soit peu similaires manifestées par différents groupes sociaux se traduiront dans les faits par des pratiques d'exclusion dont les conséquences seront comparables.

Les enquêtes examinées dans le cadre de la présente thèse amènent à formuler l'idée suivant laquelle l'approche la plus prometteuse, d'un point de vue sociologique, réside dans la mise en relief et la juxtaposition des visions et des pratiques des minoritaires et des majoritaires. Le succès d'une démarche sociologique sur les attitudes ne réside pas dans l'approche traditionnelle selon laquelle on répertorie et on examine des attitudes pour, par la suite, tenter d'établir des corrélations avec des comportements spécifiques. Elle réside plutôt dans une meilleure compréhension des trajectoires de vie des membres de groupes minoritaires et la mise en relief de ces trajectoires avec les discours et la rhétorique des membres du groupe majoritaire.

Conclusion

Poser la question de la possibilité d'appréhender par la voie sociologique un phénomène comme celui des attitudes en matière de rapports sociaux ethniques peut sembler surprenant de prime abord puisque tout phénomène, qu'il soit physique ou social peut être étudié selon des perspectives disciplinaires très variées. Cela peut également surprendre puisque nous sommes régulièrement exposés à la diffusion de résultats de sondages d'opinion présentés comme l'expression d'attitudes « sociales ». En procédant aux ventilations classiques des résultats par, entre autres, groupe d'âge, statut socio-économique ou sexe, cette pratique courante que sont devenus les sondages d'opinion donne à penser que des analyses sociologiques des attitudes sont effectuées régulièrement.

Poser cette question n'est cependant pas si surprenant dès lors qu'on connaît l'histoire des travaux depuis près d'un siècle sur le sujet, lorsqu'on sait que les sociologues en sont venus, pour la plupart, à délaisser cette notion d'attitude au profit de notions plus utiles d'un point de vue sociologique. Sans compter non plus que la psychologie sociale américaine en a fait un concept qui justifiait à lui seul, pendant plus d'une période, l'existence même de cette discipline. Être humain c'est, disait-on, exprimer des attitudes. Bien qu'il ait contribué à la naissance de la sociologie américaine, le concept d'attitude a perdu progressivement le sens qu'on lui attribuait au début du XX^e siècle de même que, semble-t-il, son utilité en tant que concept explicatif de l'évolution des rapports sociaux. La psychologisation de la notion d'attitude a en effet eu pour résultat que cette dernière soit perçue par plusieurs sociologues comme étant pratiquement obsolète.

Les débats incessants entourant les difficultés d'établir des relations significatives entre les attitudes et les comportements ont également contribué à un tel état de fait.

Sans compter les multiples définitions, voire, dans plusieurs cas, l'absence de préoccupation à définir clairement ce qu'on entend par une attitude.

L'intérêt de se poser la question sur la possibilité d'une perspective sociologique sur les attitudes tient beaucoup au fait que cette dernière résulte du constat suivant lequel les processus cognitifs tels les représentations, les attitudes, les croyances, les préjugés sont également des processus « socio-symboliques ». Contrairement à une perspective strictement individualisante et psychologisante sur les attitudes, contrairement à une vision où ce que l'on désigne par le vocable de « social » est accessoire ou n'est défini que comme la somme des attitudes individuelles, il y a place pour une perspective qui situe ces phénomènes au cœur même de la société.

Une telle perspective nous amène à voir les attitudes comme l'expression de systèmes de rapports sociaux. Étudier l'ancrage des attitudes dans les rapports sociaux qui les génèrent amène également à les situer dans le cadre de discours sociaux, de formes de connaissance qui ne sont rien de moins que « des structurations de l'expérience humaine : des mises en forme de l'expérience selon des règles de construction propres à la nature du discours social produit » (Sabourin, 1995). L'organisation du sens dans ce qu'il est convenu de nommer le « sens commun » est ainsi « constitutive de l'unité d'expérience », ce qui signifie que « ce discours est relatif aux interactions sociales de l'individu dans des activités sociales qui forment son expérience du réel » (Sabourin, *ibid.*). En d'autres termes, il faut dès lors cesser de considérer le discours des individus comme étant de nature essentiellement cognitive et comme étant indépendant de leurs comportements. Il faut réintégrer les attitudes comme forme sociale de connaissance, comme discours constitutifs des rapports sociaux. Il faut, comme le dit Fernand Dumont (1993) à propos des représentations de la nation, « redescendre vers leurs processus de formation dans l'épaisseur des structures sociales ».

Un tel changement de « paradigme » n'est pas que conceptuel. Il invite également à un changement radical dans la façon d'étudier ces attitudes vues comme formes de

connaissance — changement dans la façon d'examiner les diverses représentations sociales qui sont partie intégrante de la construction sociale des rapports ethniques. Ces rapports ne sont pas homogènes, uniformes. Ils prennent naissance et se transforment sur des territoires sociaux bien précis, selon des dynamiques où chaque acteur poursuit une trajectoire d'insertion sociale qui est sujette à la présence des barrières physiques et symboliques qu'il ou elle rencontre. Vouloir changer les attitudes, les discours et les pratiques qui alimentent l'exclusion est plus que légitime dans nos sociétés en constante mutation, mais il faut s'assurer de bien cerner ces discours et ces pratiques et d'en comprendre les processus d'élaboration et de persistance. La façon de modifier les attitudes ne peut vraisemblablement pas se limiter à mesurer les contacts entre membres de différents groupes, ni à tenter de savoir si les membres du groupe majoritaire (lequel est d'ailleurs lui-même en mutation) se sentent à l'aise ou non en présence de membres d'autres groupes ethniques. Dans l'enquête de 1992 du MCCI, entre 40 % et 50 % des répondants des quartiers à forte diversité ethnique affirmaient avoir été témoins d'actes de discrimination. Comment alors faire le lien entre un tel résultat et des attitudes en apparence plus que positives de la population dans son ensemble? Il faut donc examiner de plus près de tels résultats, sur le terrain, en interviewant et en retraçant les trajectoires sociales des individus, en scrutant les répertoires discursifs qui alimentent l'exclusion.

Mais en quoi le fait d'adopter une perspective sociologique à l'endroit des attitudes est-il différent de la perspective européenne sur les représentations sociales dont Moscovici a été le précurseur? Ce dernier désirait en effet jeter des passerelles entre le psychologique et le sociologique; il faut, disait-il libérer les recherches sur les attitudes de leur centration trop exclusive sur l'organisation psychologique individuelle; il y a également nécessité d'intégrer la formation et le changement d'attitudes au sein de rapports sociaux et de processus relationnels dynamiques.

La perspective sociologique que nous désirons privilégier ne vise pas l'étude des représentations sociales et des attitudes en elles-mêmes ni seulement leur formation

ou leur changement. Nous avons écrit au chapitre précédent qu'une lecture sociologique des attitudes et des représentations sociales qui informent ces dernières amène à les considérer comme une sorte de champ de forces qui influe sur les événements et les comportements qui composent les trajectoires des acteurs, tant minoritaires que majoritaires. En tant que sociologues, c'est ce champ de forces dont il faut étudier la structure et les conséquences afin de comprendre et d'expliquer le rôle que peuvent jouer les attitudes dans le développement et le maintien de l'exclusion et de la discrimination. Ces représentations sociales et ces attitudes sont en effet parties prenantes des processus sociaux d'exclusion et de marginalisation dont nous désirons mieux comprendre les rouages et la structuration.

La perspective qu'a développée Moscovici dans la psychologie sociale européenne se démarque de celle qui, dans l'ensemble, a progressivement dominé la psychologie sociale américaine depuis les années 1930. De plus, on peut la situer dans la lignée des travaux sociologiques des traditions américaines de l'interactionnisme symbolique et du constructivisme social de la réalité. Ces considérations amènent par le fait même à parler de la nécessité d'une approche interdisciplinaire dans l'étude de ces phénomènes. Les travaux sur les représentations sociales, ceux de Wetherell et Potter sur les répertoires d'interprétations, l'approche anthropologique de Henry sur le racisme, ceux de Essed sur le racisme quotidien, pour ne nommer que ceux-là, abordent de manières différentes des phénomènes qui sont voisins et dont l'intégration des connaissances ne peut être que bénéfique pour l'avancement de notre compréhension de ces problématiques de l'exclusion.

Proposer une perspective sociologique sur les attitudes a des implications à plusieurs niveaux. Nous avons vu qu'il ne s'agit pas que d'une question de méthode ou de méthodologie. Il importe en effet de tenir compte de considérations d'ordre tant méthodologique, théorique qu'épistémologique. Comprendre ces phénomènes d'un point de vue sociologique signifie qu'on ne peut ignorer le point de vue des minoritaires. Tout comme la compréhension du discours des membres de groupes majoritaires est inévitable et essentielle. La compréhension du racisme quotidien, du

rôle des attitudes, des représentations et des idéologies dans la « production » de comportements racistes et de pratiques d'exclusion et de marginalisation incite à repenser autrement la valeur de la parole du répondant.

Nous convenons qu'il serait prématuré, au terme de la présente thèse, de statuer que les sondages d'opinion standardisés, étant donné leurs difficultés inhérentes, sont inadéquats pour éclairer l'objet de recherche qui nous occupe. En effet, le succès ou l'échec d'un sondage ou d'une enquête sur les attitudes, leur validité scientifique, si l'on peut dire, réside en grande partie dans les questions qui sont posées, dans leur formulation, leur portée, les choix de réponse proposés et le sens qu'on accorde aux réponses obtenues. De plus, il faut toujours garder à l'esprit que les questionnaires d'enquêtes sont un matériau essentiellement fait de langage et donc que chacune des questions, chacun des thèmes abordés présente une structure sémantique spécifique. L'objet que nous examinons est ainsi construit dans et par le langage constitutif de ce matériau.

La question de la représentativité et de la généralisation des résultats de recherche est également un élément central dans l'attribution d'un statut de scientificité. Les traditions classiques de recherche sur les attitudes et le positivisme méthodologique qui les guide assoient trop souvent leur crédibilité scientifique sur un critère de représentativité statistique, souvent au détriment de celui de représentativité sociologique. Moscovici nous enjoint de nous éloigner d'une vision qu'il qualifie d'épidermique des phénomènes sociaux, de mettre moins l'accent sur les théories prédictives de phénomènes ou de mécanismes isolés, que sur celles qui permettent de décrire et d'expliquer les processus relationnels dynamiques et mouvants.

Il n'y a pas de solution ni de modèle préfabriqués pour l'élaboration d'une perspective sociologique sur ce que l'on convient d'appeler des attitudes, et la démarche est de taille compte tenu du caractère, disons, institutionnel de cette tradition classique de recherche sur les attitudes. Mais une telle entreprise est nécessaire, ne serait-ce que pour la perspective critique et les débats qu'elle peut

susciter. Dès lors qu'on reconnaît que les attitudes en matière de rapports sociaux ethniques ne peuvent être ces dispositions individuelles non plus que ces états psychologiques statiques et permanents de la personnalité des individus, dès lors qu'on conçoit que les attitudes s'alimentent à des représentations sociales et à des idéologies qui marginalisent et qui excluent, dès lors, enfin, que nous réaffirmons que l'exclusion, la marginalisation et, d'une certaine façon, la répression structurelle qui en émergent sont directement issues d'un processus de sédimentation des principaux éléments de ces idéologies dans les systèmes de croyances, d'attitudes et d'actions des membres du groupe dominant qui, consciemment ou non, servent leurs intérêts, on ne peut faire l'économie d'une perspective sociologique sur le sujet des attitudes.

*

Références

- Abella, Rosalie S. (1984), *Equality in Employment: Report of the Commission on Equality in Employment*, Ottawa, Ministry of Supply and Services.
- Abelson, Robert P. (1972), «Are attitudes necessary?», in Bert T. King and Elliot McGinnies (eds.) *Attitudes, Conflicts, and Social Change*, New York, Academic Press, p. 19-32.
- Adorno, Theodor, Else Frenkel-Brunswick, Daniel J. Levinson, and R. Nevitt Sanford (1950), *The authoritarian Personality*, New York, Harper and Row.
- Ajzen, Icek (1988), *Attitudes, Personality and Behavior*, Chicago, Dorsey.
- Ajzen, Icek, Martin Fishbein (1980), *Understanding attitudes and predicting social behavior*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall.
- Ajzen, Icek, Martin Fishbein (1973), «Attitudinal and normative variables as predictors of specific behaviors», *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 27, p. 41-57.
- Albarracin, Dolores, Blair T. Johnson, Mark P. Zanna (eds.) (2005), *The handbook of attitudes* [electronic resource], Mahwah, NJ, Lawrence Erlbaum Ass.
- Alexander, Jeffrey, Bernhard Giesen (1987), «From Reduction to Linkage : The Long View of the Micro-Macro Link», in Jeffrey Alexander, Bernhard Giesen, Richard Münch et Neil Smelser (eds.) *The Micro-Macro Link*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.
- Allport, Floyd, H. (1924), *Social Psychology*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- Allport, Gordon W. (1935), «Attitudes», in C. M. Murchison, (ed.), *A Handbook of Social Psychology*, Worcester, Mass., Clark University Press, p. 798-844.
- Allport, Gordon W. (1954), *The nature of prejudice*. Cambridge, MA, Addison-Wesley.
- Ansart, Pierre (1990), *Les sociologies contemporaines*, Paris, Seuil.
- Apostle, Richard A., Charles Y. Glock, Thomas Piazza, Marijean Suelzle (1983), *The Anatomy of Racial Attitudes*, Berkeley, University of California Press.
- Apostle, Richard A. (1975), *White Racial Perspectives in the United States*, Ph. D. Dissertation, Department of Sociology, University of California, Berkeley.
- Asch, Solomon, E. (1952). *Social Psychology*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall.
- Babbie, Earl R. (1986), *The Practice of Social Research*, 4th (ed.), Belmont, Calif., Wadsworth.
- Balan, Jörg, Elizabeth Jelin (1980), «La structure sociale dans la biographie personnelle», *Cahiers internationaux de sociologie*, LXIX, p. 270-289.
- Ballis Lal, Barbara (1986), «The 'Chicago School' of American sociology, symbolic interactionism, and race relations theory», in John Rex and David Mason (eds.), *Theories of Race and Ethnic Relations*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Barth, Fredrik (ed.) (1969), *Ethnic groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, Boston, Little, Brown and Co.
- Becker, Howard S. (1990), «Generalizing from Case Studies», in Elliot Eisner and Alan Peshkin (eds.), *Qualitative inquiry in Education: The continuing debate*, New-York, Teachers College Press.
- Bell, Daniel (1975), «Ethnicity and Social Change», in Nathan Glazer and Daniel P. Moynihan (eds.), *Ethnicity, Theory and Experience*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, p. 141-174.
- Berger, Peter, Thomas Luckmann (1966), *The Social Construction of Reality*, New York, Doubleday.
- Berry, John W. (1984), «Multicultural policy in Canada: A social psychological analysis», *Canadian Journal of Behavioural Science*, vol. 16, p. 353-370.
- Berry, John W. (1990), «The Role of Psychology in Ethnic Studies», *Canadian Ethnic Studies*, vol. 22, no. 1, p.8-21.
- Berry, John W., Rudolf Kalin (1979), «Reciprocity of interethnic attitudes in a multicultural society», *International Journal of Intercultural Relations*, vol.3, p. 99-112.
- Berry, John W., Rudolf Kalin (1989), *Attitude Survey Research on Multiculturalism: Design Specifications*. Report to Multiculturalism and Citizenship Canada.
- Berry, John W., Rudolf Kalin (1995), «Multicultural and Ethnic attitudes in Canada : An Overview of the 1991 National Survey», *Canadian Journal of Behavioural Science*, vol. 27, no. 3, p. 301-320.
- Berry, John W., Rudolf Kalin, Donald. M. Taylor (1977), *Multiculturalism and ethnic attitudes in Canada*, Ottawa, Supply and Services Canada.
- Bertaux, Daniel (1980), «L'approche biographique: sa validité méthodologique, ses potentialités», *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXIX, p. 197-225.
- Bertaux, Daniel (1988), «Fonctions diverses des récits de vie dans le processus de recherche», *Sociétés*, no. 18, p. 18-22.
- Billig, Michael, Susan Condor, Derek Edwards, Mike Gane, David Middleton, Alan Radley (1988), *Ideological Dilemmas: A Social Psychology of everyday thinking*, London, Sage.
- Billig, Michael (1991), *Ideology and Opinions. Studies in Rhetorical Psychology*, London, Sage.
- Blalock, Hubert M., Paul M. Wilken (1979), *Intergroup Processes: A Micro-Macro Perspective*, New York, Free Press.
- Blumer, Herbert (1955), «Attitudes and the Social Act», *Social Problems*, vol.3, no.2, p. 59-65.
- Blumer, Herbert (1956), «Sociological Analysis and the Variable», *American Sociological Review*, vol. 21, no. 6, p. 683-690.
- Bogardus, Emory S. (1924), *Fundamentals of social psychology*, New York, Century.
- Bogardus, Emory S. (1925), «Measuring social distance», *Journal of Applied Sociology*, vol. 9, p. 299-308.
- Bourdieu, Pierre (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Paris, Droz.
- Bourdieu, Pierre (1973), «L'opinion publique n'existe pas», in *Les Temps modernes*, janvier, p.1292-1309.

- Bourdieu, Pierre (1977), «La Production de la croyance», *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, no. 13, p. 3-43.
- Bourdieu, Pierre (1978), «Questions de politique», *Actes de la Recherche en sciences sociales*, p.55-89.
- Bourdieu, Pierre (1979), *La Distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit.
- Bourdieu, Pierre (1980), *Le sens pratique*, Paris, Éd. de Minuit.
- Bourdieu, Pierre (1987), *Choses dites*, Paris Éd. de Minuit.
- Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Passeron (1970), *La Reproduction*, Paris, Éd. de Minuit.
- Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon (1968/1983), *Le Métier de sociologue, préalables épistémologiques*, Paris, Mouton-Bordas.
- Bourhis, Richard, André Gagnon et Léna Céline Moïse (1994), «Discrimination et relations intergroupes» in Richard Bourhis et Jean-Pierre Leyens (eds.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Mardaga.
- Breton, Raymond, Wsevolod W. Isajiw, Warren E. Kalback, Jeffrey G. Reitz (1990), *Ethnic Identity and Equality: Varieties of Experience in a Canadian City*, Toronto, University of Toronto Press.
- Brown, William Oscar (1930), Ph.D. Dissertation, University of Chicago.
- Campbell, Donald T. (1963), «Social attitudes and other acquired behavioural dispositions», in Sigmund Koch (ed.), *Psychology: A Study of a Science*, New York, McGraw-Hill, vol. 6, p. 94-172.
- Campbell, Donald T. (1969), «Prospective: Artifact and control», in Robert Rosenthal and Ralph L. Rosenow (eds.), *Artifact in behavioral research*, New-York, Academic Press.
- Campbell, Donald T. (1986), «Relabeling internal and external validity for applied social scientists», William M. K. Trochim (ed.), *Advances in quasi-experimental design and analysis*, no.31, San Francisco:Jossey-Bass.
- Champagne, Patrick (1988), «Le cercle politique: usages sociaux des sondages et nouvel espace politique», in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, nos. 71-72, p.71-97.
- Cicourel, Aaron V. (1973), *Cognitive Sociology*, New York, Free Press.
- Cicourel, Aaron V. (1981), Notes on the integration of micro- and macro-levels of analysis, in Karin Knorr-Cetina and Aaron V. Cicourel, (eds.), *Advances in Social Theory and Methodology: Towards an Integration of Micro- and Macro-sociology*, London: Routledge and Kegan Paul, p.51-80.
- Codol, Jean-Paul (1982), cité par Moscovici (1989) in Denise Jodelet (ed.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Cohen, Abner (1974), *Urban ethnicity*, London, Tavistock.
- Collins, Randall (1975), *Conflict Sociology: Toward an Explanatory Science*, New York, Academic Press.
- Collins, Randall (1981a), «On the Micro-foundations of Macro-sociology», *American Journal of Sociology*, vol. 86, p.984-1014.
- Collins, Randall (1981b), «Micro-translation as a Theory-building Strategy», in Karin Knorr-Cetina and Aaron V. Cicourel, (eds.), *Advances in Social Theory and Methodology: Towards an Integration of Micro- and Macro-sociology*, London: Routledge and Kegan Paul, p.81-108.

- Collins, Randall (1985), *Three Sociological Traditions*, New York, Oxford University Press.
- Collins, Randall (1988), *Theoretical Sociology*, Orlando, Harcourt Brace Jovanovich.
- Collins, Randall, Michael Makowsky (1972), *The Discovery of Society*, New York, Random House.
- Coner, Mark T. (2005), *The Social Psychology of Attitudes*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Converse, Philip E. (1964), «The nature of belief systems in mass publics», in David E. Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, p. 206-261.
- Converse, Philip E. (1970), «Attitudes and non-attitudes: continuation of a dialogue», in Edward R. Tufte (ed.), *The Quantitative Analysis of Social Problems*, Reading, Mass., Addison-Wesley.
- Coser, Lewis A. (1975), «Two Methods in Search of a Substance», *American Sociological Review*, vol. 40, p. 691-700.
- Coulon, Alain (1990), *L'École de Chicago*, Paris, PUF, «Que sais-je ?».
- Cox, Oliver C. (1948) *Caste, Class and Race*, New York, Monthly Review Press.
- Crane, Marie, Melvin Manis, Steven Martin, Cynthia Robins, Howard Schuman (1979). «Attitudes vs. Behavior versus behavior vs. behavior», texte présenté aux *Annual Meetings of the American Sociological Association*, Boston, August.
- Deconchy, Jean-Pierre (1984), «Systèmes de croyances et représentations idéologiques», in Serge Moscovici (ed.), *Psychologie sociale*, Paris, PUF.
- Deconchy, Jean-Pierre (1989), *Psychologie sociale, croyances et idéologies*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- DeFleur, Melvin L., Frank R. Westie (1958), «Verbal attitudes and overt acts: an experiment on the salience of attitudes», *American Sociological Review*, vol. 23, p. 667-673.
- DeFleur, Melvin L., Frank R. Westie (1963), «Attitude as a scientific concept», *Social Forces*, vol. 42, p. 17-31.
- Desrosières, Alain, Laurent Thévenot (1979), «Les mots et les chiffres: les nomenclatures socio-professionnelles», *Économie et statistique*, no. 110, avril.
- Deutscher, Irwin (1966), «Words and deeds: social science and social policy», *Social Problems*, vol. 13, p. 235-254.
- Deutscher, Irwin (1969), «Looking backward: case studies on the progress of methodology in sociological research», *The American Sociologist*, vol. 4, p. 35-41.
- Doise, Willem (1989), «Attitudes et représentations sociales», in Denise Jodelet (eds.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Dollard, John (1949), «Under what conditions do opinions predict behaviour?», *Public Opinion Quarterly*, vol. 12, p. 623-632.
- Dollard, John (1937/1988), *Caste and Class in a Southern Town*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Donmoyer, Robert (1990). «Generalizability and the Single-Case Study», in Elliot Eisner and Alan Peshkin (eds.), *Qualitative inquiry in Education: The continuing debate*, New-York: Teachers College Press.

- Doob, Leonard W. (1947). «The Behavior of attitudes», *Psychological Review*, vol. 54, p. 135-156.
- Droba, Daniel D. (1933), «The nature of attitude», *Journal of Social Psychology*, vol. 4, p. 444-463.
- Dubet, François (1986), «Les modèles modèlent-ils?», *Des Mesures*, coord. par J. L. Besson et M. Compte, Presses Universitaires de Lyon.
- Dumont, Fernand (1981), *L'anthropologie en l'absence de l'homme*, Paris, PUF.
- Dumont, Fernand (1990), «Permanence de la sociologie», *Cahiers de recherches sociologiques*, no. 14, p. 9-20.
- Dumont, Fernand (1993), *Genèse de la société québécoise*, Boréal.
- Durkheim, Émile (1904), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Félix Alcan (3^e éd).
- Eagly, Alice and Shelly Chaiken (1993), *The Psychology of Attitudes*, New York, Harcourt Brace.
- El Haïli, Aïcha. (1995), «L'opinion publique québécoise à l'égard des relations interculturelles», in *Justice et communautés culturelles*, sous la dir. de André Normandeau et Émerson Douyon, coll. Le méridien.
- Erbring, Lutz, A., Alice Young (1979), «Individuals and social structure: contextual effects as endogenous feedback», *Sociological Methods of Research*, vol. 7, p. 396-430.
- Eriksen Thomas H. (1991), «The Cultural Context of Ethnic Differences», *Man*, vol. 26, no.1, p.127-144.
- Essed, Philomena (1986), *The Dutch as an everyday problem: Some notes on the nature of White racism*, (Working paper no. 3), Amsterdam: Centre for Race and Ethnic Studies.
- Essed, Philomena (1988), «Understanding verbal accounts of racism», *Text*, vol. 8, no.1, p. 5-40.
- Essed, Philomena (1991), *Understanding Everyday Racism. An Interdisciplinary Theory*, California, Sage.
- Faris, Ellsworth (1925), «The concept of social attitudes», *Journal of Applied Sociology*, 9, p. 404-409.
- Farr, Rob (1978), «On the varieties of social psychology: an essay on the relationships between psychology and other social sciences», *Social Science Information*, vol. 17, (4/5), p. 503-525.
- Farr, Rob (1987), «Social Representations : A French Tradition of Research», *Journal for the Theory of Social Behaviour*, vol. 17, p. 343-369.
- Fazio, Russel H. (1986), «How do attitudes guide behavior?», in Richard M. Sorrentino and E. Tory Higgins (eds.), *The Handbook of Motivation and Cognition: Foundations of Social Behavior*, New York, Guilford, p.204-243.
- Fazio, Russel H. (1990), «Multiple processes by which attitudes guide behaviour: The mode model as an integrative framework», in M.P. Sanna (ed.), *Advances in Experimental Social Psychology*, vol. 23, San Diego, Academic, p. 75-109.

- Fazio, Russell H., Joni R. Jackson, Bridget C. Dunton, Carol J. Williams (1995), «Variability in automatic activation as an unobtrusive measure of racial attitudes: A bona fide pipeline?», *Journal of Personality and Social Psychology*, 69, 1013-1027.
- Firestone, William A. (1993), «Alternative arguments for generalizing from data as applied to qualitative research», *Educational Researcher*, vol. 22, no.4, p.16-23.
- Fishbein, Martin (1978), «Attitudes and behavioral prediction : an overview», in J. Milton Yinger and Stephen J. Cutler (eds.), *Major Social Issues: A Multidisciplinary View*, New York, Free Press, p. 377-389.
- Fishbein, Martin, Icek Ajzen (1972), «Attitudes and opinions», *Annual Review of Psychology*, vol. 23, p. 487-544.
- Fishbein, Martin, Icek Ajzen (1974), «Attitudes toward objects as predictors of single and multiple behavioral criteria», *Psychological Review*, vol. 81, p. 59-74.
- Fishbein, Martin, Icek Ajzen (1975), *Belief, attitude, intention and behavior: An introduction to theory and research*, Reading, MA, Addison-Wesley.
- Francis, Roy G. (1983), «Forward from Sociology», in Florian Znaniecki (ed.) *Cultural Reality*, Houston, TX, Cap and Gown Press.
- Frazier Edward Franklin (1931), Ph.D. Dissertation, University of Chicago.
- Friedman, Robert (1975), «Institutional Racism: How to Discriminate without Really Trying», in Thomas Pettigrew (ed.), *Racial Discrimination in the United States*, New York, Harper and Row.
- Gadamer, Hans-Georg (1975), *Truth and Method*, New York, Seabury Press.
- Gaertner, Samuel L., John F. Dovidio , (1986), «The Aversive Forms of Racism», in Gaertner and Dovidio (eds.), *Prejudice, Discrimination and Racism*, Orlando, Academic Press.
- Gagné, Madeleine (1992), «Les communautés culturelles du Québec : une réalité aux multiples dimensions qui nécessite une instrumentation adaptée aux besoins», in *Les défis que pose la mesure de l'origine ethnique : science, politique et réalité*, Actes de la conférence canado-américaine sur la mesure de l'origine ethnique (1^{er} au 3 avril 1992), Statistique Canada, p. 541-559.
- Gans, Herbert J., (1979), «Symbolic Ethnicity: the Future of Ethnic Groups and Cultures in America», *Ethnic and Racial Studies*, vol. 2, no.1, p.1-20.
- Garfinkel, Harold (1967), *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Gaskell, George, Colin Fraser (1990), *The Social Psychological Study of Widespread Beliefs*, Oxford, Clarendon Press.
- Giddens, Anthony (1976), *New Rules of Sociological Method*, New York, Basic Books.
- Giddens, Anthony (1981), *A Contemporary Critique of Historical Materialism*, Berkeley, University of California Press.
- Giddens, Anthony (1984), *The Constitution of Society*, Berkeley, University of California Press.
- Gilroy, Paul (1987), *There Ain't No Black in the Union Jack*, Centre for Contemporary Culture, University of Birmingham, Chicago, University of Chicago Press.

- Glaser, Barney G., Anselm L. Strauss (1967), *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine.
- Glazer, Nathan, Daniel P. Moynihan (1963), *Beyond the Melting-Pot*, Cambridge, Mass., Harvard University Press et MIT Press.
- Glock, Charles Y., R. Wuthnow, J. A. Piliavin, M. Spencer (1975), *Adolescent Prejudice*, New York, Harper & Row.
- Goffman, Erving (1961), *Asylums*, New York, Doubleday.
- Goffman, Erving (1959), *The Presentation Of Self In Everyday Life*, New York, Doubleday.
- Goffman, Erving (1967), *Interaction Ritual*, New York, Doubleday.
- Goldstein, Kurt (1934), *Der Aufbauder Organisms*, M. Nijhoff, der Haag. [The Organismus, American Book Co., 1939]
- Gordon, Milton (1964) *Assimilation in American life*, New York, Oxford University Press.
- Granger, Gilles G. (1967), «Science, philosophie et idéologies», *Uit. Tijdschrift voor filosofie*, vol. 29, Jaargang, 4, p.775-776.
- Granger, Gilles G. (1982), «Modèles qualitatifs, modèles quantitatifs dans la connaissance scientifique», *Sociologie et sociétés*, vol. XIV, no.1, p.7-14.
- Greeley, Andrew (1974), *Ethnicity in the United States: a Preliminary Reconnaissance*, New York, Wiley.
- Green, B. F. (1954), «Attitude measurement», in Gardner Lindzey, (eds.) *Handbook of Social Psychology*, Reading, Mass, Addison-Wesley, 335-369.
- Greenwald, Anthony G., Debbie E. McGhee and Jordan L.K. Schwartz (1998), «Measuring individual differences in implicit cognition: The implicit association test», *Journal of Personality and Social Psychology*, 74, 1464-1480.
- Greenwald, Anthony G., Mahzarin Banaji (1995), «Implicit social cognition: Attitudes, self-esteem, and stereotypes», *Psychological Review*, 102, 4-27.
- Greenwood, John, D. (2004), *The Disappearance of the Social in American Social Psychology*, New-York, Cambridge University Press.
- Grenier, Line (1983), «Sous la rubrique des objets perdus, une réflexion méthodologique sur le racisme», *Sociologie et sociétés*, vol. 15, no.2, p. 147-153.
- Grize, Jean-Blaise, Pierre Vergès, Ahmed Silem (1987), *Salariés face aux nouvelles technologies : vers une approche socio-logique des représentations sociales*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.
- Guba, Egon G., Yvonna S. Lincoln (1981), *Effective evaluation: Improving the effectiveness of evaluation results through responsive and naturalistic approaches*, San Francisco, Jossey-Bass.
- Guillaumin, Colette (1972), *L'Idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, La Haye, Mouton.
- Habermas, Jurgen (1981/1984), *The Theory of Communicative Action*, Boston, Beacon Press.
- Haddock, Geoffrey and Gregory R. Maio (eds.) (2004), *Contemporary Perspectives on the Psychology of Attitudes*, East Sussex, Psychology Press.

- Hall, Stuart (1986), «Variants of liberalism», in James Donald and Stuart Hall (eds.), *Politics and ideology*, Milton Keynes, Open University Press, p.34-69.
- Hamel, Jacques (1997), «Sociology, Common Sense, and Qualitative Methodology : The Position of Pierre Bourdieu and Alain Touraine», *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 22, no.1, p.95-112.
- Harding, Sandra (1986), *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press.
- Harding, John, B. Kutner, H. Prochansky, I. Chein (1954), «Prejudice and Ethnic Relations», in Gardner Lindzey, (ed.), *Handbook of Social Psychology*, vol. 2., Cambridge, Mass., Addison-Wesley, pp. 1021-1061.
- Hechter, Michael (ed.) (1983), *The Microfoundations of Macrosociology*, Philadelphia, Temple University Press.
- Henry, Frances (1993), *A Survey of Black Business in Toronto*, Toronto, Race Relations and Multiculturalism Division, Metropolitan Toronto.
- Henry, Frances (1994), *The Caribbean Diaspora in Toronto : Learning to live with racism*, Toronto, University of Toronto Press.
- Henry, Frances and Carol Tator (1994), «The Ideology of Racism – ‘Democratic Racism’», *Canadian Ethnic Studies*, vol. XXVI, no.2, p.1-14.
- Henry, Frances, Carol Tator, Winston Mattis and Tim Rees (1995), *The Colour of Democracy. Racism in Canadian Society*, Toronto, Harcourt Brace & Company.
- Henry, Frances, Effie Ginzberg (1984), *Who Gets the Work: A test of Racial Discrimination in Employment*, Toronto, Urban Alliance on Race Relations.
- Heritage, John (1984), *Garfinkel and Ethnomethodology*, Cambridge, Polity.
- Hill, Richard J. (1981), «Attitudes and Behavior», in Morris Rosenberg and Ralph H. Turner (eds.), *Social Psychology : Sociological Perspectives*, New York, Basic Books, inc.
- Hirschman, Charles (1983), «America’s melting-pot reconsidered», *Annual Review of Sociology*, vol. 9, p. 397-423.
- Homans, George (1961/1974), *Social Behavior: Its Elementary Forms*, New York, Harcourt.
- Homans, George (1964), «Bringing Men Back In», *American Sociological Review*, vol. 29, p.809-818.
- Horowitz, Donald (1989), «Europe and America: a comparative analysis of «ethnicity»», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 5, no.1, p. 47-61.
- Horowitz, E. L. (1947), «Development of attitude towards negros», In Theodore M. Newcomb and Eugene L. Hartley (eds.), *Readings in social psychology*, New York, Holt, Reprinted from Archives of Psychology, 194.
- Houle, Gilles (1982). «La sociologie: une question de méthodes?», *Sociologie et sociétés*, vol.14, no.1, p. 3-6.
- Houle, Gilles (1987), «La contribution des approches qualitatives aux sciences humaines: débats actuels», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 5, no.2.
- Houle, Gilles (1993), «L’analyse clinique en sciences humaines: pour une épistémologie pratique», in *L’analyse clinique dans les sciences humaines*, sous la dir. de Eugène Enriquez, Gilles Houle, Jacques Rhéaume et Robert Sévigny.

- Houle, Gilles (2005), «Présentation détaillée de la démarche d'analyse du discours», document manuscrit, Département de sociologie, Université de Montréal.
- House, James S. (1981), «Social structure and personality», in Morris Rosenberg, Ralph H. Turner (eds.), *Social Psychology: Sociological Perspectives*, New York, Basic Books, p. 525-561.
- Ibáñez, Tomás (1994), «Idéologie et relations intergroupes» in Richard Y. Bourhis et Jacques-Philippe Leyens eds., *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Mardaga.
- Ibáñez, Tomás and Lupicinio Íñiguez (1997), *Critical Social Psychology*, London, Sage.
- Jaspars, Jos M.F., Colin Fraser (1984), «Attitudes and social representations», in Robert M. Farr and Serge Moscovici (eds.), *Social representations*, Cambridge University Press.
- Jenkins, Richard (1986), *Racism and recruitment*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Jodelet, Denise (1984), «Représentations sociales : phénomènes, concept et théorie» in Serge Moscovici (ed.), *Psychologie sociale*, Paris, PUF.
- Jodelet, Denise (1985), *Civils et brédins. Rapport à la folie et représentations sociales de la maladie mentale*, Thèse pour le Doctorat d'État, Paris, EHESS.
- Jodelet, Denise (1989), «Représentations sociales : un domaine en expansion», in Denise Jodelet (ed.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Juteau-Lee, Danielle (1981), «Visions partielles, visions partiales: visions (des) minoritaires en sociologie», *Sociologie et Société*, vol. 15, no. 2, p. 39-54.
- Juteau, Danielle (1986). «L'État et les immigrés: de l'immigration aux communautés culturelles» in *Minorités et État*, sous la dir. de Pierre Guillaume, Jean-Michel Lacroix, Jacques Zylberberg et Réjean Pelletier, Presses de l'université Laval, p.35-50.
- Kalin, Rudolf (1981), «Ethnic Attitudes», in Robert C. Gardner and Rudolf Kalin (eds.), *A Canadian Social Psychology of Ethnic Relations*, Toronto, Methuen.
- Kalin, Rudolf, John W. Berry (1982), «The social ecology of ethnic attitudes in Canada», *Canadian Journal of Behavioural Science*, vol. 14, p.97-109.
- Kalin, Rudolf, John W. Berry (1994), «Multicultural and ethnic attitudes», in John W. Berry and Jean Laponce eds., *Ethnicity and culture in Canada: The research landscape*, Toronto, University of Toronto Press.
- Kalin, Rudolf, John W. Berry (1995), «Ethnic and civic self-identity in Canada: Analyses of 1974 and 1991 national surveys», *Canadian Ethnic Studies*, vol. 27, p.1-15.
- Kalin, Rudolf, John W. Berry (1996), «Interethnic Attitudes in Canada: Ethnocentrism, Consensual Hierarchy and Reciprocity», *Canadian Journal of Behavioural Science*, vol. 28, no.4, p.253-261.
- Karp, Joan B. (1981), «The emotional impact and a model for changing racist attitudes», in P. Benjamin Bowser and Raymond G. Hunt (eds.), *Impacts of racism on White Americans*, Beverly Hills, CA, Sage.
- Kelman, Herbert, C. (1978), «Attitude and behavior: a socio-psychological problem», in J. Milton Yinger, Stephen J. Cutler (eds.), *Major Social Issues: A Multidisciplinary View*, New York, Free Press, p. 412-420.

- Kiecolt, Jill K. (1988), «Recent developments in attitudes and social structure», *Annual Review of Sociology*, vol. 14, p. 381-403.
- Kovel, Joel (1970), *White Racism: A Psychohistory*, New York, Pantheon Books.
- Krantz, David L., David Allen (1967), «The Rise and Fall of McDougall's Instinct Doctrine», *Journal of the History of the Behavioral Science*, vol. 3, p. 326-338.
- Kreitler, Hans, and Shulamith Kreitler (1976), *Cognitive Orientation and Behavior*, New York, Springer.
- Kuper, Leo, Michael G. Smith (1969), *Pluralism in Africa*, Los Angeles, University of California Press.
- Kutner, Bernard, Carol Wilkins, Penny R. Yarrow (1952), «Verbal attitudes and overt behaviour involving racial prejudice», *Journal of Abnormal Social Psychology*, vol. 47, p. 649-652.
- LaPiere, Richard T. (1934), «Attitudes versus action», *Social Forces*, vol. 13, 230-237.
- Lenoir, Rémi (1989), «Objet sociologique et problème social», in Patrick Champagne, Rémi Lenoir, Dominique Merlié et Louis Pinto, *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Bordas-Dunod.
- Lévy-Bruhl Lucien (1951), *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris, PUF.
- Likert, R. (1932), «A technique for the measurement of attitudes», *Archives of psychology*, vol. 22, no.140.
- Lindesmith, Alfred R., Anselm Strauss (1956), *Social Psychology*, New York, Dryden.
- Liska, Allen E. (1984), «A critical examination of the causal structure of the Fishbein/Ajzen attitude-behavior model», *Social Psychology Quarterly*, vol. 47, no.1, p. 61-74.
- Lofland, John, Lyn H. Lofland (1984), *Analyzing social settings: a guide to qualitative observation and analysis* (2nd ed.), Belmont, CA, Wadsworth.
- Lyman, Stanford (1972), *The Black American in Sociological Thought*, New York, Capricorn Books.
- Maio, Gregory, R., James M. Olson (2000), «What is a value-expressive attitude?», in G.R. Maio and J.M. Olson (eds.), *Why we evaluate: Functions of attitudes*, Mahwah, NJ, Lawrence Erlbaum Ass., Inc.
- Manis, Melvin (1985), «Attitudes». in A. Kuper and J. Kuper (eds.), *The Social Science Encyclopedia*, London, Routledge and Kegan Paul.
- Mathews, Lorraine (1996), *Étude sur les producteurs de comportements racistes lors de l'insertion à l'emploi des jeunes travailleurs de 15 à 29 ans : le cas des jeunes Québécois d'origine haïtienne*. Direction des études et de la recherche, MCCI, L'Indice.
- Mathews, Lorraine (1996b), *Étude sur les producteurs de comportements racistes : six groupes ethniques minoritaires visibles*. Direction des études et de la recherche, MCCI, L'Indice.
- Mayr, Ernst (1983), *The Growth of Biological Thought*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

- McAll, Christopher (1990/1992), *Class, Ethnicity and Social Inequality*, McGill-Queen's University Press.
- McAll, Christopher (1991), «Au-delà de la culture: le Québec contemporain et l'immigration», *Conseil économique du Canada*, document de travail no.25.
- McAll, Christopher (1994), «Identités, inégalités et territoires: une société à déconstruire», *La condition québécoise: Enjeux et horizons d'une société en devenir*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau, vlb éditeur.
- McAll, Christopher, Victor Piché et Anne-Martie Fortier (1992), «Présentation : Racisme, Ethnicité, Nation», *Sociologie et Société*, vol. XXIV, no.2, 1992
- MCCI (1993), *Sondage sur l'opinion publique québécoise à l'égard des relations raciales et interculturelles*, Rapport présenté au ministère des communautés culturelles et de l'immigration, Collection Études et recherches, no. 6.
- MCCI (1990), *Au Québec pour bâtir ensemble : Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, Montréal, Direction des communications.
- McDougall, William (1960), *An Introduction to Social Psychology*, New York, Barnes & Noble.
- McDougall, William (1920), *The Group Mind*, New York, Putnam.
- McDougall, William (1921), *Is America Safe for Democracy?*, New York, Charles Scribner's Sons.
- McDougall, William (1933), *The energies of men*, New York: Scribner.
- McGuire, William J. (1985), «Attitudes and attitude change», in Gardner Lindzey and Elliot Aronson (eds.), *Handbook of Social Psychology*, 3rd (ed.), Random House, New York, p. 233-346.
- McGuire, William J. (1986), «The vicissitudes of attitudes and similar representational constructs in twentieth century psychology», *European Journal of Social Psychology*, vol. 16, p. 89-130.
- McGuire, William J. (1989), «The structure of individual attitudes and attitude systems», in Anthony Pratkanis, Steven J. Brecklerand, Anthony G. Greenwald, eds., *Attitude Structure and Function*, London, Lawrence Erlbaum.
- McKinley, Andrew, Jonathan Potter (1987), «Social Representations : A conceptual critique», *Journal for the Theory of Social Behaviour*, no. 17, p. 471-487.
- Mead, George Herbert (1964). «Selections form Mind, Self and Society», p.165-282, in Anselm Strauss (ed.), *George Herbert Mead on Social Psychology* (1934), Chicago, University of Chicago Press.
- Miles, Matthew B., A. Michael Huberman (1994), *Qualitative data analysis: an expanded sourcebook* (2nd ed.), Beverly Hills, CA,Sage.
- Milner, David (1981), «Racial prejudice and Social Psychology», in Jonathan Turner and Howard Giles (eds.), *Intergroup behaviour*, London, Basil Blackwell, p.102-143.
- Molino, Jean (1985), «Pour une histoire de l'interprétation : les étapes de l'herméneutique», *Philosophiques*, vol. 12, no.1, p.73-103, no.2, p. 281-314.
- Moscovici, Serge (1961/1976), *La psychanalyse, son image et son public*, 2^e éd., Paris, PUF, 1976.

- Moscovici, Serge (1969), Préface à Claudine Herzlich, *Santé et Maladie : Analyse d'une représentation sociale*, Paris, Librairie Larousse.
- Moscovici, Serge (1973), Foreword, in Claudine Herzlich, *Health and illness: a social psychological analysis*, London, Academic Press.
- Moscovici, Serge (1976), «La psychologie des représentations sociales», *Cahiers Vilfredo Pareto*, vol. 14.
- Moscovici, Serge (1976), *Social Influence and Social Change*, London, Academic Press.
- Moscovici, Serge (1983), «The phenomenon of social representations», in Robert M. Farr et Serge Moscovici, (eds.), *Social representations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Moscovici, Serge (1985), «Comment on Potter and Litton», *British Journal of Social Psychology*, vol. 24, p.91-92.
- Moscovici, Serge (1988), *La machine à faire des dieux*, Paris, Fayard.
- Moscovici, Serge (1989), «Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire», in Denise Jodelet (ed.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Moscovici, Serge et Gabriel Mugny (1987), *Psychologie de la conversion*, Cousset, Delval.
- MRCI (1996), *Sondage d'opinion publique québécoise sur l'immigration et les relations interculturelles*, Rapport présenté à la Direction des études et de la recherche, Collection Études et Recherches no.15, Gouvernement du Québec.
- Multiculturalisme et Citoyenneté Canada (1991), *Les Canadiens et le multiculturalisme: Étude nationale sur les attitudes des Canadiens*, Groupe Angus Reid Inc.
- Murphy, Robert F., *Social change and acculturation*, Transactions of the New York Academy of the Sciences, Series 2, vol. 26, no. 7, p. 845-854.
- Myrdal, Gunnar (1944), *An American Dilemma*, New York, Harper Brothers.
- Nelli, Humbert (1970), *The Italians in Chicago*, Oxford University Press.
- Newcomb, Theodore M., Ralph H. Turner, and Philip E. Converse (1965), *Social Psychology*, New York, Holt, Rinehart & Winston.
- Norman, Ross (1975), «Affective-cognitive consistency, attitudes, conformity, and behaviour», *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 32, p. 83-91.
- Park, Robert E. (1916/1952), «The City: Suggestions for the Investigation of Human Behaviour in the Urban Environment», *American Journal of Sociology*, vol. 20, p. 577-612. Reproduit dans Robert E. Park (1952) *Human Communities, The City, Human Ecology*, Everett C. Hughes (ed.), Glencoe, Ill., Free Press.
- Park, Robert E. (1922), *The Immigrant Press and Its Control*, New York, Harper and Row.
- Park, Robert E. (1926), «The Urban Community as a Spatial Pattern and a Moral Order» in Ernest W. Burgess (ed.), *The Urban Community*, Chicago, University of Chicago Press. Reproduit dans Robert E. Park (1952).
- Park, Robert E., Ernest W. Burgess (1921/1961), *An introduction to the Science of Sociology*, Chicago, University of Chicago Press.

- Parker, Ian (1987), «'Social representations': Social psychology's (mis)use of sociology», *Journal for the Theory of Social behaviour*, vol.17, no.4, p. 447-469.
- Parsons, Talcott (1937), *The Structure of Social Action*, New York, McGraw-Hill.
- Parsons, Talcott (1951), *The Social System*, Glencoe, Ill.: Free Press.
- Parsons, Talcott (1975), «Some theoretical considerations on the nature and trends of change of ethnicity», in Nathan Glaser et Daniel P. Moynihan (eds.), *Ethnicity, Theory and Experience*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, p. 305-349.
- Patton, Michael Q. (1990), *Qualitative evaluation and research methods*, (2nd ed.), Newbury Park, CA, Sage
- Persons, Stow (1987), *Ethnic Studies at Chicago: 1905-1945*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press.
- Petersen, Karen K., Jeffrey E. Dutton (1975), «Centrality, extremity, intensity: neglected variables in research on attitude-behavior consistency», *Social Forces*, vol. 54, p. 393-414.
- Petty, Richard E. and Jon A. Krosnick (eds.) (1995), *Attitude strength: Antecedents and consequences*, Mahwah, NJ., Lawrence Erlbaum Associates, Inc.
- Piaget, Jean (1963), «L'explication en psychologie et le parallélisme psychosociologique», in Paul Fraisse et Jean Piaget, *Traité de Psychologie expérimentale*, tome1, P.U.F., p.127-129.
- Pires, Alvaro (1982), «La méthode qualitative en Amérique du Nord: un débat manqué (1918-1960)», *Sociologie et sociétés*, vol.14, no.1, p.15-30.
- Potter, Jonathan, Ian Litton (1985), «Some problems underlying the theory of social representation», *British Journal of Social Psychology* (1985), vol. 24, p. 81-90.
- Potter, Jonathan, Wetherell, Margaret (1987), *Discourse and Social Psychology: Beyond attitudes and behaviour*, London, Sage.
- Potter, Jonathan, Margaret Wetherell (1988), «Accomplishing attitudes», *Text*, vol.8, p.51-68.
- Poutignat, Philippe, Jocelyne Streiff-Fenart (1995), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- Ramognino, Nicole (1989), «L'errance cognitive du sociologue. Du sujet à l'objet : le cercle herméneutique», *Sociologie du Sud-Est*, p. 83-113.
- Rocher, Guy (1969/1992), *Introduction à la sociologie générale*, Ville LaSalle, Hurtubise HMH.
- Rosenberg, Milton J. (1960), «A structural theory of attitude dynamics», *Public Opinion Quarterly*, vol. 24, p.319-341.
- Rosenberg, Milton J. (1968), «Hedonism, Inauthenticity, and other goals toward expansion of a consistency theory», in Robert P. Abelson et al. (ed.), *Theories of Cognitive Consistency: a Sourcebook*, Chicago, Rand-McNally, p. 73-111.
- Ross, Edward A. (1908/1929), *Social psychology: An outline and source book*, New York, Macmillan.

- Sabatier, Colette et John W. Berry (1994), «Immigration et acculturation», in Richard Y. Bourhis et Jacques-Philippe Leyens (eds.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Mardaga.
- Sabourin, Paul (1993), «La régionalisation du social : une approche de l'étude de cas en sociologie», *Sociologie et sociétés*, vol. 25, no.2.
- Sabourin, Paul (1995) Manuscrit sur l'analyse du discours, Département de sociologie, Université de Montréal.
- Saenger, Gerhart H., Emily Gilbert (1950), «Customer reactions to the integration of Negro personnel», *International Journal of Opinion and Attitude Research*, vol. 4, p. 57-76.
- Saris, Willem E. (1988), *Variation in Response Functions: A Source of Measurement Error in Attitude Research*, Amsterdam, Sociometric Research Foundation.
- Saris, Willem E. (1990), «Common factors can always be found but can they also be rejected? », *Quality and Quantity*, vol.24, p.471-490.
- Saris, Willem E. (1993), «Attitude Measurement: Is there still hope?», in Dagmar Krebs and Peter Schmidt eds., *New Directions in Attitude Measurement*, Berlin, Walter de Gruyter & Co., p. 187-205.
- Sarna, Jonathan D. (1978), «From Immigrants to Ethnics: Toward a New Theory of «Ethnicization»», *Ethnicity*, vol. 5, p. 370-378.
- Schanck, Richard L. (1932), «A study of a community and its groups and institutions conceived as behaviours of individuals», *Psychological Monographs*, 43, no. 195.
- Schiele, Bernard (1984), «Note pour une analyse de la notion de coupure épistémologique», *Communication-information*, vol. VI, no.2/3, p. 43-98.
- Schildkrout, Enid (1974), «Ethnicity and Generational Differences among Urban Immigrants in Ghana», in Abner Cohen (ed.), *Urban ethnicity*, London, Tavistock, p. 187-222.
- Schofield, Janet W. (1990), «Increasing the generalizability of qualitative research», in E. Eisner and A. Peshkin, (eds.), *Qualitative inquiry in Education: The continuing debate*, New-York: Teachers College Press.
- Schuman, Howard (1995), «Attitudes, Beliefs, and Behavior», in K.S. Cook, G.A. Fine, and J.S. House (eds.), *Sociological perspectives in social psychology*, Boston, Allyn & Bacon.
- Schuman, Howard, Michael P. Johnson (1976), «Attitudes and behavior», *Annual Review of Sociology*, vol. 2, p. 161-207.
- Schütz, Alfred (1932/1967), *The Phenomenology of the Social World*, Evanston, Ill., Northwestern University Press.
- Schutz, Alfred (1962), *Collected Papers I: The Problem of Social Reality*, The Hague, Martinus Nijhoff.
- Sears, David O. (1988), «Symbolic Racism», in Phyllis A. Katz and Dalmas A. Taylor (eds.), *Eliminating Racism. Profiles in Controversy*, New York, Plenum Press.
- Sears, David O., McConahay, J.B. (1973), *The politics of violence: The new urban blacks and the Watts riot*, Boston, Houghton-Mifflin (ré-imprimé par University Press of America, 1981).
- Seca, Jean-Marie (2001), *Les représentations sociales*, Paris, Armand Colin.

- Singer, Jerome (1980), «Social comparison : The process of self-evaluation», in L. Festinger (ed.), *Retrospections on social psychology*, Oxford, Oxford University Press.
- Smith, Dorothy (1975), «The statistics on mental illness: What they will not tell us about and why», in Dorothy Smith and Sarah J. David (eds.), *Women Look at Psychiatry*, Vancouver, Canada, Press Gang.
- Smith, Dorothy (1987), *The Everyday world as Problematic: a feminist sociology*, Boston, Northeastern University Press,
- Soulet, Marc-Henry (1987), «La recherche qualitative ou la fin des certitudes», in *Les méthodes de la recherche qualitative* (sous la dir. de Jean-Pierre Deslauriers), Presses de l'Université du Québec.
- Suelzle, Hilda M. (1977), *Social Indicators of White Racial Attitudes*, Ph.D. Dissertation, Department of Sociology, University of California, Berkeley.
- Testart, Alain (1991), *Pour les sciences sociales. Essai d'épistémologie*, Paris, Christian Bourgeois ed.
- Thernstrom Stephen, Ann Orlov, Oscar Handlin (eds.) (1980), *Harvard Encyclopedia of American ethnic groups*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Thomas, William I., and Dorothy Swaine Thomas, (1928), *The Child in America*, New York, Knopf.
- Thomas, William I., and Florian Znaniecki (1918-20). *The Polish Peasant in Europe and America*, 5 vols. Boston, R.G. Badger.
- Thurstone, Louis L. (1924), *The Nature of Intelligence*, New York, Harcourt Brace.
- Thurstone, Louis L. (1928), «Attitudes can be measured», *American Journal of Sociology*, vol. 33, p. 529-554.
- Thurstone, Louis L. (1931), «The measurement of attitudes», *Journal of Abnormal Social Psychology*, vol. 26, p. 249-269.
- Thurstone, Louis L., E. J. Chave (1929), *The Measurement of Attitude*, Chicago, University of Chicago Press.
- Thurstone, Louis L. (1952), « L. L. Thurstone » in E. G. Boring (ed.), *A History of Psychology in Autobiography*, vol. 4. Worcester, Clark University Press.
- Tittle, Charles R., Richard J. Hill (1976), «Attitude measurement and prediction of behavior: an evaluation of conditions and measurement techniques», *Sociometry*, vol. 30, p. 199-213.
- Todorov, Tzevetan (1991), *Les morales de l'Histoire*, Paris, Grasset, Le Collège de Philosophie.
- Turner, Ralph H. (1978), «The role and the person», *American Journal of Sociology*, vol. 84, p. 1-23.
- Vargas, Patrick T. (2004), «The relationship between implicit attitudes and behavior : Some lessons from the past, and directions for the future», in G.H. Addock and G.R. Maio (eds.), *Contemporary Perspectives on the Psychology of Attitudes*, East Sussex, Psychology Press.
- Vergès, Pierre (1980), «Note sur les groupes sociaux localisés», *Archives de l'O.C.S.*, no 3, Paris, CNRS, p. 99-106.
- Vergès, Pierre (1983) «Approche des classes sociales dans l'analyse localisée», *Sociologie du travail*, no. 2, p. 226-232.

- Vergès, Pierre (1984), «Une possible méthodologie pour l'approche des représentations économiques», *Communication- information*, vol. 6, no.2/3, p. 375-396.
- Vergès, Pierre (1989a), «Analyse de données et sociologie», *Sociologie du Sud-Est*, vol. 59-62, p. 115-131.
- Vergès, Pierre (1989b), «Représentations sociales de l'économie : une forme de connaissance», in Denise Jodelet (ed.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Vergès, Pierre (1993), «Traitement des données à facettes. 'Il faut plusieurs filets pour avoir la pêche'», *Sociologie et sociétés*, vol 25, no.2, p.37-45.
- Vergès, Pierre, Apkarian-Lacout Arlette, Vergès Pierrette (1985), «Le point de vue des idéologies», *Travaux du Centre de recherche sémiologique*, no. 49, Université de Neuchâtel, p. 110-130.
- Vincent, Pierre (1994), *Immigration : phénomène souhaitable et inévitable*, Montréal, Québec-Amérique.
- Warren, Howard C. (1922), *Elements of human psychology*, Boston: Houghton.
- Watson, James B. (1925), *Behaviorism*, Norton, New York.
- Weber, Max (1903-1906/ 1975), *Roscher and Knies*, London, Routledge and Kegan Paul.
- Weber, Max (1922/1971), *Économie et Société*, Paris, Plon.
- Weber, Max (1947/1964), *Theory of Social and Economic Organization*, New-York, Oxford University Press (1947). Cité d'après l'édition Free Press Paperback (1964).
- Weber, Renee, Jennifer Crocker, (1983), «Cognitive processes in the vision of stereotypic beliefs», *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 45, p.961-977.
- Wellman, David T. (1977), *Portraits of White Racism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Wetherell, Margaret, Jonathan Potter (1992), *Mapping the language of racism: discourse and the legitimation of exploitation*, New York, Columbia University Press
- Whyte, William F. (1984), *Learning from the field. A Guide from Experience*, Beverly Hill, Sage.
- Wicker, Allan W. (1969), «Attitudes versus actions: the relationship of verbal and overt behavioural responses to attitude objects», *Journal of Social issues*, vol. 25, no. 4, p. 41-78.
- Wieviorka, Michel (1991), *L'espace du racisme*, Paris, éditions du Seuil.
- Wiley, Norbert (1986), «Early American Sociology and *The Polish Peasant*», *Sociological Theory*, vol. 4, p. 20-40.
- Williams, Raymond (1961), *The long revolution*, New York, Columbia University Press.
- Yancey, William L., E. P. Ericksen, R. L. Juliani, (1976), «Emergent Ethnicity: A Review and Reformulation», *American Sociological Review*, vol. 41, p. 391-403.
- Yin, Robert K. (1984). *Case study research: design and method*, Applied Social Research Method Series, vol.5, Beverly Hills, CA, Sage.